

Les prix de détail
ont augmenté de 0,8 %
en septembre

LIRE PAGE 43

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.00 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,80 F; Tunisie, 1,80 F; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, 50 c.; Danemark, 180 F; Espagne, 40 pes.; France, 20 F; Grèce, 20 dr.; Hongrie, 20 F; Italie, 500 L.; Japon, 250 y.; Liban, 150 L.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.; Portugal, 27 esc.; Suède, 180 F; Suisse, 3 fr.; Tchécoslovaquie, 20 sk.; U.S.A., 75 cts.; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 14
5, RUE DES ITALIENS
75014 PARIS CEDEX 06
C.C.P. 4307-23 Paris
Tél. Paris 14 65672
Tél. 14 65672-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Sinistre comédie à Prague

Plus d'un quart de siècle après la mort de Staline, seize ans après la réhabilitation de Rudolf Slansky, l'ancien secrétaire général du P.C. tchécoslovaque en 1952, et de Gustav Husak, l'actuel chef du parti, onze ans après l'écrasement du printemps de Prague, des hommes continuent d'être arrêtés et condamnés en Tchécoslovaquie pour la seule raison qu'ils exercent leurs droits de citoyens garantis par la Constitution.

Lorsque, en 1969, il avait été porté à la tête du P.C. pour mener à bonne fin la normalisation souhaitée par les Soviétiques, M. Husak avait eu l'impression de dire que cette mise au pas ne s'accompagnerait pas du même genre de procès politiques dont lui-même avait été, dans les années 50, l'une des principales victimes. Or, pas plus qu'en 1972 il n'avait pu ou voulu empêcher les premiers grands procès contre un certain nombre de contestataires, parmi lesquels figuraient déjà MM. Petr Uhl et Jaroslav Sabata, lui aussi actuellement emprisonné, de même aujourd'hui le secrétaire général du P.C. n'a pas pu ou pas voulu éviter l'organisation d'un nouveau règlement de comptes.

Quel est le crime de Petr Uhl, de Jaroslav Sabata et de leurs compagnons ? Ils auraient, nous dit-on, créé une « organisation illégale », contre l'Etat, mené, au sein de cette organisation, des « activités subversives », et enfin entretenu des contacts avec des émigrés tchécoslovaques, lesquels seraient à la solde de la C.I.A. De toutes ces accusations, cette dernière est sans doute la plus ridicule, mais en même temps la plus significative de la conception policière de l'histoire qui anime les dirigeants tchécoslovaques. Il ne manque plus au tableau qu'un Américain, comme le prétendait l'espion Noël Field arrêté en 1949, et une bonne guerre froide pour recréer le climat de « l'Avén ».

Les autres charges relatives contre les membres du VONS ne résistent pas davantage à l'examen. Peut-on vraiment parler d'une organisation illégale alors que la naissance du VONS, en avril 1978, fut publiquement annoncée par la Charte 77, que ses animateurs ne se sont jamais cachés, que le pouvoir a attendu plus d'un an avant de les arrêter et que tous les communiqués de cette organisation ont été envoyés régulièrement en premier lieu aux autorités ? Et si le VONS menait des activités subversives, pourquoi quelques-uns seulement de ses membres ont-ils été condamnés, les autres poursuivant comme avant le même travail sur la répression que subissaient leurs camarades ?

L'intolérance manifestée une fois de plus par le régime de Prague est étonnante à un double titre : en premier lieu parce qu'elle se manifeste à un moment où, pour des raisons principalement tactiques sans doute, l'U.R.S.S. et certains de ses alliés, à commencer par la R.D.A., s'efforcent de faire paître donc. Ensuite parce qu'un tel comportement à la tête de laquelle se trouve M. Husak n'a toujours pas réussi à mener à bien, onze ans après avoir été mise en place, la tâche qu'on lui avait assignée : rétablir la paix dans les esprits et surmonter le traumatisme de 1968.

Onze ans après des événements autrement plus graves, la Hongrie de M. Kadar était à la veille d'engager une réforme économique qui allait ouvrir la voie à une consommation plus large et à une certaine libéralisation, pour la plus grande satisfaction de tout le monde, y compris de Moscou. La myopie politique qui frappe les dirigeants de Prague leur permet-elle seulement de voir au-delà de la forteresse dans laquelle ils se sont laissés eux-mêmes enfermer ?

(Lire nos informations page 6.)

M. Carter demande au Congrès d'accorder à la Chine la clause de la nation la plus favorisée

Le président Carter a demandé mardi 23 octobre au Congrès d'accorder à la Chine la « clause de la nation la plus favorisée ». Le chef de la Maison Blanche n'a pas fait la même demande en ce qui concerne l'U.R.S.S., ce qui ne manquera pas d'être interprété à Moscou comme un geste d'hostilité.

La clause consentie à la Chine lui permettra de bénéficier des avantages accordés par les Etats-Unis au pays le plus favorisé.

De notre correspondant

Washington. — Les relations sino-américaines ont fait un nouveau « bond en avant » mardi 23 octobre avec la décision annoncée par M. Carter de demander au Congrès d'accorder à la Chine — et pas à l'Union soviétique — la clause de la nation la plus favorisée. Le geste était attendu depuis plusieurs semaines, les Chinois ayant insisté en ce sens après la conclusion de l'accord commercial signé le 7 juillet dernier à Pékin par Mme Kreps, ministre du commerce, et la visite que M. Mondale, vice-président américain, avait faite en Chine à la fin d'août.

Le président explique dans son message au Congrès pourquoi il a décidé à cette occasion de suspendre l'application du fameux amendement Jackson-Vanik attaché au Trade Act de 1974 et interdisant l'octroi de crédits aux pays communistes qui entravent la liberté d'émigration.

« Depuis un an et demi, dit M. Carter, nous avons noté un adoucissement marqué des procédures chinoises en matière d'émigration. Les délais ont été réduits dans la plupart des cas et le nombre d'émigrants a fait un saut spectaculaire. Nous avons eu récemment des discussions avec d'importants responsables chinois et croyons fermement que leurs déclarations et l'accroissement des autorisations reflètent »

une politique du gouvernement chinois favorisant une plus grande liberté d'émigration. »

On sait que M. Deng Xiaoping n'avait nullement esquissé le sujet lors de sa visite ici au début de l'année, demandant même à ses interlocuteurs : « Combien y a-t-il de millions d'émigrés ? Dix millions ? » Les Soviétiques eux, malgré une pratique sensiblement libéralisée en ce qui concerne les émigrants juifs, ont toujours refusé de donner la moindre assurance pour l'avenir.

La « proclamation » accordant à la Chine un traitement « non discriminatoire » entrera en vigueur, tout comme l'accord commercial de juillet, au terme d'un processus législatif assez long : la Chambre des représentants aura soixante jours ouvrables pour se prononcer — quarante-cinq jours en commission — et quinze jours en séance plénière — et le même délai sera accordé ensuite au Sénat. Compte tenu des vacances du Congrès, ces cent vingt jours conduiront jusqu'au printemps 1980.

L'on ne s'attend pourtant pas à des difficultés particulières, le Congrès étant dans sa majorité bien disposé à l'égard de Pékin.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 8.)

La France envisage d'accueillir 5000 réfugiés supplémentaires venus d'Indochine

Le conseil des ministres du mercredi 24 octobre devait être en partie consacré à l'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique. Le gouvernement devait annoncer la décision d'accueillir cinq mille réfugiés supplémentaires.

Le 28 juin, M. Giscard d'Estaing avait annoncé que la France accueillerait un contingent supplémentaire de cinq mille réfugiés. Le 20 juillet, à Genève, M. François-Poncet annonçait l'arrivée d'un deuxième contingent de cinq mille personnes. La France déciderait ainsi de consentir un nouvel effort en faveur des réfugiés indochinois. Selon le Comité national pour les réfugiés d'Indochine, sept mille six cent dix-sept personnes sur les dix mille ont été accueillies entre le 1^{er} juillet et le 12 octobre.

De leur côté, les pays membres de la Communauté économique européenne auraient décidé de contribuer, pour près de la moitié, au financement d'un programme destiné à secourir deux millions cinq cent mille Cambodgiens.

A la veille du conseil des ministres, le président de la République s'était entretenu avec M. Beucler, président du Comité national d'entraide franco-vietnamien, franco-cambodgien et franco-laotien (42, rue Cambon, 75015 Paris). Ce dernier a proposé à M. Giscard d'Estaing un certain nombre de mesures destinées à faciliter l'insertion des réfugiés du Sud-Est asiatique en France.

Faciliter

le dialogue

A sa sortie de l'Elysée, M. Beucler a précisé qu'il avait fait des suggestions en vue d'accélérer la formation et le séjour des réfugiés dans les centres d'hébergement et de faciliter le dialogue « entre ceux qui offrent et ceux qui demandent. On a souvent, en France, tendance »

à s'encombrer de formules administratives. Nous souhaitons que, dans chaque département, la commission prévue pour l'accueil des réfugiés soit très souple, très diplomate et mette très rapidement en contact ceux qui offrent et ceux qui demandent ».

M. Beucler a indiqué qu'il avait fait le point avec M. Giscard d'Estaing sur l'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique depuis que la France a décidé de recevoir deux contingents supplémentaires de cinq mille personnes chacun. Il a souligné que, en raison de la large sensibilisation du public au problème des réfugiés, des offres pour accueillir deux mille familles, soit en tout dix mille personnes, avaient été faites par des familles françaises.

« Toutes ces offres seront saluées », a-t-il affirmé, tout en notant qu'« un tel chiffre pose de nombreux problèmes ». « Ainsi, a-t-il expliqué, il n'est pas possible de faire passer directement un réfugié d'un camp de Thailande à un village français, où il serait totalement dépaycé. »

(Lire nos informations page 3.)

Le contrôle des changes est aboli en Grande-Bretagne

Baisse du sterling

A partir de ce mercredi 24 octobre, tous les contrôles de change existant en Grande-Bretagne sont supprimés et le commerce de l'or autorisé.

Les citoyens britanniques ont désormais le droit d'ouvrir des comptes en devises étrangères, soit au Royaume-Uni, soit à l'étranger. De même, les achats de valeurs mobilières, qui étaient déjà devenus libres en juin dernier pour les titres libellés en monnaies des autres pays de la C.E.E., ne sont plus soumis à aucune restriction, ce qui entraîne la suppression du marché de la livre-titre (précédemment un citoyen britannique ne pouvait acheter un titre américain qu'à un autre résident qui était au contraire vendeur).

Cette réforme considérable, qui a pour effet de faire de la livre sterling une des rares monnaies totalement convertibles, a été annoncée mardi aux Communautés par le chancelier de l'Echiquier, Sir Geoffrey Howe. Par son caractère radical, elle a surpris les marchés financiers et les marchés des changes, où la livre s'est affaiblie : elle était cotée, ce mercredi matin, 2,1075 dollars.

Il est vrai que cette baisse a pu aussi être attribuée à l'annonce d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, où les banques commerciales ont porté leur taux de base de 14 1/2 % à 15 %.

(Lire nos informations page 42.)

APRÈS LA GRÈVE DES MÉDECINS

Pour une négociation globale

par JEAN-PIERRE DUMONT

La grève exceptionnelle et risquée des médecins, mardi 23 octobre (voir page 13), facilitera-t-elle la recherche d'une solution en vue de combler enfin le déficit de l'assurance-maladie ? Les médecins sont-ils d'ailleurs les principales victimes de la politique d'économies définie par le gouvernement, et les problèmes posés par des grévistes d'un jour correspondent-ils à la réalité ?

En « gelant » les honoraires d'ici à la fin de l'année et en demandant aux médecins de négocier avec les caisses d'assurance-maladie une nouvelle convention qui limiterait l'évolution globale des honoraires et des prescriptions à celle de la production intérieure brute (P.I.B.), le gouvernement a provoqué, en juillet, la colère des « médecins de ville ».

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,8 % au mois de septembre, et M. Monory s'en est félicité en constatant que nous étions sur une pente de décelération.

Le même M. Monory avait déclaré il y a quelques mois qu'il ne commèterait ni les bons ni les mauvais indices.

Oubli

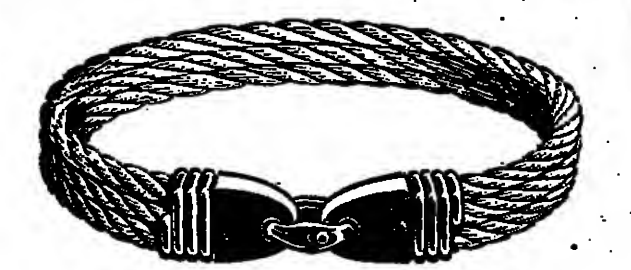
mais seulement les grandes tendances.

Dommage que le ministre de l'économie ait oublié ses propos, car il nous aurait sûrement expliqué pourquoi l'inflation n'est que de 5 % en Allemagne alors qu'elle est de 11 % chez nous.

MICHEL CASTE.

Force 10 à l'échelle Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en un bracelet d'or et d'acier.



FRED

Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e - Tél. : 260.30.65.
Le Clartage, 74, Champs-Élysées. Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, St-Tropez. Aéroport d'Orly. - Beverly Hills.

Les autres paysans

Dessiner à petites touches l'image d'une nouvelle agriculture par des traits glanés ici ou là est bien arbitraire. Quel lien, vraiment, entre l'écologiste barbu qui quitte la ville, le fils d'agriculteur qui succède à son père, celui qui investit une fortune familiale venue d'ailleurs, l'agriculteur « biologique », l'ouvrier ou le facteur qui exploite 5 petites hectares ? Pour arbitraire que soit la formule, il y a dans la peinture d'une seule exploitation des ressemblances

qui font l'image des paysans nouveaux... et des dissonances qui marquent les limites de l'entreprise. Et puis la nouveauté est, par essence, fugace. Un public averti aura tendance à s'écrier que ces paysans sont nus dans cet habit qui se veut neuf. Pour les autres, ceux qui tardent à connaître la chose agricole tant elle se fait mince dans la formation de l'homme moderne d'aujourd'hui, que ces nouveaux paysans soient des initiateurs !

I. - Deux agricultures, une seule règle

par JACQUES GRALL

« Avant, le plus con de la famille devenait paysan. » La maison est spacieuse, cosue même, avec ses grosses poutres, armées à feu anciennes et trophées qui marquent une tradition de chasse et de propriété foncière. Une vieille malle, bricolée en bar : le détournement de fonction dans l'ameublement est un indice de rupture avec la génération précédente, un signe de coexistence d'âge et de culture.

M. Rabot a trente ans. Il exploite 170 hectares dans le Loiret, aux Carmes, dans la région de Gien. Une grosse exploitation à l'échelle française, puisque la superficie moyenne des 1 300 000 exploitations s'élève en 1980 à 28 hectares, contre 14 en 1955.

La ferme appartenait à sa mère, qui a exercé, normalement, son droit de reprise pour y installer un descendant. C'est la loi. Lui était dans les travaux publics avec son père. A la cession de l'entreprise paternelle, il a préféré la grande ferme de ses souvenirs de vacances. Il s'est installé il y a cinq ans. Un nouveau paysan.

Comment fait-on pour apprendre ce métier si complexe ? « Aujourd'hui, une exploitation agricole se gère comme une entreprise. Il faut au minimum, sans bac et un expert-comptable. » Formation générale donc. Pour parler à hauteur avec les conseillers de tout poil, pour avoir le droit à la parole dans les assemblées. Lectures ensuite : pour connaître le nouvel engrais, la nouvelle variété de céréales, le nouveau pick-up, le nouvel article du code rural.

Il se déplace aussi : au lycée agricole, au Salon de la machine chez les concessionnaires, chez

les amis, et surtout qui exploite dans la Champagne beauceronne. Une sorte de mentor auquel M. Rabot fait souvent référence. « Il ne faut pas hésiter à prendre sa voiture pour faire cinquante kilomètres. » En agriculture, la

formation permanente ne vient pas en plus. Elle fait partie de l'activité des exploitants et les canaux du savoir sont multiples. Un agriculteur sur quatre environ adhère à un organisme de développement, appelé autrefois vulgarisation.

(Lire la suite page 41.)

AUGSBOURG 1530-1980

La même foi la même parole

Beaucoup d'Eglises, beaucoup de chrétiens ressentent aujourd'hui la nécessité de nouvelles confessions de foi. Les textes publiés par le Monde, et réunis en un volume, Une brève des confessions de foi (1), sont le témoignage de ce besoin et de cette attente. Toute confession de foi est en effet un acte historique répondant à une certaine situation socio-culturelle ; c'est dire que le changement du monde appelle de nouvelles formulations de la foi ancienne. Mais il s'agit toujours de la même foi à la même parole. Le risque serait grand de perdre de vue la nécessaire continuité et de renvoyer au musée de l'histoire les textes anciens, comme s'ils n'avaient plus rien à nous dire.

C'est pourquoi les Eglises luthériennes, sans méconnaître la valeur des tentatives nouvelles, s'attachent à fêter avec éclat le 450^e anniversaire de la Confession d'Augsbourg.

(1) Paris, Le Seuil, 1979.
(2) Paris et Genève, La Centurion et Labor et Fides, 1979.

lue publiquement devant l'empereur Charles Quint le 25 juin 1530. De nombreuses manifestations tant à l'étranger qu'en France vont avoir lieu au cours des mois qui viennent. Pour leur part, les Eglises luthériennes de France ont ouvert la série des manifestations prévues par la publication d'une nouvelle traduction de ce texte, traduction due à Pierre Junod (2), qui s'est déjà signalée par d'excellentes traductions d'œuvres de Luther et de Karl Barth. On lira avec beaucoup d'intérêt la solide introduction historique et l'analyse qu'il donne de ce « symbole ». Œuvre, par l'essentiel, de Mélancthon, revue et approuvée par Luther, la Confession d'Augsbourg avait été demandée par l'empereur qui se proposait d'ouvrir devant la Diète un grand débat théologique et de résoudre le problème religieux dans l'Empire.

En fait, le débat n'eut pas lieu et la Confession d'Augsbourg fut condamnée sans avoir été lue.

ROGER MEHL.

(Lire la suite page 17.)

DÉMOGRAPHIE

Le silence et le courage

L'aura fallu attendre la rentrée scolaire 1979, où cinquante-sept mille enfants ont pris le chemin de la maternelle, pour que, enfin, le problème démographique commence timidement à retentir l'attention. Etomante question, où la lumière et la franchise sont impossibles à cause d'un manque de courage des progressistes, et d'une immense faiblesse devant les faits. Dans ces conditions, le trouble risque de devenir mortel.

Seuls, les conservateurs se préoccupent de l'avenir. Essayons, en plongeant dans notre passé, de trouver les racines de cette rupture tragique entre les progressistes et la jeunesse. Au début de l'idée socialiste, pas de doctrine positive, les socialistes et les libéraux sont antithétiques, en réaction politique contre le très réactionnaire pasteur anglais. Puis, doucement, avec Paul Robin, les socialistes quittent cette franche attitude pour s'opposer à la cause nataliste, dont les arguments sont devenus très conservateurs (famille, armée, patrie). Ainsi, peu à peu, la natalité va s'identifier avec la défense des valeurs bourgeoises. Les communistes résistent longtemps. Citons

par GUY DURAND (*)

la phrase de Rosa Luxemburg, à Berlin (1913) : « Les enfants montent vers la lumière », ou encore celle de Maurice Thorez (1938) : « Un peuple qui n'a plus d'enfants, c'est un peuple condamné ». Puis, ils se laissent emporter. Aujourd'hui, le silence sur cette question vitale confine au sacré.

Pourtant, même si l'on néglige les conséquences morales et politiques du vieillissement, qu'il faudra bien étudier un jour, il reste d'immenses conséquences économiques, en particulier les retraites. Le refus de voir et de comprendre est ici d'une intensité exceptionnelle. La compréhension du mécanisme de la répartition — les cotisations des actifs d'aujourd'hui sont les revenus des retraités d'aujourd'hui — fait de lente progrès. Mais les yeux, un instant entrouverts, se tournent déjà vers le système miracle à l'abri des fluctuations démographiques, la capitalisation : méthode qui consiste à constituer un capital pour chaque individu au cours de sa vie active, capital qui est utilisé ensuite pour lui payer une retraite.

La transition

Mis à part les redoutables problèmes économiques bien mis en lumière par M. Jean Bourgeois-Pichat (une cause nationale devrait prélever chaque année en rémunération du capital 41 % de la masse salariale), il y a un point que personne ne veut regarder : la transition. Elle obligerait plusieurs générations à cohabiter deux fois, une fois pour les retraités d'aujourd'hui, une autre fois pour constituer leur capital. Répartition ou capitali-

sation, ce sont toujours les richesses produites par les actifs qui assurent les revenus des inactifs âgés.

La non-compréhension des faits aboutit à d'étonnantes conclusions. Citons, dans un lot bien riche, quelques perles. Récemment le président de la République nous a annoncé que « 1895 a été le moment où la démographie française a été la plus basse », en confondant la descen-

(*) Enseignant.

dance finale des femmes nées en 1895 et la fécondité de l'année où elles sont nées. Troublant ! Mieux (ou plus) encore, un syndicat de haut niveau déclare naïvement qu'il faut profiter de la « pause » démographique pour aller de l'avant dans son secteur. Etomante confusion entre un arrêt provisoire et les cavernes géantes qui se creusent dans la pyramide des âges depuis que les générations ne se renouvellent plus.

Mieux, l'explication de la baisse de la natalité, qui fait écho de toutes parts : impossible de résister, c'est un phénomène de civilisation. Délicieuse explication, peu positive, mais qui a la propriété très recherchée de soulager son auteur. Pourtant, d'autres explications plus sérieuses se présentent à la barre : les lois de 1967 et 1974 (bien nécessaires) sur la contraception et l'avortement votées sans mise en place de mesures positives en faveur des familles, la rapide dégradation du pouvoir d'achat des allocations familiales, une politique familiale, qui oublie le travail de la femme. Seuls les naïfs peuvent encore, de bonne foi, s'étonner du résultat.

Il est possible de retrouver le chemin de la vie et de la jeunesse, l'exemple actuel des pays socialistes le montre, même si les moyens utilisés sont discutables, et les résultats encore très provisoires. Cette question de la natalité doit être regardée par les progressistes sans affectivité, les yeux bien ouverts tournés vers l'avenir et non vers le passé. « La tranquillité est le fait de la vieillesse », Empédocle dans de douloureux problèmes d'adaptation, oubliant la vie même, nous commentons à ressasser à cette phrase économe de Thomas Jefferson. Lumière et courage, le réveil est à cette condition.

L'offensive nataliste

por RUDOLF KALMAN (*)

L'approche du débat parlementaire sur le renouvellement de la loi Veil, nous pouvons nous attendre à un nouveau déploiement de la propagande nataliste à laquelle nous sommes, à vrai dire, depuis longtemps habitués. D'importants arguments, d'ordre à la fois économique et écologique, ont été opposés aux tenants de la natalité croissante, tant dans les colonnes de ce journal qu'ailleurs. Or l'analyse du discours nataliste permet tout d'abord de constater le refus pur et simple de discuter les arguments de l'adversaire. On parle simplement de « multibénéficiaire déposé » (par quel ?), on glorifie le fait que « l'élan vital », on parle de « perte de capacité de création » d'une population vieillie (les populations jeunes du tiers-monde seraient-elles plus créatives ?) ou on exalte sur un ton romantique la période de forte natalité de l'après-guerre — en omettant de parler de l'incidence de celle-ci tant sur le chômage que sur notre déficit énergétique actuel. On se pose alors la question de

savoir pourquoi un discours aussi peu rationnel peut occuper dans nos médias une telle place ; en d'autres termes, quels intérêts objectifs se dissimulent sous les fumées du discours ? Quelques phrases de M. Michel Debré (« La France va craquer », dans le Monde du 28 mars) permettent de l'entreapercevoir : « Un million d'enfants en moins, voilà qui brise bien des chances pour les producteurs de lait, de blé... » « Croissance du nombre de personnes âgées, dont les besoins sont moindres et peu changeants... » Bref, la baisse de natalité risquerait de réduire le marché et s'opposerait à la création de nouveaux débouchés ainsi qu'à la diversification des besoins. La production d'enfants aurait donc pour fin l'augmentation de la consommation, et la démographie trouverait sa place logique en tant que branche du marketing. A ce stade du discours, le raisonnement redevient cohérent.

l'oppression des méthodes diverses de contraception et de l'avortement « à la convenance », il n'y a quasiment plus que des enfants délibérément voués. » Constatation exacte, acquisition d'une nouvelle liberté humaine grâce à un progrès de la science, la chose, lui, le scandalise : « La loi doit être modifiée... l'avortement à la convenance... doit être prohibé. » Et de bien choisir qui citer en exemple : « Les républicains... seront-ils incapables de modifier leur législation — ce que font présentement tous les pays européens communistes ? » A quand le Goulag pour sabotage démographique ?

C'est une véritable offensive qui se déclenche contre le droit fondamental des femmes et des couples de ne procréer que s'ils le veulent, cela au nom d'idéologies rétrogrades au service — conscient ou parois inconscient — d'intérêts mercantiles assez scabreux et au détriment non seulement de nos libertés, mais aussi du bien-être économique et écologique des générations futures. Quelle est l'attitude de la classe politique face à ces attaques ? Souvent, elle est marquée d'un électoralisme assez fion (exception faite de la liste Lagulier - Ecrivains aux élections européennes). Personne n'ose ou ne veut prendre ouvertement la parti des revendications féministes qui, en la matière, sont les seules vraiment compatibles avec la notion de liberté individuelle. Peu, non plus, en prenant brutalement le contre-pied, ou louvoie plutôt... car les femmes aussi votent, que diable !

Et les écologistes ? A part quelques prises de position personnelles, une doctrine démographique cohérente leur fait encore défaut. Pourtant, la stabilisation ou plutôt la décroissance du chiffre de population constitue la condition même de la réalisation de la plupart de leurs revendications, de la mise en question de la « société productiviste ». La lutte politique qui s'engage autour de la loi Veil porte sur un choix fondamental de société qui ne concerne pas les seules féministes. Il convient de ne pas les laisser isolées dans leur combat.

Des finalités à remettre en cause

Une politique de décroissance de la population — que celle-ci soit, comme c'est actuellement le cas, le résultat implicite d'une attitude collective spontanée ou qu'elle soit, au contraire, explicite — entraîne la remise en cause des finalités de l'économie. Car, si la croissance démographique est loin d'être une source de bien-être pour la collectivité, si elle augmente sa vulnérabilité à toute crise d'approvisionnement en matières premières ou en énergie et rend de plus en plus difficile de concilier qualité de vie et niveau de vie, elle est pas

contre indéniablement source de profit pour quelques-uns, cela précisément en raison des situations de pénurie qu'elle engendre.

L'exemple le plus parlant est celui de la spéculation foncière et immobilière, où le profit ne s'accompagne même d'aucun accroissement de la valeur d'usage du bien offert et résulte uniquement de sa rareté relative ; mais toute ressource disponible en quantités limitées pourrait être citée. Par la demande d'emplois qu'elle provoque, la croissance démographique permet aussi le maintien d'activités économiquement marginales, techniquement dépassées, et par là même, la non-dévalorisation du capital de leurs propriétaires. Les intérêts les plus vulnérables à un retournement de la natalité sont évidemment ceux qui présentent la moindre capacité d'adaptation, et qui, faute de dynamique propre, comptent se laisser porter par celle de la démographie — ce qui correspond bien aux catégories qui véhiculent principalement l'idéologie nataliste.

Qu'il existe une contradiction entre ces intérêts particuliers et l'intérêt collectif de la population, que la croissance démographique, maintien ou croissance du niveau de vie, conservation de l'environnement, soient compatibles deux par deux, mais non tous les trois, est une idée qui commence à faire son chemin. Que le niveau de vie — et surtout la qualité de vie — d'un couple soit rarement compatible avec la famille nombreuse est une chose dont bien des gens ont tiré la conséquence pratique — d'autant plus que les techniques modernes de contraception leur permettaient de la faire. D'où l'évolution actuelle...

Contre celle-ci, les attaques se précipitent. D'abord la carotte : on propose des transferts financiers plus importants au profit des familles nombreuses, en d'autres termes aux dépens de tout le reste de la population, et tant pis si cet argent pouvait être mieux employé ailleurs, pour une croissance en qualité (recherche, environnement, culture, santé...). Passons sur l'absence de vote familial, qui non seulement remettrait en cause le principe même du suffrage universel, mais le ferait souvent au profit d'élites qui ne sont pas intellectuellement... les mieux armées pour résister à la démagogie. Et comme la carotte risque d'être à la fois trop coûteuse et inefficace, le bâton... M. Debré écrit : « Avec le dé-

(*) Docteur en philosophie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Sarragat.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-IX.
1979

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 87437.

Natalité et cohésion des couples

par LOUIS MARTIN JENTEL (*)

Et si finalement la natalité était également liée à la cohésion des couples ?

Il est admis que la chute généralisée des naissances dans les sociétés industrielles n'a guère de rapport avec les raisons habituellement invoquées par le grand public.

La baisse de la fécondité est survenue quatre ans avant la loi Neuwirth sur la contraception. La loi Veil sur les avortements n'a pas augmenté le nombre des interruptions volontaires de grossesse. En Allemagne de l'Ouest, ni les allocations familiales élevées ni les logements sociaux n'ont favorisé le renouvellement des générations, l'un des plus bas d'Europe. La concentration urbaine, également avancée, peut difficilement être retenue, puisque Paris avait plus d'habitants avant la baisse de fécondité.

Évoquer l'inquiétude devant le chômage, la course aux diplômes aux débouchés incertains, la peur de l'avenir, la manque de crèches et d'espaces verts, les voitures conçues pour quatre places, la « société », c'est oublier que les difficultés quotidiennes et les plus grandes épreuves : épidémies, famines, tremblements de terre, n'ont jamais empêché les gens d'avoir des enfants. Retenir de tels arguments serait au surplus faire des parents de familles nombreuses de éinguliers irresponsables.

D'ailleurs, toutes les mesures mises en œuvre pour remédier à la dénatalité se sont révélées inefficaces, y compris les plus énergiques : six mois de congé rémunérés et un prêt de 45 000 F destiné au logement et annulé au troisième enfant n'ont eu d'effet que sur 1 % des classes laborieuses en Allemagne de l'Est (1). Aux Pays-Bas, deux fois moins de femmes travaillent qu'en France, pourtant le taux de fécondité est passé de 3,5 en 1964 à 1,57 actuellement. En fait, les « projets de maternité » varient peu avec la catégorie sociale, les ressources, l'âge et la durée du mariage, l'activité de la mère (2), écrit Alain Monnier, de l'Institut national d'études démographiques.

Ainsi, comme la chute de la natalité n'est explicable par aucune des hypothèses énoncées, ne serait-elle pas liée à un phénomène nouveau, encore peu perceptible et peu exploré par les spécialistes ?

Suggérons une explication. Ernst Ell a montré, il y a quelques années, que le nombre des divorces est inversement proportionnel à celui des enfants, chaque nouvelle naissance

unissant davantage les parents l'un à l'autre et rendant, par voie de conséquence, plus difficile la séparation (3).

Si donc plus les gens ont d'enfants moins ils divorcent, n'est-ce pas aussi parce qu'ils divorcent moins qu'ils ont plus d'enfants ? D'ailleurs, il est connu que les unions libres,

par définition éphémères, sont peu prolifiques (4).

Quelques réflexions notées ici et là : « Un enfant de plus serait un fil à la patte. » « Mon mariage serait-il assez solide pour envisager une nouvelle naissance ? » « Un autre enfant ? C'est en reprendre pour vingt ans avec la même femme », etc.

L'amour bannit la crainte

Il est surprenant que le parallélisme entre la progression des divorces officiels et officieux et la baisse de natalité ne soit jamais évoqué par les spécialistes. Pourtant n'est-il pas évident que les époux dont l'union est « dévitalisée » ou « conflictuelle » — de beaucoup les plus nombreux (5) — sont moins enclins à se rapprocher et à procréer ? Par contre, ceux qui s'entendent ont foi dans la vie, « l'amour bannit la crainte », disait saint Jean l'Évangéliste. Ils prêtent tout naturellement satisfaction leur désir d'enfant que de changer de voiture tous les deux ans et bénéficier de l'effet épongeant et réajustant d'une nouvelle naissance qui, au surplus, com-

blera les vœux de leur progéniture, les seuls qui ne soient guère exaucés aujourd'hui.

Quelques chiffres à méditer à cet égard : le désir d'enfant (2,7) est supérieur de 50 % au nombre d'enfants qu'ont les femmes (1,5). Pour 84 % des gens, l'enfant est « la joie au foyer », il concrétise l'amour pour 80 %, il consolide le couple pour 79 %, et « il n'a jamais été aussi désiré et respecté » (6).

Il est donc difficile de concevoir qu'une amélioration des rapports affectifs, sexuels, intellectuels et comportementaux du couple, si elle devient possible pour un grand nombre de gens, serait sans effet sur la concrétisation du désir d'enfant à

une heure où la stérilité biologique s'est singulièrement amoindrie.

Mais n'est-ce pas, en définitive, parce que les sociétés ne sont pas encore mûres pour repenser le problème du choix amoureux, trop souvent inadéquat, qu'elles négligent l'hypothèse des canences du couple conjugal sur la natalité d'aujourd'hui ? Il y aura là un passionnant sujet d'enquête pour l'Institut national d'études démographiques le jour où la notion de « qualité d'amour » aura atteint le niveau de la conscience collective, et où les possibilités de favoriser un choix tout à la fois plus libre et plus adéquat seront mieux connues du grand public.

(1) Charles Westoff, Pour la science, février 1979.

(2) Alain Monnier, Population et société, mai 1977.

(3) Éduquer aujourd'hui, le Centenaire « Sciences humaines », Paris, 1978, page 70. Forster Staat Forderung zur édition Herder Verlag, Baden, 1978, page 10.

(4) Par contre, les divorces ont le même nombre d'enfants que les non-divorcés parce qu'ils s'empressent de cimenter leur nouvelle union par une naissance.

(5) Étude de Oubert et Barot en 1963-1965 sur un échantillon d'hommes et de femmes d'âge mûr dont la vie est décrite dans le livre de J. Sarragat, A.M. Naud et Y. Marguerite, enquête IFOP pour Parents, mars 1978.

Les privilèges de l'ainé d'une famille nombreuse

M^{me} Anna Lingat, de Monty (77), nous écrit : « La loi favorise la natalité... tel est le titre d'un article d'un mensuel sérieux. Cela me fait sourire et m'irrite à la fois.

Préoccupation dominante de nos responsables, peut-être, mais tellement plus réaliste !

Comment peut-on être assez naïf pour croire que l'Etat avantage les familles désireuses d'un troisième enfant ? Certes, les allocations pré-natales sont alléchantes, certes les allocations familiales augmentent sensiblement chaque année, mais non pas en rapport avec la croissance du coût de la vie.

Or, dès l'âge de vingt ans, l'ainé perd ses droits en dépit de son état d'étudiant. Le cadet succède au titre d'« aîné » selon la loi, et les prestations s'annulent de deux tiers en conséquence. Ainsi, pour l'Etat, le premier enfant est brutalement rayé de l'existence, et pourtant, ne coûte-t-il pas cher ? (Je déteste cette formule matérialiste, mais ce sont les termes utilisés actuellement.)

Cet état de fait, l'université et emprunte chaque jour le train, aussi n'a-t-il pas le droit de bénéficier d'une « carte de transport

étudiant » en région parisienne, en conclusion, il achète une carte orange de 175 F par mois, soit 1 875 F pour neuf mois de scolarité. D'autre part, le cadet devra payer 630 F de train pour sa scolarité. L'ainé (carte orange) du lieu de 79 F pour sa scolarité à Meaux, villes situées à égale distance du domicile, mais Lagny ne fait pas partie de la zone préconisée pour la scolarité (on croit rêver) !

Pour couronner le tout, si cette famille de cinq personnes doit se déplacer à Paris, sans tenir compte de la carte orange de l'ainé, elle paiera 135 F à la S.N.C.F. pour s'acquitter d'un droit de transport de quarante kilomètres sans compter les frais de métro d'un montant de 15 F minimum. Quant à l'entrée des musées et des expositions situées à Paris, la réduction octroyée l'ainé est abolie dès les dix-huit ans de l'ainé, exception faite pour lui s'il est étudiant.

Dès sa majorité, alors qu'il devient adulte à part entière (mais assujéti néanmoins à une demi-part pour les impôts, ce qui peut paraître paradoxal), tous les petits avantages accordés aux familles nombreuses sont annulés, tandis que les prix des études s'élevés, ceux des transports

et des impôts sont un gouffre et que le pouvoir d'achat diminue considérablement. D'où un raisonnement opportun : messieurs les responsables, de parler de croissance démographique alors que toutes les décisions prises envers les familles nombreuses sont à leurs dépens ?

Ainsi votre loi d'hier, celle qui concède une part au lieu d'une demi, à partir du quatrième enfant n'est-elle pas capiteuse ? On sait que les familles très modestes ne paient pas d'impôts, que les familles modestes et moyennes n'ont généralement pas plus de trois enfants ; alors, à qui profite ce cadeau ?

Pensez-vous que des parents « raisonnables » seront convertis avec une telle décision à espérer ce troisième enfant ?

Où est la tendance d'équité prônée par le gouvernement ? Les familles nombreuses peuvent-elles conséquemment et paisiblement accepter d'être pressurées, alors que les familles de trois personnes vivant plus aisément et avec plus de sérénité bénéficient de retraites égales ? Je doute fort que nos élus n'aient jamais été un budget familial modeste.

"Luttes sociales"



Nicolas Dubost

Flins sans fin...

Entre deux jongleries de l'intelligence à paillottes, une évidence saute soudain au visage : lutter contre le capital, pour celui qui n'a pas d'autre issue, ce n'est pas de la tarte.

Bertrand Poirot-Delpech
Le Monde

Ch. Baudelot
R. Establiet
J. Toiser

Qui travaille pour qui ?

Ouvrage d'un intérêt exceptionnel...
Lecture hautement recommandée

Alfred Sauvy Le Monde

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-
Painlevé 75005 Paris

هكذا من الأصل

TÉMOIGNAGE

LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Les mésaventures d'un soldat trop bavard

M. Lucien Fanchellou nous a adressé, à son retour d'un voyage en Chine, le témoignage suivant :

Le train vient de quitter Changsha. Par la vitre du wagon à couchettes « durs », les rizières dont les couleurs vont de l'or pur au vert tendre défilent. Le soleil filtre à travers une faible brume qui donne au paysage un air d'estampe traditionnelle. La voix d'un compagnon de voyage me sort de ma contemplation. « De quel pays viens-tu ? » Il porte la casquette verte à étoile rouge de l'armée. Il se saisit d'une des revues de Hong-kong que j'ai apportées, et se plonge dans la lecture des pages consacrées au mouvement démocratique.

Il a une vingtaine d'années. Comme la plupart de ses compatriotes du même âge, il étudie l'anglais. Mais ce n'est pas dans le but de perfectionner sa connaissance des langues étrangères qu'il a entamé cette conversation.

« Que penses-tu de la Chine ? » Je lui réponds que, lors de ce voyage, j'ai été frappé à la fois par le haut niveau de conscience et par le pessimisme de la plupart des jeunes que j'ai rencontrés.

« Pessimisme ? Oui, effectivement, c'est un aspect qui existe. Mais en fait, il y a de l'espoir. Depuis que nous avons éliminé la « bande des quatre », nous sommes sur la bonne voie. L'objectif des quatre modernisations est la masse du peuple. De plus, depuis le printemps, nous avons un nouveau code pénal. Nous nous battons pour la dé-

mocratisation de nos institutions. C'est un combat difficile, mais nous le gagnerons.

— Mais s'agit-il d'une véritable démocratie ?

Lorsque j'ai été élu à l'assemblée locale, il y a eu des débats, mais il n'y avait aucun candidat contre moi. Lorsque j'ai été accepté comme membre du parti communiste, ce sont les dirigeants qui m'ont choisi.

— Et c'est un processus démocratique ?

Non ! Vois-tu, je dois proclamer au marxisme-léninisme. Mais il est impossible que les gens s'expriment librement. Ainsi, par exemple, en est-il du mouvement démocratique. On a déclaré en novembre dernier que l'on pouvait tout dire dans les assemblées, en mars, on a révisé des gens parce qu'ils avaient écrit ce qu'ils pensaient. Ils sont devenus des contre-révolutionnaires, des agents de l'étranger. Comment, dans ces conditions, peut-on « libérer la pensée » ?

Au fur et à mesure que nous parlons, des passagers viennent sasseoir à côté de nous. La plupart posent les questions « classiques ». Cependant, l'un d'eux, pantalon bleu de bonne qualité, belle chemise blanche, reste silencieux et n'a pas l'air de partager l'intérêt de ses compagnons de voyage. Je tente de faire comprendre à mon interlocuteur qu'il devrait se mêler, mais il balaise mon objection d'un revers de la main et poursuit.

« Maintenant, nous avons une nouvelle législation. Mais, dans le code, un article prévoit la condamnation des actes contre-

révolutionnaires ». Qu'est-ce que cela signifie ? Pour beaucoup de responsables, une parole, un dazibao, constituent un acte de sabotage. Dans ces conditions, où est la démocratie ? Dans le cas de la guerre, c'est la même situation. Le soldat qui ne parle pas la langue de la démocratie, il est considéré comme un traître. Dans la « contre-attaque défensive » au Vietnam en février. « Personne ne nous a demandé notre avis, il n'y a pas eu de débat, et nous avons dû partir pour le front. Le problème n'est pas que la guerre soit juste ou pas. Je n'ai personnellement aucune sympathie pour les dirigeants vietnamiens.

« Je ne regrette rien »

« Mais, maintenant, étant donné que la jeunesse est si consciente de la nature du régime, il me semble que vous disposez de l'occasion unique de le changer. » Mon interlocuteur a un rire débordant. « Tu crois vraiment que tu es si sûr ? Bien sûr, nombre d'entre nous sont mécontents, mais dès que l'on essaie d'exprimer ce mécontentement, on est immédiatement en prison, comme ceux que tu appelles les « démocrates de Pékin ». Ici, il est impossible de s'organiser. Un membre du parti, tout comme un soldat, ne peut faire qu'une chose : obéir. Tu as entendu parler du K.G.B. Ici, c'est bien pire ! »

A ce moment, l'un des policiers du train (dans tous les trains chinois, outre les serveurs, il y a des policiers) s'adresse sans ménagement à mes interlocuteurs : « Laissez-les se reposer. Retournez immédiatement dans votre compartiment. »

Je tente de protester, les soldats aussi, mais en vain. Mes deux amis prennent leurs affaires et suivent l'homme à l'uniforme blanc. Le lendemain, alors que l'immense plaine du Nord défile devant les fenêtres du train, je me rends dans le wagon de mes camarades. Une dizaine de serveurs et trois policiers en uniforme barrent le passage. Je les écarte et, derrière eux, je trouve les deux soldats, les seuls occupants de ce wagon transformé en prison.

Le soir, alors que nous approchons de la capitale, il vient me voir, « il nous dit qu'il a écrit une lettre ». Une dizaine de minutes. Il est assis sur une chaise de travail. Nous serons dérangés, notre soldat sera supprimé et il est fort probable que nous irons en prison.

— Mais pourquoi ?

— Simplement pour nos propos d'hier. Avant je raison lorsque je te disais qu'il est impossible de résister ici ? Or, on a dit que tu étais un « démocrate ». Nous avons été dérangés par l'un des passagers.

Au loin, on voit se dessiner les toits recourbés de l'une des portes antiques que le régime a laissées debout. Le lieutenant désemparé casse le dit d'une voix à peine audible :

« J'ai vingt-trois ans et ma vie est gâchée. Mais je ne regrette rien. Nous nous trouvons face à un mur d'acier. Je m'y cogne la tête, elle éclate. Mais d'autres s'y cogneront, et si nous sommes des millions, peut-être réussirons-nous à l'abattre. Quand tu rentreras, informe tes compatriotes. Il faut que le monde entier sache ce qui se passe ici. Pékin la Chine, vois-tu. »

Les trois meurtres de l'infirmière Jiang

De notre correspondant

Pékin. — C'est une sombre histoire, comme on en lit rarement dans la presse chinoise, qu'a racontée samedi 20 octobre le Quotidien du peuple. Rien à voir, ou si peu, avec la « bande des quatre », mais chacun trouvera là matière à réflexion sur les drames dont les campagnes politiques, quelle qu'en soit l'origine, peuvent être l'occasion.

L'infirmière Jiang Aizhen, vingt-quatre ans, était arrivée, en 1972, dans un hôpital militaire du Xinjiang. C'est bien loin pour une jeune femme venue du Zhejiang, mais son frère avait été heureux de pouvoir la recommander à un ami qui avait été dans la même unité, le secrétaire adjoint du parti, M. Zhang Guozheng. Tout alla bien et Mlle Jiang eut même le privilège, en 1976, d'être admise au sein du parti.

Les choses se gâtèrent en 1978. M. Zhang a des ennemis. Pourquoi ? Le Quotidien du peuple parle seulement de « factionnelisme », mais ce qui est certain, c'est qu'on cherche à la discréditer. En mars 1978, l'infirmière Jiang bénéficie d'une permission et s'apprête à partir voir sa famille. M. Zhang, prudemment accompagné d'un ami, passe lui dire au revoir la veille de son départ. Quelques heures plus tard, à 2 heures du matin, six hommes forcent la porte de l'infirmière, espérant la surprendre dans sa chambre le secrétaire adjoint du parti en position compromettante. Il n'est pas là, mais de cette perquisition nocturne, instructive va naître une rumeur que rien ne pourra arrêter. Allusions, ricanements, on ne parle que de ça à l'hôpital.

L'infirmière, qui a renoncé à sa permission, réclame des enquêtes, sans résultat. Elle tente une grève de la faim puis se laisse persuader de reprendre son travail. Mais les persécution dont elle est l'objet atteignent sa raison. On la retrouve une nuit, en pleine montagne, gémissant et appelant sa mère. Examen médical : diagnostic de schizophrénie, elle est hospitalisée.

Fin mars, début avril, l'affaire prend une coloration politique. Le cas de Mlle Jiang et de

M. Zhang est évoqué dans la « bande des quatre ». Des « dazibao », des caricatures, apparaissent où ils sont tous les deux nommés.

A partir de là, il devient dangereux de ne pas critiquer l'infirmière. Ceux qui s'y risquent sont mutés ou privés de privilèges. Leur propre autoritarisme. A la fin de l'été, les accusateurs obtiennent que l'affaire soit débattue au cours d'une réunion publique qui se tient le 26 septembre. Mlle Jiang refuse de se livrer à une autocritique sur des faits dont elle nie la réalité. On l'accuse d'avoir simulé la folie.

« Si vous êtes folle, lui demandent-ils, pourquoi n'avez-vous pas écrit une lettre ? » Elle répond qu'elle n'a pas le temps de le faire. On lui ordonne un examen médical pour vérifier la virginité de la jeune femme.

La cause est entendue sans avoir été plaidée. Trois jours plus tard, le hasard ou la vengeance des deux ? — fait que Mlle Jiang est convoquée pour participer, avec son groupe de militantes, à un exercice de tir. Il lui reste huit cartouches de l'exercice précédent. On lui confie une arme. Elle la charge. Elle aura le temps de tirer trois de ses accusateurs avant d'être neutralisée.

Jugée comme « contre-révolutionnaire », la jeune femme est condamnée à mort et ses victimes sont présentées comme des martyrs. Le miracle est qu'elle n'ait pas été exécutée aussitôt. L'instance judiciaire supérieure, en effet, a des doutes : elle commue la peine en prison à vie. On entend parler de l'affaire à Pékin et l'organe du comité central envoie des journalistes enquêter.

Mlle Jiang est en prison bien sûr, mais le Quotidien du peuple demande comment une jeune femme a pu être poussée à de telles extrémités et si d'autres personnes, dont les noms sont cités, ne devraient pas être tenues pour responsables du drame. — A.J.

LE SORT DES RÉFUGIÉS D'INDOCHINE

La France attend du Vietnam un « geste » répondant à ses initiatives conciliantes

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le gouvernement français, après avoir fait ces mois derniers une série de « gestes » en faveur du gouvernement vietnamien, pratiquement tous en faveur de la coopération, a-t-il eu l'indigne de source diplomatique, le Quai d'Orsay s'apprête de voir que cette bonne volonté n'est pas payée de retour.

La question du rapatriement de quatre mille Français d'origine vietnamienne restés à Saigon après la victoire des communistes, traîne en longueur. Selon l'administration vietnamienne, il s'agit de « Français de la onzième heure » inscrits au consulat général de Saigon après le 30 avril 1975. Les Français font valoir que l'inscription au consulat détermine pas la nationalité et rappellent les critères

qui permettent de s'en prévaloir. Récemment, les Vietnamiens se seraient déclarés prêts à en laisser partir deux cents.

Mais ils ont du même coup souhaité discuter avec Paris de la question des réfugiés, présents en France entre 1946 et 1954.

M. François-Poncet, lors de son passage aux Nations unies en septembre, aurait fait savoir à M. Phan Hien, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, que le gouvernement français attendait impatiemment un « geste ». Faute de quoi, il pourrait être difficile pour la France de reconstruire les accords de coopération ainsi que le protocole financier et les crédits que Hanoi ne se montre, d'ailleurs, toujours pas pressé d'utiliser.

R.-P. PARINGAUX.

juillet, moratoire proposé par M. François-Poncet à la conférence de Genève, en juillet, pour la coopération. Or, nous a-t-on indiqué de source diplomatique, le Quai d'Orsay s'apprête de voir que cette bonne volonté n'est pas payée de retour.

La question du rapatriement de quatre mille Français d'origine vietnamienne restés à Saigon après la victoire des communistes, traîne en longueur. Selon l'administration vietnamienne, il s'agit de « Français de la onzième heure » inscrits au consulat général de Saigon après le 30 avril 1975. Les Français font valoir que l'inscription au consulat détermine pas la nationalité et rappellent les critères

BIBLIOGRAPHIE

« CAMBODGE, LA MASSUE DE L'ANGKAR » de Boun Sokha

De la tragédie khmère vécue par un compagnon de route de l'Angkar, « l'Organisation centrale » qui a géré le Cambodge de 1975 à 1978, le témoignage ne peut être que bouleversant. Boun Sokha, ancien élève de l'ENA de Phnom-Penh, nous le livre tel quel, à la fois candide et terrible, ombres et lumières comprises, au sortir d'une précaution qui s'était déjà déroulée « dans un climat d'effervescence marqué par la peur et l'insécurité, au milieu d'une société qui s'est laissée aller à toutes sortes d'excentricités, de folies, comme si elle attendait une mort prochaine ». « La guerre est finie, vive la paix ! », l'historie, on le sait, s'est écrite d'une autre encre.

L'étudiant a été élevé par un colonel « républicain » (armée du maréchal Lon Nol) qui croit être son père, et a milité dans l'un des réseaux parallèles khmers rouges à Phnom-Penh avant la prise de la capitale, le 17 avril 1975. Mais en attendant la reconnaissance de ses mérites « révolutionnaires » — une enquête qui prendra deux ans, — et d'étonnantes retrouvailles avec un vrai père — cadre menacé de l'Angkar — Boun Sokha subit le « châtiment » réservé au « peuple nouveau » (par opposition au peuple « de base », donc révolutionnaire), de l'évacuation de Phnom-Penh au défrichage de la forêt cambodgienne, impensable dispersion physique de millions de gens qui « éliminent naturellement » les « éléments les plus faibles » et les « ennemis du peuple ».

terreux » ? L'explication est incomplète. Dans ce Cambodge voué à « l'apocalypse », l'Angkar triomphante a peur : de ses propres faiblesses, du puissant voisin vietnamien et, surtout, de l'attente populaire de Samedh-Euy, Monseigneur, le prince Sihanouk, si difficile à désacraliser, ainsi que le rappelle cette vieille paysanne qui conserve précieusement sur un mouchoir la poussière des pas du prince. L'Angkar, se glissant ainsi dans le lit de l'ex-dieu-roi, se veut « intangible, omniscient, omnipotente et omniprésente ». « L'Angkar voit tout », l'Angkar est un « monstre ».

Propices à l'intrigue, impossibles à gouverner, promises à la famine, les villes sont donc abolies par ceux qui se disent les « perpétuels de l'apocalypse » et qui tremblent à la seule idée du complot permanent des « criminels valets des impérialistes ». Il y aura fallu un dur débat, en 1974, au sein du P.C.K. (parti communiste du Kampuchéa), la tendance « radicale », animée par M. Khieu Samphan, l'emportant alors sur les « modérés », conduits par M. Pol Pot. C'est du moins ce que le vrai père de Boun Sokha lui apprendra. Thèse qui semble pour le moins contestable aujourd'hui.

Après l'évacuation de la ville, le défrichage de la forêt. Si tout ne se passe pas trop mal pour Boun Sokha et Vanni, qui croit être sa « sœur », le « peuple nouveau » survit, quand il le fait, au rythme de la massue de l'Angkar. Faibles, douces ou, plus simplement, encombrantes, les études sont éliminées à la discrétion du Kamaphibal, chef de district doté d'une large autonomie. Le jeune couple terrorisé, qui croit survivre par l'inceste, puisque Boun et Vanni se sont déclarés mariés, bénéficie de la clemence de Toum, gardien de la massue d'élimination, amoureux de Vanni, mais qui avoue son impuissance à « assommer » les femmes. Des familles se donnent la mort, disparaissent, les invalides de la révolution choisissent leurs fiancées, le cadre assaillant alors l'avoué de guerre dans son choix. La forêt recule...

tes, de l'évacuation urbaine de 1975. « Le Cambodge est devenu un gigantesque chantier », « la régénération de tout un peuple dans un même laps de temps », la survie des déportés ne comptant guère face à la « sauvegarde de la race khmère ». « Il est indispensable de les sacrifier pour les futures générations », leur exilique le père de Boun, vieux cadre retrouvé par hasard, qui leur explique, à leur grand soulagement, qu'ils ne sont ni frère ni sœur.

Boun Sokha, mémoire d'une « révolution » ? Faute de preuves, le « témoignage » doit être pris avec un esprit critique. S'y dessine un Cambodge vu au ras du cataclysme, qui s'enveloppe depuis 1970 et, surtout, depuis qu'une poignée de Khmers rêvent de la grandeur angkorienne, par un inhumain raccourci de plusieurs siècles, on veut imposer d'en haut une renaissance dont ils n'avaient pas les moyens. A ce titre, le récit de Boun Sokha est la mémoire, exceptionnelle, des réfugiés du Kampuchéa à la dérive. Vanni choisit, une fois la frontière thaïlandaise franchie, la fuite, l'oubli, quitte à se vendre. Boun ne peut détourner les yeux de cette frontière qui le sépare de cette terre à la fois fascinante et morbide à laquelle il appartient.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

* Cambodge, la massue de l'Angkar, Marcel Jullian, 258 pages.

UNE LETTRE DES RÉFUGIÉS KHMERS EN FRANCE AU PRÉSIDENT HUA GUOFENG

A l'occasion de la récente visite du président Hua Guofeng, les réfugiés khmers de France ont adressé, le 19 octobre, au chef du gouvernement chinois, une lettre dans laquelle ils évoquent notamment « les assassinats collectifs, les travaux forcés inhumains et meurtriers, criminellement instaurés par le régime barbare de la détestable clique Pol Pot ». « Très bientôt, écrivent-ils, le Cambodge ne sera plus qu'un immense cimetière anonyme (...), mais bientôt aussi ce cimetière sera visité, effacé et « ramené » par les « envahisseurs ». « Dans très peu d'années, observent-ils, toutes les contrées de la péninsule indochinoise seront ainsi démographiquement vietnamisées : le « Dai Viet » (Grand Vietnam) — « réorganisation principale de Ho Chi Minh » sera ainsi transformée en concrète réalité. « Faut-il rester impassible, demandent-ils, sans réagir devant ce processus darwinien contre une ethnique sans défenses ? »

En conclusion, la Communauté des réfugiés khmers en France indique qu'elle se rallie « totalement » aux différentes démarches du prince Sihanouk, « unique et légitime représentant du peuple khmer ».

(*) Section France de la Confédération des Khmers nationalistes (O.K.N.), 43 rue du Faubourg-Montmartre 75008 Paris.

La visite de M. Hua Guofeng en R.F.A.

BONN SE FÉLICITE DE L'ATTITUDE RÉALISTE DE PÉKIN AU SUJET DE LA RÉUNIFICATION

Le premier ministre chinois doit quitter Bonn, ce mercredi 24 octobre, pour visiter plusieurs villes d'Allemagne fédérale. Il gagna Londres dimanche. Avant son départ, M. Hua Guofeng devait tenir une conférence de presse en compagnie de M. Schmidt.

Mardi, M. Hua Guofeng avait interrompu ses entretiens pour visiter à Trèves la maison natale de Marx, un musée géré par le parti social-démocrate. Il avait eu des discussions avec M. Brandt, M. Genscher, le chef de la diplomatie fédérale, et avec un groupe d'industriels. A ces derniers, il a souligné que le concours des capitaux étrangers était indispensable pour réaliser les objectifs de modernisation de la Chine. Pour sa part, le chef de la délégation allemande a déclaré que l'ouverture de la Chine

sur l'Occident devrait servir en priorité à l'approvisionnement du marché chinois et non au développement de ses exportations.

An cours de ses entretiens avec M. Genscher, en compagnie de son ministre des affaires étrangères, M. Huang Hua, M. Hua Guofeng a abordé la question indochinoise, indiquant un communiqué du ministère fédéral des affaires étrangères. La R.F.A. a lancé un appel à « tous ceux qui exercent une influence dans la région pour qu'ils donnent leur appui » à des mesures humanitaires. Le communiqué ne contient aucune allusion au rôle de l'Union soviétique dans le monde. Enfin, M. Genscher a remercié M. Hua pour l'« attitude réaliste » de son pays au sujet de la réunification de l'Allemagne. — (A.F.P. Reuters.)

Sous le joug des Kamaphibal, à coups de grands projets (digues, irrigation, nouvelles plantations), à prix du dépeuplement (un ou deux millions de victimes), le Cambodge rendit un se proposant, dans un premier temps, le « socialisme populaire » et, pour l'an 2000, le « communisme intégral ». « Le bonheur et l'abondance ». Mais, sur ce long chemin, dit l'instructeur khmer rouge, « le sang continuera à couler encore à flots à cause des détracteurs et des réactionnaires de tous bords ». Le « peuple nouveau » se soumet, meurt ou s'enfuit ; il ne se révolte pas.

Boun et Vanni connaîtront, une fois les mérites révolutionnaires du premier reconnus, l'autre facette de ce Cambodge : munis d'un laissez-passer, partis à la recherche de leurs parents, ils courent ce pays-cimetière avant de s'enfuir en Thaïlande. Sœurs froides devant ces squelettes-témoins, le long des rou-

Futurs agrégés, venez préparer votre année à la librairie des PUF.

Librairie Générale des PUF
49, boulevard Saint-Michel
75005 - Tél. : 325.83.40

AFRIQUE

Sénégal

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1963

M. Sekou Touré est reçu à Dakar

De notre correspondant

Dakar. — Pour la première fois depuis 1963, la capitale sénégalaise accueille, ce mercredi 24 octobre, le président Sekou Touré, en dépit d'un incident qui, en d'autres temps, eût fait sans aucun doute annuler le déplacement.

Fin juillet, des exilés guinéens, s'étant, en effet, réunis à Dakar — à l'insu, semble-t-il, des autorités sénégalaises, sous la présidence de M. James Soumah, citoyen français d'origine guinéenne, fin août, cinq des participants à cette réunion ont été arrêtés, sur dénonciation, par la police guinéenne, au moment où ils franchissaient clandestinement la frontière de leur pays. Leur chef aurait avoué avoir mené un attentat contre M. Sekou

Touré et mis en cause, entre autres, un « officier français ». L'affaire a été réglée discrètement. « Rien ni personne », a déclaré le président guinéen à ce sujet, ne réussira désormais à nous faire jacher à nouveau avec la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la France. »

A Dakar, on est également décidé à consolider la réconciliation opérée à Monrovia en mars 1978 (le Monde du 31 mars 1978). La presse et la radio ne font pratiquement aucune allusion à quinze années de polémiques, qui avaient précédé cette rencontre. Les dirigeants des cinq cent mille Guinéens réfugiés au Sénégal ont été discrètement mais fermement priés de se tenir tranquilles. — P. B.

Zambie

Les troupes rhodésiennes et sud-africaines ont lancé un raid important contre les bases de guérilla

Dans un discours télévisé, le président Kaunda a déclaré, mardi 23 octobre dans la soirée, que des combats se poursuivaient dans l'ouest zambien à la suite d'attaques rhodésiennes et sud-africaines contre cette région. Lundi soir, un communiqué militaire de Salisbury avait annoncé que des commandos appuyés par la chasse aérienne, avaient « complètement détruit » un camp retranché de la guérilla de M. Nkomo, en territoire zambien, à 40 kilomètres au nord de la frontière du Zimbabwe-Rhodésie. Le commandement rhodésien, faisant état de deux tués dans ses troupes, avait indiqué que l'opération avait pris fin — ce qu'a démenti le président zambien. De leur côté, les autorités militaires sud-africaines observent le mutisme le plus complet sur les assertions de Lusaka.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Sombre anniversaire : la Zambie célèbre, mercredi 24 octobre, ses quinze ans d'indépendance alors que son territoire est impunément violé par deux armées voisines. Les incursions sud-africaines et rhodésiennes effectuées ces derniers jours dans les savanes de l'ouest et du sud zambien marquent une nouvelle escalade de la « guerre des frontières » qui, depuis de long mois, met aux prises commandos anti-insurrectionnels et maquisards nationalistes d'Afrique australe. En annonçant lundi soir, au cours d'un banquet officiel et de manière presque incidente, la présence sur le sol zambien de six cents soldats sud-africains et de quatre cents combattants rhodésiens, le président Kaunda était montré au peu explicite que beaucoup avaient cru à une remarque d'ordre général et presque intemporelle. « Avec des moyens limités, nos hommes les combattent, mais c'est pas gagné », avait-il ajouté à l'intention de ses hôtes irakiens.

On sait maintenant que le chef de l'Etat zambien faisait directement référence à deux opérations d'envergure déclenchées au cours du week-end par les états-majors rhodésien et sud-africain. Après

avoir, tout d'abord, qualifié de « ridicules » et de « dénuées de tout fondement » les allégations de M. Kaunda, l'état-major de Salisbury a reconnu, mardi, avoir mené une action de « nettoyage » contre les guérilleros de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU) de M. Nkomo, ajoutant que ces raids avaient pris fin. Selon Lusaka, les combats, opposant des petites unités, se sont déroulés pour l'essentiel dans la vallée du Zambèze. Chasseurs-bombardiers et hélicoptères ont appuyé les combattants au sol.

Pareille opération de « poursuite à chaud » lancée par Salisbury en territoire zambien est devenue chose banale depuis un an et demi. En revanche, la présence massive de soldats sud-africains y est moins coutumière. Sans la confirmer ni la démentir, le commandement de Pretoria a admis mardi que ses forces avaient à plusieurs reprises par le passé pénétré en Zambie « non pour s'opposer aux troupes régulières de Lusaka, mais pour combattre les terroristes ayant commis des crimes atroces sur un territoire dont nous sommes responsables ». Cette périphrase mettait évidemment en cause les maquisards de la ZAPU, qui, après avoir harcelé l'armée sud-africaine au nord de la Namibie, trouvent refuge dans la province occidentale de la Zambie.

L'opération menée par Salisbury avait-elle pour objectif essentiel de faire obstacle au regroupement des forces de la ZAPU dans les régions frontalières du Zimbabwe-Rhodésie ? En tout cas, les raids rhodésien et sud-africain — dont il est difficile de croire qu'ils n'ont pas été coordonnés — figurent parmi les plus importants jamais menés en territoire zambien. Une semaine après la destruction de deux ponts ferroviaires vitaux pour le ravitaillement de la Zambie, ces « représailles » prouvent, s'il en était besoin, que le champ de bataille en Afrique australe englobe de plus en plus franchement les frontières. Les plaintes déposées aux Nations unies par le représentant zambien ne changeront rien à cette internationalisation de facto de la guerre.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Les ventes d'armes américaines au Maroc

LA PRESSE ALGÉRIENNE DÉNONÇE « UN PRÉCÉDENT DANGEREUX »

Alger (A.F.P.). — Accueillie avec satisfaction à Rabat, la décision des Etats-Unis de livrer des armes au Maroc (le Monde du 24 octobre) est vivement critiquée à Alger. M. Mohamed Lamine, « premier ministre » sahraoui, a déclaré, mardi 23 octobre, que « la décision du président Carter est un encouragement à l'indépendance du roi du Maroc » et qu'elle « renforce les tentatives du régime de Rabat d'internationaliser le problème du Sahara occidental ». Selon lui, l'initiative américaine est « un coup porté à la dynamique de paix créée dans la région par l'accord conclu entre le Front polissario et la Mauritanie ».

De son côté, le quotidien gouvernemental algérien Al Chadid écrit qu'il s'agit d'un « précédent dangereux », dans la mesure où il encourage « la violation d'un des principes fondamentaux de la charte de P.O.U.A., à savoir l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Car, ajoute-t-il, ces nouvelles armes ne sont pas destinées à la défense des frontières sahraouies, mais à leur permettre de satisfaire son appétit expansionniste au détriment d'une partie de notre territoire, qu'il rêve d'annexer, et d'un territoire du peuple sahraoui frère ».

Cependant, l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger, M. Ulrich Haynes, s'est entretenu, à sa demande, avec le président Chadli Bendjedid, et avec le ministre des affaires étrangères, M. Benyahya. Rien n'a filtré sur les entretiens, mais le diplomate aurait essayé de persuader ses interlocuteurs que l'aide américaine est liée à l'ouverture de négociations sur le Sahara occidental.

Mauritanie

LES AUTORITÉS MAINTIENNENT PROVISOIREMENT L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

Dakar (A.F.P.). — Le comité militaire de salut national mauritanien a rendu public, mardi 23 octobre, une réforme prévoyant le maintien provisoire d'un enseignement en français pour les élèves dont l'arabe n'est pas la langue maternelle, a annoncé Radio-Nouakchott.

Au cours de sa réunion trimes-trielle (le Monde du 12 octobre), le C.M.S.N., l'instance politique suprême a décidé de conserver au français son rôle de langue d'enseignement pour une période transitoire de six ans, tout en réaffirmant la prééminence de l'arabe, appelé à devenir la langue nationale unitaire.

Ces mesures modifient une précédente réforme qui rendait obligatoire l'enseignement de l'arabe à la communauté noire du sud de la Mauritanie qui avait manifesté son mécontentement. Le programme proposé par le C.M.S.N. prévoit également une décentralisation de l'administration, la création de conseils régionaux et une restructuration de l'appareil judiciaire qui fondera désormais ses décisions sur le droit musulman.

Les « retombées » de l'opération Barracuda à Bangui

Quand le chèque libyen se fait attendre...

Les récentes interventions françaises en Afrique et, plus particulièrement, le renversement de l'empereur centrafricain, ont des conséquences inattendues sur le commerce des armes de Paris avec certains de ses clients étrangers. En témoignent les difficultés actuelles entre la France et la Libye qui, depuis quelque temps déjà, suspendu ou retardé ses paiements à des sociétés françaises d'armement auxquelles Tripoli a commandé des matériels modernes de toutes catégories et en assez grandes quantités.

Ce n'est pas la première fois que la Libye diffère ses règlements financiers. Le colonel Kadhafi avait eu la même attitude en 1977, après avoir accusé la France d'exercer « un colonialisme archaïque » en Afrique et réclamé l'interruption des ventes d'armes à l'Egypte, comme à tous les régimes arabes que Tripoli juge trop conservateurs.

Aujourd'hui, de nouveau, certains paiements libyens ont été suspendus. On cite le cas de cette société privée française attendant, après livraison de ses matériels en leur temps, un versement de 500 millions de francs qui ne lui parvient pas. Comme il y a deux ans, tout

se passe comme si les autorités libyennes, qui ont vigoureusement condamné l'opération Barracuda des parachutistes français à Bangui après avoir, elles-mêmes, tenté de rassembler le trône de Bokassa II, voulaient faire payer sa politique africaine à Paris par le biais d'un embargo financier sur les armes.

Momentanément, le contentieux franco-libyen peut embarrasser les entreprises concernées ou, tout au moins, leur créer des difficultés de trésorerie.

La précédente de 1977 incite, néanmoins, à un prudent optimisme. Tripoli finit toujours par s'acquiescer de ses dettes, avec quelques mois de retard. Mieux ! Le gouvernement libyen règle, rubis sur l'ongle, en même temps que sa créance, le supplément qu'il doit verser au titre des « pénalités » prévues par le contrat dès lors que le client est en retard dans ses paiements.

Une pratique appréciée des industriels. Mais une façon comme une autre, pour le client, de rappeler à ses fournisseurs que, avec ses importants revenus pétroliers, il peut les tenir à sa merci.

JACQUES ISNARD.

voyage en **CHINE**
prochain départ 22 décembre
16 janvier • 24 février • 13 mars.

14 jours à partir de 9870 F jstf Jeunes sans frontières
36 rue du Boulevard - 75001 PARIS
(Métro Châtelet ou Halles) - Tel. 236.31.52
5, rue de la Banque - 75002 PARIS
(Métro Bourse) - Tel. 251.53.21

VIVRE BIEN...

les Nids
DEPARCROA
A VOISINS JE BRETONNEUX
5 maisons différentes de 590.000 à 840.000 F.
Prix fermes et définitifs. Livraison pour les fêtes de fin d'année.
Immobilier France S.A.

Israël... 1600F l'aller et retour en Israël... 1600F

LE DERNIER MIRACLE DU PAYS DES MIRACLES.

Jugez vous-même : 1600F Paris/Tel Aviv/Paris, par vols quotidiens et réguliers El Al et Air France. 11540 F de Nice, Lyon, Marseille. Pour revivre les miracles d'hier, regardez témoigner les mosaïques des églises, des synagogues, des mosquées de Galilée, de Cana, de Tibériade, de Jérusalem.

Elles racontent des millénaires d'histoire et de civilisation. Mais Israël, terre ancienne, est aussi aujourd'hui le pays du soleil, des plages, de la Mer Rouge, de l'accueil chaleureux des hommes. Dans ce pays, posséder des vacances telles que vous les avez toujours rêvées.

ISRAËL, le pays de tous les dépaysements.

* A partir du 1^{er} novembre 1979 sous réserve de hausses ultérieures de carburants.

Pour partir en Israël, ou départ de Paris, Nice, Lyon, Marseille, adressez-vous à votre agence de voyages ou renvoyez ce bon à l'Office National Israélien de Tourisme, 14 rue de la Paix, 75002 Paris, qui vous adressera une documentation complète sur Israël.

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Office National
Israélien de Tourisme
EL AL
AIR FRANCE



Vive l'Automne!

34 RUE TRONCHET PARIS 9.	FORUM DES HALLES 3 ^e NIVEAU, PARIS 1.
PALAIS DES CONGRÈS PLACE DE LA PTE MAILLOT PARIS 17.	GALERIE DU CLARIDGE 74 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS 8.
5 PLACE DES VICTOIRES PARIS 1.	28-30 RUE DE BUCI PARIS 6.

...ENTRE GENS DE QUALITE

les Nids
DEPARCROA
A VOISINS JE BRETONNEUX
5 maisons différentes de 590.000 à 840.000 F.
Prix fermes et définitifs. Livraison pour les fêtes de fin d'année.
Immobilier France S.A.

Jet
COURS

EUROPE

Tchécoslovaquie

Nombreuses protestations contre les lourdes peines infligées aux défenseurs des droits de l'homme

« L'Humanité » : « Un verdict inique »

Les lourdes peines infligées à cinq des six accusés du procès de Prague, poursuivis en raison de leurs activités en faveur des droits de l'homme, ont entraîné de nombreuses protestations. À commencer celle de « L'Humanité » de ce mercredi 24 octobre. Le quotidien du P.C.F., sous le titre « Verdict inique à Prague », écrit notamment que « les communistes français accueillent cette décision avec indignation ». Après avoir regretté qu'« il n'ait été tenu aucun compte à Prague ni des démarches pressantes et répétées de leur parti et de son secrétaire général ni de la dernière déclaration publique de leur bureau politique », le journal ajoute : « L'arbitraire, le procès d'opinion devaient, croyons-nous, être l'apanage du vieux monde capitaliste. Comment pour-

raient-ils être l'instrument du socialisme, alors que celui-ci dispose d'armes autrement efficaces : celles de la lutte idéologique et politique ? »

Non, l'iniquité du verdict de Prague ne saurait être acceptée. Nous demandons la libération de Vaclav Havel et de ses compagnons. Dès mardi soir, d'autre part, deux mille à trois mille personnes — principalement des militants trotskistes — ont manifesté à Paris devant l'ambassade de Tchécoslovaquie. Les manifestants — dont des militants du P.C.F. — « à titre personnel », qui s'étaient groupés à l'École militaire, ont d'abord défilé sous la pluie battante en direction du palais de l'UNESCO, puis sont venus rejoindre d'autres militants qui les attendaient près de l'ambassade,

protégée par des cars de police. La manifestation n'a donné lieu à aucun incident. Parmi les organisations et les partis ayant protesté contre le verdict de Prague, signalons notamment la C.F.D.T., le P.S.U., l'Association française des juristes démocrates, le bureau national du Syndicat des journalistes C.F.D.T. et la Fédération internationale des droits de l'homme. Les partis communistes italien et espagnol ont également protesté contre l'organisation du procès, ainsi que le comité directeur du parti social-démocrate ouest-allemand. A Varsovie, enfin, une quinzaine de dissidents polonais originaires de Cracovie, des étudiants pour la plupart, ont été appréhendés lundi alors qu'ils envisageaient de protester contre le déroulement du procès de Prague.

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Il n'a pas fallu plus de deux jours au tribunal de Prague pour régler le sort des six militants pour les droits de l'homme jugés pour leur action au sein du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS). Commencé lundi 22 octobre au matin, le procès s'est terminé dans la soirée de mardi.

Compte tenu de la minceur du dossier établi par l'accusation, les peines prononcées au terme de cette procédure expéditive sont lourdes : l'ingénieur Petr Uhl, présenté comme le « meneur » du groupe, a été condamné à cinq ans de prison ferme. L'écrivain Vaclav Havel, à quatre ans et demi, auxquels s'ajoutent quatorze mois d'une précédente condamnation, le mathématicien Vaclav Bendá à quatre ans et les autres à des peines allant de trois à cinq ans. Seule la dernière inculpée, la psychologue Dana Nemcova, mère de sept enfants et dont le mari est également en détention depuis 20 ans, s'est vu infliger une peine avec sursis (deux ans assortis d'une mise à l'épreuve pendant cinq ans).

Tous, sauf M. Bendá et Mme Nemcova, ont annoncé qu'ils interjetteraient appel. Le juge Kasper a néanmoins refusé de remettre en liberté Mme Nemcova avant que la cour ne statue sur les appels des autres.

Le procureur avait réclamé dix ans d'emprisonnement pour les trois principaux inculpés (M. Uhl, Havel et Bendá) et six ans et demi pour M. Dienstbier et Mme Bednarova. Etant données la nature de ce procès et la préparation minutieuse, il serait très hasardeux de voir dans la différence entre les peines réclamées et celles finalement infligées, une

preuve d'indépendance du tribunal ou de mansuétude envers les accusés. L'explication la plus plausible semble être que les autorités, dans le monde par ce procès, ont voulu créer un choc psychologique en faisant croire qu'un sort beaucoup plus dur menaçait les animateurs du VONS, lesquels s'en seraient, au dernier moment, tirés à bon compte. En réalité, le pouvoir n'a fait de la sorte qu'ajouter une touche de machiavélisme à la sinistre comédie qui vient de se jouer à Prague.

Sévères mesures de sécurité

Comme la veille, de sévères mesures de sécurité avaient été prises autour du tribunal, dans lequel seuls les proches parents des accusés avaient été autorisés à pénétrer. Les journalistes et les observateurs étrangers présents s'étaient vu refuser l'accès à l'objet d'une surveillance particulière destinée à empêcher les contacts entre eux et les quelques dizaines de contestataires venus devant l'immeuble du tribunal en signe de solidarité avec leurs amis.

Quatre autres membres du VONS, arrêtés en même temps que les six condamnés, ont été comparés à leur tour devant le tribunal municipal de Prague, à une date non précisée encore : le philosophe Jiri Nemec (époux de Mme Nemcova), l'ancien président des Jeunes communistes Ladislav Lis, la traductrice Jaromila Belikova et le père Vaclav Malý, interdit d'exercice de son ministère sacerdotal.

MANUEL LUCBERT.

Laquelle de ces langues aimeriez-vous parler ?

L'Anglais ? Le Grec ? Pourquoi pas le Japonais ? Aucune langue n'est trop difficile pour vous grâce aux célèbres méthodes audio-visuelles Linguaphone. Si nous pouvons vous faire une telle promesse, c'est que Linguaphone a déjà permis à plus de 4 millions d'étudiants du monde entier d'apprendre l'une, ou plusieurs, de ces 32 langues facilement, rapidement, chez eux. Des étudiants de tous les âges. A tous les niveaux linguistiques. De toutes les langues maternelles. Pourquoi pas vous ? UN DISQUE (OU UNE CASSETTE) GRATUIT.

Conquis par 200 professeurs mondialement connus, les méthodes Linguaphone sont mises au point sur ordinateur. Chaque méthode consiste en une série très étudiée de livres et de disques (ou de cassettes). Ce que la pédagogie moderne fait de mieux pour vous permettre de commencer à parler, en quelques mois seulement, la langue de votre choix. Voyez par vous-même : faites-nous savoir laquelle vous aimeriez parler, en cochant la case appropriée ci-contre. Puis renvoyez-nous cette annonce pour recevoir une brochure en couleurs sur la méthode Linguaphone. Et un disque (ou une cassette) de démonstration gratuite.

Linguaphone

une langue étrangère chez vous en quelques mois

Cochez :

☐ africain ☐ hind ☐ japonais ☐ néerlandais ☐ norvégien ☐ portugais ☐ russe ☐ serbo-croate ☐ suédois ☐ français (pour étrangers) ☐ hébreu

Expliquez-moi comment, grâce à la méthode Linguaphone, je pourrais commencer à parler, en quelques mois seulement, la langue que j'ai cochée. Sans aucun engagement de ma part, envoyez-moi votre brochure et :

☐ un disque 1 de ☐ une cassette ; démonstration

Nom _____

Prénoms _____

Age _____ Tel _____

Profession _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Localité _____

GRATUIT

Renvoyez cette annonce à linguaphone 12, rue Lincoln 75008 Paris



Expulsion de quatre personnalités françaises

Une délégation de quatre personnalités françaises, s'est rendue le mardi 23 octobre à Prague pour « exprimer leur solidarité avec les membres du VONS ». Jugés à Prague : le professeur Jean Dieudonné, de l'Académie des sciences, mandaté par le Comité des mathématiciens ; le metteur en scène Patrice Chéreau, mandaté par le Comité international pour la défense des artistes persécutés, récemment créé par Claude Le-louch ; l'écrivain Jean-Pierre Faye, mandaté par le Comité international contre la répression ; et le sculpteur Alain Chazler, représentant le Syndicat de l'enseignement artistique supérieur, affilié à la FEN.

Ils avaient l'intention de demander à voir les condamnés et de plaider leur cause auprès des autorités tchécoslovaques. Ils donneront d'ailleurs une conférence de presse le jeudi 25 octobre à 17 heures au Théâtre Essanon, 6 rue Pierre-au-Lard, Paris-2.

Arrivés dans le courant de la matinée dans la capitale tchécoslovaque, ils l'ont quittée quel-

que peu brutalement dans la soirée. En fait, alors que M. Dieudonné s'entretenait avec la femme de l'un des inculpés, les trois autres se trouvaient aux abords du tribunal au début de la soirée. La police leur intima l'ordre de circuler. Ils refusèrent. Tout d'un coup, toutes les lumières s'éteignirent dans le quartier, et M. Chazler vit M. Chéreau entraîné vers une voiture. Lorsque la lumière revint, M. J.-P. Faye n'était plus là non plus. Il avait lui aussi été interpellé. Ils furent relâchés quelque temps après et allèrent dîner, sauf M. Chazler, avec M. Daniel Waqui, envoyé à Prague par des intellectuels du P.C. et le journaliste Jean-Yves Potel, de Rougie.

A 23 h. 30, la police les fit sortir du restaurant, les embarqua dans un autobus, les emmena à la frontière germano-tchécoslovaque et les laissa dans le no man's land au milieu de la forêt. Ils gagnèrent à pied le poste-frontière allemand et s'apprêtèrent à regagner Paris. M. Chazler, de son côté, était toujours à Prague ce mercredi en fin de matinée. — A.M.B.

Evasion à Venise week-end à partir de 1015 F.

Pour 1015 F, avion-jet, hôtel touristique, petits déjeuners et une visite guidée de la ville comprise. Tombez amoureux de Venise, de sa lagune et ses gondoles, de ses palais et ses églises... Départ vendredi d'Orly-Ouest par vol régulier, retour dimanche. Possibilité de séjour d'une semaine à partir de 1.275 F. Adressez-vous vite à votre agent de voyages.

Alitalia 70 vols vers l'Italie par semaine.

Italie

STUPEFACTION A ROME

Le président de la République déjeune chez le pape

De notre correspondant

Rome. — Un événement exceptionnel a eu lieu le mardi 23 octobre au Vatican. L'observateur Romano lui consacra huit lignes, sans titre, perdues dans une colonne de première page. Mais l'importance de la nouvelle n'a échappé à personne : « A l'occasion, du premier anniversaire de l'audience d'octobre 1978, le Saint-Père a exprimé le désir de rencontrer, sous une forme privée, Son Excellence M. Alessandro Pertini, président de la République italienne. La rencontre a eu lieu aujourd'hui dans l'appartement pontifical. »

Le chef de l'Etat est arrivé en automobile, vers 13 heures, accompagné de son seul chauffeur. Le pape l'attendait au troisième étage du palais apostolique. « Monsieur le président, nous pourrions peut-être passer à table... » Le déjeuner, en été à tête, allait durer près de deux heures et demie, troublé seulement par les va-et-vient d'un serveur. Au menu : pizzas, escalope de veau, fromages, fruits et café. Le président, qui est quasiment végétarien et ne boit pas de café, a sauté deux services. On murmure au Quirinal qu'il aurait bien voulu, en revanche, par une petite grappe, les religieuses polonoises de la Saligny y penseraient sans doute à l'avance.

C'est la première fois qu'un pape invite un chef d'Etat à sa table. Le prélat était à son premier anniversaire de l'audience accordée au président Pertini — ne tient pas debout. Pas plus d'ailleurs que les informations de source officieuse selon lesquelles les représentants des « deux Rome » voulaient

échanger des impressions sur leurs récents voyages. Même la conclusion prochaine des travaux de révision du concordat de 1929 ne justifiait pas une rencontre de ce type.

Tout simplement, Jean-Paul II voulait faire un geste. Et l'hôte du Quirinal, qui aime, lui aussi, entendre le protocole et gouverner avec le cœur, s'est empressé d'accepter. Les deux hommes paraissent en antipodes l'un de l'autre : un pape laïque nourri de catholicisme polonois ; un chef d'Etat de quatre-vingt-trois ans, agnostique et « laïc » jusqu'au bout des ongles. Mais ils ont plusieurs points communs. Attachés aux choses concrètes, très aimés des foules, ils lurent élus à quelques mois d'intervalle dans des circonstances exceptionnelles, l'un après un double deuil, l'autre après la démission forcée de son prédécesseur.

Jamais un pape italien et un président démocrate chrétien n'auraient osé déjeuner ensemble. Mais un pape polonois et un président socialiste peuvent se permettre de se rencontrer sans choquer. Il faut dire que les relations entre les « deux Rome » se sont beaucoup améliorées : le Saint-Siège s'interdit pratiquement toute ingérence dans les affaires italiennes. « Cet événement exceptionnel pourrait faire croire que le Tiers devient plus étroit », a déclaré M. Giovanni Spadolini, secrétaire général du parti républicain. En réalité, seul l'élargissement des deux rives a permis qu'un tel acte s'accomplisse sans que personne ne soupçonne l'Etat d'être subordonné à l'Eglise, ou vice versa.

Portugal

Grève de la faim de détenus politiques

De notre correspondant

Lisbonne. — Vingt-six détenus politiques, pour la plupart membres d'une organisation d'extrême gauche, le parti révolutionnaire du prolétariat (P.R.P.), observent, depuis le 17 octobre, une grève de la faim. Ils réclament la promulgation de la loi d'amnistie des crimes politiques commis depuis le 25 avril 1974 (texte voté par l'Assemblée le 25 juillet). L'annulation de tous leurs procès (dont ils dénoncent les irrégularités) et la publication d'un rapport officiel élaboré il y a quinze mois et faisant état des services qu'ils auraient été victimes au moment de leur arrestation. Ils se plaignent, en outre, de n'avoir jamais pu s'entretenir avec leur

avocat qu'en présence d'un fonctionnaire de police.

L'affaire du P.R.P. remonte à mars 1978. Un membre de la police judiciaire avait été tué à Porto, à la suite d'une action menée, avait-on affirmé à l'époque, par des militants révolutionnaires. Dans les trois mois qui ont suivi cet incident, environ quarante membres du P.R.P. ont été arrêtés, parmi lesquels le docteur Isabel do Carmo et M. Carlos Antunes, chefs de l'organisation. Les détenus étaient accusés d'avoir perpétré des actes terroristes, commis des attaques à main armée contre des établissements bancaires et de détention de armes de guerre. Ce dernier chef d'accusation s'entend dans le contexte de l'« année chaude » 1975, où le P.R.P. aurait eu des liens étroits avec les officiers les plus radicaux de l'armée portugaise.

Depuis lors, certains détenus ont été jugés et libérés pour manque de preuves. Les journaux, principalement ceux de gauche, ont attiré l'attention des autorités sur la situation particulière de Mme Isabel do Carmo, devenue veuve en bas âge. Des catholiques, dont quelques prêtres, ont occupé des églises, à Porto et dans la région de Lisbonne. Des intellectuels et des dirigeants politiques ont observé une grève de la faim, par solidarité, dans les locaux de l'université de Lisbonne, les 13 et 14 octobre.

Selon un « comité d'appui », les prisonniers sont dans un état de délabrement physique très inquiétant. Ils manqueraient des soins médicaux appropriés.

Ce mercredi 24 octobre, les détenus ont entamé une grève du silence : ils refusent de répondre aux fonctionnaires et aux médecins de l'hôpital-prison de São João-de-Deus, où ils ont été transportés.

Le ministre de la Justice a reçu une délégation d'avocats et de médecins venus lui exposer la situation. La marge de manœuvre du gouvernement est assez limitée. En effet, la promulgation de la loi d'amnistie dépend du président de la République, qui retarde son application en raison, semble-t-il, de pressions exercées par la hiérarchie militaire. L'application de la loi entraînerait en effet la réintégration dans les forces armées de certains officiers radicaux comme le commandant Oseio de Carvalho, et l'amiral Rosa Coutinho, bon nombre de leurs pairs. Quant à une éventuelle annulation des procès, elle ne peut être décidée que par les tribunaux.

JOSÉ REBELO.

Yugoslavie

M. DORONJSKI EST ÉLU « PRÉSIDENT EN EXERCICE » DE LA LIGUE DES COMMUNISTES

Belgrade (A.F.P.). — M. Stevan Doronjski, représentant de la province de Voïvodine, a été élu, mardi 23 octobre, « président en exercice », pour un an, de la Ligue des communistes de Yougoslavie (L.C.Y.). Il devient ainsi le « numéro deux » virtuel du parti yougoslave dont le maréchal Tito est le président à vie. Il succède à ce poste au Boudinque Branko Mikulich. La présidence de la L.C.Y. est un organisme de vingt-quatre membres coiffant le comité central du parti, créé en octobre 1968, où les six Républiques sont représentées paritaires. Le président Tito souhaitait, d'une part, alléger ses propres obligations et consolider les structures du parti appelées, le moment venu, à assurer sa succession.

Le chef de l'Etat et du parti l'a rappelé mardi en proposant l'élection de M. Doronjski : « Certains, notamment à l'étranger, — il dit, considèrent que la désignation d'un président en exercice avec mandat d'un an met en question la continuité et la stabilité de notre développement. Cela est faux. La continuité et la stabilité ne sont pas assurées par des individus mais par la politique du parti. Ce qui risquerait de provoquer une désattribution, c'est l'insolation d'un climat d'arbitraire et de lutte pour le pouvoir et pour des positions personnelles. »

M. Doronjski est à la fois membre de la présidence de la L.C.Y. et de celle de l'Etat. Il a, notamment, assumé pendant un an, jusqu'en mai 1978, les fonctions de vice-président collégial de la République.

le gouvernement

LE NOUVEAU BRASS

« Mon » et tous les RASOIRS électriques EN VENTE CHEZ DIDIER-NEVEUX

REPARATIONS IMMÉDIATES Plumes détachées - Accessoires Service après-vente agréé

21, rue de la Paix, PARIS-2

Clubhotel Vives

A Clubhotel on vit sa vie comme on veut, on des moments avec les autres, pendant que les enfants regardent la télévision ou jouent dans la salle de jeux.

Clubhotel Des amitiés

Un endroit agréable et bien équipé, les piscines sont toutes chauffées, le confort de la

Clubhotel Des amitiés

Un endroit agréable et bien équipé, les piscines sont toutes chauffées, le confort de la

مركز من الأصل

EUROPE

Espagne

Le gouvernement Suarez n'est pas pressé de décider l'adhésion à l'OTAN

De notre correspondant

Madrid. — L'Espagne n'est pas pressée d'adhérer à l'OTAN, tel est le sentiment qui prévaut de plus en plus à Madrid en dépit des professions de foi atlantistes que le gouvernement Suarez ne manque pas de prodiguer chaque fois que l'occasion lui en est fournie.

« Nous ne sommes pas pressés. De toute façon, notre adhésion à l'alliance atlantique ne nous apporterait pas grand-chose. Nous pouvons très bien acquiescer au matériel de guerre moderne sans entrer dans l'OTAN. Notre sécurité est garantie par le traité militaire qui nous lie aux Etats-Unis. Les Américains eux-mêmes n'accroissent pas beaucoup d'importance à notre adhésion. Ils sont trop préoccupés par le maintien de la détente. »

Voilà ce qu'on dit au ministère des Affaires étrangères. Cette position est sensiblement différente de celle qui était défendue il y a encore un an. A l'époque, les adhésions au Marché commun et à l'OTAN étaient présentées comme des conditions quasi inséparables pour une appartenance de plein droit au monde occidental. L'Espagne, disait-on, ne pouvait se payer le luxe du neutralisme armé bien que la tentation neutraliste soit très forte dans un pays qui n'a pas participé aux deux guerres mondiales. Si l'Espagne entrait dans l'OTAN, ajoutait-on, elle ne romprait pas l'équilibre des forces existant en Europe puisqu'elle est déjà intégrée au système de dé-

fense occidentale par son traité de coopération militaire avec les Etats-Unis. En revanche, sa sécurité serait mieux assurée.

Certes, en public, le langage reste le même. Le ministre des Affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a réaffirmé le 10 septembre à Bruxelles que son gouvernement était convaincu que la sécurité de l'Europe occidentale reposait sur l'alliance atlantique, et qu'il négocierait son adhésion le moment venu. Mais ce moment est repoussé d'année en année. M. Oreja affirmait qu'une décision serait prise une fois approuvée la Constitution. Or celle-ci a été votée il y a plus de dix mois et rien ne s'est produit. Au contraire, on déclare désormais que le débat parlementaire sur l'OTAN ne pourra s'ouvrir avant la fin de la législature (qui se terminera en 1983), car il s'agit d'un sujet qui divise l'opinion et d'autres problèmes paraissent au gouvernement plus urgents à résoudre, notamment celui des autonomies régionales.

Autre détail qui alimente le scepticisme. M. Oreja a toujours dit que l'adhésion ne pourrait être décidée que si elle bénéficiait d'une ample majorité. Il a même précisé que celle-ci devrait se situer « bien au-dessus de 51 % ». Or le rapport des forces de l'actuelle Chambre des députés — forum prévu pour le débat sur l'OTAN — ne permet pas au parti centriste d'espérer un pourcentage très supérieur. C'est pourquoi on affirme dans certains milieux diplomatiques : « Nous n'avons jamais cru que l'Espagne adhérerait un jour au pacte atlantique. Voici deux ans que le gouvernement Suarez trouve de bons prétextes pour ne pas se décider. »

Même son de cloche au parti socialiste. Comme le P.C.E., le P.S.O.E. est hostile à l'entrée dans l'alliance atlantique. L'Union du centre démocratique a caressé un moment l'espoir que cette opposition de principe pourrait être nuancée. Mais les socialistes sont restés fermes, malgré les pressions en sens contraire de la social-démocratie

allemande. Ils ont d'ailleurs constaté que l'unanimité n'était pas faite du côté officiel. L'armée de terre semble réticente ou en tout cas divisée. L'ancien chef d'état-major, le lieutenant-général Vega Rodriguez, a expliqué, au cours d'une réunion à huis clos de la commission de défense de la Chambre des députés, qu'un système défensif essentiellement orienté vers l'Est ne pouvait intéresser l'Espagne qu'à moitié, car les menaces pour la péninsule se situent surtout au Sud. Les militaires, en effet, sont préoccupés par l'influence croissante de l'Algérie en Méditerranée.

La visite ajournée de M. Fidel Castro

Certains diplomates eux-mêmes semblent persuadés que leur marge de manœuvre dans le tiers-monde serait réduite si leur pays adhérait à l'OTAN. C'est du moins ce que les socialistes ont retenu de leurs conversations avec l'ambassadeur d'Espagne auprès de l'OTAN, M. Jaime de Pinillos. Tel avait été le langage tenu par M. Fidel Castro à M. Adolfo Suarez lorsque celui-ci était venu à La Havane en septembre 1978. Le premier ministre cubain s'était exprimé alors de façon assez subtile. Pour avoir été plus brutal lors de la dernière conférence des non-alignés, il a compromis — définitivement, semble-t-il — toute chance d'être invité à Madrid comme la promesse lui en avait été faite.

M. Luis Yanes, qui a longtemps été chargé de la politique étrangère au sein du P.S.O.E., estime que la bataille de l'OTAN est aujourd'hui gagnée. Selon lui, la diplomatie de M. Adolfo Suarez suit les orientations que son parti a toujours préconisées, « celles

que l'histoire et la géographie nous imposent, à savoir : non-alignement, maintien de bonnes relations avec les pays arabes, ouverture sur l'Amérique latine ».

Dans certains milieux centristes, on n'est évidemment pas du même avis. Les partisans inconditionnels de l'OTAN sont nombreux au sein du parti au pouvoir. Ils s'inquiètent du retard qui a été pris. Ils estiment que si le gouvernement ne prend pas une décision avant 1981 il ne sera pas dans de bonnes conditions pour renégocier le traité de coopération militaire signé en 1976 pour cinq ans, avec les Etats-Unis. « Washington nous traitera comme un pays tiers, non comme un allié », disent-ils. A l'inverse, si nous optons pour l'OTAN, les facilités que nous accordons actuellement aux militaires américains seront plus réduites et la collaboration entre nos deux armées pourra s'intensifier.

Les mêmes milieux critiquent ce qu'ils appellent le « néo-franquisme » ou le « néo-gaullisme » du président Suarez, c'est-à-dire « une volonté d'indépendance en politique étrangère qui ne peut faire illusion à personne ». A les en croire, si elle rejoignait le club atlantique, l'Espagne ne se couperait pas pour autant du tiers-monde, « même pas de l'Union soviétique », malgré les nombreuses pressions de Moscou pour maintenir le statu quo. Ils pensent que M. Suarez n'a pas encore pris de décision en faveur de l'OTAN parce qu'il s'agit là d'un « élément de dissension interne » et qu'il préfère éviter une campagne de la gauche contre lui pour assurer sa continuité au pouvoir.

Est-on moins sûr au sein de l'U.C.D. des sentiments atlantistes de M. Suarez ? « Je dirais oui à 95 % », dit un parlementaire centriste. Mais le même homme, il y a un an, nous aurait exprimé une certitude à 100 %.

CHARLES VANHECKE.

Norvège

Les Lapons s'opposent à la construction d'un barrage hydro-électrique dans le Nord

De notre correspondant

Oulo. — Le gouvernement norvégien a décidé, le 15 octobre, de suspendre les travaux commencés en juillet pour la construction d'une centrale hydro-électrique sur la rivière Alta, dans l'extrême nord de la Norvège. Les Lapons — seule minorité ethnique du pays (1) — estiment que la construction du barrage porterait préjudice à leurs intérêts économiques traditionnels.

Ce projet avait déjà été adopté par l'Assemblée nationale, mais de fortes pressions ont été exercées sur le gouvernement pour qu'il revise sa position. Des manifestants venus de tout le pays ont établi un camp permanent à Alta pour empêcher la poursuite des travaux. Leur action est soutenue par les organisations écologistes et les partis de gauche. La situation s'est envenimée lorsque sept Lapons ont commencé une grève de la faim devant l'Assemblée nationale — le Storting — en plein centre d'Oulo.

Alta, qui est une des rivières européennes les plus riches en saumons, traverse des terrains très importants pour l'élevage des rennes, activité essentielle des Lapons. Ceux-ci estiment défendre ce qu'ils tiennent pour leurs droits légitimes, notamment celui d'exploiter ces terrains et ces eaux. Mais la population du Finnmark et la municipalité d'Alta sont très divisées sur cette question. Ainsi, l'une des trois organisations nationales des Lapons soutient la construction du barrage d'Alta. Le Finnmark manque d'énergie, la construction du barrage elle-même créerait une centaine d'emplois dans ce département, qui est le plus pauvre du pays.

Le projet de construction d'une centrale hydro-électrique à Alta a été modifié plusieurs fois depuis le début des années 70. Le projet qui a été finalement retenu et adopté par le Storting en novembre 1978, grâce aux voix des travaillistes et des conservateurs — était beaucoup plus modeste que le premier : c'était un compromis qui visait à réduire les effets négatifs sur l'environnement. La décision du gouvernement de suspendre les travaux pour ouvrir de nouvelles négociations avec les Lapons,

dont les résultats seront présentés au Storting, est d'autant plus surprenante qu'une grande majorité du Storting a déjà rejeté, en juin dernier, une telle suggestion.

« C'est la nécessité de tenir compte des droits légitimes des Lapons et de résoudre leurs problèmes particuliers, sans conflit déchirant, qui a pesé lourd sur la décision du gouvernement », a déclaré le premier ministre, M. Odvar Nordli. Les trois partis du centre avaient réclamé, lundi 15 octobre, une suspension des travaux et un nouveau débat au Parlement dans une déclaration commune. Leur position était soutenue par trois évêques de l'Eglise norvégienne, plusieurs professeurs et écrivains. En revanche, des députés conservateurs ont critiqué la décision gouvernementale, craignant qu'elle ne constitue un précédent dangereux et que le gouvernement ne soit par la suite amené à céder sous la pression de groupes minoritaires. De son côté, le gouvernement indique que la suspension des travaux n'est que temporaire et que c'est au Storting de décider de la poursuite et de l'achèvement du projet. Néanmoins, cet arrêt temporaire a été suffisant pour que les sept Lapons mettent un terme à leur grève de la faim. Mais les organisations des manifestations permanentes à Alta attendront d'autres garanties du gouvernement avant de mettre fin à leur action.

STEINAR MOE.

(1) Il y a trente mille Lapons, dont les trois quarts vivent de l'élevage du renne.

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués
24 heures sur 24 au numéro
TEL : 19 32-31/31-27-54
GENERAL DIAMONDS
PELKAANSTR. 22 ANVERS.

MI-CLUB-MI-HOTEL

Clubhotel. Demandez le programme.
20 stations dont la réputation n'est plus à faire pour leur situation privilégiée, leur équipement sportif et leurs possibilités de distractions.

A la montagne : Megève, Méribel, Courchevel, Tignes, Val-Thorens, Les Deux-Alpes, Chamrousse, Chamonix, Serre-Chevalier, La Clusaz, Pescasseroli.

A la mer : Saint-Tropez, Cannes-Martin, Bandol, Marazul (Iles Canaries), Pedras (Portugal), Maeva las Hadas (Mexique), Alghero (Sardaigne).

Clubhotel. Vivez comme bon vous semble.
A Clubhotel, on vit sa vie comme on veut : des moments très chauds, ou des moments avec les autres, au bord de la piscine ou en terrasse, attendant que les enfants regardent la télévision, ou simplement dans la salle de jeux.

Clubhotel. Des appartements confortables et bien pensés.
Cuisine équipée, la kitchenette.

Dans un appartement Clubhotel, tout est sur place :
- la cuisine à la passoire à légumes,
- la vaisselle à l'essuie-verres.

Un maître de maison
est veillé sur vos vacances. C'est l'homme sur qui vous pouvez compter. Toujours là, soucieux de vos vacances, il vous donne toutes les informations nécessaires et assure l'entretien de votre appartement.

Clubhotel. Choisissez votre formule.
Clubhotel vous propose deux formules :
vous louez tout simplement ou vous achetez une période de vacances et vous devenez alors associé-Clubhotel.

Pour en savoir plus : remplissez et renvoyez le bon ci-dessous. Une documentation complète vous sera adressée.

LOCATIONS CLUBHOTEL

Paris 16. Téléphone : 22 42 42
Clubhotel, Paris 16. Téléphone : 22 42 42

Saint-Marc 75002 Paris.
rue Vivienne.
Téléphone : 22 42 42. Les agences Havas.

CLUBHOTEL Maeva
Box 1000 - 20 rue Saint-Denis 75003 Paris.
Envoyez immédiatement ce questionnaire à :
la rubrique Locations □ la brochure associée □

Nom, Prénom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

EUROPE

Danemark

M. Joergensen va former un gouvernement social démocrate minoritaire

Amélioration de la position des sociaux-démocrates, forte poussée conservatrice, léger gain des socialistes populaires, des radicaux et des libéraux, et disparition du parti communiste du nouveau Parlement, tels sont les résultats inattendus des élections anticipées du mardi 23 octobre au Danemark.

La cause de cette consultation anticipée était

Copenhague. — Une fois de plus, les électeurs danois auront surpris les observateurs. Les élections législatives ont entraîné des modifications assez sensibles et imprévues dans la composition du Parlement.

Les sociaux-démocrates, qui n'avaient guère eu de succès aux élections européennes de juin, ont obtenu 38,3 % des suffrages, soit 1,3 point de plus qu'en février 1977, et avec 69 sièges (+ 4) retrouvent le pouvoir. Les libéraux (ex-agriculteurs) n'ont, eux, progressé que très faiblement (un mandat supplémentaire).

Les grands vainqueurs de cette consultation sont les conservateurs, qui passent de 15 à 22 mandats, et, à un moindre degré, les radicaux (+ 4) et les socialistes du peuple (dissidents communistes) (+ 3).

En revanche, les chrétiens populistes et les géorgiens reculent légèrement, mais beaucoup moins qu'on aurait pu le croire. Enfin, le Parti du progrès, à caractère populiste, de M. Glistrup perd six mandats et les démocrates centristes cinq.

Sur l'aile gauche, les communistes orthodoxes fidèles à Moscou disparaissent complètement de l'hémicycle. Ils n'ont pas franchi la barre de 5 %, alors que les socialistes de gauche (groupuscule extrême marginal) gagnent un mandat, avec une grosse progression des voix dans la capitale.

Les mandats (E.D.P.), qui se présentaient pour la première fois, n'ont recueilli que 0,4 % des suffrages exprimés. La participation électorale a été de 85 %, donc un peu plus faible que d'habitude, surtout à Copenhague.

Les responsables des « vieux partis » traditionnels (social-démocrates, radicaux, libéraux et conservateurs) qui assurent le pouvoir de ce siècle et 1973, s'étaient presque exclusivement partagés le pouvoir (en commun ou en alternance), se sont rejoints de voir tant de brebis égarées regagner enfin leur bergerie.

Cette interprétation semble un peu hâtive. Une enquête menée ces jours derniers a en effet montré que 15 % au moins des électeurs danois s'attendaient à ce que le pouvoir soit confié à l'extrême gauche et les experts estiment qu'il existe un électoralat flottant de plus d'un million de personnes dont les options, oscillant d'une consultation à l'autre, sont à la droite et à la gauche, n'ont pas grand-chose à voir avec l'engagement idéologique. En réalité, les résultats de ce 23 octobre sont plus qu'ambivalents et peuvent être analysés de plusieurs façons.

Une marge de manœuvre étroite
Les électeurs qui ont permis la progression des sociaux-démocrates ont-ils cherché ainsi à approuver la politique menée entre août 1978 et septembre 1979 par le président du parti, M. Anker Joergensen, qui, au cours de sa campagne, a joué à fond cette carte ?

L'éviction des communistes orthodoxes a-t-elle pour cause les derniers événements de Prague, les grèves sauvages et les blocages inspirés par les militants de ce parti, qui se sont multipliés depuis l'été dans les ports et sur les ferry-boats, ou la concurrence des autres groupuscules d'extrême gauche ? Le Centre démocrate, qui a perdu la moitié de ses clients cette fois, doit-il sa défaite à la prise de position brutale à la onzième heure de son fondateur, M. Erhard Jakobsen, en faveur de l'installation de fusées atomiques à portée intermédiaire sur le territoire danois ? Les radicaux, de leur côté, doivent-ils leur remontée à un ralliement de leurs cadres ou au retour qu'ils ont opéré vers une ligne plus neutre et plus antimilitariste, leur ligne d'entre les deux dernières guerres ? Le Parti du progrès a-t-il souffert des divisions qui ont opposé ces derniers mois plusieurs de ses membres ou certains de ses partisans d'hier l'ont-ils boudé parce qu'ils ne l'ont pas trouvé aussi efficace qu'ils l'auraient souhaité ? Les trois cent mille jeunes de plus de dix-huit ans, qui votaient pour la première fois depuis qu'un référendum leur a donné ce droit, ont-ils pesé lourd dans la balance ?

Aucune de ces questions n'appelle de réponse sûre et claire, ce qui rend la situation d'aujourd'hui plutôt confuse. M. Anker Joergensen en a sans doute parfaitement conscience. Dans la

De notre correspondant

Le 23 octobre, lors du débat général des leaders politiques qui a suivi la proclamation des résultats, il n'adhésait pas une attitude triomphale et paraissait au contraire très soucieux. Paradoxalement, les deux partis du gouvernement démocratique le 28 septembre, les sociaux-démocrates et les libéraux, ont maintenant à eux deux cette majorité absolue qui leur a manqué durant les treize mois où ils ont fait équipe. Mais pendant sa campagne électorale, ces trois dernières semaines, M. Joergensen a exclu catégoriquement la possibilité de renouer, le 24 octobre,

LES RÉSULTATS MÉTROPOLITAINS

PARTIS	VOIX (en pourcentage)	SIEGES
Social-démocrate	38,3 (+ 1,3)	69 (+ 4) (1)
Libéral	12,5 (+ 0,5)	22 (+ 1)
Conservateur	12,5 (+ 4)	22 (+ 7)
Progrès	11 (- 2,6)	20 (- 6)
Socialiste populaire	5,3 (+ 1,1)	10 (+ 3) (1)
Radical	5,4 (+ 1,8)	10 (+ 4)
Démocrate centriste	3,2 (- 3,2)	6 (- 5)
Socialiste de gauche	3,6 (+ 0,9)	6 (- 1)
Géorgiste	2,6 (+ 0,7)	5 (- 1)
Chrétien populaire	2,6 (- 0,8)	5 (- 1)
Communiste	1,9 (- 1,8)	0 (- 2) (2)
Maoïste	0,4	0 (- 2) (3)

(1) Il reste encore 4 sièges à pourvoir : 2 aux îles Féroé et 2 au Groenland. Les résultats métropolitains portent sur 175 sièges, tandis que les gains et pertes sont comptabilisés sur 179 sièges, d'où la différence entre les gains et les pertes.
(2) Le P.C. n'ayant pas atteint la barre des 2 %, disparaît du Parlement.
(3) N'aurait pas été représenté aux élections de 1977.

Les Hollandais investissent 40% de leur épargne dans une seule et même banque. Qu'est-ce que cela signifie pour vous?

La Rabobank recueille 40% de l'épargne hollandaise. Et de fait, les fonds ainsi investis représentent 80% de son bilan. La Rabobank se trouve donc dans une situation idéale pour satisfaire aux critères internationaux de financement à court, moyen ou long terme.

La Centrale Rabobank coiffe une coopérative de banques qui compte 3100 établissements en Hollande dont chacun assure sur place des services répondant parfaitement aux besoins locaux.

Depuis plus de 80 ans, la Rabobank est profondément enracinée dans le secteur agricole. Non seulement elle finance 90% des prêts dans le domaine agricole, mais elle joue un rôle déterminant dans la plupart des projets de l'industrie agro-alimentaire, aussi bien en Hollande qu'à l'étranger. Citons, par exemple, sa participation dans le Agribusiness Group Holland et le Latin American Agribusiness Development Corporation S.A. (L.A.A.D.).

Avec une gamme complète de services bancaires et des affiliations puissantes (UNICO BANKING GROUP et London & Continental Bankers Ltd.), la Rabobank est

très active dans les transactions financières internationales, y compris sur le marché des Euro-monnaies et Euro-obligations, ainsi que dans le domaine des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

La Rabobank, dont le bilan consolidé, au 30 Juin 1979, est supérieur à 80 milliards de florins hollandais (soit de l'ordre de 40 milliards de dollars U.S.), compte au nombre des 25 plus grandes institutions bancaires mondiales.



Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.
Le pays qui a inspiré à Rembrandt ses chefs d'œuvre a aussi inspiré à la Rabobank la création de services d'importance mondiale.

Centrale Rabobank, International Division, Catharjnesingel 20, P.O. Box 8098, Utrecht, The Netherlands. Telephone 030-36 26 11. Telex 40200.

Rabobank
Le Maître Hollandais en matière de Banque.

Allemagne fédérale

Vifs incidents à l'ouverture du procès Lischka

Cologne. — Alors que le jour se lève à peine sur Cologne, mardi 23 octobre, plusieurs centaines de manifestants, portant l'insigne « juif de France », défilent déjà dans les rues glacées. Avec des drapeaux tricolores et israéliens, ils brandissent des banderoles sur lesquelles on lit : « Acquitter les bourreaux nazis signifierait que l'on assassine les juifs une deuxième fois. » Les slogans qu'ils scandent — « Lischka assassin ! », « Auschwitz, Maidanek ! » — retentissent dans les haut-parleurs. La manifestation reste encore non violente, mais l'atmosphère devient bientôt plus tendue.

Dans le bâtiment du tribunal de Cologne, le chaos s'installe. La salle, beaucoup trop petite, ne peut recevoir que quelques dizaines de journalistes accourus du monde entier et une cinquantaine de membres du public. Bientôt, la bousculade fait place à des échanges de horions. Dans le tumulte, on entend crier : « Vous avez assassiné mes parents ! », ou encore : « J'étais à Auschwitz, j'ai le droit d'être ici ! ».

La masse des photographes et des caméramans de la télévision s'est installée debout sur la table des juges, afin de mieux viser le box où doivent comparaître Kurt Lischka, Herbert Hagen et Ernst Heinrichsohn, que le procureur accuse, tout à l'heure, de complicité dans l'assassinat d'au moins soixante-treize mille juifs de France, envoyés, entre 1942 et 1944, dans les camps d'extermination (le Monde du 23 octobre).

Detours, les choses prennent encore plus violente tournure. Les manifestants se lancent à l'assaut du portail. Bientôt, des corps roulent à terre. Le sang coule sur quelques visages. Lorsqu'une ambulance arrive pour évacuer les policiers blessés, un groupe de protestataires se couchent sur le sol pour empêcher le passage du véhicule. Et toujours les slogans : « Auschwitz-Maidanek ! », « Lischka assassin ! », se font entendre jusque dans la salle des délibérations, où les autorités s'efforcent, en vain, de rétablir un peu d'ordre.

Après une heure d'attente, on annonce que, en raison des circonstances, le procès sera relâché. Quand il s'ouvre enfin, Kurt Lischka,

De notre envoyé spécial

vélu d'un élégant costume bleu, apparaît le premier, en se cachant le visage. Il s'assoit tout de suite derrière les sept autres accusés. Ceux-ci forment une barrière protégeant les accusés des photographes. Passant presque inaperçus dans cette cohue, les deux autres accusés ont, minutes plus tard, tous les trois redressé la tête et se sont levés, tandis que le service d'ordre évacue les représentants de la presse photographique et filmée.

Lentement, un certain calme commence à s'établir. Cela permet enfin à la cour de prendre place. Le juge-président Heinz Fassbender — visage aux traits acérés et abondante chevelure noire soignée — avertit qu'il ne tolérera pas de manifestations et qu'il n'est pas question que le tribunal délibère « sous la pression de la rue » et « se laisse dicter un jugement du dehors ». Entre-temps, les accusés sont revenus à leur place. Lischka laisse voir maintenant son visage, rouge d'irritation. Lorsque le président fait l'appel des inculpés, il veut se lever, mais s'entend dire : « Restez assis, monsieur Lischka. »

Immédiatement, des protestations s'élèvent dans la salle : « Ce ne sont pas des messieurs ! ». Alors, le président de réagir énergiquement : « Pour moi, dit-il, aussi longtemps qu'un homme n'est pas condamné, il est présumé innocent, et dans ma cour il reste un monsieur. » L'avocat de « M. Lischka » profite de l'occasion pour expliquer que son client n'a pas l'intention de s'exprimer devant le tribunal. Ce propos sera d'ailleurs corrigé dans l'après-midi : à la prochaine séance, jeudi, le principal inculpé promet de rompre son silence.

Le procureur lit alors l'acte d'accusation d'une voix monotone. Si, de temps à autre, les mots de Auschwitz et de Maidanek se reviennent dans des citations solennelles, on pourrait croire qu'il s'agit ici d'une vulgaire petite affaire de carambouille. Herbert Hagen, vêtu d'un costume clair et d'un chandail à col roulé, n'a pas les mêmes ré-

ponses que Lischka. Il s'installe dans un fauteuil, en face du président, qui procède à l'interrogatoire d'identité.

Au cours de cet historique retraçant la carrière de l'ancien fonctionnaire qui, en Allemagne comme en France, s'est toujours occupé des « affaires juives », on apprend que, après avoir été extradé en France en 1947 et libéré un an plus tard, il a bientôt été employé par les forces britanniques dans un service qui s'occupait du démontage des usines allemandes.

Alors que Hagen a paru désinvolte, Heinrichsohn — qui, à cinquante-neuf ans, est le plus jeune des trois accusés — semble abattu. A toutes les questions, il répond de façon mécanique : « Jawohl ! Jawohl ! ». Son interrogatoire révèle que, après les hostilités, il est passé devant une commission de « dénazification », qui ne l'a pas considéré comme un homme très dangereux. Depuis 1960, il est régulièrement réélu comme bourgmestre de la petite ville de Burglach, en Bavière.

Plusieurs interruptions des avocats ont ponctué cette première prise de contact avec les inculpés. La défense ne dissimule guère son intention de soulever des problèmes de procédure. Les deux avocats de Lischka ont notamment déposé des conclusions contre la « partialité » du président et la présence, au banc de la partie civile, du fils d'un homme dont la mort, dans les dossiers d'Auschwitz, a été attribuée à des causes « naturelles ». D'autre part, au début de l'après-midi, Lischka a déjà obtenu une suspension en invoquant son état de santé qui ne lui permettait plus de suivre les débats.

Pour l'instant, l'apparition des accusés laisse le sentiment confus et troublant que ceux-ci ne sont nullement à la mesure du drame épouvantable dont ils ont été les acteurs en scène. Ils donnent l'impression d'avoir été de petits fonctionnaires méticuleux et zélés. Il est vrai que le vocabulaire allemand comporte pour cette catégorie d'hommes le mot fort approprié de « Schreibtischler », quelque chose comme des « bureaucrates du crime ».

JEAN WETZ.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) (1) nous a adressé le communiqué suivant : « Le procès contre Lischka, Hagen, Heinrichsohn, principaux organisateurs de la déportation de plus de quatre-vingt mille juifs de France, s'ouvre à Cologne à un moment où des tentatives répétées sont faites pour réhabiliter le nazisme et relancer l'antisémitisme. Son déroulement doit permettre de déterminer toutes les responsabilités dans l'entreprise criminelle qui, du Velodrome d'Amsterdam à Drancy, mena à la mort des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards, dont le seul crime était d'être juifs. La communauté juive de France, organisée au sein du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), attend de ce procès qu'il soit exemplaire et prenne valeur d'enseignement pour les générations futures. »

(1) 19, rue de Téhéran, Paris (8^e).
M. Gunter Kunert, l'un des écrivains les plus connus d'Allemagne de l'Est, est passé en Allemagne fédérale, a déclaré le mardi 23 octobre un porte-parole de son éditeur ouest-allemand. M. Kunert et son épouse ont quitté la R.D.A. le week-end dernier et se sont installés à Istzeho, près de Hambourg. Des sources informées à Berlin-Est, ont indiqué que M. Gunter Kunert a décidé de quitter son pays après avoir appris que les autorités du sud de la R.D.A. avaient retiré les livres des bibliothèques municipales et les avaient détruits. — (Reuter-J)

Belgique

LE CABINET MARTENS DEMEURE FRAGILE MALGRÉ UN VOTE DE CONFIANCE

De notre correspondant
Bruxelles. — A l'issue d'un débat agité sur la seconde déclaration gouvernementale du premier ministre, le cabinet a obtenu, dans la nuit de mercredi 24 octobre, la confiance par 125 voix contre 42 et 6 abstentions. Pendant toute la journée, M. Martens s'était vu prodiguer des avertissements de la majorité et des critiques de l'opposition, l'une encourageant à affronter les innombrables problèmes politiques, économiques et sociaux, l'autre affirmant que le gouvernement est déjà un mort en sursis, disant tout haut ce que tout le monde, rue de la Loi, a tendance à penser. On a constaté en effet, tout au long du débat, que l'unité de vue de la majorité n'est que de façade et que les divergences se situent à des niveaux fondamentaux, notamment à propos de la capitale dans les nouvelles institutions.

PIERRE DE VOS.

L'U.E.O. A

L'actualité de l'U.E.O.

Le 23 octobre, le président de la République a reçu à l'Élysée le ministre de l'Intérieur, M. Jean Fautoua, pour lui remettre le décret de nomination de M. Jean Fautoua au poste de ministre de l'Intérieur. Le décret a été signé par le président de la République le 23 octobre 1979.

Le 24 octobre, le président de la République a reçu à l'Élysée le ministre de la Défense, M. Jean Fautoua, pour lui remettre le décret de nomination de M. Jean Fautoua au poste de ministre de la Défense. Le décret a été signé par le président de la République le 24 octobre 1979.

Le 25 octobre, le président de la République a reçu à l'Élysée le ministre de l'Économie, M. Jean Fautoua, pour lui remettre le décret de nomination de M. Jean Fautoua au poste de ministre de l'Économie. Le décret a été signé par le président de la République le 25 octobre 1979.

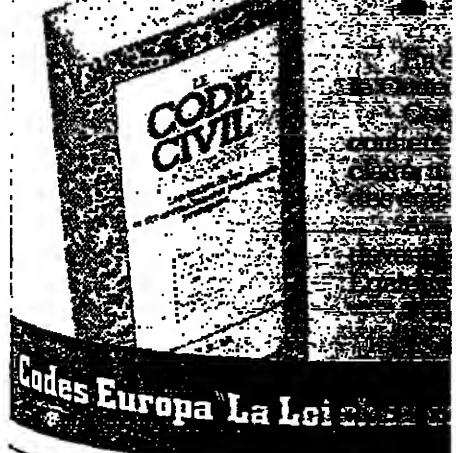
Les lentilles de

SOUP
On ne les sent plus !
Encore plus savantes...
Un pas considérable vient d'être franchi : des lentilles de contact : fabriquées dans un souple et perméable à l'eau (donc respirant) spécialement destinées aux yeux sensibles, elles sont parfaites aux problèmes de tolérance. Elles vous aident à porter et encore plus à voir !

Essayez V
80, Bd Malesherbes - 75008
Documentation et essais gratuits
français et étrangers sur demande

Code

Maintenant



Codes Europa La Loi

II
Nous

مكتبة من الأصل

DIPLOMATIE

L'U.E.O. A VINGT-CINQ ANS

L'actualité de l'Union de l'Europe occidentale

Une discrète cérémonie marquera, jeudi 25 octobre à Londres, siège de son secrétariat, le vingt-cinquième anniversaire de l'Union de l'Europe occidentale. Il fallut quelque insistance de la part de la France pour que ses partenaires acceptent mardi de réaffirmer à cette occasion que l'U.E.O. est destinée à assurer

« leur légitime défense collective » et que son assemblée (et non celle des Neuf) est l'« instrument parlementaire européen » qui délibère des « problèmes de sécurité ». Ainsi sera célébrée dans l'indifférence une occasion manquée, celle de doter l'Europe d'une défense propre.

Seules des institutions de l'U.E.O. conservent quelques vitalités son assemblée consultative — parce qu'elle siège à Paris, produit des rapports et des débats intéressants et dispose d'un service de presse efficace — et son agence de contrôle des armements — parce qu'elle accomplit sérieusement une tâche précise. Son secrétariat général n'a pas grand-chose à faire, son conseil des ministres ne tient plus qu'une symbolique session annuelle, son comité permanent des armements attend, depuis qu'il existe, qu'on lui donne quelque chose à faire.

Seuls des Français ont cru que du traité du 23 octobre 1954 naîtrait une Europe de la coopération, compétente dans tous les domaines, y compris la défense. Une Europe des États pré-gaulloises, incorporant l'Angleterre. Parmi eux se trouvait M. Mendès France, signataire du traité, renversé avant sa ratification, combattu avec acharnement par tous ceux qui ne lui pardonnaient pas la mort de la CED.

La Grande-Bretagne, alors que l'U.E.O. était taillée à sa mesure, ne s'y est intéressée que le temps de faire avaler à la France le réarmement allemand. La R.F.A. ne l'a acceptée qu'à contre-cœur. Le traité lui rendait sa souveraineté militaire, mais en posant des conditions révélatrices de soupçons plus humiliants à mesure que le temps passe : renonciation aux armes atomiques, bactériologiques et chimiques ; limitation des armements lourds ; contrôle

des forces (plus complet pour l'Allemagne que pour la France et la Grande-Bretagne). Quant à d'autres signataires — Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg — la notion d'une défense proprement européenne leur a toujours paru chimérique.

Aujourd'hui, cependant, sans même se rendre compte qu'ils disposent depuis vingt-cinq ans d'instruments politiques destinés à faire face aux circonstances présentes, les Européens découvrent que le « système nucléaire central » américain ne se confond pas avec les « armes du théâtre » européen, que le « leadership » américain de l'Otan s'est fortifié au point que les plus nouvelles armes soviétiques sont braquées sur eux. Que ne découvrent-ils aussi, au lieu de se livrer à Strasbourg à de torpueuses manœuvres parlementaires, que le comité permanent des armements de l'U.E.O. n'attend que le feu vert pour se mettre au travail ? Et, enfin, qu'ils disposent d'un instrument de contrôle unique à donner en exemple à un monde où la médiane engendre un armement étonnant ?

Est-il définitivement trop tard pour réviser l'U.E.O. compte tenu que toute construction européenne suppose une entente franco-allemande, des esprits imaginatifs ont conçu quelques mesures simples qui dépendent principalement de la France et susceptibles de changer les sentiments des Allemands.

La construction européenne n'a pu et ne peut se faire qu'à plusieurs vitesses. L'Europe monétaire se fait à huit. Pourquoi l'Europe de la défense qui existe déjà sur le papier ne se ferait-elle pas par l'union des Neuf ?

MAURICE DELARUE

M. Carter demande au Congrès d'accorder à la Chine la clause de la nation la plus favorisée

(Suite de la première page.)

Il n'en irait autrement que si les difficultés judiciaires soulevées par l'abrogation du traité de défense avec Taïwan se révélaient plus graves que prévu. Pour le moment, on espère fermement au gouvernement que la décision d'un juge de Washington déclarant cette abrogation illégale sans l'accord du Sénat sera annulée en appel par la Cour suprême.

Pékin ne semble pas s'attendre, en tout cas, à un ralentissement de ses relations avec Washington, bien au contraire. La visite que M. Li Qiang, ministre chinois du commerce extérieur, vient de commencer aux États-Unis a déjà été marquée par la conclusion d'un accord pour la tenue à Pékin, du 17 au 20 novembre 1980 d'une grande exposition américaine qui mobilisera plus de deux cents firmes et occupera vingt-deux mille mètres carrés. Des négociations se poursuivent pour la conclusion d'accords dans le domaine des textiles, de la marine marchande et de l'aviation civile. Les crédits accordés par l'Eximbank (la banque américaine pour la promotion des exportations et des importations) devraient être considérablement étendus lorsque la clause de la nation la plus favorisée entrera en vigueur. Les experts du département du commerce s'attendent au total que le volume des échanges entre les deux pays atteigne, en 1985, 5 milliards de dollars, contre 1,2 l'an dernier.

Moscou sanctionnée

Mais la décision de M. Carter a surtout une portée politique dans la mesure où son gouvernement renonce à demander l'octroi des mêmes avantages à l'Union soviétique, comme il l'aurait jusqu'à cet été. La raison invoquée est celle que Mme Kreps, qui termine sa mission de ministre du commerce, a répétée mardi : le Congrès n'était pas préparé à accorder cet avantage à Moscou. Il convient d'attendre des jours meilleurs. Cette explication est conforme à la réalité, mais elle convient parfaitement aux stratèges de la Maison Blanche, qui ont décidé de sanctionner les Soviétiques pour leur « mauvais comportement », en particulier dans l'affaire de la brigade à Cuba.

Le discours que M. Carter avait consacré à l'affaire le 1^{er} octobre n'avait annoncé que des mesures militaires, mais la liste des « sanctions politiques », pour être apparue après coup, n'en est pas moins substantielle : outre la différence de traitement accordée à Pékin en matière de commerce, mentionnons l'annonce d'un voyage de M. Vance, en décembre, à Bucarest et à Belgrade — deux capitales soupçonnées de leur indépendance vis-à-vis de Moscou — la prochaine visite de M. Brown, secrétaire à la défense, en Chine et celle de M. Hua Guofeng à Washington, probablement au printemps. M. Carter souhaite d'ailleurs toujours se rendre lui-même en Chine, mais ce voyage devient incertain en raison des perspectives électorales qui le

président ne l'entreprendrait que s'il peut trouver un « créneau » dans son emploi du temps, en décembre ou en janvier prochains, faute de quoi il serait renvoyé à 1981.

Il est clair en tout cas que les États-Unis se sont éloignés de la politique d'« égalité » proclamée à l'égard des deux grands rivaux du monde communiste il y a quelques mois encore. Or, précise d'ailleurs que la ligne suivie n'a pas été vraiment celle de l'égalité, mais celle de l'« équilibre », un équilibre tenant compte des politiques pratiquées respectivement par la Russie et la Chine et des moyens dont disposent ces deux pays. Autant dire que les sympathies vont clairement à Pékin et surtout qu'elles se manifestent avec moins de scrupules aujourd'hui. Comme l'avait promis M. Breznevski, « nous tenons compte des susceptibilités de l'U.R.S.S. dans la mesure où les Soviétiques respectent les nôtres ».

MICHEL TATU.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● DEUX JOURNALISTES FRANÇAIS, MM. Albert de Palmier et Jacques de Seau-sart, ont été arrêtés mardi à Brasilia, capitale du Brésil, sous l'accusation d'espionnage. Ils étaient venus à Brasilia pour couvrir la visite de M. Brown, secrétaire à la défense, en Chine et celle de M. Hua Guofeng à Washington, probablement au printemps. M. Carter souhaite d'ailleurs toujours se rendre lui-même en Chine, mais ce voyage devient incertain en raison des perspectives électorales qui le

Le Monde du 23 octobre, une phrase a été incorrectement reproduite. Il fallait lire : « Le désir subjectif d'un changement ne peut pas s'exprimer avec la même béatitude (et non pas, comme nous l'avons écrit, par la violence) en R.D.A. qu'autrefois en Tchécoslovaquie ».

Tunisie

● LES AUTORITÉS TUNISIENNES se sont élevées, mardi 23 octobre, contre la rédaction récente, par une maison d'édition privée de Tunis, des Protocoles de Sion, célèbre faux antisémite. Le quotidien l'Action, organe du parti socialiste destourien, qui condamne cette réédition, assure que « la Tunisie est le pays de la tolérance » et que « les juifs tunisiens le savent bien ».

R.D.A.

● ERRATUM — Dans l'interview de l'économiste et écrivain contestataire est-allemand Rudolf Bahro, publiée dans

Lentilles de contact SOUPLES
On ne les sent plus sur l'œil.

Encore plus douces... Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

Essayez YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 Paris - Tél. 563.85.32
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

La visite de M. Mladenov

PARIS ET SOFIA SE PRONONCENT POUR LA « MISE EN ŒUVRE INTÉGRALE » DE L'ACTE D'HELSINKI

Dans une communication à la presse, au terme, mardi 23 octobre, de la visite à Paris de M. Mladenov, les ministres des affaires étrangères français et bulgares estiment qu'une conférence (proposée par la France) des signataires de l'accord d'Heelsinki, « chargée d'arrêter des mesures concrètes de nature à accroître la confiance et à conduire à des réductions effectives des armements contribuant au renforcement de la sécurité en Europe ».

Cette formulation laisse dans le vague deux points sur lesquels Paris et les pays du pacte de Varsovie divergent : la nature des armements concernés — nucléaires ou classiques — et la zone géographique envisagée. La communication réaffirme l'attachement de la France et de la Bulgarie à la détente et souligne « le facteur essentiel que constitue (...) le respect des principes et la mise en œuvre intégrale de l'acte d'Heelsinki par tous les États participant à la C.S.C.E. ».

Code Civil Europa. Maintenant, la Loi est la même pour tout le monde.



En éditant son Code Civil, Europa n'a pas changé le Code Civil mais le rend accessible à tout le monde. Comme tous les Codes Europa, le Code Civil contient le texte intégral de la Loi dans une présentation claire, un dictionnaire des termes juridiques employés, des consultations juridiques pratiques et un index détaillé. Avec le Code Civil Europa, tout le monde est égal devant la Loi. Également parus : le Code Pénal, le Code de la Route. Vente exclusive en librairie.

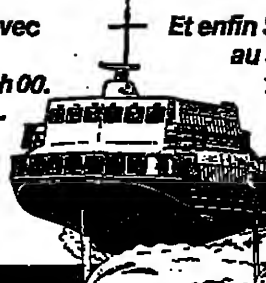
Codes Europa La Loi chez soi : pratiques à consulter faciles à lire.

1^{ER} VOL ST-LAZARE LONDRES: 7^H00.

Aller à Londres, c'est facile avec Seajet. Vous partez de St-Lazare à 7h00. C'est le 1^{er} vol de la journée. Arrivé à Dieppe vous traversez la Manche sur un Boeing.

Et enfin Seajet vous emmène de Brighton au cœur de Londres, et tout ça pour 170F seulement.

Vous voyez, c'est pas si cher de s'envoyer pour Londres. Renseignements au 742.77.91 ou à votre Agence de Voyages.



SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour Londres.

Il n'y a rien à faire au Mexique.

(TOUROPA s'occupe de tout). 9 ou 16 nuits - de 5475 F à 14125 F

TOUROPA. 1^{ère} marque européenne de vacances. Nous avons sélectionné 1000 Agences de voyages en France. Renseignez-vous.

Le Monde

politique

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TRANSPORTS : sécurité et économies d'énergie

Mardi 23 octobre, l'Assemblée nationale examine le budget du ministère des transports, qui a été analysé dans le Monde du 14 octobre 1979.

M. CORNET (U.D.F.), rapporteur pour la commission des finances pour les crédits consacrés à la section commune et aux transports terrestres, indique que les subventions liées à la desserte de la Corse représentent 305 millions et comportent la mise en service d'un transbordement neuf. Un crédit de 12 millions, précise-t-il, est alloué à l'amélioration des coûts de la desserte aérienne. Le budget de 1980, poursuit-il, prévoit un crédit de 17 milliards 313 millions de francs pour la S.N.C.F.

M. FORGUES (P.S.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour les transports terrestres, assure que, « compte tenu de l'inflation, la progression en francs constants du budget n'est que de 5 % ». Il déclare, d'autre part, que pour faire face à ses besoins de trésorerie, la S.N.C.F. a dû emprunter « quelques 5 milliards ».

M. BAS (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances pour l'aviation civile et la météorologie, estime que l'aviation civile voit son budget marqué « par des contraintes particulièrement sévères ». Il déclare que les subventions aux compagnies aériennes sont en régression.

M. LABBÉ (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour l'aviation civile et la météorologie, déclare qu'il n'est pas « admissible que les avions soient en existence menacés parce que certains techniciens des compagnies aériennes ne sont pas respectés ».

M. DENVERIS (P.S.), rapporteur spécial de la commission des finances pour la marine marchande, rappelle dans son rapport écrit que l'année 1978 « a été marquée par une aggravation de la crise dans la construction et la réparation navales, la persistance des difficultés d'exploitation, une situation difficile de l'emploi et le blocage de la politique communautaire des pêches ». Il relève « le sentiment

de malaise et d'inquiétude » des personnels des services des affaires maritimes, note que le programme « Polices maritimes et signalisation maritime » a augmenté de 34,1 % et que les crédits consacrés à la protection de l'aménagement du littoral s'accroissent de 25,2 %.

M. DUROMEA (P.C.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour la marine marchande, estime que le budget « donne la mesure de l'incertitude des mécanismes financiers normalement mis en œuvre pour résoudre les problèmes auxquels est confrontée l'économie maritime de notre pays ».

M. TORRE (app. U.D.F.), rapporteur spécial de la commission des finances pour les routes, ports et voies navigables, fait des réserves sur le développement des programmes d'action prioritaire d'initiative régionale. Il voit « dans cette priorité un risque de transfert de charges insidieuses de l'Etat vers les régions ». Évoquant les moyens des sociétés concessionnaires d'autoroutes (3 milliards d'emprunt en 1980 et 113 millions d'apports en capital des sociétés elles-mêmes), il souligne, comme la Cour des comptes, que le contrôle exercé par l'Etat soit plus étroit.

M. MANET (P.S.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour les routes, observe, dans son rapport écrit, qu'un accroissement de 52 % des crédits de paiement ne pourra que se traduire par « une réduction très sensible du volume des travaux réalisés ».

M. VALLEIX (R.P.R.) : absence de toute ambition pour les voies navigables

M. VALLEIX (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission de la production pour les ports et les voies navigables, regrette l'absence de toute ambition pour le transport fluvial et demande que le projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône, dont il est le rapporteur, soit inscrit d'urgence à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée.

Le ministre des transports répond que le gouvernement souhaite que le débat, intervenant avant la fin de novembre, à l'issue de la discussion budgétaire, dans laquelle sont inscrites quarante et une orateurs, M. NUGESSE (R.P.R., Val-de-Marne) évoque le sous-équipement en matière de voies navigables. Il indique, à ce propos, que le ministère des transports n'a pas respecté ses engagements.

Selon Mme PORTE (P.C., Bonchamps-du-Rhône), les armateurs français essaient de transformer le pavillon français en pavillon de complaisance. Les chantiers navals français, poursuit-elle, vont disparaître au profit des chantiers grecs et portugais.

M. VOILLOIN (U.D.F., Vosges) estime que, « du point de vue de la sécurité, les arbres situés le long des routes constituent un mur vert de la mort ».

M. DUPIET (P.S., Pas-de-Calais) indique qu'une crise comparable à celle de 1975 s'annonce pour la pêche industrielle à cause du prix du carburant. Devant l'intransigeance de la Grande-Bretagne « en matière d'accès aux ressources », il fait, indique-t-il, envisager des mesures de rétorsion.

M. MAUGER (R.P.R., Vendée) insiste sur les problèmes de la mer, et M. COLOMBIER (U.D.F., Seine-Maritime) affirme que « nos ports sont dans les mains d'une organisation syndicale qui abuse de son monopole d'embarquement » et demande s'il ne faudrait pas revenir « sur des droits qui sont devenus des privilèges ».

M. RUFFENACET (R.P.R., Seine-Maritime) estime que les crédits portuaires sont insuffisants et évoque le cas du Havre. M. LE THEULE (U.D.F., Seine-Maritime) affirme que « nos ports sont dans les mains d'une organisation syndicale qui abuse de son monopole d'embarquement » et demande s'il ne faudrait pas revenir « sur des droits qui sont devenus des privilèges ».

M. RUFFENACET (R.P.R., Seine-Maritime) estime que les crédits portuaires sont insuffisants et évoque le cas du Havre. M. LE THEULE (U.D.F., Seine-Maritime) affirme que « nos ports sont dans les mains d'une organisation syndicale qui abuse de son monopole d'embarquement » et demande s'il ne faudrait pas revenir « sur des droits qui sont devenus des privilèges ».

M. GAILLARD (P.S., Deux-Sèvres) met l'accent sur le « désengagement de l'Etat » en matière de transports terrestres et dénonce le fait que la S.N.C.F. continue à supprimer les lignes ferroviaires omnibus.

M. COULLET (P.C., Somme)

estime que le gouvernement ne s'intéresse à la S.N.C.F. que dans la mesure où celle-ci lui permet de faire « des cadavres tarifaires aux grands trusts qui l'utilisent ».

M. FEVRE (U.D.F., Haute-Marne) juge que le budget est propre à soutenir l'activité économique bien que son effet sur l'emploi sera limité. M. RAYMOND (P.S., Haute-Garonne) évoque le problème de la vente de l'Airbus. M. Le Theule indique que l'objectif d'une production de six avions par mois en 1983 a été porté à sept avions. Le député socialiste ajoute que l'avion léger est privé du soutien de l'Etat.

M. PLANTAGENEST (N.I., Saint-Pierre-et-Miquelon) dénonce le « pillage » des eaux poissonneuses qui entourent ce département d'outre-mer par les chalutiers métropolitains.

M. BERNARD (R.P.R., Marne) évoque le contournement routier de Châlons-sur-Marne. M. KERGUERIS (U.D.F., Morbihan) rappelle enfin que, depuis un an, plus de cent marins français sont morts.

En séance de nuit, M. DELONG (R.P.R., Haute-Marne) se préoccupe de l'amélioration de l'axe routier nord-sud qui traverse son département. En réponse à M. DENVERIS (P.S., Nord), qui plaide en faveur d'un effort dans le domaine des équipements portuaires et de la liaison fluviale Seine-Nord, le ministre reconnaît que les travaux ne pourront être poursuivis à Dunkerque et que,

M. LE PENSEC (P.S.) : la défense des marins français

Soulignant que les marins pêcheurs attendent en faveur des transports collectifs urbains dont il souligne les avantages économiques.

M. COPPIN (R.P.R., Aveyron) attire l'attention sur les assurances contre le risque de non-paiement du loyer des bateaux loués à l'étranger.

M. CAZALET (P.C., Val-d'Oise) réclame des mesures transitoires en faveur des riverains des grands aéroports.

M. ARRECHES (U.D.F., Var) demande que des subventions soient accordées pour les installations portuaires de la Seine et pour l'extension de l'aéroport de Hyères-Toulon.

M. LE DRAÏN (P.S., Morbihan) suggère diverses mesures pour encourager les entreprises de transformation des produits de la mer contre les risques à l'exportation.

M. AURILLAC (R.P.R., Indre) traite de la desserte routière du Massif Central. Après avoir notamment demandé que la construction de l'Airbus 200 soit rapidement lancée, M. MONTDARGENT (P.C., Val-d'Oise) estime que la revendication de renforcement des effectifs des aiguilleurs du ciel n'est pas suffisamment prise en compte.

M. GANTIER (U.D.F., Paris) considère que la construction d'un avion de cent vingt-cinq tonnes pour respecter l'accord avec les Etats-Unis ouvrirait à la France un marché mondial.

M. PISTRE (P.S., Tarn) regrette l'abandon de l'effort en faveur des transports ferroviaires et routiers particulièrement dommageables à ses yeux pour la région Sud-Ouest.

Après M. MAUQUAN DU GASSET (U.D.F., Loire-Atlantique), qui réclame une déviation routière à Clisson, M. FORENS (app. R.P.R., Vendée), qui plaide pour le développement de son département, M. CAZALET (R.P.R., Pyrénées-Atlantiques) exprime le souhait de voir accélérer la construction de l'autoroute Bayonne-Toulouse.

M. BOYON (R.P.R., Ain) demande que la priorité soit accordée à l'ouverture de la section autoroutière Bourg nord-Font-d'Ain.

Repondant aux orateurs, M. LE THEULE observe tout d'abord que le choix et la conception des programmes sont définis en fonction d'une volonté d'efficacité, d'économie d'énergie et de protection des nuisances. Il indique que, sur un total de 35 milliards 101 millions, plus de 17 milliards sont destinés à la S.N.C.F. et observe que les crédits alloués aux pêches maritimes sont en augmentation de 37 %, ce qui traduit la volonté du gouvernement de leur spécificité et leurs difficultés. En ce qui concerne les problèmes de sécurité, le ministre des transports indique notamment que Ouessant sera doté en 1981 d'une

tour radar et d'un centre d'exploitation situés sur le continent. Les objectifs de sécurité, note M. Le Theule, « ne sont pas incompatibles avec le programme gouvernemental relatif aux économies d'énergie et qui tend à limiter la consommation moyenne des voitures qui seront vendues neuves en 1985 à environ 7,5 litres de carburant aux cent kilomètres ». Il prédit que les voitures françaises sont mieux placées que toutes les voitures européennes sur le plan de la consommation du carburant.

En matière de pêche, il déclare que l'intervention de flottilles dans l'Océan Pacifique, autour des îles Kerguelen, paraît prometteuse. Et il ajoute : « Il existe des possibilités qui nous permettent de ne pas négliger la large des côtes de la Martinique, des Seychelles et du Mexique ».

Pour les chantiers navals, poursuit-il, les effectifs continueront à diminuer progressivement en 1980 « par le jeu de conventions sociales intervenues dans le cadre d'une consultation chantier par chantier (pré-retraite notamment) ». Quant à l'opportunité de lancer un avion supersonique de nouvelle génération, M. Le Theule indique que des réunions périodiques ont lieu entre constructeurs d'avions. Le gouvernement assurera une « veille technologique », ajoute-t-il. De toute façon, précise-t-il, « l'attitude négative de l'Etat, qui interdit tout survol de supersonique au-dessus de son territoire en réduit sensiblement les chances ».

Dans la discussion des articles, sont notamment repoussés deux amendements l'un de la commission des finances, l'autre de M. GANTIER (U.D.F.) et WAGNER (R.P.R.) tendant à supprimer les crédits proposés pour le financement des transports collectifs parisiens dont l'évaluation leur paraît prématurée dans l'attente de la discussion du projet de loi relatif à cette question.

M. LE THEULE indique que l'adoption du budget n'implique en rien l'acceptation du projet de réforme. L'ensemble des crédits est adopté (communistes, socialistes et radicaux de gauche votant contre). À l'exception de l'article 58, Ce dernier, portant subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau national déclassé, est réservé à la demande du gouvernement jusqu'à la fin de l'examen de la loi de finances.

La séance est levée mercredi 24 octobre à 4 heures 40.

L. Z et A. GE.

M. LABBÉ : le R.P.R. est prêt à la concertation avec le gouvernement.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a indiqué mardi 23 octobre que son groupe « n'est pas l'adversaire de la porte grande ouverte pour une concertation dans le débat budgétaire ». Au sujet de la première partie de la loi de finances, pour le vote de laquelle le groupe R.P.R. s'est abstenu, M. Labbé a estimé : « Nous ne sommes ni triomphateurs ni glorieux. Nous sommes très conscients d'avoir mené jusqu'au bout une concertation qui n'a pas abouti. Nous avons pris nos responsabilités. Le gouvernement prendra les siennes ».

« Avec le ministre du budget, M. Maurice Papon, il y a eu une concertation qui n'a pas abouti. Avec le premier ministre, pour des raisons diverses, elle n'a pas pu être menée convenablement ».

LE GROUPE COMMUNISTE ENVISAGE DE DÉPOSER UNE MOTION DE CENSURE

M. Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi 23 octobre que son groupe envisageait de déposer une motion de censure à l'issue de la discussion budgétaire si le gouvernement engage sa responsabilité (en vertu de l'article 49 de la Constitution) sur le projet de loi de finances pour 1980.

M. Ballanger a d'autre part estimé que l'hostilité du R.P.R. à l'égard du budget n'est qu'une « attitude politicienne » et « démagogique ». Selon lui, le R.P.R. serait tout à fait disposé à aboutir à un compromis avec le gouvernement, et, à ses yeux, la majorité est profondément unie autour des objectifs définis par le président de la République. « Pour le président du groupe communiste, M. Chirac adopte une attitude tactique pour se « démarquer de la politique d'austérité du gouvernement ». Il a également déclaré : « Par sa discrétion dans l'ensemble du débat, en ne votant pas certaines des propositions communistes, notamment sur l'impôt sur le capital ou la taxation des exportations de capitaux, le groupe socialiste a montré l'ambiguïté de son attitude vis-à-vis de la politique du pouvoir ».

VOIX ET EXPRESSION

PARTIR AVEC AIDANCE SE FAIRE ECOUTER MAÎTRISER L'ÉMOTIVITÉ CONVAINCRE, DÉCIDER

Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. : de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Dunant - 75008 Paris - Téléphone : 325-18-10 - 325-18-43

CHARLIE-HEBDO

COLUCHE PAPE

DANS SA RUBRIQUE « LES PAUVRES SONT DES CONS »

UNE EXCLUSIVITÉ MONDIALE. BREJNEV NE REAGIT PLUS AU TEST DE LA FOURCHETTE

PLUS AU TEST DE LA FOURCHETTE

PLUS AU TEST DE LA FOURCHETTE

PLUS AU TEST DE LA FOURCHETTE

PLUS AU TEST DE LA FOURCHETTE

PLUS AU TEST DE LA FOURCHETTE

PLUS AU TEST DE LA FOURCHETTE

PRIX NOBEL DE LA PAIX

BRAVO SŒUR THERESA!

PLUS BESOIN D'ÊTRE JEUNE ET BELLE POUR REUSSIR!

ET YOUPIE!

TOUS LES MERCREDIS

CHARLIE-HEBDO PLUS BEAU!

EN VENTE PARTOUT

DE LA COULEUR

4 PAGES DE PLUS

ENSEIGNEMENT

A. Pelletier : la

Le Sénat a discuté, mardi 23 octobre, les questions relatives à l'enseignement supérieur. Les débats ont porté sur la loi relative à l'enseignement supérieur, dite loi « Pelletier ».

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

M. PELLETIER (P.S., Rhône) a souligné que la loi « Pelletier » est une loi « d'urgence » et qu'elle doit être votée rapidement.

مكذبا من الأصل

ENSEIGNEMENT ET DÉFENSE AU SÉNAT

M. Pelletier : la dernière rentrée scolaire a été meilleure que les précédentes

Le Sénat a discuté, mardi 23 octobre, des questions relatives à la rentrée scolaire, aux finalités de l'enseignement, et a abordé les problèmes de la défense.

M. SERUSIAT (P.S., Rhône) a exprimé son inquiétude au sujet de la « loi Guernier » d'aide à l'enseignement privé qui coupe la France en deux.

Mme LUC (P.C., Val-de-Marne) estime que la rentrée scolaire est chaque année plus difficile pour les travailleurs. Si l'enseignement public se dégrade, c'est notamment parce que l'Etat n'a pas tenu ses engagements envers ses

diplômés : ils sont dix mille maîtres auxiliaires sans emploi alors que, le 3 septembre, le ministre avait promis de reprendre tous ceux qui avaient de l'anciennoté.

M. PERREIN (P.S., Val-d'Oise) signale que les promesses du chef de l'Etat en ce qui concerne la scolarisation des jeunes enfants ne sont pas tenues. Les inspections ont reçu pour consigne de décourager les inscriptions précoces. « Vous cherchez, affirme-t-il, à adresser au représentant du gouvernement, à préparer la formation d'un nouveau prolétariat, qui remplacerait les immigrés. »

M. SERAMY (Un. centr., Seine-et-Marne) considère que la réforme Haby est loin d'être appliquée. Il souligne que 30 % des enfants issus du primaire ne maîtrisent ni la lecture, ni l'écriture, ni le calcul.

M. JACQUES PELLETIER, secrétaire d'Etat à l'éducation, veut rassurer les orateurs : l'école privée, indique-t-il, n'a pas plus d'élèves que par le passé. Il était prévu de scolariser à 45 % les enfants de deux ans, et 50 % ceux de trois ans. Nous en sommes actuellement à 78 % pour trois ans et à 20 % pour deux ans. Le 5 octobre, il restait cinq mille neuf cent dix-huit maîtres

auxiliaires sans emploi sur un total de cinquante-deux mille. « On ne peut pas nier, conclut M. Pelletier, que la dernière rentrée scolaire a été meilleure que les précédentes, ne fut-ce que parce qu'il y a un peu de maîtres et un peu moins d'élèves. »

A une question de M. HABERT (non inscrit, Français de l'étranger) sur l'enseignement de langues vivantes, le secrétaire d'Etat répond en précisant notamment : « Il n'est nullement question de réduire les horaires ; au contraire, nous songeons à les accroître. Nous ne nous orientons pas vers le recentrage sur une langue unique. »

M. Bourges : on ne doit pas opposer stratégie anti-forces et stratégie anti-cités

Les sénateurs abordent ensuite, en séance de nuit, les questions relatives à la défense. M. DALLIERES (R.I., Sarthe), estime que si notre politique de défense doit demeurer fondée sur le concept d'indépendance nationale, elle doit aussi s'inscrire « par souci de logique et d'efficacité », dans le cadre de l'alliance atlantique, qui reste essentiel pour notre sécurité.

M. CHAUMONT (R.P.R., Sarthe) se demande si notre système de dissuasion et de transmission est assez protégé pour conférer à notre défense la crédibilité, nécessaire à la vulnérabilité de ces deux composantes de notre potentiel de dissuasion nous met-elle, demande-t-il, à l'abri d'une attaque surprise ennemie, c'est-à-dire égarant largement les populations civiles ? A une destruction limitée à

des objectifs militaires, oserions-nous répliquer avec nos armes « anticiées » ? L'orateur réclame en conclusion que soit accélééré et intensifié l'effort amorcé par la loi de programmation militaire.

M. BOUCHENY (P.C., Paris), dénonce le risque de voir nos industries d'armement devenir « un appendice du capitalisme américain ». Il prône une réduction « équilibrée et contrôlée » des armements et affirme que « l'OTAN est militairement supérieure au pôle de Varsovie ».

M. BOURGÈS (C.N.I.P., Paris) estime qu'une agression antiaérienne, si elle était possible, représenterait une menace réelle pour un pays qui ne dispose pas d'une force de frappe nucléaire. « Je ne crois pas qu'il faille opposer une stratégie « anti-forces » à une stratégie « anti-cités » ; car je ne pense pas que la destruction de nos forces détruirait nos villes. Le potentiel économique et militaire d'un pays est lié à ses villes. »

CORRESPONDANCE

La couleur du panache

M. André Thierry, de Besançon, nous écrit :

Certaines des propos tenus à Pau par le chef de l'Etat et rapportés dans le Monde du 8 octobre, sous le titre spirituel « Le panache blanc d'Henri IV était tricolore », m'inspirent les réflexions suivantes.

Nous vivons sous un prince dont l'étendue du génie force l'admiration. Nous savions qu'il y avait en lui un Montesquieu et un Sainte-Beuve, serait-il en outre un second Michelet ? Représentant la personnalité véritable d'Henri IV, il vient, en quelques phrases, de balayer une légende vieille de bientôt quatre siècles et d'affirmer que le célèbre panache blanc était tricolore. Sérieux, il se réfère à des historiens. Lesquels ? Parmi ceux du seizième siècle, De Thou, connu pour son exécution de, Palma-Cayet et d'autres mentionnant ce panache blanc comme le signe de ralliement choisi par le roi sur le champ de bataille d'Ivry, et Agrippa d'Aubigné, témoin oculaire, a donné dans son Histoire universelle (éd. de Ruble, t. VIII, p. 189), le mot fameux souvent cité depuis : « Mes

compagnons, Dieu est pour nous, voici les ennemis et les nôtres, voici votre Roi. A eux ; si vos cornettes vous manquent, ralliez-vous à mon panache blanc : vous le trouverez au chemin de la victoire et de l'honneur. »

Quant aux historiens contemporains, ceux que je connais reproduisent les affirmations de leurs devanciers. Ainsi, l'auteur du dernier livre publié à ma connaissance, sur le Béarnais, Yves Cazaux, ne met pas en doute la couleur blanche du panache royal (cf. Henri IV ou la grande victoire, p. 220), et, avant lui, Maurice Andrieux a apporté cette précision de poids : ce panache blanc n'est pas un mythe : « Dans les comptes de la trésorerie de Navarre, on a retrouvé la date de son acquisition (15 juin 1535) et son prix (100 écus). » (Henri IV, p. 251).

Alors, qui croire ? Il faut le dire respectueusement mais fermement : dans la situation difficile où se trouve présentement la France, le président ne doit pas accroître le nombre de nos incertitudes. Pourquoi avoir ajouté à l'irritante question de la couleur du cheval blanc d'Henri IV celle de son panache blanc ?

« Alors que 20 % des Soviétiques, que cinq millions et demi de Sud-africains disposent d'armes anti-atmosphériques, la France le reconnaît, n'est pas plus d'élèves que par le passé. Il était prévu de scolariser à 45 % les enfants de deux ans, et 50 % ceux de trois ans. Nous en sommes actuellement à 78 % pour trois ans et à 20 % pour deux ans. Le 5 octobre, il restait cinq mille neuf cent dix-huit maîtres

notre décennie du siècle, sans d'ailleurs aucune des hypothèses que dégageait les plus récentes études. Vous copiez par là notre volonté de maintenir au niveau souhaitable les moyens de notre défense.

« La France ne peut se séparer du continent européen », dit M. Bourges. C'est évident, et pour rassurer M. Boucheny, je précise : nous sommes étroitement solidaires de l'ensemble de ce continent. Je n'ai déclaré tout récemment et je le répète solennellement. Certains ont tenté de croire que je voulais fonder nos forces dans un ensemble de défenses européennes. Et bien, les orateurs qui ont cru entendre cela sont ceux de la mauvaise foi.

« Au début de la séance de l'après-midi, le Sénat avait discuté une question de M. LE PORS (P.C., Hauts-de-Seine) sur l'imposition des gros patrimoines. Il devient urgent, a estimé ce sénateur, de créer un impôt sur la fortune et un impôt sur le capital. » Le gouvernement, a répondu M. PAPON, ministre du budget, n'est pas hostile à l'organisation d'un débat parlementaire sur cette affaire. Il y est prêt. » — A.G.

Dans une lettre à M. Giscard d'Estaing

M. GEORGES MARCHELIS DEMANDE

UN DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LE DÉSARMEMENT

Dans une lettre au président de la République, que publie l'Humanité ce mercredi 24 octobre, M. Marchelisi demande que « la question du désarmement » soit mise à l'ordre du jour du Parlement « dans les plus brefs délais ».

Le secrétaire général du parti communiste écrit notamment : « Nous entendons (...) que la France participe, en toute souveraineté, et en veillant à ce que sa sécurité soit garantie en toutes circonstances, aux grandes négociations en faveur du désarmement, y compris du désarmement nucléaire. (...) Dans cet esprit, la France pourrait prendre sans tarder l'initiative d'une conférence réunissant tous les Etats signataires de l'acte final d'Helsinki et portant sur l'ensemble des problèmes du désarmement

en Europe. La décision d'une telle rencontre, dont les conditions, le niveau et les objectifs seraient à définir entre les Etats intéressés, aurait pour grand mérite de favoriser la recherche collective des moyens de stopper la course aux armements et d'engager le processus de leur réduction graduelle. »

« La convocation d'une conférence pour le désarmement en Europe » réunissant les signataires de l'acte d'Helsinki a été proposée le 25 mai 1978 à l'ONU par M. Giscard d'Estaing. Elle est depuis cette date le cheval de bataille de la diplomatie française. Cette proposition reste cependant assez vague quant à son contenu. Elle a fait l'objet, entre autres, des conversations que le ministre bulgare des affaires étrangères vient d'avoir à Paris. »

Bokassa gardait pour lui les diamants destinés aux personnalités déclare le ministre centrafricain des affaires étrangères

Au cours d'une conférence de presse, à Paris, mardi 23 octobre, M. Sylvestre Bangui, vice-premier ministre centrafricain, chargé des affaires étrangères, a lancé une violente attaque contre M. Ange Patasse, président du M.L.P.C. (Mouvement pour la libération du peuple centrafricain), actuellement en résidence surveillée à Bangui.

Le ministre centrafricain a qualifié M. Patasse d'homme « corrompu, criblé de dettes et sadique », qui veut mettre le pays « à feu et à sang ». M. Bangui a exclu de toute négociation ultérieure avec le Centrafricain « ce démagogue que nous avons pris de rester chez lui jusqu'au moment où il s'arrêtera de s'apaiser ».

M. Bangui, qui a été reçu par MM. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, et Slim, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a remercié le gouvernement français, dont il a qualifié l'intervention de « régulière » et de « seul moyen d'éviter une effusion de sang ».

Enfin, interrogé sur l'affaire des diamants, M. Bangui a déclaré : « J'affirme ici que le président Giscard d'Estaing n'a reçu aucune

pièce de Bokassa. Je suis bien placé pour le dire parce que j'ai été l'ambassadeur de Bokassa à Paris pendant quatre ans. » — Le document publié par le Canard enchaîné était-il vrai ? A vrai dire, il était faux, a-t-il ajouté, en précisant : « Toutes les occasions étaient bonnes pour Bokassa de soustraire des diamants à la taillerie. Quand des personnalités étaient de passage, il envoyait un petit mot à la taillerie. On lui donnait les diamants mais les personnalités n'en voyaient pas la couleur. »

Expulsion à Bangui

D'autre part, un envoyé spécial du Point, M. Jean Lesieur, a fait, mardi 23 octobre, l'objet d'une mesure d'expulsion de la République Centrafricaine. Une équipe de télévision ouest-allemande a été, de son côté, retenue pendant six heures par la police de Bangui après avoir rencontré M. Ange Patasse. Dans un tractatinal s'est « étonné » que la presse internationale donne tant d'importance aux propos récemment tenus par un certain dirigeant de l'opposition. »

Les autorités françaises font annuler les cérémonies de jumelage entre les villes de Cayenne et de Thiès (Sénégal)

De notre correspondant

Cayenne. — Depuis le début du mois d'octobre, la préfecture de Cayenne (autonome et indépendante), conduite par M. Gérard Holder (P.S.G.), se renvoie la responsabilité de l'annulation des cérémonies « retour », qui devaient consacrer, entre le 12 et le 21 octobre, le jumelage du chef-lieu guyanais avec la ville sénégalaise de Thiès.

Les cérémonies « aller » avaient eu lieu en décembre 1978. L'ancien maire, M. Léopold Heder (P.S.G.), ancien sénateur, s'était rendu au Sénégal à la tête d'une importante délégation, et il avait été reçu « comme un chef d'Etat » (Le Monde du 28 octobre 1978).

ont débordé le cadre municipal, et en reprochant aux élus cayennais de ne pas avoir traité directement avec les autorités sénégalaises sans en informer le gouvernement. En fait, il est évident que, dans cette période où règne en Guyane une vive tension politique, la préfecture ait voulu réaffirmer son autorité et démontrer que quelles que soient les volontés séparatistes de l'opposition, la Guyane reste partie intégrante de la République française.

JEAN OCTOBRE

MANIFESTATIONS DES FONCTIONNAIRES EN GUYANE ET EN GUADELOUPE

A l'appel des différents syndicats de la fonction publique, les fonctionnaires de Guyane ont commencé, mardi 23 octobre, une grève de quatre jours pour protester contre le projet gouvernemental visant à réduire le montant de leur indemnité de « vie chère » (Le Monde du 23 octobre). Le mouvement, appuyé par le R.P.R., l'U.D.P. et le P.S.G., est largement suivi. Une manifestation qui devait avoir lieu mardi après-midi à Cayenne, a été interdite par la préfecture.

Les fonctionnaires de la Guadeloupe sont, eux aussi, en grève. Près de cinq mille personnes ont défilé, mardi, dans les rues de Pointe-à-Pitre en scandant des slogans hostiles à M. Paul Dijoud.

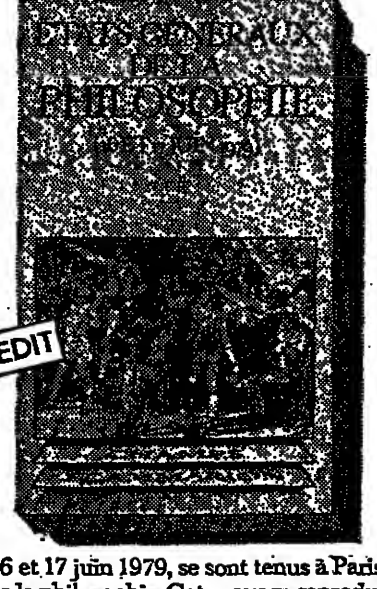
Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.



Durant un quart de siècle, Staline va dominer la scène politique soviétique et détenir un pouvoir sans égal. L'Union soviétique se couvre d'usines, de chantiers, et de camps. Une nouvelle révolution a lieu, mais à quel prix ?

CHAMPS/FLAMMARION

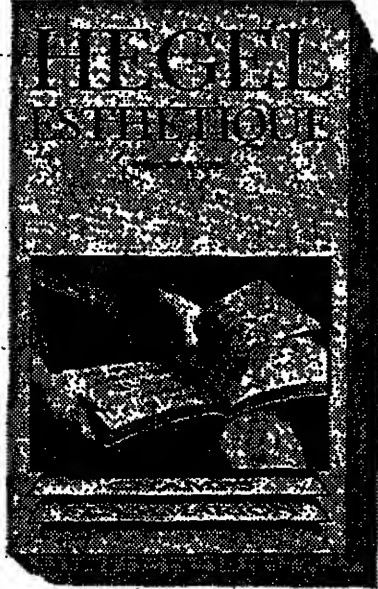
Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.



Les 16 et 17 juin 1979, se sont tenus à Paris les Etats Généraux de la philosophie. Cet ouvrage reproduit les exposés, les textes adoptés et les débats de ces Etats Généraux, réunis pour examiner l'actuelle compression de l'enseignement de la philosophie et pour énoncer une série de propositions tendant à maintenir, voire à développer cet enseignement.

CHAMPS/FLAMMARION

Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.



Dans ce troisième volume de l'Esthétique, Hegel étudie le monde de l'art réel qui forme le système des arts particuliers : l'architecture, la sculpture, la peinture et la musique.

CHAMPS/FLAMMARION

UNE JOURNÉE D'ÉTUDE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les lois sur l'interruption de grossesse sont en voie d'harmonisation dans la Communauté européenne

L'Europe des Neuf dispose en matière d'avortement d'un appareil législatif qui s'achemine lentement vers l'harmonisation. Cette réflexion s'est imposée, mardi 23 octobre, au terme d'une journée de débats organisée au ministère de la santé et de la sécurité sociale (1) sur

l'interruption volontaire de grossesse dans les pays de la Communauté européenne. Certes, l'Irlande et la Belgique disposent de textes qui répriment encore formellement le recours à l'avortement. Mais les autres pays européens, dont la France, se sont dotés, parfois tout récemment, de législations qui tendent

toutes à libéraliser l'interruption au cours du premier trimestre de la grossesse. Un pays, les Pays-Bas, réussit à combiner la maintien d'une loi totalement répressive et les pratiques les plus libérales, voire les plus laxistes, du monde.

C'est la Grande-Bretagne qui, en 1967, a ouvert la voie aux courants de contestation des législations qui, en Europe, interdisaient l'avortement. L'avortement devenait légal s'il apparaissait à deux médecins que la poursuite de la grossesse risquait de « porter atteinte à la santé physique ou mentale de la mère » ou à celle des autres enfants de la famille. Aucune condition de nationalité ou de résidence n'était requise (voir tableau).

Aussi, dès 1967, les législations du reste de l'Europe demeuraient répressives, l'avortement prit-il une expansion extraordinaire en Grande-Bretagne, notamment dans le secteur privé qui, aujourd'hui encore, en dehors de toute prise en charge, pratique les deux tiers des interventions. Au total, quelque cent cinquante mille avortements sont effectués annuellement en Grande-Bretagne. La proportion des étrangères y a décliné avec la libéralisation

amorcée par les pays voisins. Il n'en reste pas moins que 20 % des avortements, pour l'année 1978, ont été provoqués au-delà de la treizième semaine de grossesse, et 1,5 % au-delà de vingt semaines.

Depuis 1967, quatre tentatives ont été entreprises pour limiter l'application de la loi britannique, notamment en resserrant les délais, en renforçant la clause de conscience dont bénéficient les professionnels de santé et en restreignant l'activité du secteur privé. Les trois premières ont échoué. Il n'est pas exclu que la dernière en date — actuellement en cours — aboutisse à ramener le délai légal de l'intervention à l'intérieur d'une période de vingt semaines (contre vingt-huit semaines actuellement).

Le Danemark avait aussi en la matière fait figure de pionnier puisque la première libéralisation

y a été amorcée dès 1938. Depuis, trois lois nouvelles ont été adoptées par le Parlement danois, la dernière remontant à 1973 (voir tableau). Les représentants du Danemark ont indiqué que la libéralisation de l'avortement avait été mise en place après des années de diffusion de la contraception, le nombre des grossesses interrompues avait cessé de progresser et avait même décliné depuis 1977. Le taux de récidive est faible (5 % environ). Les interventions sont précoces (97 % ont lieu avant la douzième semaine). Le gouvernement danois a, en outre, entrepris trois expériences régionales qui consistent en la distribution systématique, depuis trois ans, d'une contraception gratuite au terme de tout avortement. Le nombre des interruptions de grossesse dans ces trois régions est aujourd'hui le plus faible du pays.

Un certain nombre de Néerlandais se sont émus de ce divorce entre le droit et les faits et ont proposé d'harmoniser la législation avec la réalité. Ils n'ont jusqu'à présent pas été entendus. L'un d'eux, le député des Pays-Bas, le docteur Smits, a présenté la situation de son pays comme « idéale à cet égard ». « Si la femme est sûre de sa décision, nous sommes toujours d'accord », dit-il.

En outre, la stérilisation, masculine et féminine, prend une ampleur croissante aux Pays-Bas. « En 1977, il y a eu six fois plus de stérilisations que d'avortements », dit-il. Ce sont 108 000 Néerlandais qui se sont fait stériliser.

Objection de conscience en Italie

Le Luxembourg dispose, depuis le 15 novembre 1978, d'une loi sur la contraception. L'information sexuelle et l'avortement. Des problèmes d'application subsistent, ont observé les députés du Luxembourg, notamment pour les mineures et les immigrées qui continuent, souvent, à se rendre aux Pays-Bas.

Toutes différences demeurent les législations irlandaise et belge. En Irlande est toujours appliquée l'ancienne loi britannique (l'« Offences against the person Act » de 1861), aux termes de laquelle l'avortement n'est jamais licite — sauf si la vie de la mère est en danger immédiat. Les peines prévues par la loi irlandaise vont d'un emprisonnement de quelques années à la détention à vie. Les députés de l'Irlande ont admis que leurs contemporains souhaitent une évolution de la conception — toujours illégale — sans pour autant désirer voir évoluer le texte sur l'avortement qui, ont-ils dit, n'intéresse guère les mouvements politiques. Ils ont pourtant remarqué que l'Irlande dispose de « moins de conseils de santé » : deux mille cinq cents irlandaises se rendent chaque année en Grande-Bretagne pour y subir un avortement.

Situation « idéale » aux Pays-Bas

Différente — en fait, sinon en droit — est la situation en Belgique, où la législation ressemble à la loi française. Mais elle date de 1920, mais où la réflexion politique est amorcée sur ce sujet depuis six ans. Depuis l'arrestation, en 1973, du docteur Peers, convaincu d'avoir pratiqué deux cent cinquante à trois cents avortements à Namur — sans but lucratif — mais qu'aucun tribunal belge n'a jusqu'à ce jour

Objection de conscience en Italie

Le Luxembourg dispose, depuis le 15 novembre 1978, d'une loi sur la contraception. L'information sexuelle et l'avortement. Des problèmes d'application subsistent, ont observé les députés du Luxembourg, notamment pour les mineures et les immigrées qui continuent, souvent, à se rendre aux Pays-Bas.

Toutes différences demeurent les législations irlandaise et belge. En Irlande est toujours appliquée l'ancienne loi britannique (l'« Offences against the person Act » de 1861), aux termes de laquelle l'avortement n'est jamais licite — sauf si la vie de la mère est en danger immédiat. Les peines prévues par la loi irlandaise vont d'un emprisonnement de quelques années à la détention à vie. Les députés de l'Irlande ont admis que leurs contemporains souhaitent une évolution de la conception — toujours illégale — sans pour autant désirer voir évoluer le texte sur l'avortement qui, ont-ils dit, n'intéresse guère les mouvements politiques. Ils ont pourtant remarqué que l'Irlande dispose de « moins de conseils de santé » : deux mille cinq cents irlandaises se rendent chaque année en Grande-Bretagne pour y subir un avortement.

Situation « idéale » aux Pays-Bas

Différente — en fait, sinon en droit — est la situation en Belgique, où la législation ressemble à la loi française. Mais elle date de 1920, mais où la réflexion politique est amorcée sur ce sujet depuis six ans. Depuis l'arrestation, en 1973, du docteur Peers, convaincu d'avoir pratiqué deux cent cinquante à trois cents avortements à Namur — sans but lucratif — mais qu'aucun tribunal belge n'a jusqu'à ce jour

CORRESPONDANCE

L'Eglise catholique l'avortement et les enfants torturés

Se référant au rapport sur les enfants torturés dans le monde publié par Amnesty International (le Monde du 16 octobre), Mme Hélène Peyrot, de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône) nous écrit :

Le sérieux et l'objectivité des informations transmises par Amnesty International semblent désormais généralement reconnus. L'Eglise catholique qui, par la voix de Jean-Paul II, prêche « à temps et à contretemps » le respect de la vie et le respect des droits de l'homme, aura-t-elle un jour le courage de condamner clairement et nommément les pays qui utilisent de telles pratiques, et en particulier ceux dont les gouvernements agissent en tant que gouvernements catholiques ?

La condamnation sans appel de la contraception et de l'avortement — suppression d'enfants à naître — aurait peut-être un autre retentissement si elle était accompagnée d'une condamnation également explicite et rigoureuse des tortures et des massacres d'enfants déjà nés.

Les législations des Neuf

PAYS	Date de la législation	MOTIFS	CONDITIONS	DÉLAIS (en semaines de grossesse)	REMBOURSEMENT (sur les caisses d'assurance-maladie)	REMARQUES
BELGIQUE	Pas de loi libéralisant l'avortement					Législation répressive peu appliquée. Une évolution en cours.
DANEMARK	Jan 1973	Sur requête de la femme	Demande adressée à un médecin ou à un établissement de soins d'orthogénie	12 semaines (accord du médecin ou de la commission de la loi de 12 semaines)	Oui	Bonne collecte statistique
IRLANDE	Pas de loi libéralisant l'avortement					Réflexion amorcée sur le problème de la contraception
ITALIE	Jan 1978	Sur requête de la femme	Consultation médicale obligatoire. Autorisation parentale pour les mineures ou à défaut autorisation judiciaire	90 jours (13 semaines)	Oui	Difficultés d'application de cette loi récente
LUXEMBOURG	Novembre 1978	Sur requête de la femme en situation de « détresse »	Consultation médicale obligatoire	12 semaines	Oui	Législation sur l'avortement dans le même texte
PAYS-BAS	Projet de loi rejeté en 1976 mais une pratique très libre					Les poursuites pour avortement sont exceptionnelles
R.F.A.	Jan 1976	Indications d'ordre médical ou éthique ou plus tard avant dans les cas de détresse	La femme doit s'adresser à un conseiller 3 jours au plus tard avant l'intervention	12 semaines (indication médicale ou éthique) 22 semaines (indication d'ordre éthique)	Oui	Loi de 1974, modifiée par celle de 1976
ROYAUME-UNI (sans l'Irlande du Nord)	Avril 1967	Socio-médical ou éthique ou plus tard avant dans les cas de détresse	Accord de 2 médecins indépendants	Seuil de viabilité du fœtus (28 semaines)	Gratuit (hors le cadre du Service)	Débat en cours sur les délais et la clause de conscience
FRANCE	Janvier 1979	Sur requête de la femme en situation de « détresse »	Consultations médicales et sociales obligatoires. Autorisation parentale pour les mineurs	10 semaines (sauf cas de détresse) 12 semaines (sauf cas de détresse)	Non mais recours possible à l'aide médicale gratuite ou pour avortement thérapeutique	Loi votée pour cinq ans. Va être renouvelée à la session d'automne 1979

Source : Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale.

JUSTICE

Le procès du cambriolage de la Société générale de Nice

Pas vu, pas pris

De notre correspondant régional

Nice. — Ils n'ont rien fait, on presque, les co-accusés du cambriolage de la Société générale de Nice qui comparaissent devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes. C'est ce qu'ils ont affirmé le 23 octobre au cours de la deuxième journée de procès. A l'exception de Marie-Françoise Astolfi, entraînée dans cette équipée pour des raisons sentimentales, tous nient la plupart des charges qui pèsent sur eux.

Les débats conduits par le président de la cour, M. Jacques Chabrol, se sont ainsi enlisés dans des contestations de détails matériels et des « négociations » — que les insuffisances du dossier ont d'ailleurs facilitées.

A défaut de voir comparaître Albert Spaggiari, le « cerveau » du « casse du siècle », en cavale, la cour a reçu la visite remarquée de son épouse, venue se mêler au public — pour découvrir, a-t-elle déclaré, au procès d'assises. La troisième journée inaugurée, ce mercredi, le défilé des quarante-cinq témoins parmi lesquels des policiers, dont certains accusés ont mis en cause le comportement.

Outre les accusations sur leur participation au cambriolage, les prévenus ont à répondre à l'ensemble de charges qui leur sont imputées principalement à trois éléments.

Un contrôle de gendarmerie avait mis en évidence la présence de bijoux au cambriolage. Les deux accusés, Dominique Foggi et Daniel Michelucci — dans une villa des environs de Nice, à Castagniers, une dizaine de jours avant le « casse ».

On a retrouvé plus tard dans cette villa certains indices, dont une lampe de poche identique à celle abandonnée par les cambriolés à la Société générale. Réponse de Dominique Foggi et de Daniel Michelucci : ils avaient été invités à une partie galante par un inconnu pour le compte duquel Foggi avait loué la villa.

Le second élément se rapporte à l'interpellation fortuite de Daniel Michelucci et de son ami Gérard Vigier le 10 juin 1978 à Nice au cours de laquelle ils ont été trouvés porteurs d'une grosse masse et de neuf briques à pointe — appelées « pointoirs » — semblables au matériel découvert par la suite sur les lieux du cambriolage. Les explications de Michelucci et de Vigier sont d'une extrême simplicité : un dénommé M. Simonot leur avait demandé de déposer dans le coffre d'une voiture à Nice ces outils, qui devaient servir à des travaux dans une villa.

Le dernier élément est relatif à la négociation de huit lingots provenant du vol de la Société générale dans une agence du Crédit agricole à Roquefort-les-Pins, négociation dans laquelle sont impliqués Alain Boimart et

CLAIRE BRISSET.

DANS LA DROME

Six personnes sont arrêtées après la découverte d'un réseau de trafic de drogue

De notre correspondant

Lyon. — Un important réseau de trafic de drogue entre l'Iran et la France a été démantelé, mardi 23 octobre, dans la région de Valence et de Romans (Drôme) par les forces de l'ordre. Les enquêteurs ont saisi des camions chargés de drogue, des réservoirs de carburant. Trois d'entre eux ont été saisis. De Valence, les forces de l'ordre ont dirigé vers la Belgique ou la Hollande, ou encore vers la Suisse, où la marchandise était livrée puis distribuée dans toute l'Europe.

La police judiciaire laisse entendre que d'autres arrestations — de « gros bonnets » — sont probables dans les prochains jours. Les enquêteurs ont saisi des camions chargés de drogue, des réservoirs de carburant. Trois d'entre eux ont été saisis. De Valence, les forces de l'ordre ont dirigé vers la Belgique ou la Hollande, ou encore vers la Suisse, où la marchandise était livrée puis distribuée dans toute l'Europe.

CLAIRE REGENT.

LES MINISTRES DE LA JUSTICE DES NEUF VEULENT INTENSIFIER « LES MESURES PRATIQUES » ANTITERRORISTES

Dublin (A.F.P.). — Les ministres de la justice et de l'intérieur de la Communauté européenne ont décidé, mardi 23 octobre, d'intensifier les mesures pratiques pour prévenir et combattre le terrorisme. Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les ministres ont estimé que des progrès avaient été réalisés dans les échanges d'informations entre pays sur les activités terroristes et dans l'organisation de l'aide entre pays qui se heurtent à des difficultés.

« Il est établi qu'il existe un véritable lien entre les groupes terroristes dans chacun des pays membres de la Communauté », a déclaré le ministre irlandais M. Collins. Il a rependement ajouté que les ministres européens n'avaient pas évoqué les problèmes spécifiques de certains pays. La signature d'une convention antiterroriste européenne aurait été retardée en raison de l'attitude du gouvernement français, qui préférerait qu'elle s'inscrive dans le contexte plus large d'un « espace judiciaire européen ».

Pour attentat aux libéraux contre le procureur général

En attendant que le procureur général soit libéré, les libéraux ont organisé une manifestation pour protester contre son arrestation. Ils ont affirmé que son arrestation était une violation de la loi et qu'ils s'opposaient à sa détention.

Les libéraux ont également organisé une manifestation pour protester contre la loi sur l'avortement. Ils ont affirmé que cette loi était une violation de la loi et qu'ils s'opposaient à son application.

Les libéraux ont également organisé une manifestation pour protester contre la loi sur la contraception. Ils ont affirmé que cette loi était une violation de la loi et qu'ils s'opposaient à son application.

Les libéraux ont également organisé une manifestation pour protester contre la loi sur l'éducation sexuelle. Ils ont affirmé que cette loi était une violation de la loi et qu'ils s'opposaient à son application.

Les libéraux ont également organisé une manifestation pour protester contre la loi sur la régulation des naissances. Ils ont affirmé que cette loi était une violation de la loi et qu'ils s'opposaient à son application.

Les libéraux ont également organisé une manifestation pour protester contre la loi sur l'information sexuelle. Ils ont affirmé que cette loi était une violation de la loi et qu'ils s'opposaient à son application.

Les libéraux ont également organisé une manifestation pour protester contre la loi sur la santé. Ils ont affirmé que cette loi était une violation de la loi et qu'ils s'opposaient à son application.



LA MAISON DE L'IMMOBILIER

CHAMBRE SYNDICALE INTERDÉPARTEMENTALE DES PROFESSIONS IMMOBILIÈRES DE PARIS ET DE L'ÎLE-DE-FRANCE

27 bis, avenue de Villiers - 75017 Paris - Tél. : 227.44.44

ÉDITORIAL

LA F.N.A.I.M., LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE ET LES PROFESSIONS IMMOBILIÈRES

On assiste aujourd'hui, avec la science de l'information, à une véritable révolution. De son venant ou non, le mouvement qui se dessine et s'amplifie est irrésistible.

Il faut donc l'accepter, s'adapter ou être condamné à disparaitre.

L'immobilier, au même titre que d'autres secteurs de l'économie française, est concerné au premier chef.

L'ORDINATEUR : UN OUTIL AU SERVICE DU PUBLIC

Jusqu'ici, l'utilisation de données par le truchement de l'ordinateur était réservée à un nombre restreint d'activités — essentiellement entreprises d'entreprise nationale ou multinationale.

Ce nouveau mode d'information, dans un très proche avenir, deviendra accessible non seulement aux sociétés mais aussi au simple particulier.

Le système consiste à doter les ordinateurs de données par le truchement de l'ordinateur et d'en extraire, sur demande, une ou plusieurs réponses à caractère sélectif.

Grâce à l'électronisation du téléphone (terminal) comprenant un clavier alphanumérique et un écran de télévision, ce moyen de communication pourra être utilisé en relation avec les centres informatiques et les banques de données.

La télématique est ainsi le mariage de l'ordinateur et des télécommunications.

Grâce à cette technique de pointe, 2.500 ménages et 500 entreprises industrielles et commerciales de la ville de Vélizy pourront, en 1980, bénéficier des services offerts par un grand nombre d'administrations et d'entreprises.

Cette opération pilote servira de test, avant d'être étendue à d'autres services pour les usagers et les pouvoirs publics.

Elle permettra d'en apprécier l'impact économique et social.

L'incidence sur nos professions immobilières ne doit être la suivante :

Une personne à la recherche d'un appartement, d'un pavillon à vendre ou à louer, d'une location de vacances, d'un bureau, pourra, de son domicile, interroger directement la banque de données et obtenir, sur son écran, une liste de propositions concrètes et précises.

Les pouvoirs publics ont recherché les organismes détenteurs d'informations utiles afin de définir les conditions d'ouverture vers une diffusion générale auprès du public.

UN CENTRE D'INFORMATION UNIQUE EN FRANCE

C'est ainsi que le Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier (CIMI), organisme unique en son genre en France, créé par la Chambre Syndicale Interdépartementale des Professions Immobilières de Paris et de l'Île-de-France, a été retenu pour participer à la Semaine Informatique et Société du 24 au 28 septembre 1979, et c'est la raison pour laquelle le Centre a de sérieuses chances d'être présent aux expériences de Vélizy et d'Île-de-France.

Comment concevoir l'avenir de l'agent immobilier dans ce nouveau contexte commercial ?

Il ne fait pas de doute que la négociation traditionnelle, caractérisée, dès le départ, par la confrontation entre acquéreur et professionnel, sera terriblement concurrencée.

Il sera, en effet, certainement plus simple et plus commode pour un particulier d'appeler directement, de son domicile, la banque de données pour obtenir sur son écran les renseignements



Roger SEVILLA,
président de la Chambre syndicale des professions immobilières de Paris et de l'Île-de-France.

qu'il souhaite. L'utilisation du réseau téléphonique par l'ordinateur est plus tentante que la fourniture du matériel téléphonique « VIDEOREX » sera probablement gratuite et que sera facturée le langage inscrit sur l'écran.

LE PROFESSIONNEL IMMOBILIER : UN CONSEIL INDISPENSABLE

Dans ce cas, le rôle de l'agent immobilier sera-t-il pour autant inutile ? Non, bien entendu.

La banque de données ne peut fournir que de simples renseignements sur des biens à vendre existants. Elle est une manière d'approche et de rapidité mais elle n'est pas la vente. La transaction reste le fait du professionnel, mandaté par son client, seul habilité à prendre contact avec l'acheteur, à procéder aux multiples opérations afférentes à une vente : visite des lieux, formalités juridiques et réglementaires, détermination définitive du prix, conditions de financement, rédaction des actes...

Seule, dans ce nouveau système, échappe à l'agent immobilier la première étape : celle du contact physique et de l'information directe.

Il appartient à notre syndicat de nous préparer à cette mutation informatique en informant que et nous voulons consacrer notre place, notre crédibilité et sauvegarder notre avenir. Bref, il nous faut être actifs et vigilants, sous peine de disparaître en abandonnant notre rôle à d'autres.

VERS UN REGROUPEMENT DES PROFESSIONS IMMOBILIÈRES POUR UNE MEILLEURE INFORMATION DU PUBLIC

Nous avons, grâce au CIMI, une expérience certaine et une avance considérable dans le domaine de l'immobilier. Notre effort sera poursuivi et des initiatives seront prises pour adapter aux techniques nouvelles.

Notre intention n'est pas, d'ailleurs, de nous fermer dans la coquille de notre chambre syndicale, mais, au-delà des particularismes syndicaux et locaux de faire profiter l'ensemble de la profession de notre expérience, puisqu'il s'agit d'affaires de notre avenir commun. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé, dans le cadre de la Semaine Informatique et Société, de nous adresser à nos confrères de la F.N.A.I.M. mais également à d'autres syndicats de l'immobilier, telle la Fédération Française des Professionnels Immobiliers et Commerciaux (F.F.P.I.C.).

Nous avons besoin, en effet, de tous les concours, de toutes les énergies, de toutes les initiatives et de toutes les compétences pour franchir avec succès le cap difficile, mais inévitable, qui, dans les prochaines années, bouleversera nos activités.

Mission délicate et ardue, mais que nous ne pouvons éluder sous peine de laisser à d'autres la place qui nous revient, mais que personne ne nous offrira gratuitement.

R. S.

Vous voulez acheter un appartement, une maison ?

Interrogez l'ordinateur et choisissez parmi 18 000 affaires

QUAND on veut acheter un bien immobilier, il faut reconnaître que les informations dont on dispose sont fragmentaires et souvent insuffisantes.

Aussi, pour que le public soit mieux averti, le Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier (CIMI) a mis au point un fichier informatique donnant des informations précises et détaillées sur plus de 18 000 biens immobiliers à vendre à Paris et en région parisienne.

UN CHOIX DE 18 000 BIENS A VENDRE

Le Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier, situé 27 bis, avenue de Villiers, dans le 17^e arrondissement, regroupe les affaires à vendre de 1 400 professionnels de l'immobilier adhérents de la Chambre Syndicale Interdépartementale des Professions Immobilières de Paris et de l'Île-de-France F.N.A.I.M.

Actuellement, le Centre dispose de plus de 18 000 fiches détaillées constamment renouvelées.

Ce service, unique en France, permet au public de consulter gratuitement et en une seule fois tous les biens immobiliers cessibles du fichier et correspondant à ses critères de recherche.

UN SERVICE GRATUIT

Si vous cherchez à acquérir un bien immobilier à Paris ou dans un rayon de 120 kilomètres autour de la capitale (appartement, pavillon, villa, bureaux, fonds de commerce, etc.), c'est très simple et c'est gratuit : vous appelez la Maison de l'Immobilier au 227.44.44 ou vous écrivez au CIMI, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 Paris, en indiquant de façon précise les caractéristiques du bien que vous recherchez (localisation, prix, surface, nombre de pièces, confort). Dès réception de votre demande, l'ordinateur sélectionne les affaires se rapprochant le plus de votre description, il

procède à leur tirage et à leur impression.

Une série de fiches descriptives vous est alors adressée à votre domicile sans aucuns frais ni engagement. Il ne vous reste plus qu'à opérer votre choix en toute tranquillité d'esprit. Dans le cas où cette première sélection ne vous a pas permis de distinguer un bien, une deuxième série de fiches vous est adressée quinze jours plus tard.

Plus de 3 500 fiches sont envoyées chaque jour ! Vous aussi, sachez profiter de l'ordinateur ; c'est très simple et c'est gratuit.

Appelez le 227.44.44



Le Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier est équipé d'un ordinateur qui permet au public de choisir rapidement et gratuitement parmi 18 000 biens à vendre, ceux correspondant à sa recherche.

PROPRIÉTAIRES, COPROPRIÉTAIRES !

Dans la région parisienne, 350 administrateurs de biens qualifiés, adhérents à la F.N.A.I.M. et à la Caisse de Garantie, sont à votre disposition pour vous conseiller.

Si vous recherchez un gérant d'immeubles ou un syndic de copropriété, téléphones à la Chambre Syndicale au 786-35-10. Une liste de nos adhérents ou tout simplement les coordonnées du cabinet spécialisé le plus proche du bien à gérer, vous seront communiquées.

La F.N.A.I.M. : une organisation syndicale structurée de 6 000 adhérents aux activités multiples et diverses

L'universalité de la F.N.A.I.M. dans le domaine de l'immobilier est une réalité qui s'affirme chaque jour. Parmi les 6.000 professionnels que compte la F.N.A.I.M., se trouvent :

- 5.497 agents immobiliers ;
- 3.490 administrateurs de biens, syndics et gérants d'immeubles ;
- 2.200 mandataires en vente de fonds de commerce ;
- 480 experts immobiliers ;
- 700 spécialistes en locations saisonnières ;
- 700 marchands de biens — rénovateurs et lotisseurs.

Mais le public connaît-il vraiment tous les services que sont susceptibles de leur offrir, dans les divers secteurs de l'immobilier, ces professionnels hautement qualifiés ?

1) L'ACHAT, LA VENTE, LA LOCATION DE LOCAUX D'HABITATIONS ET PROFESSIONNELS.

Pour une opération aussi importante que l'achat d'un appartement qui, très souvent, engage les finances de toute une famille pendant de nombreuses années, l'assistance et les conseils d'un praticien éclairé, connaissant parfaitement le marché, sont indispensables. Comment pourrions-nous estimer la valeur d'un bien, déterminer son statut juridique, établir un plan de financement valable, sans recourir aux conseils d'un spécialiste juridiquement et moralement responsable, comme l'est un agent immobilier de la F.N.A.I.M. ?

Aussi, faut-il mettre en garde le public contre les risques graves qu'il encourt lorsqu'il écoute les alarbes d'une certaine presse spécialisée ou d'organismes incitant à traiter de « particulier à particulier ».

2) LA GÉRANCE D'IMMEUBLES ET LES SYNDICATS DE COPROPRIÉTÉ.

Par son action formatrice, la F.N.A.I.M. a contribué largement à faire de ses adhérents les spécialistes de la gérance et de la copropriété. Administrateur, entrepreneur et conservateur d'un immeuble, n'est plus de nos jours une opération aisée, ce ne peut être que l'œuvre de professionnels qualifiés, dont la mission est particulièrement délicate. Soumis à une réglementation tatillonne, au contrôle soigneux et parfois méfiant des copropriétaires, aux exigences des locataires, confrontés à l'agissant problème des charges, sans cesse en augmentation et difficilement acceptées, l'administrateur de biens doit assurer sa gestion contre vents et marées.

Il doit s'acquitter de sa mission malgré des honoraires tarifiés, généralement insuffisants, et qui ne permettent pas de fournir à la copropriété les prestations qu'elle est légitimement en droit d'exiger, maintenant ainsi en péril la sauvegarde d'une très grande partie du patrimoine immobilier national.

3) LA RECHERCHE DE LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX ET DE BUREAUX.

Acheter ou louer des bureaux ou locaux commerciaux et industriels, transférer les activités d'une entreprise d'un lieu à un autre, pose des problèmes de tous ordres qui ne sont pas, la plupart du temps, faciles à résoudre. Recourir aux services d'un spécialiste est une condition impérative si l'on veut, rapidement, aboutir à des résultats concrets et positifs. Ces spécialistes, qui les aideront de leurs conseils avisés, procéderont à des études sur place, détermineront les besoins, proposeront les meilleures conditions pratiques de financement de l'opération, la F.N.A.I.M. les possède.

Les chefs d'entreprises auront tort d'ignorer les immenses services que ces derniers peuvent leur rendre.

4) LES MARCHANDS DE BIENS-RÉNOVATEURS.

Cette profession, mal connue du public et souvent décriée, a un lourd handicap à surmonter. Des excès et des abus manifestes ont été commis par certains marchands au détriment des catégories sociales de condition modeste.

La F.N.A.I.M. a entrepris d'assainir la profession en l'épurant et en l'organisant, afin de lui donner ses lettres de noblesse. Le rôle économique et social du marchand de biens-rénovateur ne saurait être ignoré, puisque sa mission est de rendre propre à l'habitation les logements vétustes des vieux quartiers.

Nombreux sont les marchands de biens qui ont fait leurs preuves. Le citoyen et les pouvoirs publics doivent savoir que les marchands de

biens s'abritant derrière le panonceau F.N.A.I.M. sont des professionnels organisés, disciplinés, dignes de toute confiance.

5) L'EXPERTISE IMMOBILIÈRE.

Tout professionnel F.N.A.I.M. est à même de donner un avis éclairé sur la valeur d'un bien immobilier. Cependant, il existe au sein de la F.N.A.I.M. des experts regroupés dans la Chambre des Experts Immobiliers de France qui se consacrent plus particulièrement à l'évaluation des biens immobiliers. Ils en ont fait une véritable science qui, par des procédures appropriées, par des analyses comparatives strictement définies, sont en mesure de disséquer sous tous ses aspects un bien immobilier : valeur vénale, locative et d'apport, état juridique et fiscal, situation géographique et urbanistique. Leurs conclusions sont l'objet d'un rapport écrit, complet et détaillé.

Le public doit savoir utiliser la compétence de ces spécialistes ainsi que leur originalité et leur impartialité.

Cette énumération ne donne qu'une idée approximative des services que peuvent rendre les professionnels de la F.N.A.I.M. Nous ajouterons simplement que parmi les adhérents de la F.N.A.I.M. se trouvent aussi des spécialistes des placements immobiliers, des transactions sur fonds de commerce, des locations de vacances, des propriétés de campagne, des domaines et des forêts, des biens ruraux et agricoles, des viagers. Toutes ces activités sont, bien entendu, exercées sous la couvert d'une assurance responsabilité civile professionnelle et d'une garantie financière délivrée par la Caisse de Garantie de la F.N.A.I.M.

La protection et la sécurité du public sont ainsi assurées.

STOCK DE LA SEMAINE

STUDIOS	2 PIÈCES	3 PIÈCES	4 PIÈCES	5 PIÈCES et +	PAVILLONS	PROPRIÉTÉS	LOCAUX COMMERCIAUX BUREAUX	HÔTELS PARTICULIERS	TERRAINS	CHÂTEAUX FORÊTS DOMAINES AGRICOLES	VIAGERS	RÉSIDENCES VACANCES
1 478	1 703	2 512	1 889	1 396	5 281	1 612	1 254	45	792	73	45	MEEVE ARCAÇON VAL-MOREL TROUVILLE DEAUVILLE DINARD

POUR OBTENIR UNE LISTE DÉTAILLÉE CORRESPONDANT À VOTRE DEMANDE APPELEZ LA MAISON DE L'IMMOBILIER AU 227.44.44

FORMATION DE FORMATEURS

Organisé par le Département des Sciences de l'Éducation :

TECHNIQUES D'ENTRETIEN (24 h) du 15 au 18 janvier 1980.

THÉORIE ET PRATIQUE DE L'ÉVALUATION DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION DES ADULTES (35 h) du 21 au 25 janv. 1980.

DYNAMIQUE DE GROUPE ET ANALYSE INSTITUTIONNELLE (30 h) du 28 au 31 janvier 1980.

ANIMATION ET CONDUITE DE RÉUNIONS (24 h) du 17 au 20 avril 1980.

Renseignements et inscriptions : Service Formation Permanente, Université de Paris-VIII, route de la Touraille, 75012 PARIS.

Tél. : 374-12-30, poste 388, ou 374-92-24.

UNIVERSITÉ PARIS VII U.E.R. Sciences Humaines Cliniques INSTITUT DE FORMATION PERMANENTE

FORMATION CLINIQUE DES PRATICIENS DE LA SANTÉ MENTALE ET SECTEUR SOCIAL : ÉLÉMENTS D'ORIENTATION AUTOUR DE QUELQUES QUESTIONS CRUCIALES

- OBJECTIFS :**
- Ouvrir l'accès à un savoir théorique dans le champ des sciences humaines et en matière de psychologie, psychopathologie, clinique sociale.
 - Permettre à chacun d'élaborer ce qui pourrait constituer son éthique professionnelle.
 - Proposer, au sein d'ateliers divers, des techniques d'expression et de médiation.
 - Donner à tous ceux qui le désirent un lien de parole sur les problèmes de la santé, de la santé mentale, de l'éducation spécialisée, du travail social.

PUBLIC : — Travaillants de la santé, santé mentale et secteur social (infirmiers, infirmiers psychiatriques, éducateurs, assistants sociaux et tous travailleurs sociaux).

PROGRAMME ET MÉTHODES : — De quel prix se paie le savoir ? Et combien en coûte-t-il de s'y soustraire ? C'est en tentant de se situer au nord de ces questions que les groupes se constitueront cette année autour des thèmes suivants :

- Psychiatrie et institution.
- Famille, maternité, rôle ou fonction ?
- Un fil...
- La latéralisation dans la constitution du sujet.
- Humilités.

Permettre aux stagiaires d'élaborer à partir de leur expérience de « soignant » ou de « soigné », d'« assistant » ou d'« assisté », d'« éducateur » ou d'« éduqué », une réflexion sur la médecine, la pédagogie ou l'aide sociale.

Soutenir cette mise en suspens du savoir du spécialiste par un travail théorique à partir de textes ou de recherches diverses.

DÉROULEMENT : — Deux stages sont proposés :

- un stage se déroule sur deux ans, à raison de 170 h/an sur 30 semaines, soit 8 h. 30/semaine ;
- le deuxième aura lieu à raison de 2 h hebdomadaires.

ACCUEIL - INSCRIPTIONS : — L'Institut de Formation Permanente U.E.R. Sciences Humaines Cliniques - Bureau 302 B - Tél. : 374-12-30.

CENTRE CENSIER, 11, rue de Santeuil, 75231 Paris Cedex 13.

STAGES DE MARKETING

INITIATION AU MARKETING ET ANALYSE CRITIQUE :

60 h. à raison de 3 h. semaine, du 26 novembre 79 au 17 mars 80

ANGLAIS DU MARKETING :

40 h. à raison de 4 h. semaine, du 22 avril 80 au 24 juin 80

Renseignements et inscriptions : Université de Paris-VIII, Service Formation Permanente, route de la Touraille, 75012 PARIS CEDEX 12.

Tél. : 374-12-30 ou 374-92-24, poste 388.

Centre Censier, 11, rue de Santeuil, 75231 Paris Cedex 13.

«Je voyage avec Lufthansa pour une simple raison - c'est sans problème.»

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

Propos authentique d'un passager.

ÉDUCATION

Quatre recours en Conseil d'État contre le nouveau statut des universitaires sont déposés par le SGEN-C.F.D.T.

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) vient de déposer devant le Conseil d'État trois recours contre les décrets, pris par le ministre des universités et adoptés par le conseil des ministres du 9 août, qui modifient les carrières des enseignants du supérieur. Selon le SGEN, ces décrets « démontrent à l'évidence l'existence d'un ensemble de textes cohérents — mais édictés dans le temps — concernant les attributions, le recrutement, l'avancement des personnels de l'enseignement supérieur ».

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le syndicat reproche au ministre de vouloir faire passer sous cette forme une véritable réforme des carrières des universitaires.

Le SGEN-C.F.D.T. : la titularisation de tous les maîtres auxiliaires est possible

Titulariser tous les maîtres auxiliaires, et créer un corps de titulaires pour remplacer les maîtres absents dans le second degré : le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Sur les 283 000 postes budgétaires d'enseignants du second degré, 239 000 seulement, selon le SGEN, sont occupés par des titulaires : 232 500 à plein temps, plus 6 500 à mi-temps, soit l'équivalent de 6 500 à temps plein. Les moyens existent donc pour la titularisation des 40 000 maîtres auxiliaires employés en service continu sur l'année. Les maîtres auxiliaires qui possèdent au minimum une licence devraient être titularisés comme certifiés, les autres dans le corps des P.E.C.C. (professeurs d'enseignement général des collèges) ou de professeurs de lycée d'enseignement professionnel. Tous devraient bénéficier d'une année de formation pédagogique.

Il resterait 12 000 maîtres auxiliaires, puisqu'ils étaient 52 000 employés l'an dernier (dont 6 000, rappelle le SGEN, étant les chiffres officiels, sont encore en chômage). La création d'un corps de titulaires remplaçants composé de 28 000 enseignants soit 1 pour 10, dégrèverait des emplois pour ces maîtres auxiliaires. Pour devenir remplaçants, les titulaires devraient, estime le SGEN, être volontaires et avoir plusieurs années d'expérience ; un aménagement de la durée de leur service et un dégrèvement pour leurs dépenses de trajet devraient être prévus.

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le SGEN-C.F.D.T. a rappelé lundi les deux objectifs qu'il assigne à la semaine d'action en cours qui se terminera vendredi 26 octobre par une grève d'enseignants (le Monde du 19 octobre).

Le Père Schillebeeckx est des men

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

L'abbé de Jean-Paul II...

مكتبة الأصل

Le Père Schillebeeckx est convoqué à Rome par la Congrégation pour la doctrine de la foi

Des méthodes d'un autre âge

L'élégance de Jean-Paul II a-t-elle donné le signal à la chasse aux « néo-modernistes » ? Depuis quelque temps, les procès engagés par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi à l'encontre de théologiens suspects de déviation doctrinale se multiplient. Après des théologiens américains et français, voici le théologien flamand Edouard Schillebeeckx sur la sellette.

Répondant à un des souhaits les plus insistants exprimés par le concile Vatican II, Paul VI a changé non seulement le nom mais les méthodes du Saint-Office. Malgré le désir du pape de tenir compte du « progrès de la civilisation » et de « ramener ceux qui se trompent avec douceur dans la bonne voie », la nouvelle procédure pour l'examen des doctrines, publiée en 1971, laisse encore à désirer (1). Et ce sont les mentalités autant que les méthodes qui ont du mal à changer.

Si on n'est plus à l'époque, encore récente, où la délation était tellement courante qu'une des victimes les plus prestigieuses de cette pratique, Mgr Thomas Roberts, ancien archevêque de Bombay, envisageait sérieusement d'intenter un procès en diffamation contre le Saint-Office, cette Congrégation couvre toujours dans le secret et refuse à ceux qu'elle condamne le droit de se défendre publiquement.

Le cas du théologien français Jacques Pohier a de nouveau posé le problème, mais d'autres procès sont en cours, dont on parle moins. Si certains échappent, au moins temporairement, aux censures grâce à l'intervention de prélats haut placés, c'est le cas du Père Michel Legrain, spiritain et vice-recteur de l'Institut catholique de Paris, à qui on reproche d'avoir mis en cause, notamment dans son livre, publié en 1978, *Marriage chrétien, modèle unique ?*, le droit de l'Eglise d'imposer sans discernement à la culture africaine sa vision monogamique du mariage. — d'autres se voient condamner sans appel.

Il en fut ainsi pour deux théologiens américains. Le premier, le Père John McNeill, jésuite, avait réussi, après deux ans de tractations et au prix de plusieurs modifications, à obtenir l'imprimatur pour son livre

L'Eglise et l'Homosexuel, étude sérieuse et bien documentée, parue aux Etats-Unis en 1976. Un an plus tard, l'ex-Saint-Office a demandé au provincial jésuite de lui retirer l'imprimatur, afin d'éviter la confusion dans l'esprit du grand public quant à l'enseignement de l'Eglise en la matière.

Le deuxième, le Père Charles Curran, professeur de théologie morale à l'université catholique de Washington, avait été chargé, avec d'autres théologiens, par la conférence épiscopale de son pays, de rédiger un document sur la sexualité humaine. A la parution de cette étude, le Père Curran a été sommé par la Congrégation romaine de se retrancher sur plusieurs points. Jusqu'à présent, il refuse d'y obtempérer.

Une tempête aux Pays-Bas

Mais, le cas qui risque de faire le plus de bruit, en raison de la notoriété internationale de l'accusé, est celui du dominicain flamand Edouard Schillebeeckx, qui enseigne à la faculté de théologie de Nimègue, aux Pays-Bas. Il est l'un des artisans du concile et considéré aujourd'hui, avec Karl Rahner et Yves Congar, comme un des meilleurs théologiens catholiques. Le Père Schillebeeckx vient de jeter un petit pavé dans le bémol en acceptant de parler, pour la première fois, des mesures qui le frappent, à la télévision néerlandaise, le 18 octobre. Aussitôt, une tempête de protestations contre les méthodes romaines fut déclenchée dans les milieux catholiques, déjà sur le qui-vive avant le synode extraordinaire de l'épiscopat que Jean-Paul II convoquera à Rome en janvier prochain.

Ce n'est pas la première fois, du reste, que le théologien doit défendre ses idées — jugées pourtant plutôt classiques par la jeune génération de théologiens — devant la Congrégation romaine. Déjà accusé d'hétérodoxie, en 1968, il fut « acquitté » grâce au témoignage du défenseur qu'on lui assigna : le jésuite allemand Karl Rahner.

Aujourd'hui, il ignore qui sera son défenseur, ainsi que la composition du tribunal, qui a trois membres. Il sait seulement qu'il ne sera pas défendu par Karl Rahner, puisque le procès doit se dérouler en français. Le dossier contre lui est en préparation depuis 1977, mais, il n'a

reçu sa lettre de convocation lui demandant de se rendre à Rome à la fin de l'année qu'il a refusé d'accepter. C'est surtout le secret qui entoure toute cette affaire qui a poussé cet homme courtois et réservé de soixante-quatre ans à rompre le silence. Il a été particulièrement choqué d'apprendre que la décision de mettre l'intéressé au courant ne figure qu'en treizième position dans l'exposé de la procédure.

Que lui reproche-t-on ? Le dossier porte surtout sur son dernier livre, *Jésus : une tentative de christologie*, dont le premier tome est paru en néerlandais en 1974, puis en allemand et en anglais, et le deuxième, en 1977, en néerlandais et en allemand. Sans entrer dans le détail, la Congrégation pour la doctrine de la foi a fait savoir au théologien belge qu'il devra répondre sur neuf points où ses écrits s'éloignent de la doctrine officielle de l'Eglise : la vérité révélée, le contenu de la foi et le sens du salut chrétien ; le caractère normatif des conciles œcuméniques et de l'enseignement infallible du pape ; la valeur salvatrice du sacrifice du Christ ; la conscience de Jésus d'être le Messie et fils de Dieu ; la divinité du Christ

comme fils de Dieu et personne préexistante ; Jésus et la fondation de l'Eglise ; Jésus et l'Incarnation de l'Eucharistie ; la réalité objective de la résurrection du Christ ; et la conception virginale de Jésus.

Alors que d'autres théologiens de renom ont refusé de se plier aux diktats de Rome, ou ont simplement refusé de se rendre au Vatican tant qu'ils n'étaient pas assurés d'un procès juste, Edouard Schillebeeckx a toujours accepté de se soumettre aux exigences romaines. Aujourd'hui, excédé par des procédés d'un autre âge, il hésite devant l'attitude à adopter, et s'il se rend à Rome à la fin de l'année, ce sera après avoir posé certaines conditions.

ALAIN WOODROW.

(1) Selon cette procédure, un rapport complet est rédigé par deux « experts » et un rapporteur, nommé par la Congrégation, puis imprimé, avant d'être envoyé d'abord à l'évêque de la région concernée, puis enfin à l'intéressé lui-même. Celui-ci doit présenter sa réponse par écrit dans le délai d'un mois. Si un entretien s'avère nécessaire, l'auteur sera invité à une rencontre personnelle avec des délégués de la Congrégation. Celle-ci décide si et comment doit être publié le résultat de l'examen.

LA CONFESSION D'AUGSBOURG

(Suite de la première page.)

Elle devint dès lors, bien qu'elle ait été conçue pour exprimer la foi de l'Eglise universelle, la confession de la seule Eglise luthérienne, encore que Calvin y ait souscrit, moyennant quelques révisions. En vérité, à l'heure actuelle, un grand nombre d'Eglises protestantes non luthériennes reconnaissent volontiers que la Confession d'Augsbourg est l'une des expressions de leur propre foi. C'est aussi la plus ancienne, puisque les confessions propres aux Eglises réformées sont en général postérieures d'une trentaine d'années.

Fait plus nouveau, un certain nombre de théologiens catholiques, dont le futur cardinal Ratzinger, ont proposé, il y a plusieurs années, la reconnaissance de ce document par l'Eglise catholique romaine. Mgr Amann, Le Bourgeois, évoque d'Aulun, qui a rédigé une postface pour la présente édition, estime avec la commission mixte luthéro-catholique, qu'il faut s'en tenir pour l'instant à une « lecture commune » de la Confession d'Augsbourg. On voit mal, en effet, quel sens aurait pareille reconnaissance, tant que l'Eglise catholique n'est pas décidée à reconnaître l'Eglise luthérienne comme Eglise au sens plénier de ce mot.

La Confession d'Augsbourg comporte deux parties : la première définit les principaux articles de la foi sur l'Ecriture et sur les Pères de l'Eglise, la seconde indique pour quelles raisons les nouvelles communautés ont cru bon de supprimer certains abus qui s'étaient glissés, parfois assez tardivement, dans la tradition ecclésiastique. Le ton est à la fois ferme et ironique. Melancthon et ses amis (théologiens et souverains protestants) vivaient encore dans l'espoir que l'unité ne serait pas brisée et qu'un « concile général, libre et chrétien » ramènerait paix et pureté dans l'Eglise.

Ne pouvant analyser dans le détail le texte très dense de cette Confession, bornons-nous à relever quelques-unes de ses originalités. Elle ne cherche pas ses arguments dans la raison naturelle, mais uniquement dans la parole révélée. Elle est très moderne en ce sens qu'elle a le souci de proposer un principe herménéutique pour la lecture de l'Ecriture : ce principe c'est le salut par pure grâce reçue dans la foi, cette foi étant elle-même la don

gratuit de Dieu. En d'autres termes, la Confession nous dit qu'il est le centre de l'Ecriture, ce centre à partir duquel tout devient clair et d'une grande cohérence spirituelle.

La foi est fondamentale, ment confiance en la vérité de la parole divine. Si l'homme est justifié par pure grâce, par les seuls mérites du Christ, il n'en est pas moins tenu, par amour pour Dieu, à accomplir des œuvres bonnes. C'est la justification qui rend possible les bonnes œuvres et non l'inverse. La Confession d'Augsbourg, dans un souci pastoral, ne cesse de souligner combien cette doctrine est consolante, et les abus qu'elle condamne ce sont généralement des règles qui « accablent » la conscience chrétienne. Très remarquable, très prometteur pour l'unité à venir est l'article 7, qui définit l'Eglise et pose comme seule condition à l'unité que « l'Evangile, bien compris, y soit prêché en un complet accord et que les sacrements y soient administrés conformément à la parole divine ». Pour le reste, il peut y avoir une grande diversité d'institutions et de cérémonies, pourvu que celles-ci n'obscurent pas le cœur de l'Evangile.

Jean Delumeau réclame, il y a quelques années, une unité proche sur le fondement d'une confession de foi simple. Tout n'est pas simple dans la Confession d'Augsbourg, la doctrine eucharistique (article 10), par exemple, n'est pas d'une interprétation facile, surtout si l'on tient compte de l'article 13 sur l'usage des sacrements. Mais il nous semble possible d'affirmer que, par la rigueur et la netteté de sa ligne, la Confession, qui ne s'égare jamais dans les discussions d'écoles, fournirait des éléments décisifs pour une telle confession simple et vigoureuse.

Ajoutons enfin que pour favoriser l'étude de la Confession d'Augsbourg et, si possible, une « lecture commune », l'Alliance nationale des Eglises luthériennes de France vient de publier, sous la signature d'André Birmeo, une importante brochure intitulée *l'Essentiel* (3). Véritable manuel, elle confronte les principaux articles de la Confession avec des textes de l'Ecriture et des textes de contemporains d'origines variées. Des thèmes de réflexion, des textes de prière sont proposés selon l'usage ancien : *Lex credendi, lex orandi*.

ROGER MEHL.

(3) Strasbourg, Oberlin, 1979.

INVESTISSEZ EN BEAUTÉ



Jean Mick

le spécialiste des pierres précieuses
Diamants, émeraudes, rubis, saphirs

100-102, RUE LA BOÉTIE 75008 PARIS 225 85 66 & 359 05 71

E.P.E.C. FORMATION

PREPAREZ UNE JOURNÉE PAR SEMAINE pendant l'année scolaire aux STAGES DE FORMATION PROFESSIONNELLE.

Passagiers et inscriptions :
- LE MATIN : 272 06 78
- L'APRÈS-MIDI : 245 59 14
(autres formations de stage sur demande)

* CAP employé de comptabilité : 12 Nov
* BP comptable de comptabilité : 26 Nov
* PROBABOIRE : 16 Nov
* D.E.C.S. : 16 Nov



Alain Nogues, reporter à l'agence Sigma, a essayé le nouveau Nikon EM muni de l'objectif Nikon 20 mm f/4.



LE DERNIER NIKON. VOTRE PREMIER NIKON.

En équipant la quasi-totalité des grands reporters, Nikon est devenu le symbole même du professionnalisme. Passer à Nikon, c'est plus que posséder un excellent appareil. C'est entrer dans une confrérie.

Si vous êtes de ces passionnés de photographie qui depuis longtemps rêvent d'un Nikon, voici une bonne nouvelle : le plus maniable des Nikon est né. C'est le nouveau Nikon EM.

Ce Nikon compact et léger tient énormément de ses illustres prédécesseurs : un solide boîtier en alliage d'aluminium, un obturateur métallique, une synchronisation flash au 1/90^e sec, et surtout, une compatibilité parfaite avec 50 objectifs du système Nikon. Le Nikon EM accepte du fisheye de 6 mm au super téléobjectif de 2.000 mm, ainsi que de nombreux accessoires dont un moteur pour prendre jusqu'à 2 vues/seconde en rafale. C'est la tradition professionnelle de Nikon.

Mais vous pouvez adorer la photo sans être un fou de technique. Manquer parfois de temps pour effectuer des réglages trop minutieux. Préférer porter d'abord attention à l'essentiel : bien cadrer sa photo au bon moment. Vous apprécierez l'automatisme du Nikon EM.

Cadrez dans le large viseur, choisissez le diaphragme, faites la mise au point et « shootez » l'esprit en paix. Le Nikon EM est doté de quelques astuces garde-fous à l'intention du génie distrait que vous êtes parfois. Si l'ouverture du diaphragme ne correspond pas à la luminosité, un discret signal sonore vous avertit à temps que votre photo risque d'être surexposée ou sous-exposée. En cas de photo au flash, une diode dans le viseur signale si le diaphragme ne convient pas. En cas de contrejour (le classique skieur tout noir sur la neige) une touche spéciale corrige l'exposition sans difficulté. Le Nikon EM possède un déclencheur mécanique : même lorsque les piles sont déchargées, vous pouvez fixer l'image que vous n'auriez peut-être pas l'occasion de retrouver.

Le système électronique modulaire étudié pour construire le Nikon EM a réduit considérablement le nombre de pièces mécaniques. L'appareil et les coûts de fabrication en ont été allégés. Avec son objectif 50mm f/1.8, le Nikon EM ne pèse que 460 g. Et il coûte moins de 1.800 F.

Pour obtenir une documentation complète, écrivez à : Nikon, 16 rue de la Cerisaie, 94220 Charenton-le-Pont. Tél. 375.97.55.

NIKON. LE PROFESSIONNALISME.

DÉFENSE

Les équipages des avions Transall sont désormais capables de missions à très basse altitude et sans visibilité

Certains des équipages du transport aérien militaire (TAM) sont progressivement rendus capables de missions tactiques de navigation à très basse altitude tout temps et d'aéroportage d'assaut avec les avions Transall, basés en permanence à Orléans.

Par cette technique, enseignée au tiers des équipages du TAM, les avions Transall utilisés sur un théâtre européen des opérations pourront s'approcher des limites imposées par un plafond bas accrochant les reliefs, par un banc de brume ou par de fortes précipitations réduisant la visibilité pendant l'itinéraire ou sur l'objectif. Pour bénéficier de l'effet de surprise et dérouter la riposte d'un adversaire, les équipages sont entraînés, de préférence, à des navigations de nuit.

Inspirée des procédures en vigueur sur les bombardiers nucléaires Mirage-IV ou sur les avions de pénétration Mirage-III E de la force aérienne tactique, cette technique de navigation radar autonome, dite séquentielle, a été mise au point par le Centre d'instruction des équipages de transport (C.I.E.T.), à Toulouse-Francazal, et par la 61^e escadre de transport, à Orléans. La technique précédente présentait l'inconvénient de ne pouvoir être pratiquée qu'avec la nécessaire vision du sol.

La nouvelle méthode permet l'exécution d'une navigation à très basse altitude, à 100 mètres du sol en conditions opérationnelles, sans visibilité, aboutissant soit à un parachutage de personnels ou de matériels à la plus basse hauteur permise par les performances des parachutes

(150 mètres pour les troupes aéroportées), soit à un aéroportage (un poser) d'assaut sur une simple bande de terrain gazonné de 800 mètres de long.

La navigation radar dite séquentielle a pour principe de base un suivi de route à l'estime, contrôlé par un calculateur de navigation associé à un radar

Doppler et fréquemment recalé, par « séquences », sur des points caractéristiques repérés à l'avance et donnant des échos radar facilement identifiables sur l'écran de bord. L'écart est donc détecté régulièrement au passage de la verticale et une grille de calcul permet de faire les corrections de route appropriées.

A 50 mètres de hauteur

A l'heure actuelle, une mission type d'un Transall ainsi équipé permet à l'avion d'acheminer, en utilisant des terrains sommairement aménagés de 1 000 m, jusqu'à 14 tonnes de charge (environ quatre-vingts parachutistes ou un blindé AMX-13) sur une distance de 500 km à 50 ou 100 m d'altitude.

Grâce à cette navigation, l'appareil peut épouser le relief, au ras des arbres, et tenter d'échapper, en s'aidant de la nature du sol et de son propre camouflage, aux missiles adverses et aux tirs automatiques antiaériens, pour larguer ou poser sa charge au plus près du champ de bataille.

Ultérieurement, le TAM prévoit de faire appel à la numérisation des photographies d'images radar par le moyen d'un système informatique élaboré de la cartographie des régions survolées. Ces procédés sont en cours d'études et les Etats-Unis ne les ont pas devant eux. L'équipage injectera dans l'ordinateur de bord les données géographiques nécessaires au vol, précédemment recueillies sur photographies et contrôlées par l'observation de cartes en relief, pour restituer, au moyen d'une

simulation radar, le relief et la distance qui serviront au recalage de la navigation.

L'ensemble du territoire français et européen sera ainsi soumis à cette numérisation des itinéraires pour disposer d'une couverture radar permettant l'organisation, dans un temps minimum, de vols tactiques et de posers d'assaut en toutes circonstances, à partir de centres de prédiction spécialisés de l'armée de l'air.

Selon l'état-major, cependant, le TAM ne peut espérer disposer de l'emploi privilégié des avions de transport en période de développement des crises. Conçu à l'origine pour couvrir en Europe, le Transall est devenu, en raison des circonstances, le véhicule prioritaire des interventions françaises en Afrique pour lesquelles il n'était pas adapté. A l'heure actuelle, la menace aérienne dans cette région du monde n'exige pas encore — mais pour combien de temps ? — que le Transall soit équipé des derniers « gadgets » informatiques de préparation des itinéraires en vol tactique.

J. I.

Des pilotes chiliens sont arrivés à Rochefort pour commencer leur formation sur Mirage

Des pilotes chiliens sont arrivés à la base de Rochefort (Charente-Maritime), où l'armée de l'air française a été chargée de leur formation après l'achat par le Chili d'avions de combat Mirage-50. Cette instruction, qui commence à l'Ecole technique de l'armée de l'air (ETAAL) de Rochefort par des cours de français, continuera sur d'autres bases et doit durer un an environ.

L'armée de l'air chilienne devrait recevoir le premier de ses seize avions de combat Mirage commandés à la France avant la fin de l'année prochaine. Le contrat a été conclu entre les deux pays au mois de juin dernier (« le Monde » des 5, 6, 22 et 23 juillet) et le premier versement financier — environ 5 % de la dépense totale — vient d'avoir lieu.

Pour remplacer des avions anciens Hunter d'origine britannique, le Chili s'est adressé à plusieurs fournisseurs, dont l'Union soviétique. Ce dernier pays a, en effet, déjà livré des avions de combat à quelques clients latino-américains, le Pérou par exemple. Il semble que le Chili ait retenu les propositions françaises, parce que l'avion choisi — le Mirage-50 — pouvait être livré assez rapidement par rapport à ses concurrents, dans la mesure où il s'agit d'un matériel dit de seconde main, déjà construit mais non encore en service opérationnel dans des flottes aériennes.

En effet, le Mirage-50 chilien est à l'origine un Mirage-5 transformé, commandé par Israël mais placé, à l'époque, sous embargo par la France. Les exemplaires de ce Mirage-5 initialement destinés à l'aviation israélienne ont été rachetés par la France et certains, modifiés, sont entrés en escadre de la force aérienne tactique, à Colmar, sous la dénomination de Mirage-5 F.

D'autres exemplaires de ce même Mirage-5 précédemment conçu pour les besoins d'Israël ont été livrés au Chili, où ils ont bénéficié d'un entraînement minime en attendant un éventuel

acquéreur. Placés sous un emballage hermétique de protection, appelés « cocoon » par les spécialistes, ces Mirage n'ont subi aucune dégradation, et leur vieillissement a même été interrompu de la sorte.

Sur la demande du Chili, seize exemplaires de ce modèle Mirage-5 ont été repris par les constructeurs français pour subir d'importantes modifications, notamment pour ce qui concerne la propulsion. Les Mirage chiliens seront, en particulier, dotés du réacteur Atar 9 K-50 de la SNECMA, qui est, à l'origine, le moteur de la nouvelle version Mirage F-1 de défense aérienne et d'interception.

D'où le nouveau nom de ce Mirage, le Mirage-6, qui présente l'avantage, par rapport aux avions Mirage III avec lesquels il a de nombreuses similitudes extérieures, d'avoir des performances supérieures et un équipement radar plus complet.

Les Chiliens ont l'intention de l'utiliser comme appareil multi-missions, grâce à ses accélérations meilleures, un plus grand rayon d'action et un atterrissage ou un décollage plus courts. Il emporte les mêmes armes (roquettes, canons, bombes ou missiles) que le Mirage III.

70 000 KILOMÈTRES PAR JOUR

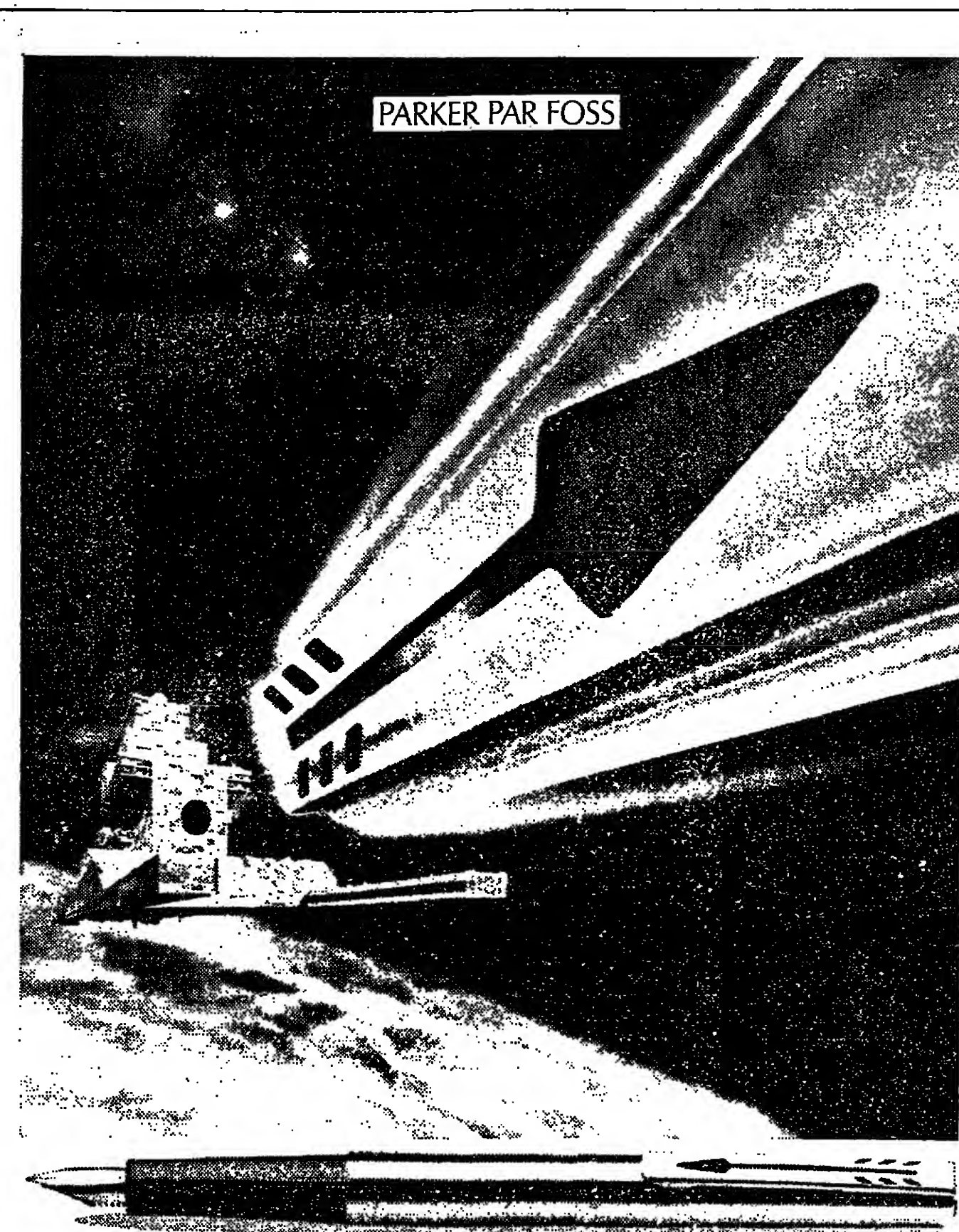
Commandé par le général de division aérienne Flachard, le TAM réunit 4 500 personnes, dont 1 450 navigants (pilotes, mécaniciens d'équipage et navigateurs) et 1 800 mécaniciens au sol répartis sur deux bases en France et sept outre-mer.

En France, les principales bases sont celles d'Orléans (trois escadrons de Transall), d'Evreux, de Villers-Villacoublay (long-courriers quadricoptères DC-8) et de Toulouse-Francazal.

Les principaux modèles d'avions en ligne sont : 85 bimoteurs Noratlas, 41 bimoteurs Transall, 5 moyen-courriers Caravelle, 5 long-courriers DC-8.

21 bimoteurs Nord-262 et 7 bimoteurs de liaison Mystère-26. Le TAM devrait recevoir, à la fin de l'année, un tritricoteur de liaison intercontinentale Mystère-50 pour les déplacements du chef de l'Etat et, après 1982, de nouveaux Transall améliorés (25 à 28 avions).

Chaque jour, en moyenne, les appareils du TAM parcourent l'équivalent de 70 000 kilomètres et transportent 1 500 passagers et 60 tonnes de fret. Ils larguent aussi quotidiennement, pour des besoins d'instruction des troupes aéroportées, en moyenne, 1 000 parachutistes et 10 tonnes de fret.



SIGNEZ PARKER!

Nouveau Mivv, Acier Massif Satiné. Se fait en plume, bille ou feutre.

PARKER

SCIENCES

Premiers essais d'une machine à fusion nucléaire soviétique

Les Soviétiques achèvent actuellement à l'Institut Kourchatov de Moscou la construction d'une nouvelle installation destinée à l'étude de la fusion thermonucléaire contrôlée. Les essais des premiers éléments de cette machine à faisceaux d'électrons, baptisée Angara-5, ont eu lieu le 30 septembre dernier.

Avec cette installation, les physiciens de l'Institut Kourchatov espèrent démontrer que la fusion thermonucléaire contrôlée est possible — ce qui revient à pourchasser le « Graal » des bombes « H » — mais, surtout, que les réactions nucléaires engendrées produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment, faute de quoi la fusion perdrait tout intérêt économique. Si Angara-5 confirme les espoirs placés en elle, elle devrait donc être, selon les Soviétiques, l'une des dernières étapes avant la construction d'un réacteur expérimental de démonstration.

Dans cette compétition que se livrent les Américains, les Soviétiques, les Japonais et les Européens pour la domestication de l'énergie « H », trois voies sont possibles. La première, connue sous le nom de confinement magnétique, consiste à schématisiquement, à contenir, chauffer et comprimer pendant un temps suffisamment long un nuage de plasma (gaz ionisé) jusqu'à des températures de l'ordre de 100 millions de degrés et des densités telles que les noyaux

légers de gaz qui le composent (deutérium et tritium) fusionnent entre eux pour donner des éléments plus lourds (1). Le JET, la machine que les Européens construisent à Culham (Grande-Bretagne) fonctionnera selon ce principe.

Les seconde et troisième voies appartiennent à la technique du « confinement inertiel ». Dans ces systèmes, les physiciens font appel soit à des faisceaux lasers, soit à des faisceaux d'électrons dont l'énergie est concentrée sur de minuscules billes de verre remplies de deutérium pour provoquer les réactions de fusion.

Le nouvel appareil des Soviétiques fonctionne selon ce principe. Il sera constitué de quatre-vingt-huit faisceaux d'électrons convergent sur les « pastilles » de deutérium à faire fusionner. Une installation semblable est en cours de réalisation aux Etats-Unis, dans les laboratoires Sandia d'Albuquerque (Nouveau-Mexique). Pour le moment, l'installation soviétique ne dispose encore que d'un faisceau d'électrons dont les performances vont être prochainement mesurées. Si tout se passe bien, les Soviétiques espèrent, comme l'a indiqué le professeur Leonid Roukavkov, qu'ils réaliseront au cours des cinq prochaines années une réaction thermonucléaire contrôlée avec Angara-5. — J.-P. A.

(1) Dans le domaine du chauffage, l'équipe française de Fontenay-aux-Roses a récemment montré qu'une nouvelle technique, le chauffage par hyperfréquences, est au moins aussi efficace que le chauffage par injection d'atomes neutres dans le plasma.

CRÉATION D'UN COMITÉ POUR L'INFORMATION SUR LES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

Un comité pour l'information sur les manipulations génétiques (1) vient de se créer à Paris sous l'impulsion de quelques biologistes et enseignants. Il a tenu, lundi 22 octobre, au Musée d'histoire naturelle, son premier colloque sur ce sujet en s'efforçant, selon les organisateurs, de ne pas céder « au vertige des biologistes » et d'éviter « la fascination qu'exercent les manipulations génétiques ».

Ce comité espérait ainsi attirer l'attention du public à la fois sur les risques que présente la « technologie des recombinaisons génétiques in vitro » mais aussi sur le trop grand laxisme qui, selon eux, prévaut à la définition des règles de sécurité dans ce domaine. Le public, en dépit d'un effort de vulgarisation pour débarrasser les exposés « du jargon de la génétique moléculaire » n'était pas vraiment au rendez-vous.

(1) Secrétaire : Jean Dautsch, U.E.R. de génétique de l'université de Paris-VI, 4, place Jussieu, 75005 Paris.

AÉRONAUTIQUE

EASTERN AIRLINES COMMANDE FERME DEUX NOUVEAUX AIRBUS

La compagnie américaine Eastern Airlines a décidé d'acheter deux Airbus A-300 supplémentaires, portant à trente-quatre le nombre de ses commandes et de ses options auprès du consortium européen Airbus Industrie. Ces deux appareils seront exploités par Eastern Airlines, seule compagnie américaine cliente de l'Airbus, sur la navette entre New-York et Boston. Ils transporteront deux cent quatre-vingts passagers.

Les commandes d'Eastern Airlines auprès d'Airbus Industrie s'élèvent donc à vingt-cinq commandes fermes et neuf options. La compagnie américaine a, en outre, signé une lettre d'intention pour l'achat de vingt-cinq Airbus A-310 (version raccourcie de l'A-300). Eastern exploite actuellement huit Airbus : trois lui seront livrés en novembre, un en décembre, et les deux dernières commandes seront effectives en janvier 1980.

Eastern Airlines devient ainsi la première compagnie à avoir commandé ferme autant d'Airbus dans sa version A-300.

PROSP
Ag
UO



"L'AGENDA PLANNING"

2^e GENERATION : PRENOTE, format DIN A4

- 1 - DOMINANTE : le fait marquant de votre semaine
- 2 - VOTRE PLAN JOURNALIER : de 7 heures à 21 heures
- 3 - DE L'ORDRE ET DE LA MANÈGE : plus d'oubli possible, plus d'écriture, voir, faire, etc.
- 4 - PAS DE PERTE DE TEMPS : plus de pages multiples à tout
- 5 - D'UN SEUL COUP D'ŒIL : les numéros de semaines sur et le mois suivant
- 6 - OUVERTURE AUTOMATIQUE : sur la semaine en cours
- 7 - CASES DE NOTES JOURNALIÈRES : vos obligations journalières

D'UN SEUL COUP D'ŒIL, VOTRE SEMAINE ORGANISÉE

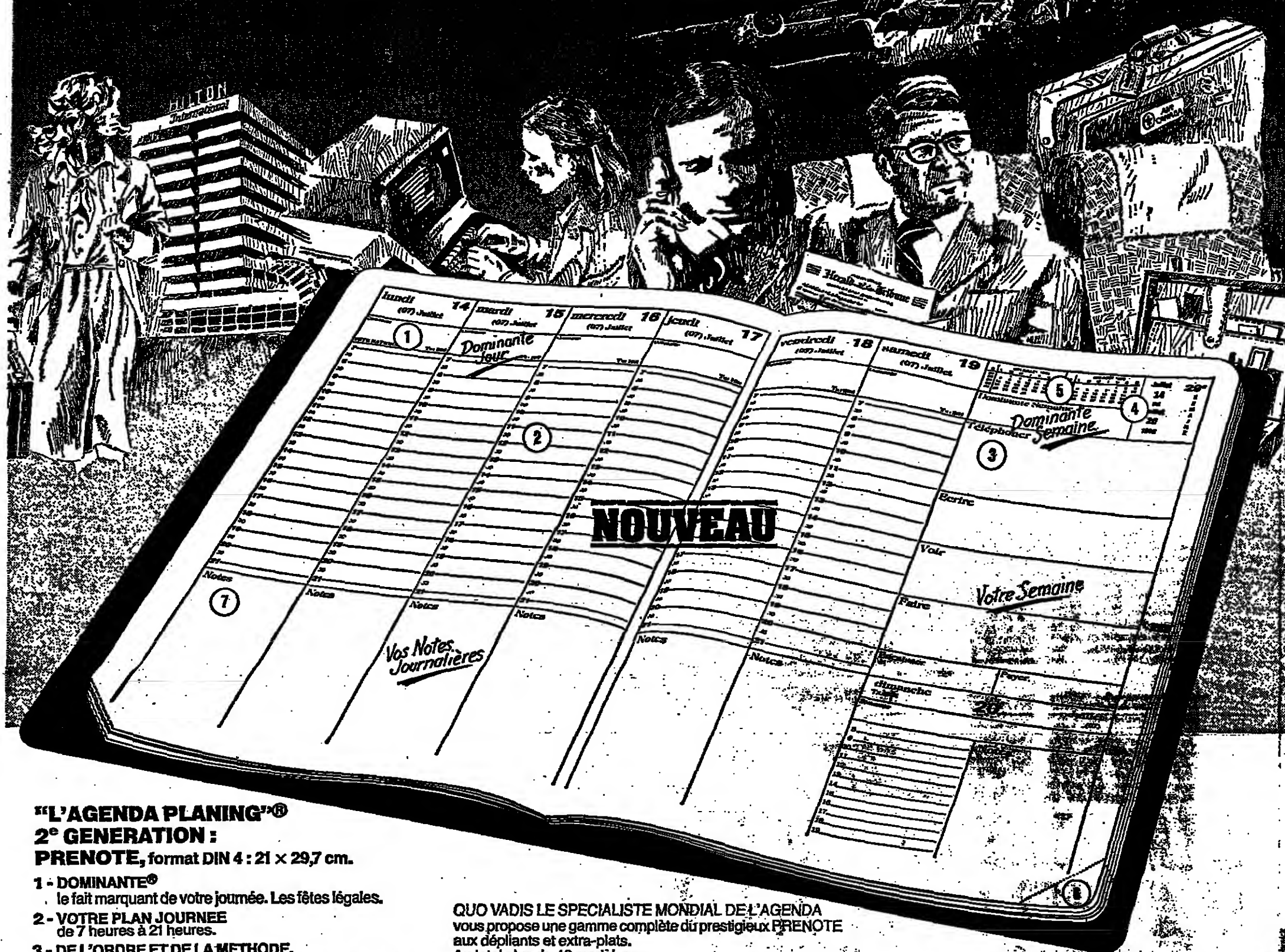
Présidents, Directeurs, Managers, Professions Libérales, tous ont besoin d'aide. QUO VADIS ? PRENOTE 2^e GENERATION vous guide systématiquement à travers vos obligations journalières et ainsi incertitudes et stress.

"L'AGENDA PLANNING"

- planifie les occupations de la semaine
- déclenche la mémoire à court terme
- économise le temps
- "COMPUTE" les idées
- grave les éléments de la semaine
- établit les priorités de la semaine

تكملة من الأصل

PROSPECTIVE, REUSSITE, avec "l'Agenda Planing"[®] QUO VADIS 1980



"L'AGENDA PLANING"[®] 2^e GENERATION : PRENOTE, format DIN 4 : 21 x 29,7 cm.

- 1 - **DOMINANTE**
le fait marquant de votre journée. Les fêtes légales.
- 2 - **VOTRE PLAN JOURNEE**
de 7 heures à 21 heures.
- 3 - **DE L'ORDRE ET DE LA METHODE**
plus d'oubli possible avec nos cases spéciales, téléphoner, écrire, voir, faire, etc.
- 4 - **PAS DE PERTE DE TEMPS**
plus de pages multiples à tourner.
- 5 - **D'UN SEUL COUP D'OEIL**
les numéros de semaines sur le mois en cours et le mois suivant.
- 6 - **OUVERTURE AUTOMATIQUE**
sur la semaine en cours.
- 7 - **CASES DE NOTES JOURNALIERES**
vos obligations journalières. Vos résumés.

D'UN SEUL COUP D'OEIL VOTRE SEMAINE ORGANISEE.

Présidents, Directeurs, Managers, Exécutifs, Professions Libérales, sont sous constante pression. Quelle que soit leur compétence ils ont besoin d'aide. QUO VADIS et son nouvel agenda PRENOTE 2^e GENERATION fournit cette aide. Il vous guide systématiquement, heure après heure, éliminant ainsi incertitudes et confusions.

"L'AGENDA PLANING"[®] QUO VADIS.

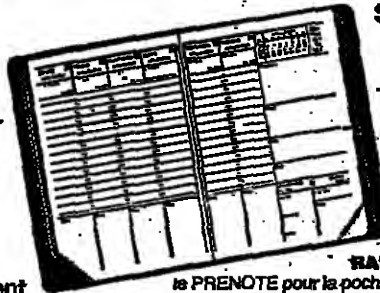
- planifie les occupations du jour et de la semaine,
- déclenche la mémoire pour les rendez-vous et les dates limités,
- économise le temps, élimine les conflits d'horaires,
- "COMPUTE" les idées importantes,
- grave les éléments clés et les détails chronologiquement,
- établit les priorités d'actions ou d'attentions.

QUO VADIS LE SPECIALISTE MONDIAL DE L'AGENDA vous propose une gamme complète du prestigieux PRENOTE aux dépliantes et extra-plats. Au total plus de 40 modèles. Choisissez celui qui correspond à vos besoins.

QUO VADIS EST EDITE EN 7 LANGUES ET DISTRIBUE DANS 40 PAYS.

LES "AGENDAS PLANING"[®] QUO VADIS SONT DISPONIBLES

- avec ou sans répertoire indexé amovible
- avec ou sans tranches dorées
- à la feuille d'or véritable
- avec ou sans cartes géographiques couleurs (pour les poches)
- avec ou sans crayon (modèle de poche).

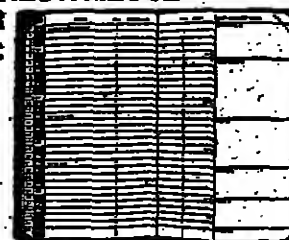


le PRENOTE pour la poche
format Européen DIN 6 : 10 x 15 cm

LA GAMME PRESTIGIEUSE

DU CUIR
VERITABLE :

couverture standard en plastique, mais également, au choix : skaï, polypel, dîplex et la gamme prestigieuse en cuir véritable, pleine peau 1^{er} choix : madras-porc, maroquin, box, porc, lézard, crocodile, avec ou sans coins métalliques dorés.



FLAT EXTRA-PLAT
1 mois système "Planing" sur 2 pages
format : 9,5 x 15 cm

DEMANDEZ LE CATALOGUE 24 PAGES COULEURS
DE NOS PRODUCTIONS.

5 formats de poche	5 formats de bureau
Carla 8 x 10 cm	Exécutif 16 x 18 cm
Estéling 9 x 11 cm	Ministre 15 x 25 cm
Randonnée 9 x 13 cm	Président 21 x 27 cm
Affaires 10 x 15 cm	Direction 24 x 24 cm
2 ^e génération	
RAF 10 x 15 cm	Prénote 21 x 29,7 cm
30 modèles différents encore, dont les extra-plats	

ON TROUVE LES AGENDAS QUO VADIS DANS LES
PAPETERIES-LIBRAIRIES MODERNES AGREEES ET LES
GRANDS MAGASINS A DEPARTEMENTS QUALIFIES.

quo vadis

EDITIONS QUO VADIS
20-26, rue Calserrie - 13235 MARSEILLE CEDEX 1
Tél. (91) 91.21.90/91.21.24 - Télex 440.177 QUOVAD MARSL
Dépôt à Paris : tél. 636.44.72.

QUO VADIS SUISSE : J. MUELETHALER
5, rue du Simplon. Case postale 138
1211 GENEVE 6 - Tél. 22/36.44.52.

QUO VADIS BENELUX
35, square Marguerite Boite 48
1040 BRUXELLES - Tél. 02/736.76.01.

"L'AGENDA PLANING"[®] QUO VADIS PLANIFIE VOTRE TRAVAIL, VOUS FAIT GAGNER DU TEMPS, DE L'ARGENT, DES LOISIRS

Marques, plans, modèles, Copyright 1981 (Regist. n° 20681) by Editions QUO VADIS tous pays - Marseille

SPORTS

HANDBALL

Les joueurs de l'APAS devront se soumettre aux dirigeants

Convoquée pour décider de l'avenir de l'Association plein air et sports (APAS), l'assemblée générale du club de handball a été à la fin de la semaine dernière, par 133 suffrages

En 1964, la branche « œuvres sociales » de l'Association paritaire d'action sociale (APAS) du bâtiment et des travaux publics pour la région parisienne décide de créer un club omnisports, sous le nom d'Association plein air et sports.

Sous l'impulsion de M. Jean Labrosse, un ancien joueur du Paris Université Club, et de l'équipe de France, l'APAS va rapidement gravir tous les échelons et se retrouver parmi l'élite du handball français. L'APAS, bâtiment et travaux publics fournit les locaux d'entraînement et finance le club sportif (près de la moitié du budget est aujourd'hui consacrée à la section de handball). Apparemment, tout va pour le mieux. Les choses vont même tellement bien que, dans l'euphorie, on a négligé, depuis

1972, de convoquer une assemblée générale annuelle. Les joueurs sauront s'en souvenir en temps utile. Mais, bien avant ces événements, Jean Labrosse décide de prendre du recul et de laisser la responsabilité de l'entraînement à Sauveur Lombardo.

Après une période difficile, ce jeune entraîneur obtient avec son équipe des résultats satisfaisants : l'APAS est championne de France de deuxième division en 1977-1978, puis, l'année suivante, à l'échelon supérieur, finit sixième de son groupe. Dans le même temps, Lombardo, homme de dialogue, prône la participation et prend beaucoup d'ascendant sur ses joueurs.

Succédant de ne pas laisser le pouvoir lui échapper totalement, l'APAS, « œuvre sociale », décide alors le retour au poste de direc-

teur technique de Jean Labrosse, promu entre-temps professeur à l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique), chargé de la formation des cadres. Mais, entre les deux professeurs d'éducation physique, le courant ne passe plus. Tout est prétexte à contestation et à polémique.

Bref, la machine va dérailler lorsque M. Gérard Dumand, le directeur de l'APAS « œuvre sociale », signifiera, le 12 juin 1979, leur licenciement à Sauveur Lombardo et à Joseph Castejon, le manager de l'équipe. Les joueurs font alors corps avec leur encadrement et refusent de se placer sous l'autorité de Jean Labrosse. En représailles, la direction du club n'adresse pas à la Fédération française de handball leurs demandes de licences.

Dés lors, par l'intermédiaire de leur avocat, les deux parties vont se livrer un combat juridique. Un administrateur judiciaire, M. Scomama, est désigné. Pour l'ouverture du championnat de France, le 6 octobre, au gymnase Jean-Barrault, à Paris, deux équipes de l'APAS se présentent devant le FHO. Celle de Jean Labrosse, composée de juniors, et celle de Sauveur Lombardo.

On en arrive à cette assemblée du 18 octobre où les orateurs des deux camps, pendant près de trois heures, vont rappeler leur attachement à la vie associative. Mais on touchera enfin au vif du problème lorsque, unanimement, les joueurs souhaitent décider librement de leur destinée. Cette prétention est jugée inacceptable par leurs adversaires majoritaires, qui affirment ne pas être disposés à laisser une vingtaine de joueurs de handball dicter leur loi à dix sections sportives de l'APAS.

« Nous avons fait un pari démocratique », dit M. Patrick Haure, l'avocat des joueurs. « Il fallait faire comprendre à l'ensemble des sportifs français que leur gestion leur appartient ».

Mais, dans l'état de l'organisation des clubs omnisports, ce pari ne pouvait être gagné. Les dés étaient pipés. Il n'en reste pas moins que, malgré une certaine maladresse, Sauveur Lombardo et les joueurs ont soulevé une question importante : peut-on se passer de l'avis de joueurs responsables au moment de la désignation de leur entraîneur ?

JEAN-MARIE SAFRA.

LES DÉPUTÉS NÉERLANDAIS S'OPPOSENT À LA PARTICIPATION DE SUD-AFRICAINS AUX JEUX POUR HANDICAPÉS DE ARNHEM

La Haye (A.F.P.). — La Chambre des députés néerlandaise a voté récemment contre la participation de sportifs sud-africains aux Jeux olympiques pour handicapés, qui seront organisés à Arnhem (Pays-Bas) l'an prochain.

La plupart des députés du parti chrétien démocrate (gouvernement) se sont associés à l'opposition de gauche pour inviter le gouvernement à refuser son soutien matériel à la participation sud-africaine à ces jeux.

Il y a deux semaines, dans un message à la Chambre, le ministre des affaires étrangères, M. Chris Van der Klaauw, avait déclaré, avec l'assentiment de tout le gouvernement, qu'il n'y avait pas lieu de s'opposer à cette participation, parce que l'équipe sud-africaine serait « multiraciale ». La Chambre des députés ne s'est pas satisfaite de cette explication.

UNE MISSION PARLEMENTAIRE FRANÇAISE SE RENDRA EN AFRIQUE DU SUD

Le groupe parlementaire français pour le sport, que préside M. Bernard Maréchal, député des Pyrénées-Atlantiques (R.P.R.), a décidé d'envoyer une mission d'information en Afrique du Sud.

Cette décision fait suite à une proposition de M. Albert Pez, député du Nord (P.O.), estimant qu'un tel voyage (de la commission) ne saurait être qu'un moyen de cautionner la politique raciste dans ce pays et de tenter de remettre en cause des décisions conformes à l'esprit olympique.

LE MONDE
mei chaque jour à la disposition
des lecteurs pour les questions
d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez.

AUTOMOBILISME

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PROMOTION

Une étape

De notre envoyé spécial

Nogaro (Gers). — Il s'appelle Eric Houdelet. Depuis dimanche 21 octobre, à Nogaro, il est champion de France des Coupes Renault-5, l'une des plus importantes compétitions nationales de promotion. Houdelet, comme beaucoup d'autres avant lui, a décidé de faire du sport automobile son métier. Ou du moins d'essayer. De suivre, par exemple, la même filière que six des sept pilotes français qui participent aujourd'hui aux courses de formule 1. Comme Laffite, Pironi, Tambay, Jabouille, Arnoux et Jarier, qui sont tous passés, à un moment ou à un autre, par ce genre d'épreuves. R-5, R-12, R-5 ou monoplace. En Afrique du Sud, c'est même ainsi que le champion du monde de formule 1, Jody Scheckter, est venu à la compétition. Par des courses disputées en R-5.

Eric Houdelet a vingt-sept ans. Il reconnaît lui-même qu'il est un peu vieux pour entrer dans la carrière. S'il n'a pas pris plus jeune à ces compétitions de promotion, c'est qu'il lui a fallu attendre de disposer des moyens financiers indispensables pour risquer sa chance. Car la course, même à ce niveau, même pour un débutant, coûte cher. Et Eric Houdelet ne voulait pas manquer son coup. Alors, il a travaillé pour amasser un peu d'argent et a vendu des voitures à Rennes, à La Baule, à Tarbes. En 1977, enfin, il dispose de 35 000 francs. Une saison de Coupe R-5, de 10 000 à 80 000 francs, mais il se dit que, avec les primes et en comptant au plus juste, il devrait pouvoir joindre les deux bouts. Il achète alors une R-5, et il doit d'ailleurs être bien le seul, en Coupe, à l'avoir conservée aussi longtemps. Dimanche, à Nogaro, c'est avec cette voiture « vieille » de trois ans qu'Houdelet a gagné sa dernière course de l'année. Elle ne sera complètement sa propriété que dans trois mois, la dernière traite payée.

La Coupe, c'est treize courses par an, soit de quarante à cinquante jours passés loin de chez soi et autant d'acrobaties à effectuer lorsqu'on a un job. Tous les pilotes ne sont pas compréhensifs. Houdelet en sait quelque chose. En 1978, il a cessé de vendre des voitures pour se consacrer à la course automobile. C'est le temps des vaches maigres. Il se classe bien troisième de la Coupe,

gagne en prix une Renault 14 TS, mais il boucle tout juste son budget avec la revente immédiate de la voiture. Pour courir, cette année, il doit reprendre un emploi à La Baule, dans l'immobilier. Et même demander un découvert bancaire régulier.

Le seul regret qu'il a, il en fait presque un complexe, c'est de ne pas avoir touché la victoire à la réussite. Son ambition ? Vivre complètement de la course, bien sûr. Le tout est de savoir pour y parvenir, s'il fera le bon choix le moment venu et si la chance aussi sera au rendez-vous. Il considère qu'aujourd'hui il est beaucoup plus difficile de penser que par le passé. Tout simplement parce que, au lieu de cent candidats champions par an, il y en a désormais mille. Et que, avec la crise, les pilotes reçoivent moins d'aides qu'avant. Qu'ils ne sont plus pris en charge comme l'ont été Tambay, Pironi ou Prost.

Se victoire dans la Coupe R-5 lui a valu de gagner une monoplace de formule Renault R-5, formule Renault, c'est la route par laquelle passe éventuellement le succès. Après il y a la formule 2 et la formule 1. Eric Houdelet y pense-t-il vraiment ? A coup sûr, même s'il ne veut pas en convenir pour éviter d'être jugé prétentieux. La plupart des apprentis pilotes, dans toutes les formules de promotion, s'imaginent tout un jour au volant d'une Ferrari, d'une Williams, d'une Ligier, d'une Renault. C'est bien normal. Seuls les hypocrites jureront le contraire. Avant d'en arriver peut-être là, Eric Houdelet devra financer sa saison de formule Renault en 1980. Savoir se vendre, trouver des commanditaires. Il lui faut, pour être compétitif, réunir 250 000 francs.

Il dit les choses calmement, avec beaucoup de lucidité. Le plus dur est encore à faire. Au premier abord, personne ne pourrait penser qu'il est pilote de course. Dans une discipline où la taille jockey est de rigueur, Eric Houdelet mesure 1,92 mètre. S'il accède un jour en formule 1, il sera à coup sûr le plus grand. Il ne lui restera qu'à devenir le meilleur. Houdelet a, en tout cas, l'avenir devant lui. Le voilà le pied à l'étrier.

FRANÇOIS JANIN.

TENNIS

Le revers du président

« Depuis un an et demi, M. Valéry Giscard d'Estaing a fait des progrès techniques certains en tennis. C'est son professeur, M. Jean-Claude Chailan, ancien président de la Fédération des professeurs de tennis, qui l'a confié à quelques journalistes à l'occasion d'un séjour en Martinique où il s'est rendu pour préparer l'organisation de stages de formation.

Quand la raison d'Etat le permet, le président de la République s'entraîne deux fois par semaine, depuis le printemps 1978, les mardis et vendredis matin sur les courts du Polo de Paris. Il arrive de l'Elysée en tenue : short ou pantalon selon le temps. Au total, quarante-cinq minutes d'échanges conclues par un match que « le président ne gagne jamais ». Pourtant son entraîneur est content de lui : « C'est un vieux joueur de tennis. Il a une bonne condition physique, mais il manque d'entraînement. Il a le coup d'œil, le sens du tennis, de bons réflexes et joue d'instinct, un

peu trop parfois, il a une bonne technique gestuelle, un bon service et un bon coup droit droit. Il pourrait obtenir un classement de troisième série. »

Ses défauts ? « M. Giscard d'Estaing a des problèmes en volée de revers un peu comme Noah », indique M. Chailan. « Il a une prise de coup droit très fermée et il n'a pas toujours le temps de le modifier, ce qui le gêne en volée de revers. Ce qu'il y a de moins bon chez lui, ajoute le professeur, c'est son jeu de jambes. Le président est grand et comme beaucoup de joueurs de sa taille, il fait de grands pas sur le court ; cela n'est pas très bon en tennis. »

M. Giscard d'Estaing préfère jouer sur terre battue : « Il joue au général au centre du court et monte souvent au filet. C'est un bon élève, impassible, d'une correction parfaite. »

M. Chailan est aussi le professeur de M. Jean-Pierre Solson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs. — A. R.

COMMENT POUVONS-NOUS LUI DEMANDER D'APPRENDRE ALORS QUE NOUS NE LUI AVONS PAS APPRIS A ECOUTER ?

Bizarre.
Nous enseignons à nos enfants la lecture, l'écriture, et le calcul, mais pas le meilleur moyen de les assimiler.
L'écoute.
L'éducation de l'écoute de l'enfant se résume habituellement à des injonctions du style : "Fais attention !" "Ouvre tes oreilles !" "Ecoute !"



Or, l'écoute s'apprend.
C'est une technique complexe et difficile. Et comme toute technique, elle exige un apprentissage. Et une pratique.
Dans les quelques écoles qui ont adopté des cours d'écoute, les élèves ont quasiment doublé en peu de mois leurs capacités d'attention et de compréhension.
Chez Sperry, nous sommes concernés par les problèmes d'écoute. En tant que parents. Et en tant qu'hommes d'affaires.
Les études montrent que, privés d'un enseignement adéquat de l'écoute, les enfants devenus adultes ne dépasseront jamais un taux d'attention efficace de 25%.
Et pour une Société Internationale qui emploie plus de 88.000 personnes c'est un pourcentage tout simplement insuffisant. Voilà pourquoi nous avons nous-mêmes pris en charge l'éducation de l'écoute.
Nous avons donc mis au point des programmes complets pour tout le personnel de Sperry dans le monde, commerciaux, ingénieurs et jusqu'au Président.
Ces programmes nous permettent de mieux nous écouter les uns les autres.
Et lorsque vous traiterez avec Sperry Univac, ou toute autre division, vous vous apercevrez qu'ils nous permettent aussi de mieux vous écouter.

SPERRY

Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend : les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

Restez votre propre esprit.
Ecrivez à Sperry, Dept MD 2170, 98 Avenue de la République 92400 Courcouronnes, pour recevoir notre "test d'écoute" qui vous distraira et vous surprendra.

RENCONTRES

Un

A l'approche de l'automne, l'actualité internationale est marquée par une série de rencontres et de révolutions. Les événements se succèdent à un rythme effréné, et les frontières se brouillent. On se demande si le monde va vers une plus grande unité ou si, au contraire, il se divise de plus en plus.

La francophonie, c'est une réalité. Elle est partout, dans les langues, dans les cultures, dans les idées. Elle est le lien qui unit les peuples de langue française, et elle est le moteur de leur développement. Mais elle est aussi une source de tensions, car elle est souvent utilisée pour justifier des interventions militaires ou des ingérences dans les affaires internes d'autres pays.

UNE SE

cinéma

LE MALIN DE JOHN HUSTON

Adaptation du premier roman de Flannery O'Connor, ce film de John Huston est une œuvre d'art. Il raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre la corruption et la violence dans un monde où tout est permis.

LA CROISADE MAUDITE ET SANS ANESTHÉSIE D'ANDRZEJ WAJDA

Un film inédit et étonnant, tourné en 1967, sur l'histoire d'un homme qui se bat contre la corruption et la violence dans un monde où tout est permis.

WINIFRED WAGNER DE HANS JURGEN

Deux heures d'entretien avec la belle-fille de Wagner, c'est un film qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre la corruption et la violence dans un monde où tout est permis.

COURAGE FUYONS D'YVES ROBERT

Ou côté de Jules, c'est un film qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre la corruption et la violence dans un monde où tout est permis.

Horace, de Jeremy, c'est un film qui raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre la corruption et la violence dans un monde où tout est permis.

مكتبة الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

RENCONTRES FRANCOPHONES

Un impérialisme peut en cacher un autre

L'A francophonie, instrument de lutte contre le « géant impérialiste américain » ? Ou une « bonne affaire » ? Lancée dans les années 60 par le président sénégalais Léopold Sédar Senghor, bientôt reprise par le président Bourguiba, puis par plusieurs hommes d'Etat africains, cette idée d'une coopération privilégiée des pays francophones souvent qualifiée de chimère (le « machin francophone » disait-on en haut lieu à Paris), violemment combattue dans des pays comme l'Algérie ou la Guinée qui lui trouvaient des relents de colonialisme, cette idée donc, nouvelle puisqu'il s'agissait d'établir des solidarités dans le monde à partir de la langue, a fait son chemin dans l'équivoque. Elle est, dirons-nous, un besoin contesté et contestable.

La francophonie, c'est peut-être un humanisme, cette sorte de néosphère entourant la Terre, nécessaire au monde à l'heure atomique et des haïnes, comme le définissait le président du Sénégal à Tunis en 1966, c'est aussi très certainement un « lobby » (pardon pour le mot !), c'est tout et rien, le grand flou qui cache des idées généreuses et des arrière-pensées suspectes, c'est l'ambiguïté espagnole où l'on retrouve les Québécois autonomistes, des Antillais qui ne parlent plus créole, des Wallons d'extrême droite et d'extrême gauche, des intellectuels du tiers-monde déchirés entre deux cultures, des Français néo-colonialistes espérant retrouver à une occasion d'asseoir l'influence de la France, des dirigeants africains cherchant un cadre international pour leur politique de prestige, des politiciens, des hommes d'affaires, des académiciens, des instituteurs, des artistes... tout !

Le colloque international sur la chanson de langue française qui s'est tenu les 1^{er} et 2 octobre à la Maison de la Francité à Bruxelles, comme le Festival international de la francophonie de Nice (5-10 octobre) ont permis de vérifier une fois de plus l'extrême ambiguïté de ce projet cher à Senghor et beaucoup d'autres, d'un projet de plus en plus cher à la France au fur et à mesure que celle-ci prend

conscience du recul de la langue française sur la scène internationale.

Peu d'affrontements. Tout fut courtisé. Le ton s'éleva une ou deux fois, pas plus, quand il s'agit de savoir si c'était bien la situation de monopole d'Etat sur la radio et la télévision (et à cause de « la bande des quatre » comme l'avait écrit Henry Chapier dans le Monde daté 26-27 août) qui était responsable de la crise de la chanson française et de l'industrie phonographique. Une quarantaine de « spécialistes » avaient été invités au colloque de Bruxelles.

En dépit de différences d'appréciation notables (une controverse légère s'éleva également quand il fut question d'évoquer les responsabilités de l'industrie du disque dans la crise), tout le monde sembla convaincu du danger représenté

par l'invasion de l'industrie américaine et de la nécessité de faire un minimum de compromis pour aboutir à des propositions d'actions.

Dans le texte final, d'où fut éliminée une idée importante, celle du respect et du soutien des langues locales et régionales, on peut lire quelques remarques très intéressantes.

Attaché au principe de « la libre circulation à l'échelle mondiale des œuvres des créateurs et des interprètes », le texte stipule qu'il soit mis fin à toutes les mesures protectionnistes (comme il en existe aux Etats-Unis par exemple) et au cas où ces entraves ne seraient pas supprimées — mais dans ce cas seulement — demande aux pouvoirs publics de prévoir des mesures de réciprocité. Côté radio, il propose la création de comités de contrôle, un cahier

des charges pour que le public connaisse enfin toutes les formes d'expression musicale de la communauté francophone.

Cette prise de conscience des « menaces graves qui pèsent sur la diffusion et, à terme, sur la création des diverses formes d'expression musicale », pour reprendre le texte, ne peut bien évidemment se faire que si les musiciens francophones peuvent se faire entendre. On aurait pu les découvrir au cours d'une des manifestations comme le premier festival international de la francophonie, qui s'est déroulé quelques jours plus tard à Nice, si celui-ci n'avait été à ce point le lieu des rendez-vous manqués.

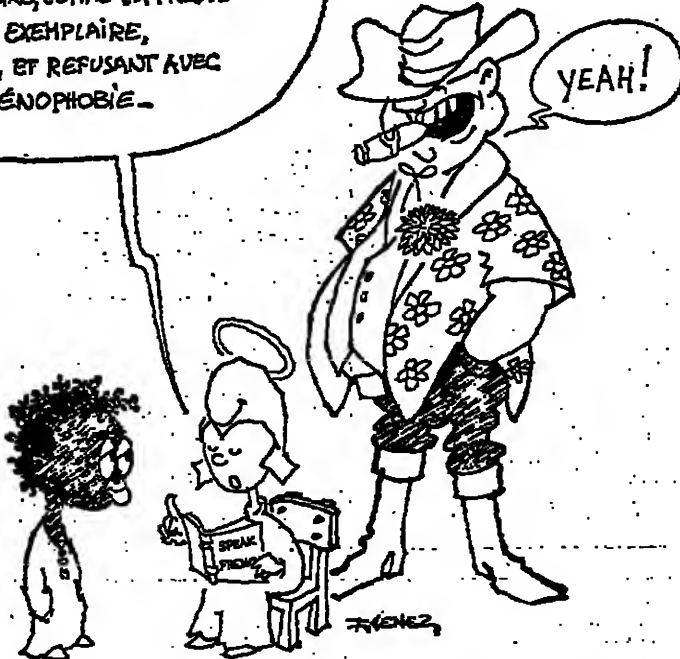
Organisée par le comité des fêtes de Nice avec l'assistance de l'Agence de coopération culturelle et technique, cette manifestation ambuleuse (près de trois cents artistes venus d'une

trintaine de pays ont présenté pendant quinze jours dans cinq sections une centaine de romans et œuvres poétiques, plus de quarante films, une vingtaine de documents télévisés, huit pièces de théâtre, près de trente spectacles de musique et chansons) cette manifestation, qui se voulait « apolitique », dans une municipalité que l'on dit parfois d'extrême droite, a accumulé les contradictions, les incidents, les bavures.

Est-ce parce qu'il était trop politique (l'article 6 du règlement prévoyait que le festival se donnait le droit de refuser tout texte jugé « subversif ») que l'un des meilleurs films « West Indies » de Med Hondo a été montré hors concours ? On a parlé d'œuvres « pré-sélectionnées » pour des trophées, il y eut beaucoup de représentations reportées à la dernière minute, des projections à la qualité incertaine, toute cette confusion, qui trahit le mépris, permettait de s'interroger sur le but poursuivi. Pourquoi la francophonie à Nice ? La francophonie est une idée qui court en l'air, on l'a saisie au vol, a répondu M. Jean-Paul Claustrès, directeur du comité des fêtes. Pourquoi octobre ? Parce que c'est un bon moment pour Nice, en octobre les hôtels sont vides. C'est dire la crémence que la francophonie est un « fromage ». Les artistes qui sont venus de loin (à leurs propres frais ou à ceux de leurs gouvernements) pour rencontrer un public, ont rempli les hôtels, ils n'ont rencontré presque personne. Le festival qui répondait visiblement à une attente très forte des Africains (ils ont parlé de la difficulté pour eux de se faire éditer, enregistrer en France) n'a été qu'une suite de déceptions. « Le dialogue du donner-recevoir n'est pas toujours ce qu'il devrait être », a dit quelqu'un au cours d'un débat sur la langue française et la francophonie. La formule qui pourrait être appliquée au festival, veut peut-être dire aussi que la francophonie n'est encore, pour l'instant, pour la France, qu'une politique à sens unique.

CATHERINE HUMBLLOT.

L'INCORSION D'UNE LANGUE ÉTRANGÈRE DANS L'ESPACE CULTUREL QUI EST LE TIEN, NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UNE AGRESSION IMPÉRIALISTE, MAIS AU CONTRAIRE, COMME LA PREUVE D'UNE VIVACITÉ EXEMPLAIRE, S'AVANT GARDE, ET REFUSANT AVEC PANACHE LA XÉNOPHOBIE...



Les hommes et les pierres

Avant de recevoir d'André Malraux leurs lettres de noblesse grâce à la création d'un ministère à part entière, les affaires culturelles relevaient d'un secrétariat aux Beaux-Arts, dont on parle aujourd'hui avec le sourire, pour souligner que les temps ont bien changé depuis vingt ans.

Ces vingt années de politique culturelle sous la V^e République, un document du service des études et de la recherche du ministère de la Culture et de la Communication les rappelle fort opportunément à la veille du débat parlementaire, vendredi 25 octobre, sur le budget présenté par M. Jean-Philippe Lecaat.

De ce survol illustré de savants graphiques se dégage une idée forte. Avant Malraux, l'Etat édificait ou entretenait des bâtiments, bref, gérait un patrimoine. C'était l'aide à la pierre. La V^e République venue, sans cesser de construire, on a compris qu'il fallait faire vivre ces lieux. Ainsi vit-on s'accroître régulièrement (en francs constants) les crédits de fonctionnement et d'entretien, malgré quelques grandes opérations, les crédits d'équipement. Ce fut l'aide aux hommes.

Or la tendance semble désormais inversée, et le projet de budget de M. Lecaat confirme plus nettement encore ce renversement. Au cours des dernières années, la définition d'un programme d'action prioritaire pour les monuments historiques puis le vote d'une loi de programme sur les musées ont amorcé le mouvement. Le budget 1980, en hausse de 11,95 % sur celui de 1979, accentue l'effort, puisque les autorisations de programme s'élèvent de 36,63 % (même si les crédits de paiement ne progressent que de 10,8 %). En revanche, les dépenses dites « ordinaires », à la seule exception — notable — de l'enseignement musical — augmentent que 12,56 %.

Les collectivités locales auront donc, dans les budgets culturels, en ce début de 1980, un rôle de plus en plus important.

UNE SELECTION

cinéma

LE MALIN DE JOHN HUSTON
Adaptation du premier livre de Flannery O'Connor, Wise Blood. Tableau impitoyable de la faune burlesque des faux prophètes, où grouillent les escrocs et les fous.

LA CROISADE MAUDITE ET SANS ANESTHÉSIE D'ANDRÉZ/ WAJDA
Un film inédit étonnant, production anglaise tournée en Yougoslavie en 1967, sur l'homosexualité masculine, et une non moins étonnante description de l'agonie d'un citoyen.

WINIFRED WAGNER DE HANS JURGEN SYBERBERG
Deux heures d'entretien avec la belle-fille de Wagner, grande amie d'Hitler. Elle rend hommage au Führer, après trente ans de silence. Syberberg s'en sert pour alimenter sa conception des mythes historiques et culturels qui ont engendré le fascisme.

COURAGE FUYONS D'YVES ROBERT
Du côté de Jules Renard, une comédie de caractère et les réactions d'un poltron congénital face aux dangers de l'amour fou.

Heroes, de Jeremy Paul Kagan
L'enter des souvenirs, quand on revient de guerre. Iracema, de Jorge Bodanzki : sur la Transamazonienne, Iracema, qui a quatorze ans, ne découvre que la misère. Piège à cone, de Jean-Pierre Mocky : où l'on retrouve l'esprit corse

de Solo. La Luna, de Bernardo Bertolucci : plongée dans les fantasmes, mise en scène du désir. Apocalypse now, de Francis Coppola : le grand spectacle (controversé) d'une descente aux enfers. La Séduction de Joe Tynan, de Jerry Schatzberg : intrigue policière-amoureuse où Merry Streep est à voir. Le Tambour, de Volker Schlöndorff : la fantastique aventure d'Oskar, qui, un jour, refusa de grandir. West Indies, de Med Hondo : une comédie musicale brechtienne. Les Petites Fugues, d'Yves Yarnin : l'apprentissage de la liberté par un vieux paysan suisse.

théâtre

MEPHISTO A LA CARTOUCHERIE DU SOLEIL
Entre les dorures du théâtre officiel et les enluminures du cabaret politique, vont et viennent les ambitions, les peurs, les courages des artistes face à la montée du nazisme. Mise en garde généreuse, appel à la vigilance, le spectacle soulève des questions brûlantes et des polémiques, parle avec la beauté des formes.

A toi pour toujours, la Marie-Lou au TEP : le langage charnel et la rigueur tragique d'un grand poète québécois, Michel Tremblay (jusqu'au 28). La Conférence des oiseaux et l'Os aux Bouffes-du-Nord : tout le théâtre dans son symbolisme et son matérialisme grâce aux comédiens de Peter Brook. Les Mollards, de Vitez à la Porte-Saint-Martin : le sans décapé du classicisme français.

musique

OPRITCHNIK DE TCHAIKOVSKI
Dans son excellent cycle lyrique, riche en découvertes, Radio-France présente un opéra quasi inconnu de Tchaïkovski, « Opritchnik », consacré à la police secrète d'Ivan le Terrible. Un héros très tchaïkovskien, une musique infernale (sous la direction de J.-P. Marty : maison de Radio-France, le 31 octobre, à 20 h.).

DUTILLEUX, LUTOSLAWSKI, DEBUSSY
Daniel Barenboïm dirige la splendide « 2^e Symphonie » de Dutilleux, rarement jouée et D. Fischer-Dieskau chante, avec les si belles, si touchantes et si ironiques « Ballades de Villon » de Debussy, une première audition de Lutoslawski « les Espaces du sonnet » (Champs-Élysées, les 25, à 20 h. et 27, à 10 h.).

Performances, à la Sorbonne (John A. Richard Land)
H. Reichel, les tres Chanteurs, 28 et 31 octobre. La Damselle élue, Mirrors for William B.

Musique pour cordes de Bartok, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy (Radio-France, le 25). Aventures et Nouvelles Aventures de Ligeti, et une œuvre de Schnabel (Maison de la culture de Rennes, les 26 et 27). Simon Bocca-negra (Bordeaux, les 26, 28 et 30 octobre, 4 novembre) ; Aïda (Rouen, les 26 et 28) ; Ravi Shankar (Pleyel, le 26) ; Journées Eugène Kurtz, œuvres américaines et création de la Chœur de la son Usher de Debussy (France, le 27). Opéra de l'Opéra de Lyon (Maison de la culture de Nanterre, le 28) ; El Cimarrone, le Théâtre de la Ville, le 28.

exposition

LA FIAC AU GRAND PALAIS
Tableaux à regarder un jour.

LE PANTHÉON
LA RUE ENCHANTE.

LA CANINE A SUCCRE
DINER-SPECTACLE.

PHILIPPE MICHEL
MUSIQUE ET YVES ROBERT

LE SEINE BAND
Fêtes de la Seine (Montreuil) 287-08-65.

LE THEATRE DU PETIT MONDE
Roland Piérola reprendra ses représentations à partir du 31 octobre, tous les mercredis et dimanches à 15 heures, de la comédie musicale en 4 actes « LA CHŒRE DE MONSIEUR BERGUIN ». Location : Théâtre et Agences.

LE THEATRE DES DEUX ANES
ANES annonce qu'il donnera une matinée supplémentaire le jeudi 1^{er} novembre à 15 h. 30 avec Pierre-Jean VAILLARD dans le Hommage revue « PETROLY-ANES ».

LE CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE NANTERRE
la Maison pour tous (M.J.C.) Daniel Fery présentent
MEMOIRES D'UNE TACHE NOIRE SUR UN BUVARD
Un Vaudeville de Christian Dente
LA MAISON POUR TOUS (M.J.C.) DANIEL FERY, NANTERRE
du 28 au 31 octobre 1979 à 20 h 30

Eric Rohmer : une nécessité

JACQUES SICLIER,

J'ai toujours imaginé l'arabe proche du surréalisme. J'ai tenté l'expérience avec des comédiens d'origine d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Ils ont des nationalités différentes, ont différentes manières de parler, je les écoute aller les uns vers les autres, se réjouir, et se trahir, théâtralement. Nous faisons un travail musical, pas du tout intellectuel. Les comédiens ont tous des histoires qui jouent sur des thèmes universels : l'immigration, l'identité culturelle pour donner celle du spectacle. Pour montrer cette quête de l'immortalité, l'aventure de la mort. Une histoire pessimiste, oui. Mais, habituellement, sur scène je parle de la mort et

- D'autres, d'une telle nature ?
 Bien sûr : les grands, les classiques
 Sinon, je dirais Strindberg et aussi...
 Ibsen... Il y a dans leur théâtre
 des choses aussi importantes,
 mais la différence avec Tchekhov,
 c'est que tout n'est pas intégrale-
 ment bon chez eux. »

[illegible]

Lyon prestige et Lyon qui grimpe

accumulés

Je termine sur la resurrección. Je meurs et puis je me lève...

J'ai retrouvé, pour cette aventure qui est celle de la vie, l'équipe que j'ai connue il y a presque vingt ans à l'Université internationale du théâtre : Perinetti, Sylvie Arlet, Michel Lounay, Montague Vallée... Nous comptabilisons nos succès accumulés. Nous avons vécu, je suppose très bien mes quarante ans : la vie est devenue plus évidente. Je veux dire, quand on est jeune, on rencontre des masses de gens qui vous ressemblent, avec qui on pense pouvoir réaliser des choses magnifiques. Après, l'enthousiasme est plus sélectif, mais toujours anarchique et bouillonnant.

Le spectacle ne sera pas un modèle pour dire « il est la vérité et nulle part ailleurs », il ne sera pas non plus une « recherche » parce que le temps nous manque. Ce sera juste une chose que l'on aura trouvée.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

le monde

Ovanesian a choisi de travailler sur l'adaptation qu'a faite Khorikid de la Dame au petit chien (1) : « La transformation d'une nouvelle en pièce de théâtre est très intéressante, presque expérimentale, explique-t-il, j'ai utilisé à tout ce que j'avais découvert dans le théâtre de Tchekhov. Il s'agit de fabriquer une pièce avec des pièces, tout en gardant la sensibilité caractéristique de la « nouvelle » : une courte histoire, comme disent les Anglais. Une nouvelle ne peut pas être quelque chose de « dramatique ». Tchekhov est parmi les rares qui réussissent en utilisant des situations très ordinaires et nous faire sentir qu'il dit plus que ce qu'il dit. »

Ovanesian reste sérieux, derrière ses lunettes à monture sombre. Le fait de ne pas parler français ? Ce fait ne le dérange pas du tout. Le langage n'est pas un obstacle. Des langues, il en connaît beaucoup et d'abord la sienne, celle des Arméniens. « Arménien c'est comme juif, dit-il. On n'est jamais vraiment sûr de rester où l'on est. » Cosmopolite ? Non, mais appartenant à un peuple qui sait l'exil. Capable de se faire comprendre dans tous les pays.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Numéro 24 de la revue L'Ascent-Scène.

Lyon, il y a deux semaines, c'était Babel. Au T.N.P., on rencontrait Bob Wilson, qui présentait « Edison », et Wajda venu repérer les lieux pour son premier spectacle en France, coproduit par le T.N.P. et le centre dramatique de Nanterre. Il y avait Anne Prucnal au Théâtre du VIII^e, et en pleine répétition, les Italiens de l'Opéra : Berio, Ronconi, Gae Aulenti, Anna Nogarà, Gian Carlo Patti, Barbara Valmorin...

Lyon-prestige crée des publics, que les créateurs viennent solliciter de partout. Mais il y a un autre Lyon, celui qui attend à la porte pour grimper au sommet. Les salles permanentes (les Célestins, le Théâtre du VIII^e, les Ateliers, les Huit Saveurs, l'Eldorado) ne sont pas suffisantes pour accueillir les compagnies qui naissent et vivent à Lyon. Le budget culturel de la ville est l'un des plus élevés de France et en juin la municipalité a voulu réunir le concours des jeunes compagnies, avec prix en espèces à l'appel. De l'avis général, le résultat n'a pas été probant. Il n'en reste pas moins que le phénomène théâtral lyonnais doit être présenté dans son ensemble.

Villeurbanne, la municipalité voisine a demandé au T.N.P. d'organiser son deuxième forum, qui aura lieu du 5 au 10 novembre. Quinze troupes donneront chacune deux représentations dans huit lieux différents. De plus, en avant-première, André Ligeon-Ligeonnet est au T.N.P., et « off », l'Attroupement, qui est venu voilà deux ans de Strasbourg et qui s'est installé à Lyon, joue « Le Jeu de saint Nicolas ».

« Suicide » par Ligeon-Ligeonnet

DANS la salle de répétitions du T.N.P., à Villeurbanne, le plus grand des jeunes metteurs en scène lyonnais, André Ligeon-Ligeonnet présente son spectacle « Suicide », sans comédiens, mais avec des objets, des vidéos, du synthétiseur, une voix féminine et la tête des spectateurs.

En entrant un par un, on s'arrête trente secondes dans une cabine genre photomaton, et là, tout à fait clandestinement, on est magnétoscopé. Puis on s'assoit dans le noir, en face d'une télévision qui diffuse une émission de FR 3, une interview de Ligeon-Ligeonnet. Il se présente, raconte le projet du spectacle qui va suivre. Puis, dans le noir total, le synthétiseur roule ses vagues. A droite et à gauche, sur deux grands écrans, défilent parallèlement des paysages, comme filmés à travers le pare-brise d'une voiture. Traversant la musique, la voix féminine, délibérément neutre, dit un texte de Peter Handke : l'heure de la sensation vraie. Sur l'écran de gauche intervient l'image fixe d'une main portant une valise. Sur celui de droite arrivent en gros plans grésillants les têtes des spectateurs. Il y a ceux qui posent, ceux qui remuent, ceux qui se laissent aller à une sorte de tristesse vide, ceux qui grimaient...

A la console, invisible, Ligeon-Ligeonnet manipule les sollicitations audiovisuelles et noire attention théâtrale. A moins d'un strabisme très divergent, on ne peut pas voir à la fois les deux écrans. Et puis, il est difficile de regarder et d'écou-

ter les mots sans relief noyés dans la musique. A intervalles presque réguliers, une faible lueur paraît, le noir s'écarter et on se trouve en face d'un vaste tableau derrière une vitre, doublé par un détail sur une télévision miniature : des lèvres trop rouges déformées par un énergique brossage de dents, et sur scène, prise dans un faisceau vertical de lumière rouge, un verre et une brosse à dents. Des rayures qui sont les gradations d'une caténaire électrique et la cafetière. Des ombres vagues enlacées, et des petites poupées par couples. Une montagne de poudre blanche en formation, et un tube qui se vide de sa poudre... La mise en confrontation et en contradiction des divers éléments n'est pas programmée sur ordinateur. Ligeon-Ligeonnet l'organise en direct, avec une part d'alsatoire qui tient à ses hésitations, à son inspiration, à ses maladrotesse peut-être, et qui donne au spectacle la suspense agressive de la vie.

Il découvre la vidéo et s'en sert intelligemment. Mais il est d'abord un homme de présence. Ses films sont pleins et ses tableaux sont du théâtre. Volontairement ou non, il les privilégie. C'est là qu'il déploie au mieux l'originalité de son talent. Ce jeune homme roux est un créateur de beauté violente, une beauté qui dépasse le plaisir de l'œil, qui raconte des histoires de fureur et de rires, d'amour et de mort. Il pense à un Wozzeck avec un acteur et des images. En attendant, il est question de présenter « Suicide » au Centre Georges-Pompidou, ce serait exactement sa place.

C. G.

« Le Jeu de saint Nicolas » par l'Attroupement

UN chemin de bois disposé en rectangle, deux petites estrades forment le décor du Jeu de saint Nicolas (une coproduction du Centre dramatique de Franche-Comté) que l'Attroupement donne à Lyon, sous un vieux chapiteau. L'histoire est celle d'une grande bataille entre les Maures et les chrétiens qui sont massacrés. Reste un prisonnier trouvé priant devant une poupée rouge : la statue de saint Nicolas. Entre autres pouvoirs, elle possède celui de protéger les trésors. Le roi vainqueur décide de la mettre à l'épreuve, et lui fait surveiller un coffre plein de richesses. Des voleurs s'en emparent, mais le saint les oblige à le ramener. Subjugué par ce miracle, le Maure se convertit et oblige ses barons à suivre son exemple.

Tous les personnages sont représentés par quatre comédiens (Patrick Le Mauff, Philippe Vincent, Denis Giennot, par ailleurs leader du groupe Yves Pimian) et deux comédiennes (Elisabeth Maceoco, Michèle Goddet, tout aussi remarquable que lorsqu'elle jouait Jules César). Leurs longues tuniques, leurs demi-masques, leurs attitudes évoquent des figures d'églises médiévales. Il parle le texte, du moins pour sa partie épique, dans sa langue originale : le français du douzième siècle, et c'est une sensation étrange. Ils semblent avoir traversé les siècles, apporter dans sa vie palpitante une forme de théâtre archaïque.

Ce n'est pas un miracle, mais l'aboutissement d'un travail de

quatre ans. Avec Agamemnon (Strasbourg 1976), l'Attroupement cherchait à rapprocher la mythologie de ses racines terribles, inventait un style qui juxtaposait une sorte de fantastique de la superstition, et le profane des contes paysans. Ce type de travail s'est poursuivi l'année suivante avec la Chanson de Roland (Lyon). Cette fois, ils adoptent le ton austère du récit. Une déclamation proférée sans effet spectaculaire. Ils se contentent d'être les héritiers de l'histoire. Cette partie est très belle, mais, à cause de sa froideur, paraît longue. L'action démarre à l'épisode de la grande bataille, superbe tableau tragique quand le silence s'appesantit sur une multitude de petites flammes, des bougies plantées dans le sable.

Les comédiens pauvres de l'Attroupement se construisent une mythologie de la misère. Avec de faux nez, ils représentent les voleurs du Jeu en clowns nostalgiques. Ils les jouent sur improvisations, c'est-à-dire dans notre français moderne. Cela tient de Charlot et des minables maîtres du Pigeon, avec la tendresse de Renoir. C'est la grandiose détresse des clochards, le rire gigantesque des éternels perdants, la chaleur éphémère de l'ivresse, la lourdeur des rêves pâtres qui rétrécissent les élan d'amitié. Clochards ou saltimbanques sous la toile moisie d'un vieux chapiteau. C'est bouleversant.

C. G.

(*) 103-107, rue Baraban, Lyon-3^e.

LES ÉTOILES ET LE BALLET DE L'OPÉRA

création mondiale MANFRED

musique de Piotr ILLITCH TCHAIKOVSKY argument et chorégraphie de Rudolf NOUREEV

et quatre autres ballets

les mardis, vendredis, samedis en soirées Rudolf NOUREEV danse « Le Bourgeois Gentilhomme » et « Auréole » avec les Étoiles et le Corps de Ballet de l'Opéra. « Tchaïkovsky Pas de Deux » et « Manfred » sont dansés par les Étoiles et le Corps de Ballet de l'Opéra.

les mercredis et jeudis en soirées, les samedis et dimanches en matinées, Rudolf NOUREEV danse « Manfred » avec les Étoiles et le Corps de Ballet de l'Opéra. « Apollon Musagète », « Tchaïkovsky Pas de Deux » et « Auréole » sont dansés par les Étoiles et le Corps de Ballet de l'Opéra.

LOCATION PAR CORRESPONDANCE Remplissez ce bon en indiquant 3 dates par ordre préférentiel, car le contingent peut être épuisé pour l'une ou l'autre d'entre elles. Retournez-le au Palais des Sports - Porte de Versailles 75016 Paris, avec votre règlement établi à l'ordre du Palais des Sports. Si vos billets ne vous parvenaient pas 5 jours avant la date la plus proche choisie, réclamez téléphoniquement au 828.40.10.

Nom _____ Adresse _____ Indiquer 3 dates différentes si possible Nbre de places _____ Prix _____ 1^{er} choix _____ 2^e choix _____ 3^e choix _____ C-jeu règlement de F. par chèque bancaire ou postal 3 virements établis à l'ordre du Palais des Sports et une enveloppe timbrée à mon adresse. Signature : _____



au PALAIS DES SPORTS du 20 novembre au 31 décembre 1979 étoile invitée Rudolf NOUREEV Orchestre des Concerts PASDELOUP

soirées 20 h 30 matinées samedis 15 h dimanches 17 h Relâches dimanche soir et lundi

PRIX DES PLACES Orchestres 1^{re} série 120 F. Orchestres 2^e série 90 F. Places 70 F. Balcons 1^{re} série 55 F. Balcons 2^e série 40 F.

CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE 47 bis, avenue Bugey - 7^e Exposition de peintures de TEODILO ROMULO et LUIS ZARATE du 24 octobre au 5 décembre

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS FONDATION SUIZEMAN 51 avenue d'Iéna - 16^e 25, 26, 27 octobre, de 10 h. à 17 h., colloque international sur « LE ROMAN PORTUGAIS CONTEMPORAIN » Mercredi 24, à 16 h. : Inauguration de l'exposition bibliographique sur le même thème. Mardi 30 octobre, à 20 h. 45 : Festival du piano arabe (O.R.S.S.) AROUTOUN PAPAZIAN Grand Prix Vienna de Motta 1979 Bach, Debussy, Liszt

VENDREDI 26 OCTOBRE 1979 21 heures JAZZ « DON CHERRY & EVERYMAN BAND » à la Salle des Fêtes de la Mairie de Montrouil (Métro : Mairie-de-Montrouil) Réservations : 838-91-43 - 237-83-83

LUCERNAIRE Horowitz LAPOUBE irrésistible 22

LE THÉÂTRE DU PETIT MONDE Roland Pilain reprendra ses représentations à partir du 31 octobre, tous les mercredis et dimanches à 15 heures, de la comédie musicale en 3 actes « LA CHÈVRE DE MONSIEUR SEGUIN » à Location : Théâtre et Agence.

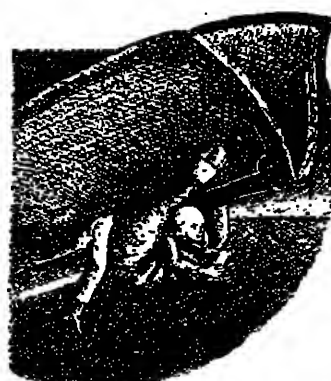
LE THÉÂTRE DES DEUX ANES annonce qu'il donnera une matinée supplémentaire le lundi 1^{er} novembre à 15 h. 30 avec Pierre-Jean VAILLARD dans la flamboyante revue « PETROLE ANE ».

Le Centre Dramatique National de Nanterre et la Maison pour tous (M.J.C.) Daniel Ferry présentent MÉMOIRES D'UNE TACHE D'ENCRE SUR UN BUVARD Un Vaudeville de Christian Danto LA MAISON POUR TOUS (M.J.C.) DANIEL FERRY, NANTERRE du 25 au 31 Octobre 1979 à 23 h 20

BERBERG

UYONS

LIVRES



Arts

L'ACTIVISME HONGROIS

Désormais, grâce au volumineux ouvrage collectif réalisé sous la direction de Charles Dautrey et Jean-Claude Guérin, on peut enfin connaître, replacé dans son contexte historique, l'activisme hongrois : mouvement esthétique qui fut le ferment explosif de la vie culturelle magyare de 1915 à 1926 et qui eut son point culminant pendant la Commune de Budapest (d'avril au début d'août 1919). De grands noms y furent mêlés : ceux des musiciens Béla Bartók et Zoltán Kodály, du philosophe marxiste György Lukács, de Tibor Dery, de Farkas Molnár et László Moholy-Nagy qui se retrouvèrent au Bauhaus. Et, bien entendu, de celui qui fut l'âme du mouvement, inextinguiblement passé sous silence hors frontières, le poète, écrivain, théoricien, peintre Lajos Kassák. En 1915, Kassák avait d'abord fondé la revue *A Tett* (l'Action), interdite en 1916 pour propagande contre la guerre et insoumise à la nation. Alors, animé de la même fougue, il lance *Ma* (Aujourd'hui), ouverte à tous les courants, futurisme, cubisme, simultanéisme, puis, dès son explosion, à Dada, couvrant en même temps l'action non plus comme un aspect théorique de l'art mais comme une réalité politique et sociale. Ce qui intéresse Kassák, ce n'est

pas la société nouvelle qui vient d'accéder au pouvoir (même pour peu de temps), c'est l'homme nouveau. Bela Kun, hostile à cette « avant-garde », fournit le premier exemple du conflit qui oppose l'art de rupture, par essence révolutionnaire, à l'art pompier, par excellence bourgeois, imposé par les régimes totalitaires, même issus de la révolution. L'ouvrage, bourré de documents — études, témoignages, textes essentiels — transporte le lecteur, après la victoire de l'armée royale roumaine, à Vienne où s'est regroupée l'émigration hongroise de gauche et où reparait *Ma* en 1920. Echo de l'effervescence européenne de l'après-guerre, *Ma* publie notamment en 1925 un article de Zinoviev sur Lénine qui vient de mourir et disparaît elle-même l'année suivante. — J.-M. D.

★ L'activisme hongrois, éd. Goutal Darcy, diffusion Weber.

PIERRE RESTANY : « L'autre face de l'art ». — Par le promoteur du Nouveau Réalisme, rédigé dans une langue claire, et vivants, un livre d'initiation aux différentes étapes de tous les mouvements révolutionnaires, esthétiques bien sûr. La « fonction déviante de l'imagination » sert de repère constant dans cette route tortueuse qui va de Marcel Duchamp à Yves Klein et bien au-delà. (Ed. Gallée.)

GUSTAVE DORÉ : « Peintures et sculptures ». — Illustrateur d'une fécondité inépuisable (plus de cent mille dessins, des lithos, des gravures, etc.), Gustave Doré, comme le rappelle Jean Adhémar dans sa préface, a trouvé le temps d'être, en outre, peintre et sculpteur, avant de mourir à cinquante et un ans. Un artiste très Second Empire : près de cent cinquante reproductions en font foi, qui ouvrent les portes du rêve, distillent une poésie insolite proche parfois des collages de Max Ernst, et d'autre part très kitsch. (Ed. Jacques Damase.)

BERNARD DAHIAN : « Vases et autres connaissances d'un art moléculaire ». — Avec l'énorme thèse de Bernard Dahian, voici le premier ouvrage d'ensemble sur Vases, qui, à travers lui, remet tout en cause. L'esthétique de notre temps, d'abord, profondément influencée, dans ses transformations, par les philosophes et les sciences physiques. (Denoël-Gonthier.)

JEAN VILLETTE : « Les Vitraux de Chartres ». — Ce volume, illustré de cinquante reproductions en

couleurs, permet une lecture des célèbres vitraux dont un touriste non préparé est incapable. La reconstruction de la cathédrale au douzième siècle, la technique du vitrail, les sujets traités, restitués dans leur contexte historique, voilà une pressante invitation à se rendre sur place. — (Ouest-France, Rennes).

ART ACTUEL 1979 : c'est le cinquième *Annuaire Stora*, le second en édition bilingue, le premier qui porte une jaquette personnalisée : un tableau de Gréonini, au lieu du S de l'éditeur en stries optiques. Ce qui est un signe de l'optique dans laquelle Jean-Luc Davat, responsable de cette publication, s'est cette fois, engagé en informant sur les événements, les actions, les créations toutes récentes : sur le thème de « la découverte des origines ».

Cinéma

JONATHAN FARREN : « Cinéma ». — Des années 50 aux années 70, revue, très détaillée, de tracts, films américains et anglais, dans lesquels le cinéma rock a joué, d'une façon ou d'une autre, un rôle significatif. L'auteur ne cache pas que son choix est très subjectif, et c'est bien sa subjectivité qui rend la lecture attrayante, même pour des non-connaisseurs (Ed. Albin-Michel, Rock et Folk, 200 p., 250 photos).

ALLEN EYES : « John Wayne ». — Edition française de l'ouvrage d'un historien anglais du cinéma, publié en 1976, et complété par le traducteur Georges Cohen, des deux derniers films tournés depuis. La vie, la carrière et la légende de John Wayne minutieusement examinées. Un livre de référence (Ed. Henri Veyrier, collection cinéma, 256 p., 300 photos).

TONY CRAWLEY : « Brigitte Bardot ». — Un scrupuleux recensement historique venu de l'autre côté de la Manche. A suivre les films et les commentaires qui en sont faits, on voit naître et se dissoudre un phénomène qui paraît curieusement bien anachronique. Bardot sera-t-elle plus qu'une suite d'images figées ? (Ed. Henri Veyrier, collection cinéma, 192 p., 300 photos).

DISQUES



Rock

VINGT-CINQ ANS DE CHANSONS DE JOHNNY CASH

A parler franchement, Johnny Cash avait un peu lassé ces dernières années par son obstination à conserver une formule musicale devenue mécanique et fondée sur la guitare, la basse et le rythme binaire. D'autres chanteurs à Austin (Merle Haggard) et à Nashville (Waylon Jennings) avaient éclipsé celui qui, avec sa voix de stentor, évoquait les trains, les rivières, les Indiens, les prisons. Et puis voici pour célébrer ses vingt-cinq ans dans la chanson un album où Johnny Cash apparaît renouvelé.

Les couleurs musicales se sont métamorphosées avec une plus grande diversité instrumentale, avec le violon de Ricky Skaggs, le banjo de Bob Johnson ou de Jerry Hensley, le dulcimer d'Alisa Jones, les instruments à vent et un personnel moins sclérosé. Cash, lui-même en bonne forme, fait en quelque sorte le bilan de son aventure avec des bons titres comme : *The L. and N. don't stop here anymore*, *Cocaine Blues*, *Lately I been leaning toward the blues*. — C.F.

★ Johnny Cash-Silver. 33 p. C.B.S. CB 271.

ELTON JOHN : « Victim of Love ». — Excepté un « Johnny B. Goode » chanté d'une manière propre mais sans plus, l'album est consacré à des compositions de Pete Bellotte, producteur du disque. Et, à l'évidence, on préférerait les chansons, les mélodies rigoureuses, sophistiquées, plus riches d'invention, plus planantes, du chanteur lui-même. (33 L. Phonogram, 9103503.)

CHUCK BERRY : *Rockit*. — Chuck Berry redécouvert dans un étonnant album ne contenant que de nouvelles créations avec le son toujours aussi dépollué, presque brut, le fameux rythme direct, répétitif et le phrasé nerveux, la vitalité et le détachement de celui qui reste à cinquante ans une des valeurs sûres du rock (33 L. WEA, Filippachi Music ATL 50649).

NINA HAGEN BAND. — Expulsée de R.D.A. il y a trois ans, vivant à présent en Allemagne fédérale, Nina Hagen possède un tempérament exceptionnel, avec la théâtralisation et le décalage qui relèvent de la tradition allemande des années 20 (33 L. CBS CB 271).

LOUNDON WAINWRIGHT III : *A live one*. — Enregistré en public il y a trois ans dans divers lieux, à Londres, Birmingham, Glasgow et Los Angeles, cet album est celui d'un des folk-singers américains les plus purs, à l'humour fin, subtil, à la voix pleine de force, de vigueur. Treize chansons remarquables (33 L. WEA WE 341).

SANTANA : *Marathon*. — Même en empruntant les couleurs du disco, la musique de Santana est riche, dense, colorée et libre (33 L. CBS 86098).

Variétés

BEAUSSOLEIL BROUSSARD : *Le milieu du siècle s'en vient...* — La musique des villages d'Acadie (ballades, rythmes de danse) par un groupe de quatre musiciens extrêmement brillants qui ont choisi pour exprimer la diversité des instruments et prendre un plaisir évident à jouer leur musique avec infiniment de délicatesse et d'amour (33 L. l'Escaport CB 271).

MARCEL AMONT (un autre Amont). Fantaisiste animateur d'un univers un peu trop léger et franchement anachronique, Marcel Amont change courageusement de répertoire et réalise un album remarquable avec des chansons inédites de Cavanna, Souchon, Moustaki, Brassens, Vigneault, Vidalin, Landmann, Maxime Le Forestier et Julien Clerc. Du beau travail d'interprète (33 tours Escargot, CB 271).

SALVADOR CHANTE BORIS VIAN. — Vingt ans après la mort de l'auteur de *l'Ecume des jours* et de *l'Automne à Pékin*, Henri Salvador, qui chantait autrefois des parodies de rock'n'roll de Boris Vian (*Le Blues du dentiste*), présente aujourd'hui neuf chansons inédites qu'il a mises en musique (33 tours RCA, P.L. 37 803.)

VICTOR JARA : « Canto por traversura ». — Découverte d'un visage inconnu jusqu'ici du chanteur chilien disparu avec des « chansons pour espérances » allègrement chantées par Victor Jara et adaptées par lui-même de la tradition populaire latino-américaine. (33 L. l'Escaport, ESC 396)

Classique

SCHUMANN PAR APPAL. — Les vingt plus grandes œuvres pour piano de Schumann par Claudio Arrau : superbe par la distinction du phrasé, la virtuosité entièrement maîtrisée et sublimée, mais ce Schumann apollinien, bien dans sa peau, dissimule un peu trop aisément ses monstres ou ses fantômes familiaux. Pourtant quel éblouissement ! (9 d. Philips, 6 542 344/52 ; offre spéciale.)

BRAMHMS : *trios*. — Une intimité farouche et douce à la fois, la musique d'un solitaire se confiant à de rares amis, telle est l'image que suggère cet admirable disque des *Trios pour piano, violon et cor*. 40 et pour piano, clarinette et violoncelle op. 114 de Brahms. Trois jeunes Français, Michel Dalbert, Pierre Ancoy et Frédéric Lédoux s'y joignent à deux grands aînés, Michel Portal et le corniste Pierre del Vesco, en des interprétations d'une beauté quasi inégalable (Erato, STU 71 159).

Galerie MOSCOU PETERSBOURG
11, r. l'Ecluse, 8^e M^o Mabillon
Mardi à samedi, 14 h. - 19 h. 30
ART CONTEMPORAIN
RUSSE LIBRE

GALERIE DARIAL
22, rue de Beaune, Paris (7^e)
Tél. 261-20-63
RENÉ LAUDE
Prolongation jusqu'au 17 novembre

ALAIN
LE FOLL
Pastels - Dessins
FIAC Jusqu'au 28 octobre
GALERIE LAHURIÈRE
88, bd de Courcelles (17^e) - 753-03-95
JUSQU'AU 30 NOVEMBRE

HELENE KAMER
9, quai Malaquais - Paris 6^e
260.75.91
PRÉ-COLOMBIEN
DU
MEXIQUE
à partir du 25 octobre

MEURICE
10 octobre
15 novembre
Galerie de France
3, fg Saint Honoré Paris 8^e
265.69.37 — 265.73.69

Françoise Tournié
10, r. Roi-de-Sicile (4^e) - 278-13-18
ALBERT
GLEIZES

RIVAGES
Galerie d'art
7, rue du Pont-du-Bivrage, DOUAI
Tél. : (06-27) 87-15-88
pour son ouverture expose
jusqu'au 5-11-79
Jose HERRERA
peintre espagnol
après sa grande rétrospective à la
Maison des Arts et de la Culture
de Barcel-sur-Mer.

GALERIE JEAN-PIERRE MOUTON
7, rue Casimir-Delavigne-6^e - Tél. : 633-66-70
FRANCIS BIRAS
« SRYCHELLES »
11 octobre-17 novembre

Tapisseries d'Aubusson
Manufacture robert four
CARZOU-DUFY-LURCAT-TOFFOLI
Galerie robert four "Le Mur du Nomade"
PARIS: 28, r. Bonaparte - 329.30.60 BRUXELLES: 402, Av. Louise - 647.14.16
BORDEAUX: 56, r. du Loup - 48.83.18 LYON: 23, Pl. des Terreaux - 28.14.35

galerie des orfèvres
georges yoldjoglou
peintures
du 23 octobre au 10 novembre 1979

galerie nichido
61, FAUBOURG SAINT-HONORE - PARIS 8^e 265 62 86
CHRISTIN
23 octobre - 20 novembre

Galerie Jacob
28, rue Jacob (6^e), 633-90-68
Hommage à Chardin
par les peintres de la
galerie et leurs amis.
Jusqu'au 16 novembre

NINA DAUSSET
16, rue de Lille (7^e) - Tél. : 297-41-07
Jusqu'au 9 novembre
Christian BOUILLE
En permanence
Antonio SEGUI

JEANNE BUCHER
53, rue de Seine 75006 Paris
SZENES

GALERIE VALMAY
21, rue de Seine (6^e) - 394-88-75
MAYO
prolongation jusqu'au 13 novembre
GALLERIA ANNUNCIATA
Via Manzoni 44 - MILAN
MAYO
27 Octobre au 30 Novembre

galerie jean briançe
23-25, rue Guénégaud - 75008 PARIS - Tél. 326-85-51
alfred courmes
Du 4 oct. au 24 nov. - Mardi au samedi 14 h. 30 à 19 h.

DENISE RENÉ, RIVE GAUCHE
196, boulevard SAINT-GERMAIN - Tél. : 222-77-57
César COFONE
« PROJECTION »
VERNISSAGE JEUDI 25 OCTOBRE A 19 HEURES

wifredo Lam
ŒUVRES HISTORIQUES ET RÉCENTES
5 OCTOBRE - 15 DÉCEMBRE 1979
ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
2 avenue Malraux - Paris 8^e - 359 29 30

Colette Dubois
420, rue St-Honoré (8^e), 260-13-44
concasse
COLAÇO
Tapisseries brésiliennes
17 octobre - 7 novembre

PEINTURES
SCULPTURES
DESSINS
Lithographies
Affiches
Galerie
LAMBERT
14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-4^e
Tél. : 325-14-21

Collection
L'Amé des Peuples
Chine

La Chine
L'art, l'histoire, la vie
quotidienne, le passé et le
présent.
Reliure pleine toile, format
30x24 cm, 224 p., 160 illustrations
en noir et en couleurs.

Le Maroc Millénaire
Les différents aspects de
l'Art et de la Culture hispano-mauresque au cours
des siècles.
Reliure pleine toile, format
30x24 cm, 224 p., 160 illustrations
en noir et en couleurs.

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
3, pl. de l'Odéon, Paris 6^e

la culture, entre la tech

On peut se demander si la culture n'est pas devenue une technique. C'est la question que se pose le philosophe allemand Hans Reiss dans son ouvrage *La culture, entre la technique et la poésie*. Reiss, qui est aussi un poète, explore les liens entre la culture et la technique, et montre comment la culture peut devenir une technique, une manière de fabriquer, une manière de produire. Il critique la vision de la culture comme un domaine autonome, séparé de la technique, et propose une vision plus intégrée, où la culture et la technique sont liées, où la culture est une technique, une manière de fabriquer, une manière de produire. L'ouvrage est écrit dans une langue claire, et vivante, et est une lecture intéressante pour tous ceux qui s'intéressent à la culture et à la technique.

Archéologie industrielle

La culture, outre la technique

L'archéologie industrielle, préoccupation naissante, a été au centre de deux colloques récents : à Annanay, du 3 au 5 octobre ; à Lille, du 11 au 13 octobre. Une exposition, à Paris, reprend ce thème.

ANNANAY, chef-lieu de canton de l'Ardèche, est la seule ville industrielle d'importance de ce département. Une ville dont les industries sont marquées par l'histoire et qui a fait de l'invention une sorte de spécialité régionale. C'est la patrie des frères Montgolfier, papeteriers et navigateurs de l'espace, une famille dont on trouve les descendants innombrables à chaque coin de porte des papeteries qui portent toujours leur nom, associé à celui de Canson.

L'affaire se déroulait pour partie au cinéma Eldorado, vestige déjà d'un art nouveau installé sans ménagement vers les années 50, dans une ancienne église. L'alliance du passé et du présent était donc à peu près assurée par ces subtils dosages. Quoi qu'il en soit, Annanay était bien le lieu de cette conférence sur la « culture technique », le lieu de la technique replacée dans sa dimension culturelle. Cette manifestation était organisée par le tout jeune Centre de recherche sur la culture technique (C.R.C.T.), fondé en juillet de cette année, et avec l'aide active d'organismes ou d'entreprises publiques et privées, comme les services des télécommunications et de la diffusion de France ou de la société Honeywell Bull.

Une première conférence, plus « informelle », avait été organisée en juillet 1978 (le 19^e et du 30 juillet 1978) à Douai par Jean de Noblet, grand perturbateur des salons officiels et ministériels, remueur de lithargies, promoteur d'initiatives qui ne dérangent plus d'un. Cette année-là, les participants, une quarantaine, cherchaient plutôt à définir ce qui les unissait. Le problème de la « mémoire ouvrière » dominait, souvent pris dans le sens restreint que lui confère l'abominable terme « archéologie industrielle », tentatives pionnières de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Angleterre, où cette formule barbare a depuis longtemps acquis droit de cité, étaient les modèles auxquels — les écuménistes exceptés — on se référait bon gré, mal gré. Rien de tel à Annanay, où l'archéologie industrielle « ouvrière » était au centre de la plus vaste de « culture technique », mais où persistait en revanche l'écueil de Noblet.

Les débats — les ébats pourrions-nous dire — ont été bons par la conférence avait lieu dans un petit château et son parc — ont été largement chargés de tournure. Par le nombre des participants : plus de deux cents. Par les horizons très variés d'où ils venaient : historiens, architectes, scientifiques, chargés de mission de tout poil et de tous ministères. Par l'évolution spectaculaire, surtout, de la mentalité française face à cette notion de culture technique. A l'origine de ce changement, il y a naturellement l'intérêt, c'est-à-dire l'ingénierie, que suscitent l'état et l'avenir du patrimoine, intérêt qui concerne tous les paramètres de notre civilisation. Il y a, par-

tant de là, la multiplication des initiatives individuelles ou locales (de qualité variable), et la rupture de leur isolement par la multiplication des conférences, colloques et autres symposiums. Il y a enfin, et surtout, dans les grandes entreprises et (mettons-les sur le même plan) dans les ministères, une conscience nouvelle de ce que peut apporter une « attitude culturelle » à la bonne marche de la société et des affaires. La conscience, diffuse encore, qu'une telle attitude peut devenir un moteur de création, d'innovation.

On peut objecter, et on ne s'en prive pas, qu'il y a derrière tout cela moins d'intérêt pour le fait culturel que d'objectifs économiques. Et l'on peut soupçonner, pour utiliser cette arme redoutable qu'est devenu l'insinuation chez certains philosophes contemporains, que le patrimoine, l'innovation, et tout ce genre de remue-ménage, sont des dérivés à de plus sérieux problèmes ou, s'ils s'avèrent efficaces, de nouveaux supports pour le capitalisme occidental.

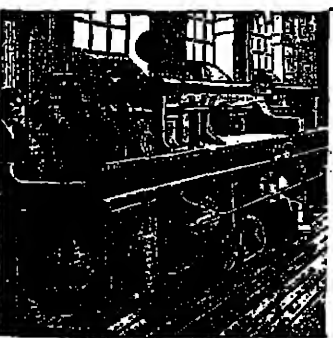
Dérivés pour la « crise », dérivés aux problèmes économiques et sociaux, aux « vrais » problèmes ? Tout cela est peut-être vrai, et l'irruption d'un groupe de syndicalistes de Carvalair dans l'enceinte recueillie

de la conférence pouvait en témoigner. Mais, récupéré ou non, et il l'est en termes similaires dans des pays aux idéologies différentes, l'enjeu de la « culture technique » reste considérable. Mûrissant d'écologie, mais débarrassée de ses aspects primaires, la notion de culture technique pourrait se révéler la réponse possible de la civilisation industrielle à elle-même.

Au travers des « tables rondes » organisées à Annanay et sans embarras (à moins d'être doué d'ubiquité) du foisonnement d'idées qui s'y sont exprimées, cette notion de culture technique s'est révélée être un phénomène en soi qui, malgré la disparité de ses composantes, possède une structure propre. Un fil continuait à apparaître qui traversait l'archéologie (la recherche, puis la conservation du passé), la réflexion sur l'histoire des techniques et des sciences, la recherche sur les mécanismes de l'invention, l'invention elle-même et l'innovation (qui porte l'invention en avant). Et là, encore, fut-ce dans le cadre restreint d'une conférence, la confrontation, puis la reconnaissance, des tenants des sciences de l'homme avec ceux des sciences exactes, a pu paraître une voie pour l'avenir.

FREDERIC EDELMANN.

Les châteaux de l'industrie



« L'ARCHITECTURE » est une peste pour ces sortes d'établissements. L'inventaire de l'architecture industrielle du Nord entreprise par l'équipe des archives de l'architecture moderne de Bruxelles à la demande du ministère de la culture, en 1975, fait mentir cette affirmation, retour d'Angleterre, du minéralogiste français Faujas de Saint-Fond.

Ni l'économie ni le souci de l'efficacité n'ont fait oublier aux industriels du Nord, au dix-neuvième siècle et au début du vingtième, le souci de paraître, de raffiner, de maîtriser du terrain, du paysage et du décor urbain. Aussi austères, imposantes, terrifiantes qu'elles soient parfois, les manufactures textiles, les filatures, les brasseries, les papeteries, les mines, ont souvent rivalisé de beauté.

Moins somptueuses que les manufactures royales du siècle précédent, les usines du Nord affirment leur caractère au point d'imposer souvent, avec des tours crénelées, des donjons, des cheminées « illustrées » comme des étendards, des portes aussi monumentales qu'un pont-levis, un autre

féodalisme, celui du Moyen Âge.

Dans le plat pays, les chemins, bien sûr, se font remarquer, et certaines demeurent encore aujourd'hui, comme seul vestige, en pleine campagne, d'une usine disparue.

Le travail d'enquête mené par l'équipe bruxelloise de Maurice Culot, et par Hans-Weser Benedetti et Lise Grenier, en particulier, est d'autant plus précieux que certaines de leurs trouvailles ne sont plus aujourd'hui que souvenirs. Comme l'a regretté, au colloque de Lille, M. Pierre Boissat, secrétaire de l'Institut, ce travail se compare souvent à l'extrême-onction, avec quelques cas de suris.

Les Lillois ont regretté que cette exposition (1) soit présentée à Paris avant de l'être à Lille. Les querelles et la méfiance de la région à l'égard de la capitale ne devraient pas retarder l'indispensable travail de protection (et de réhabilitation) des « monuments ». Les plus menacés. Chacun sait maintenant qu'ils existent.

M. Ch.

(1) Daines, châteaux de l'industrie, à la SADO, 100, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Jusqu'au 30 novembre.

Des usines, bientôt des musées

PLUIS que toute autre en France, la région du Nord-Pas-de-Calais est marquée par l'« empreinte impérieuse » de l'industrie. L'histoire sociale des cent cinquante dernières années est inscrite dans le paysage : corons ouvriers serrés autour de l'usine - château fort, maisons de maître des princes du textile et de la mine, édifices de briques et de métal qui sont les temples du matérialisme. L'histoire est visible jusque dans ses développements les plus récents et les plus dramatiques : champs de bataille abandonnés des usines sidérurgiques démantelées par les ferrailleurs, filatures désaffectées, et ces collines vertes et pointues qui oublient qu'elles furent terrées.

La région ne rompt pas avec ce passé riche de traditions, et d'un genre de vie qui a nourri, si péniblement que ce soit, les hommes et les familles. Une réflexion est engagée sur place, et le colloque sur le patrimoine industriel organisé à Lille du 11 au 13 octobre dernier par l'Office culturel régional témoigne d'une prise de conscience de la richesse de ce patrimoine, de la nécessité de l'assumer, de l'utiliser, de le transformer, même si les débats entre universitaires, architectes et élus ont souffert de l'absence des industriels eux-mêmes.

Evoquant d'entrée de jeu cette « région ébouillonnée par la révolution industrielle », Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille et président du conseil régional, a rappelé comment « les gens du Nord ont cessé d'être des Picards, agriculteurs et tisserands, pour être brutalement entassés dans les usines, dans des conditions effrayantes », comment la « misère et l'infinité tristesses de ces villes ont fini par provoquer la révolte », et pourquoi « les idées socialistes sont nées en Flandre ». Cette période « mutilante » a vu le sacage des patrimoines antérieurs des dix-septième et dix-huitième siècles, et Lille porte le sceau noir, « les stigmates de cette transformation ».

Pour brutalement qu'elle ait été, la mutation industrielle du dix-neuvième siècle a produit son œuvre propre, son patrimoine, dont il est heureusement question aujourd'hui d'empêcher la disparition totale.

Même s'il est de « mauvais goût de parler d'archéologie industrielle quand l'industrie tout le camp », comme l'a fait remarquer un syndicaliste C.F.D.T., c'est, comme toute logique. Même s'il est délicat d'ouvrir un musée quand on ferme les puits de mine, une excessive et tardive pudeur des industriels pourrait leur être bientôt reprochée par ceux qui furent les exploités, mais aussi les partisans dans le travail accompli. Car le patrimoine industriel d'une région n'appartient pas au seul patronat ou à ses héritiers. Les ouvriers aussi ont gagné le droit de savoir et de se souvenir.

On comprendrait moins volontiers archéologues et fossoyeurs si le travail d'inventaire, de présentation et d'explication avait été commencé plus tôt, comme en Allemagne ou en Angleterre. En Allemagne, fût-ce le musée de la mine de Bochum, au cœur de la Ruhr, existe depuis 1930. Fondé par le syndicat, minier de Westphalie et de la ville de Bochum, il reçoit quatre cent mille visiteurs par an et emploie quatre-vingt personnes... et même des mineurs qui creusent des galeries d'exposition à 15 mètres sous terre, pour allonger un réseau déjà long de 2,5 kilomètres. Le développement du musée s'est nourri au cours des

ans de la fermeture progressive des exploitations, aussi bien de houille que de fer. Alors que tous les puits locaux sont fermés, le chevalement de 90 mètres de haut transféré en 1975 de Dortmund est devenu le symbole de la ville.

En Angleterre, c'est dans la vallée de la Severn, près de Birmingham, que se constitue, depuis dix ans, une véritable constellation de musées. L'Ironbridge Gorge Museum Trust, installé au cœur de la ville nouvelle de Telford, a pour ambition de mettre en scène le passé industriel diversifié de cette région de Coalbrookdale, berceau de plusieurs inventions. C'est notamment là qu'Abraham Darby, le premier, fonde en 1709, le fer avec du coke au lieu du charbon de bois. La four de Darby, l'invention de la locomotive à vapeur, la première pont en fonte, des hauts fourneaux de la fin du dix-huitième siècle, des filatures et des manufactures de porcelaine, attirent chaque année deux cent cinquante mille visiteurs.

Plus réticente à vivre la révo-

lution industrielle, la France l'est aussi à en conserver la culture. Est-ce parce que « la technique est la mal-aimée de la société intellectuelle et bourgeoise » de notre pays, comme l'a déploré, à Lille, Bertrand Gilie, historien des techniques. Est-ce parce qu'on y rencontre « un désir très répandu de balayer les preuves physiques du passé industriel », comme l'a noté Kameth Hudson, inventeur de l'archéologie industrielle, qui prône plutôt, autour d'hui, une « archéologie du travail », une histoire qui traiterait de « la façon dont l'homme a gagné sa vie » ?

Selon Bertrand Gilie, les quarante petits musées de la région ont essentiellement « un intérêt pittoresque et sentimental ». Seul le musée du verre de Sarre-Poteries, qui présente les travaux des ouvriers pendant leur temps de repos témoigne du « désir de rendre à une population la fierté de ses productions ». Le vrai musée de la mine qui manque encore dans cette région « martyrisée et modelée par l'extraction de la houille » est encore virtuel.

Le grenier des Houillères

A Lewarde, près de Douai, dans une petite mine désaffectée, la fosse Deloye, les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais engrangent depuis quelques années les machines, les outils, les wagonnets, les ascenseurs destinés à la casse. Dans ce grenier secret des Houillères, on trouve aussi bien la cloche d'église, « objet courant en magasin aux mines d'Anzin », pour les églises des cités minières, que la De Dion-Bouton d'un ancien directeur de la compagnie d'Aniche qui servait. Il y a encore deux ans, de voitures d'incendie.

Et sous le drapeau, récompense en 1945 de la fosse qui réussissait l'exploit des 100 000 tonnes par jour, ce poème :

Que d'efforts et de sueur vous a coûté ce noble emblème... Du groupe vous êtes les [Inéluctables].

Pour Sainte Marie, quelle référence.

A l'époque, on comptait cent dix fosses dans tout le bassin. Il n'y en a plus que six en exploitation. Attend-on que toutes aient fait silence pour ouvrir ce sanctuaire assagi, où les vêtements de mineurs accrochés dans la « salle des perdus » semblent des sculptures hyper-réalistes, tellement ils gardent l'empreinte des corps tourbus. Autour la campagne est riante : nulle cité minière à proximité, tout tant à l'horizon. Tout est calme.

Ce musée, qui n'en est pas encore un, coûte déjà environ 2 000 000 de francs par an pour l'entretien des locaux (8 000 mètres carrés couverts) et la maintenance. Les sommes nécessaires à son ouverture au public et à son fonctionnement pourraient sans doute être trouvées auprès des institutions régionales, mais des motifs politiques et psychologiques semblent retarder cet événement.

Si les Français tardent plus que les Anglo-Saxons à célébrer la culture technique dans des musées classiques, il est une expérience originale qui mérite d'être rappelée : celle de l'éco-musée du Creusot, mémoire vivante au cœur d'une région où l'industrie n'a pas mangé tout le paysage, où l'on est resté paysan à l'ombre des hauts fourneaux.

Mémoire vivante, et musée du

présent, qui marche avec son temps, comme l'ont indiqué, à Lille, Marcel Evard et Dominique Ferriot. Constatant « l'absence même d'archéologie », relevant de « réalités des temps », Marcel Evard a montré comment l'éco-musée voulait « retrouver le fil conducteur, réparer la fracture prodigieuse » qui nous sépare d'un passé si proche, et « partir du banal, du quotidien qui devient, une fois repêché, exotique ». Autant que les machines, les animateurs de l'éco-musée tentent de recueillir les témoignages des ouvriers, des artisans, des habitants. « Un travail de fouille ».

Installé au château de la Verrerie, sur-Creusot, l'éco-musée travaille avec deux cent soixante-quinze associations locales et entretient des « antennes » aux alentours. Avec dix-huit personnes et 2 millions de francs, il est loin des 5 millions de Deutschmarks du musée de Bochum, mais il n'a pas le même objectif : il veut être un « musée de questions », à condition qu'elles ne planent pas trop haut.

Le meilleur musée dans la vie, c'est encore l'usine dans la ville, l'usine recyclée, le bâtiment admis comme un objet usuel, qui peut encore servir. Sur ce chapitre, le Nord a beaucoup à dire. A Lille (en chantant), à Roebach et à Tourcoing (en riant), on regarde d'un nouvel œil les bâtiments industriels désaffectés et on s'apprête à insérer dans ces enveloppes si vastes, si monumentales, une nouvelle page d'histoire urbaine.

La filature Paul Le Blon, à Lille, est en passe de devenir un ensemble de logements H.L.M., en duplex, avec terrasse, plus grande que la norme, aménagée au-dessus de bureaux, de petites entreprises, de locaux collectifs. Remodelant l'intérieur, les architectes, Philippe Robert et Robert Relhan, ont scrupuleusement (trop ?) respecté la plate architecture de briques des façades. En face, les immeubles neufs (l'autre moitié du programme H.L.M.), plantés sur une rappe de blume, ne sont pas plus gris. « Les villes ont besoin d'anciens bâtiments, pas seulement des monuments historiques, mais des bâtiments ordinaires, y compris en mauvais état », dit Philippe Robert. Et il a raison.

MICHELE CHAMPENOIS.

RUTH TULVING
Gruvures
à partir du samedi 27 octobre
LA NOUVELLE GRAVURE
42, rue de Seine - 75006 PARIS
333-01-92

Première exposition Paris
DIANA UHLIK S.
artiste naïve polonaise
du 28 au 28 octobre 79.
Galerie du Musée des Dancan,
21, rue de Seine - 75006 PARIS.

Gal. TRIPLE-CORROY
82, av. de la Bourdonnais, Paris
O. SOUBRA
Jusqu'au 10 novembre

PIANO ★★ ★★ - THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 29 nov., 20 h. 30 - BEETHOVEN - CHOPIN (Précédé de 23)
ASHKENAZY
Location : Théâtre et agences

PALAIS DES GLACES
37 faub. du Temple - 607-43-03
du 26 octobre au 2 novembre
ARISTIDE PADYGROS
Location :
1 PRAC - Nougata - Quinquampois
pote des places : 30 F
CORNERA PRODUCTION
20 - 1 - 30

centre national de la tapisserie
d'aubusson
galerie inard
MICHEL DEGAND
179, bd St-Germain - du 24 oct. au 17 nov. - 544-66-88

J.F. KOENIG
Œuvres sur papier
Jusqu'au 10 novembre
GALERIE ERVAL
18, rue de Seine - 6 - 354.73.49

EXPOSITION
AUTO - MOTO - CYCLE FRANÇAIS
3 octobre - 4 novembre
HORAIRES : Semaine de 13 h. à 19 h. - Dimanche de 10 h. à 17 h. 30
MUSÉE NATIONAL DES TECHNIQUES
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS
Métro : Banneux-Sébastopol et Strasbourg-Saint-Denis

Expositions

CENTRE POMPIDOU
Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi et dimanche, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.
PARIS - MOSCOU, 1900 - 1939. Jusqu'au 5 novembre.
ACCROCHAGE N° 2. Jusqu'au 19 novembre.
PIERRE SOULAGES. Peintures récentes. Jusqu'au 31 décembre.
RAOUL HAUSMANN. Fiches. Jusqu'au 5 novembre.
MOLINIER. Photographies. Jusqu'au 5 novembre.

JULIO SILVA. Pygmalion. Jusqu'au 19 novembre.
CAMILLE BRYEN. Jusqu'au 14 novembre.
MERCE CUNNINGHAM. Grand-toyer. Jusqu'au 15 novembre.
CENTRE DE CREATION INDUSTRIELLE.
GRAND PRIX NATIONAL D'ARCHITECTURE. Jusqu'au 3 décembre.
NOUVELLES LEONS DE CHOSSE. Initiation des jeunes à l'environnement. Jusqu'au 3 décembre.
LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

DANS L'INDUSTRIE. Jusqu'au 31 décembre.
E. P. I.
VU EN CHINE. Photographies. Jusqu'au 26 novembre.
L'ARRE DE VIE. Message du monde de l'enfant. Jusqu'au 28 octobre.
MUSEES
L'ART EUROPEEN A LA COUR D'ESPAGNE AU XVIII^e SIECLE. du Rigaud à Goya. Grand Palais, section art. du Général-Eisenhower (201-54-10). Saut mardi, de 10 h à 20 h. le mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 9 F ; le samedi : 5 F (gratuit le 30 novembre). — Jusqu'au 31 décembre.

TRESORS DES MUSEES DU KREMLIN. Cent chefs-d'œuvre. Grand Palais (voir ci-dessus). — Jusqu'au 14 janvier.
FICASSO. Œuvres reçues en paiement des droits de succession. — Grand Palais, entrée avenue Winston Churchill (voir ci-dessus). Entrée libre le 10 décembre. — Jusqu'au 7 janvier.
LE LOUVRE D'HUBERT ROBERT. Musée du Louvre, entrée porte Janus (238-30-30). Saut mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 6 F ; gratuit le dimanche. — Jusqu'au 20 octobre.
LA CRYPTOPOLIS. Musée du Louvre, entrée porte Danco (voir ci-dessus).
FERNAND KENOPFF (1858-1921). — Musée des arts décoratifs, 107 rue de Rivoli (200-12-14). Saut mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. — Jusqu'au 31 décembre.

BARBARA ROPELSKA-BIGAN. SKA. Tableaux, dessins. — Jusqu'au 31 octobre.
CENT DESSEINS. Atelier Roger Fila. Centre national supérieur des beaux-arts, 2, rue Eugène-Spuler. De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 octobre.
CARICATURES - PRESSE SATIRIQUE 1830-1918. Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). — Jusqu'au 15 décembre.

REGION PARISIENNE
ARQUEL. L'enfant hier, signes. — Galerie de l'hôtel de Ville, avenue Paul-Bouvier (255-24-30). Jusqu'au 16 novembre.
BAGNOLET. A la découverte de l'œuvre. — Centre culturel, Tours Montparnasse (360-01-02). Jusqu'au 30 novembre.
BEVRY. « J'ai vu de Henri Matisse (1869-1964). Bibliothèque publique de l'Agora. Jusqu'au 30 octobre.
GENEVILLIERS. Terre et papier. — Centre culturel, Tours Montparnasse (360-01-02). Jusqu'au 30 novembre.
MASSY. Œuvres de Henri Matisse (1869-1964). Bibliothèque publique de l'Agora. Jusqu'au 30 octobre.
PONTAISE. André Frapin, peintures, aquarelles, dessins. — Centre culturel de Pontaïse, place de l'Hôtel-de-Ville (01-30-00). De 10 h à 18 h. Entrée : 14 F. — Jusqu'au 25 novembre.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. h. ouvert jusqu'à... heures.

DINERS AVANT LE SPECTACLE

AVE. DE BIQUEWIER 70-22-33 12, faubourg Montmartre, 9. T.J.J. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MOUTON, la Reine des Bistros.

DINERS

RIVE DROITE

LA GALIOTE 261-43-93 6, rue Combaud, 1^{er}. T.J.J. J. 23 h. Le Patron Noël BIEFFE dirige la cuisine : ses 7 poissons et 14 viandes, ses plats du jour. MENU 43,50 F. poisson et service compris. Ses caves du XIX^e siècle. Déjeuners, Soupers. Jusqu'à 23 heures. Tous les jours. Ouvert de 10 h à 23 h. Entrée : 10 F. — Jusqu'au 31 décembre.
CAVEAU FRANÇOIS-VILLON P.D. 84, rue de l'Archevêque, 1^{er}. 330-10-32. J. 23 h. Le Patron Noël BIEFFE dirige la cuisine : ses 7 poissons et 14 viandes, ses plats du jour. MENU 43,50 F. poisson et service compris. Ses caves du XIX^e siècle. Déjeuners, Soupers. Jusqu'à 23 heures. Tous les jours. Ouvert de 10 h à 23 h. Entrée : 10 F. — Jusqu'au 31 décembre.
MUSCADE 297-51-35 34, rue de Montpensier, 1^{er}. T.J.J. Au Palais-Royal, à l'intérieur ou sur les jardins. Son Buffet froid (Assiettes Nordiques). Buffet chaud avec plat du jour. Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Diner sugg. 99 F et carte. Poissons, Grillades. Spéc. du Sud-Ouest. Parking. — Jusqu'au 31 décembre.
ASSIETTE AU BEUF - POCARDI 9, boulevard des Italiens, 2^e. T.J.J. Propose une formule « Beuf » pour 31,50 F s.m. le soir jusqu'à 1 heure du matin. Grande carte de Desserts. Ambiance musicale. — Jusqu'au 31 décembre.
VICTORIA STATION 336-72-01 11, bd Montmartre, 2^e (face Grévin). T.J.J. J. 23 h. 30 dans le cadre unique d'un vieux wagon Pullmann. Grillades, Viandes, Poissons au charbon de bois. Ses spécialités. Salle climatisée. Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées : Couscous, Pastilla, Tagines. Méchoui, Vin de Bourgogne. Salon, salle climatisée. — Jusqu'au 31 décembre.
DARROUM 742-53-80 44, rue Sainte-Anne, 2^e. T.J.J. Spécialités marocaines. Couscous, Méchoui, Tagines, Bateila, Déjeuners, Dîners. Soupers jusqu'à minuit. Ambiance musicale. — Jusqu'au 31 décembre.
LA TOUR HASSAN RAS 233-79-34 27, rue Turbigo, 2^e. F/Dim. Perné lundi-mardi midi. Pour vos déjeuners d'affaires, dans le calme de l'Yve Saint-Louis. Spécialités Poie gras maison. Terrine de Canard, Poissons, Noisettes d'Agneau. Parking Pont-Marie - Notre-Dame. — Jusqu'au 31 décembre.
LA CHAUMIERE EN L'ILE 42, rue d'Alger, 4^e. 347-24-34. F/Dim. Propose une formule « Beuf » pour 31,50 F s.m. le soir jusqu'à 1 heure du matin. Grande carte de Desserts. Ouvert le dimanche. — Jusqu'au 31 décembre.
POULARDE LANDAIS 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.
BISTRO DE LA GARE 72-44-66 72, Champs-Élysées, 8^e. T.J.J. Propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F s.m. le soir jusqu'à 1 h du matin. Grande carte de Desserts. Décor au bistrot d'été. Ouv. dim. — Jusqu'au 31 décembre.
LE SARLADIS 522-23-62 2, rue de Vienne, 8^e. F/Dim. 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F s.m. le soir jusqu'à 1 h du matin. Grande carte de Desserts. Décor au bistrot d'été. Ouv. dim. — Jusqu'au 31 décembre.
BISTRO DE LA GARE 38, bd des Italiens, 9^e. T.J.J. Jusqu'à 23 h. « La Marée dans votre assiette » avec des arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique, à 50 mètres du théâtre. — Jusqu'au 31 décembre.
LA TRUFFIERE 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.
LA TRUFFIERE 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.

RIVE GAUCHE

LA TRUFFIERE 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.
LA TRUFFIERE 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.
LA TRUFFIERE 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.
LA TRUFFIERE 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.

DINERS - SPECTACLES

MOUTON DE PANURGE 742-78-49 17, rue de Choiseul, 2^e. T.J.J. Dans le cadre d'une hôtellerie, Dîners dansants aux chaudières. Attractions avec LOS MUCHACHOS. Spécialités espagnoles et franç. — Jusqu'au 31 décembre.

HORS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.

SOUPEURS APRES MINUIT

LE CONCEPT 339-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. T.J.J. Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Land. « Pigeade », Confit canard 35 F. Poie gras frais maison 30 F. Ses Grillades. Prix nets. — Jusqu'au 31 décembre.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

L'ALSACE 38, Champs-Élysées 339-44-24. Fête gras Choucroute Re hultres. Boutique de Produits Régiaux. Sa boutique de comestibles.

AU PIED DE COCHON Le fameux restaurant des Halles. Fruits de mer - Grillades. 6, rue Coquillière - 235-11-75 +

LE GRAND CAFE BANC D'OUTRITES REFRIGERES POISSONS - GRILLADES 4, bd des Capucines - 742-75-77.

LES SPECTACLES

THEATRE

THEATRE DE LA VILLE 14-15 (D. soir. 1^{er}). 20 h. 30. 21 h. 30. 22 h. 30. 23 h. 30. 24 h. 30. 25 h. 30. 26 h. 30. 27 h. 30. 28 h. 30. 29 h. 30. 30 h. 30. 31 h. 30. 32 h. 30. 33 h. 30. 34 h. 30. 35 h. 30. 36 h. 30. 37 h. 30. 38 h. 30. 39 h. 30. 40 h. 30. 41 h. 30. 42 h. 30. 43 h. 30. 44 h. 30. 45 h. 30. 46 h. 30. 47 h. 30. 48 h. 30. 49 h. 30. 50 h. 30. 51 h. 30. 52 h. 30. 53 h. 30. 54 h. 30. 55 h. 30. 56 h. 30. 57 h. 30. 58 h. 30. 59 h. 30. 60 h. 30. 61 h. 30. 62 h. 30. 63 h. 30. 64 h. 30. 65 h. 30. 66 h. 30. 67 h. 30. 68 h. 30. 69 h. 30. 70 h. 30. 71 h. 30. 72 h. 30. 73 h. 30. 74 h. 30. 75 h. 30. 76 h. 30. 77 h. 30. 78 h. 30. 79 h. 30. 80 h. 30. 81 h. 30. 82 h. 30. 83 h. 30. 84 h. 30. 85 h. 30. 86 h. 30. 87 h. 30. 88 h. 30. 89 h. 30. 90 h. 30. 91 h. 30. 92 h. 30. 93 h. 30. 94 h. 30. 95 h. 30. 96 h. 30. 97 h. 30. 98 h. 30. 99 h. 30. 100 h. 30. 101 h. 30. 102 h. 30. 103 h. 30. 104 h. 30. 105 h. 30. 106 h. 30. 107 h. 30. 108 h. 30. 109 h. 30. 110 h. 30. 111 h. 30. 112 h. 30. 113 h. 30. 114 h. 30. 115 h. 30. 116 h. 30. 117 h. 30. 118 h. 30. 119 h. 30. 120 h. 30. 121 h. 30. 122 h. 30. 123 h. 30. 124 h. 30. 125 h. 30. 126 h. 30. 127 h. 30. 128 h. 30. 129 h. 30. 130 h. 30. 131 h. 30. 132 h. 30. 133 h. 30. 134 h. 30. 135 h. 30. 136 h. 30. 137 h. 30. 138 h. 30. 139 h. 30. 140 h. 30. 141 h. 30. 142 h. 30. 143 h. 30. 144 h. 30. 145 h. 30. 146 h. 30. 147 h. 30. 148 h. 30. 149 h. 30. 150 h. 30. 151 h. 30. 152 h. 30. 153 h. 30. 154 h. 30. 155 h. 30. 156 h. 30. 157 h. 30. 158 h. 30. 159 h. 30. 160 h. 30. 161 h. 30. 162 h. 30. 163 h. 30. 164 h. 30. 165 h. 30. 166 h. 30. 167 h. 30. 168 h. 30. 169 h. 30. 170 h. 30. 171 h. 30. 172 h. 30. 173 h. 30. 174 h. 30. 175 h. 30. 176 h. 30. 177 h. 30. 178 h. 30. 179 h. 30. 180 h. 30. 181 h. 30. 182 h. 30. 183 h. 30. 184 h. 30. 185 h. 30. 186 h. 30. 187 h. 30. 188 h. 30. 189 h. 30. 190 h. 30. 191 h. 30. 192 h. 30. 193 h. 30. 194 h. 30. 195 h. 30. 196 h. 30. 197 h. 30. 198 h. 30. 199 h. 30. 200 h. 30. 201 h. 30. 202 h. 30. 203 h. 30. 204 h. 30. 205 h. 30. 206 h. 30. 207 h. 30. 208 h. 30. 209 h. 30. 210 h. 30. 211 h. 30. 212 h. 30. 213 h. 30. 214 h. 30. 215 h. 30. 216 h. 30. 217 h. 30. 218 h. 30. 219 h. 30. 220 h. 30. 221 h. 30. 222 h. 30. 223 h. 30. 224 h. 30. 225 h. 30. 226 h. 30. 227 h. 30. 228 h. 30. 229 h. 30. 230 h. 30. 231 h. 30. 232 h. 30. 233 h. 30. 234 h. 30. 235 h. 30. 236 h. 30. 237 h. 30. 238 h. 30. 239 h. 30. 240 h. 30. 241 h. 30. 242 h. 30. 243 h. 30. 244 h. 30. 245 h. 30. 246 h. 30. 247 h. 30. 248 h. 30. 249 h. 30. 250 h. 30. 251 h. 30. 252 h. 30. 253 h. 30. 254 h. 30. 255 h. 30. 256 h. 30. 257 h. 30. 258 h. 30. 259 h. 30. 260 h. 30. 261 h. 30. 262 h. 30. 263 h. 30. 264 h. 30. 265 h. 30. 266 h. 30. 267 h. 30. 268 h. 30. 269 h. 30. 270 h. 30. 271 h. 30. 272 h. 30. 273 h. 30. 274 h. 30. 275 h. 30. 276 h. 30. 277 h. 30. 278 h. 30. 279 h. 30. 280 h. 30. 281 h. 30. 282 h. 30. 283 h. 30. 284 h. 30. 285 h. 30. 286 h. 30. 287 h. 30. 288 h. 30. 289 h. 30. 290 h. 30. 291 h. 30. 292 h. 30. 293 h. 30. 294 h. 30. 295 h. 30. 296 h. 30. 297 h. 30. 298 h. 30. 299 h. 30. 300 h. 30. 301 h. 30. 302 h. 30. 303 h. 30. 304 h. 30. 305 h. 30. 306 h. 30. 307 h. 30. 308 h. 30. 309 h. 30. 310 h. 30. 311 h. 30. 312 h. 30. 313 h. 30. 314 h. 30. 315 h. 30. 316 h. 30. 317 h. 30. 318 h. 30. 319 h. 30. 320 h. 30. 321 h. 30. 322 h. 30. 323 h. 30. 324 h. 30. 325 h. 30. 326 h. 30. 327 h. 30. 328 h. 30. 329 h. 30. 330 h. 30. 331 h. 30. 332 h. 30. 333 h. 30. 334 h. 30. 335 h. 30. 336 h. 30. 337 h. 30. 338 h. 30. 339 h. 30. 340 h. 30. 341 h. 30. 342 h. 30. 343 h. 30. 344 h. 30. 345 h. 30. 346 h. 30. 347 h. 30. 348 h. 30. 349 h. 30. 350 h. 30. 351 h. 30. 352 h. 30. 353 h. 30. 354 h. 30. 355 h. 30. 356 h. 30. 357 h. 30. 358 h. 30. 359 h. 30. 360 h. 30. 361 h. 30. 362 h. 30. 363 h. 30. 364 h. 30. 365 h. 30. 366 h. 30. 367 h. 30. 368 h. 30. 369 h. 30. 370 h. 30. 371 h. 30. 372 h. 30. 373 h. 30. 374 h. 30. 375 h. 30. 376 h. 30. 377 h. 30. 378 h. 30. 379 h. 30. 380 h. 30. 381 h. 30. 382 h. 30. 383 h. 30. 384 h. 30. 385 h. 30. 386 h. 30. 387 h. 30. 388 h. 30. 389 h. 30. 390 h. 30. 391 h. 30. 392 h. 30. 393 h. 30. 394 h. 30. 395 h. 30. 396 h. 30. 397 h. 30. 398 h. 30. 399 h. 30. 400 h. 30. 401 h. 30. 402 h. 30. 403 h. 30. 404 h. 30. 405 h. 30. 406 h. 30. 407 h. 30. 408 h. 30. 409 h. 30. 410 h. 30. 411 h. 30. 412 h. 30. 413 h. 30. 414 h. 30. 415 h. 30. 416 h. 30. 417 h. 30. 418 h. 30. 419 h. 30. 420 h. 30. 421 h. 30. 422 h. 30. 423 h. 30. 424 h. 30. 425 h. 30. 426 h. 30. 427 h. 30. 428 h. 30. 429 h. 30. 430 h. 30. 431 h. 30. 432 h. 30. 433 h. 30. 434 h. 30. 435 h. 30. 436 h. 30. 437 h. 30. 438 h. 30. 439 h. 30. 440 h. 30. 441 h. 30. 442 h. 30. 443 h. 30. 444 h. 30. 445 h. 30. 446 h. 30. 447 h. 30. 448 h. 30. 449 h. 30. 450 h. 30. 451 h. 30. 452 h. 30. 453 h. 30. 454 h. 30. 455 h. 30. 456 h. 30. 457 h. 30. 458 h. 30. 459 h. 30. 460 h. 30. 461 h. 30. 462 h. 30. 463 h. 30. 464 h. 30. 465 h. 30. 466 h. 30. 467 h. 30. 468 h. 30. 469 h. 30. 470 h. 30. 471 h. 30. 472 h. 30. 473 h. 30. 474 h. 30. 475 h. 30. 476 h. 30. 477 h. 30. 478 h. 30. 479 h. 30. 480 h. 30. 481 h. 30. 482 h. 30. 483 h. 30. 484 h. 30. 485 h. 30. 486 h. 30. 487 h. 30. 488 h. 30. 489 h. 30. 490 h. 30. 491 h. 30. 492 h. 30. 493 h. 30. 494 h. 30. 495 h. 30. 496 h. 30. 497 h. 30. 498 h. 30. 499 h. 30. 500 h. 30. 501 h. 30. 502 h. 30. 503 h. 30. 504 h. 30. 505 h. 30. 506 h. 30. 507 h. 30. 508 h. 30. 509 h. 30. 510 h. 30. 511 h. 30. 512 h. 30. 513 h. 30. 514 h. 30. 515 h. 30. 516 h. 30. 517 h. 30. 518 h. 30. 519 h. 30. 520 h. 30. 521 h. 30. 522 h. 30. 523 h. 30. 524 h. 30. 525 h. 30. 526 h. 30. 527 h. 30. 528 h. 30. 529 h. 30. 530 h. 30. 531 h. 30. 532 h. 30. 533 h. 30. 534 h. 30. 535 h. 30. 536 h. 30. 537 h. 30. 538 h. 30. 539 h. 30. 540 h. 30. 541 h. 30. 542 h. 30. 543 h. 30. 544 h. 30. 545 h. 30. 546 h. 30. 547 h. 30. 548 h. 30. 549 h. 30. 550 h. 30. 551 h. 30. 552 h. 30. 553 h. 30. 554 h. 30. 555 h. 30. 556 h. 30. 557 h. 30. 558 h. 30. 559 h. 30. 560 h. 30. 561 h. 30. 562 h. 30. 563 h. 30. 564 h. 30. 565 h. 30. 566 h. 30. 567 h. 30. 568 h. 30. 569 h. 30. 570 h. 30. 571 h. 30. 572 h. 30. 573 h. 30. 574 h. 30. 575 h. 30. 576 h. 30. 577 h. 30. 578 h. 30. 579 h. 30. 580 h. 30. 581 h. 30. 582 h. 30. 583 h. 30. 584 h. 30. 585 h. 30. 586 h. 30. 587 h. 30. 588 h. 30. 589 h. 30. 590 h. 30. 591 h. 30. 592 h. 30. 593 h. 30. 594 h. 30. 595 h. 30. 596 h. 30. 597 h. 30. 598 h. 30. 599 h. 30. 600 h. 30. 601 h. 30. 602 h. 30. 603 h. 30. 604 h. 30. 605 h. 30. 606 h. 30. 607 h. 30. 608 h. 30. 609 h. 30. 610 h. 30. 611 h. 30. 612 h. 30. 613 h. 30. 614 h. 30. 615 h. 30. 616 h. 30. 617 h. 30. 618 h. 30. 619 h. 30. 620 h. 30. 621 h. 30. 622 h. 30. 623 h. 30. 624 h. 30. 625 h. 30. 626 h. 30. 627 h. 30. 628 h. 30. 629 h. 30. 630 h. 30. 631 h. 30. 632 h. 30. 633 h. 30. 634 h. 30. 635 h. 30. 636 h. 30. 637 h. 30. 638 h. 30. 639 h. 30. 640 h. 30. 641 h. 30. 642 h. 30. 643 h. 30. 644 h. 30. 645 h. 30. 646 h. 30. 647 h. 30. 648 h. 30. 649 h. 30. 650 h. 30. 651 h. 30. 652 h. 30. 653 h. 30. 654 h. 30. 655 h. 30. 656 h. 30. 657 h. 30. 658 h. 30. 659 h. 30. 660 h. 30. 661 h. 30. 662 h. 30. 663 h. 30. 664 h. 30. 665 h. 30. 666 h. 30. 667 h. 30. 668 h. 30. 669 h. 30. 670 h. 30. 671 h. 30. 672 h. 30. 673 h. 30. 674 h. 30. 675 h. 30. 676 h. 30. 677 h. 30. 678 h. 30. 679 h. 30. 680 h. 30. 681 h. 30. 682 h. 30. 683 h. 30. 684 h. 30. 685 h. 30. 686 h. 30. 687 h. 30. 688 h. 30. 689 h. 30. 690 h. 30. 691 h. 30. 692 h. 30. 693 h. 30. 694 h. 30. 695 h. 30. 696 h. 30. 697 h. 30. 698 h. 30. 699 h. 30. 700 h. 30. 701 h. 30. 702 h. 30. 703 h. 30. 704 h. 30. 705 h. 30. 706 h. 30. 707 h. 30. 708 h. 30. 709 h. 30. 710 h. 30. 711 h. 30. 712 h. 30. 713 h. 30. 714 h. 30. 715 h. 30. 716 h. 30. 717 h. 30. 718 h. 30. 719 h. 30. 720 h. 30. 721 h. 30. 722 h. 30. 723 h. 30. 724 h. 30. 725 h. 30. 726 h. 30. 727 h. 30. 728 h. 30. 729 h. 30. 730 h. 30. 731 h. 30. 732 h. 30. 733 h. 30. 734 h. 30. 735 h. 30. 736 h. 30. 737 h. 30. 738 h. 30. 739 h. 30. 740 h. 30. 741 h. 30. 742 h. 30. 743 h. 30. 744 h. 30. 745 h. 30. 746 h. 30. 747 h.

Théâtre

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

[illegible]

Les salles municipales

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), mer., sam. et dim., 15 h. : Cirque Grass à l'ancienne.

THEATRE DE LA VILLE (274-11-24), D., L., 18 h. 30 : Sol ; les 24, 25, 26 et 27, à 20 h. 30 : Gln Game.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS (278-66-65), (D., L.), 20 h. 30 :

Les autres salles

AIRE LIBRE (322-70-10) (D. soir.)
15 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
Une heure avec F. G. Lovers
16 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
à deux, (dern. le 30) : 22 h. mat.
dim. 18 h. 30 : Croix de sang
ALCOBOL (326-77-11) (soir.)
20 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
AUTO-RESCUITS (327-23-22) (soir.)
20 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
ATHANOR (327-15-77) (soir.)
A 21 h. : la Net des sorcières
22 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
mat. dim. 15 h. 30 : (La Fra-
cheur de l'auto.
BOUFFES DU NORD (328-94-50) (soir.)
20 h. 30 : l'Os ; la Confession
15 h. 30 : le Charlatan
CARPOCROQUIS DE VINCENTS
(328-24-24) (soir.)
15 h. vend. sam. 20 h. 30 : (Il)
16 h. : Peppé... Théâtre du Solle
(326-24-24) (soir.)
20 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
15 h. 30 : Méphisto... Chapuette
(328-91-40) (dern.) 20 h. 30 : mat.
dim. 15 h. 30 : Darling
Darling
CENTRE D'OPÉRA (328-54-54) (soir.)
20 h. 30 : (D. L.) 20 h. 30 : (Eva)
Brail.
CENTRE CULTUREL BELGE (327-25-15) 20 h. 45 : D. (soir. dim.)
20 h. 30 : 20 h. 30 : 20 h. 30 :
CITÉ INTERNATIONALE (328-38-50) (soir.)
Galerie (D. L.) 20 h. 30 : l'Espo-
20 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
seurs, 20 h. 30 : la Danse du Sor-
(dern. le 27) ; la 80 ; à 20 h. 30 :
20 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
(D. L. Mar.) 20 h. 30 : la Mariage
COMEDIE-CAUDMARTIN (742-42-42) (soir.)
20 h. 30 : 14 h. mat. dim. 15 h. 19 :
Comédie
EDOUARD-VII (742-87-49) (L.) 21 h.
mat. dim. 15 h. 30 : 20 h. 30 :
20 h. 30 : 20 h. 30 : 20 h. 30 :
21 h. : la Passion de Jeanne d'Arc
selon G. de Rais
GRAND MANITOU (D.) 21 h.
Audience : Versailles
FONTAINE (874-74-40) (D. soir.)
20 h. 30 : mat. sam. et dim. 15 h. 30 :
20 h. 30 : 20 h. 30 :
GRAND HALL MONTECARLO (328-70-72) (soir.)
18 h. 30 : 20 h. 30 : 20 h. 30 :
à 22 h. 15 : l'Esclavage
GYMNASIE (324-76-79) (D. soir.)
L. 20 h. 30 : mat. dim. 15 h. 30 :
Man's Land.

Les spectacles nouveaux

CASSOULE, avec Stéphane
un T.G.P. de Saint-Denis.
M. MYSTÈRES DE MAR-
CELLE, d'après Emilio Zola,
de Molière (à 22)
FERRE NOEL EST UNE O-
UVRE, au Splendid.
LES ÉTOILES DU COQUELOU,
en Côté de la Gare.
CÔTE QUE TU MERMES, de
Gilles Groussier, au Théâtre
quotidien, sur Marie-Stuart
(34)
AUTEUR NOMME TEN-
NESSESS, Tennessee Williams,
au Palisade (34).
LA VIE D'UN HOMME, L. Colvum,
sur Jean Mercure, au Théâtre
de la ville (34).
L'ÉPIQUE, de Wilson, Festi-
val d'Antanville, au Théâtre de
Paris (35).
LES ROIS, d'après
l'épique, par Alain Weil, au Tai-
faut (36).
RUE DES FRANCO-BUS-
QUAIS, rue des Franco-Bus-
quais (37).
LES MÉTIERS D'UNE TACHE-
RIE, au Splendid.
FENÊTRE SUR UN BUVARD,
de Christian Dentz, à Non-
neville (38).
LES FEMMES ET PASSAGIO, Ron-
dine, au Splendid, en comédie,
Nanterre (37, 28, 29).

Concerts

Voir aussi le Festival d'automne

MERCREDI 24 OCTOBRE

ECOLE ALSACIENNE, 18 h 30
Ensemble vocal Raquier-Wichard
Schmitt, Landowski, Chevalier,
Dariusle.

SALLE CORTOT, 21 h : Patrie
de Hogue (Bosthown).

SALLE FLEYEL, 20 h 30 : Orchestre
de jeunes A. Lowengratt, Ch. de
F. de F. de F. de F. de F. de F.
Chaillet, Maître de danse.

SALLE GAVAU, 21 h : L. Kog
Chehoun.

JEUDI 25 OCTOBRE

ROISSE DE LA MADEIRAINE, 21 h
Ensemble d'orchestre français
de la région de la région de la région
(Vivard : e Gloria).

RADIO-FRANCE, grand auditorium
de la région de la région de la région
harmonique de Radio-France, dirigé
G. Amy : Maître de Radio-France.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
20 h 30 : Orchestre de Paris, dir.
D. D. D. D. D. D. D. D. D. D. D. D. D.
Diskau (Dutlens, Debussy, L.
slawski).

SALLE SAINT-ROCH, 19 h 30
musique sacrée italienne au
théâtre sacré (passages de M.

SALLE GAVAU, 21 h : voir le 24

SALLE CORTOT, 21 h : Quintette

•

van, Fuste-Lamberat).

THEATRE D'ORSAY, 10 h. 55
M. et V. Malaky (Bach).
NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45
J. L. Bouvier (Gounod).
Drapé, Gungl/Gungl.
EGLISE SAINT-LOUIS-DES-INV
V. 17 h. 45
(école française du vingtième s
cle).
ENSEMBLE DES BILLETTES, 17 h. 45
Assemblée 13 (Tchaïkovski, Vivaldi
Haydn, Mozart).
THEATRE DES L'OPÉRA, 17 h. 45
M. B. Perle, M. Hagenmüller
B. Barlet, P. Bouquet, E. Mandr
A.-M. Laila (Couperin, Rameau
Lully).
SAILE PLEYEL, 17 h. 30 : voir le
RAPID-FRANCA, grand orchestre
17 h. 30
Bubash Chaudhrai (musique 7
l'Inde).
SAINT-MERRE, 16 h. 30
The St Chalmers Son Wexes.
LA VOÛRE, 20 h : Tochi Tsutsumi
et son orchestre.
MOÛSE D'ART MODERNE, 16 h
Quatuor Viva Nova.
20 OCTOBRE
RAMELACH, 20 h : Orchest
des Concerts Lamoureux, direct
J. L. Bouvier (Bach, F-F
Volvet, Charpentier, Franck
Péri, Roussel).
SAINT-LOUIS-DES-INV, 21 h. 45
M. Gungl/M. Pleyel, St. h.
Chopin, Frolovski).

Comédie des Champs-Élysées

les frères Jacques
Récital
d'Adieu
de l'Enfermé à la Confiance
Soir: 20h45 Dim: 17h Rel: Dim: soir & Lundi
LOCATION OUVERTE
21 JOURS A L'AVANCE

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

24 octobre - 30 novembre	
octobre	Grande Salle
mar 24 20 h 30	WINGS
jeu 25 20 h 30	WINGS-
ven 26 20 h 30	WINGS
sam 27 20 h 30	ZADIG
dim 28 10 h 45	Concert Misha Maisky, violoncelle-Vadim Maisky, claviers : Bach
dim 28 15 h	ZADIG
dim 28 18 h 30	ZADIG
mar 30 20 h 30	WINGS
mer 31 20 h 30	WINGS
novembre	
jeu 1 20 h 30	ZADIG
ven 2 20 h 30	ZADIG
sam 3 20 h 30	WINGS
dim 4 10 h 45	Concert Lindsay String Quartet : Beethoven, Mendelssohn
dim 4 15 h	WINGS
mar 6 20 h 30	ZADIG
mer 7 20 h 30	WINGS
jeu 8 20 h 30	WINGS
ven 9 20 h 30	WINGS
sam 10 20 h 30	ZADIG
dim 11 10 h 45	Concert Mozartean Quartet de Salzbourg : Mozart
dim 11 15 h	ZADIG
dim 11 18 h 30	ZADIG
mar 13 20 h 30	WINGS
mer 14 20 h 30	ZADIG
jeu 15 20 h 30	ZADIG
ven 16 20 h 30	ZADIG
sam 17 20 h 30	WINGS
dim 18 10 h 45	Concert Quartet Jacques Prat : Schubert, Haydn, Wabers
dim 18 15 h	WINGS
mar 20 20 h 30	ZADIG
mer 21 20 h 30	WINGS
jeu 22 20 h 30	WINGS
ven 23 20 h 30	WINGS
sam 24 20 h 30	ZADIG
dim 25 10 h 45	Concert Vermeer Quartet : Schubert, Bartok
dim 25 15 h	ZADIG
dim 25 18 h 30	ZADIG
mar 27 20 h 30	WINGS
mer 28 20 h 30	WINGS
jeu 29 20 h 30	ZADIG
ven 30 20 h 30	ZADIG

**utilisez ce calendrier
comme bon de location**

soulignez pièces et dates de votre choix
 prix Grande Salle 65 F 60 F 50 F 45 F 35 F 25 F
 prix Petit Orsay 50 F 40 F 30 F

nom _____
adresse _____

nombre de places (Grande Salle)	x	F total	F
nombre de places (Petit Orsay)	x	F total	F

réglement bancaire ou postal 3 volets ou mandat-lettre
à l'ordre de la Cie Renaud-Barraut adressé avec une
enveloppe timbrée pour l'envoi des billets

Théâtre d'Orsay 7, quai Anatole-France 75007 Paris
tél. 548.38.53

PARIS
1979

14 JANVIER
NOVEMBRE
15 JANVIER

LA VILLE DE PARIS
présente le

17^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE
DE PARIS

« THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES »
DU 22 AU 28 NOVEMBRE
THE PAUL TAYLOR DANCE COMPANY
20 ET 21 NOVEMBRE
DANCE - LUCINDA CHILDS - PHILIP GLASS
DU 29 AU 25 NOVEMBRE
BALLET NATIONAL DE CUBA ^{avec} ALICIA ALONSO
ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE
DU 27 NOVEMBRE AU 2 DECEMBRE
THE FRID BALLET
DU 3 AU 9 DECEMBRE
BALLET DE DOPERA DE STUTTGART ^{avec} MARGIA HAYDÉE
LA DAME AUX CAMÉLIAS ^{musique de} JOHANN STRAUSSER
ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE
Séances 28 à 32. Matinées 14 à 30 les Dim. 14, 22, 29, et 2, 9 déc. Matinée les 16 sept. et 5 déc.

« THÉÂTRE DE LA VILLE »
DU 9 AU 14 OCTOBRE
MERCE CUNNINGHAM DANCE COMPANY
« CENTRE GEORGES POMPIDOU »
DU 17 AU 23 OCTOBRE
MERCE CUNNINGHAM DANCE COMPANY
DU 7 AU 13 NOVEMBRE
THE TRISHA BROWN COMPANY
« CHAPELLE DE LA SORBONNE »
DU 22 AU 24 NOVEMBRE
DANA REITZ-DEBORAH HAY
DU 25 NOV. AU 1^{er} DEC
SHERYL SUTTON
Séances 28 à 32. Matinées 14 à 30 les 13, 14, 22, et 29
et 15 à 16 sept et 29 oct.

LOCATION: Théâtre, Agence, FRAC 130 rue du Bonpas à Paris et par Tél. 225 44 36

VENDEUR: 20 OCTOBRE

SALLE GAYEAU, 20 h. 30 : Les clés du Conservatoire national de musique, dir. P. Saul : duo J.-L. Galliard (Albert Brachma, Laureau).

SALLE FLEURY, 20 h. 30 : Havi Shapira, Alla Bakina (musique de l'Inde).

SAMEDI 27 OCTOBRE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 10 h. : voir le 25.

EGLISE SAINT-JULIEN - LE PAVILION, 21 h. : L. Caravallini, P. Brida, J. Pontet (Sach, Vivaldi).

FEUVE MUSICALE DU MONT-MAJESTÉ, 17 h. 45 : Quatuor Serenade (Haydn, Schubert, Bartók).

RADIO-FRANCE, 14 h. 30 : Orchestre national de France, dir. G. Sambréling (Schöenberg, Gottschalk, Crumb, Kurts, Beynon, Kleiman).

20 h. 30 : mêmes concertos (Berlioz, Ives, Kurts, Debussy).

EGLISE SAINT-JULIEN, 21 h. : P. Guerin (synthésiseur, diaphoramas-laser).

SALLE GAYEAU, 17 h. : R. Gallois-Montmarin, J. Ruben (Faure, Schmitt, Savel); 20 h. : Orchestre de chambre de France (Schmitt, Savel); 30 h. C. Bernard (Sach, Beethoven).

(Beethoven, Debussy, Chopin).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 21 h. : R. Crespin, C. Ivaldi (Brahms, Debussy, Foulenc, Wolf, Ravel).

MARDI 30 OCTOBRE

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 11 h. : Orchestre de chambre Thomas, Chœur national, dir. : J. Grimbret, sol. : A. Chacot, F. Pasi, H. Ledroit, R. Malin.

14 h. 30 : Delalande, Boecklin.

CITE INTERNATIONALE, 19 h. : Théâtre, 21 h. : Ukaman (folklore de Bohême).

LUCERNAISE, 18 h. 30 : G. et P. Cisevici, piano (Mozart, Schumann, Chopin, Brahms, Rachmaninov).

CENTRE CULTUREL SUEDOIS, 20 h. 30 : Musique informationnelle (Schubert, Schmitt, Debussy).

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Quatuor Vite Nova (Schubert, Schumann, Ravel).

SALLE GAYEAU, 21 h. : Orchestre P. Kwaest, sol. : S. Schmidt.

PALEIS DES CONCERTS, 18 h. : concertos du mardi (Berlioz, Liszt, Beethoven).

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 11 h. 30 : Orchestre de chambre, 20 h. 30 : Quatuor l'Ensemble Intercontemporain (Schubert, Jarnach, Bartók, Webern).

Jusqu'au 18 novembre

SOUS CHAPITEAU


Le Théâtre du Soleil accueille

LES CLOWNS MACLOMA

danse «DARLING DARLING»

CARTOUCHERIE

365-91-40

 THEATRE DE LA
COMMUNE
D'AUBERVILLIERS

JEUNE THEATRE NATIONAL

ANECOTES PROVINCIALES
d'Alexandre Vamplov
par Gabriel Garran
et Yutaka Wada

*"Le rive qui vient de l'est." Bruno
Villien, Le Nouvel Observateur.*
*"Le dialogue fait penser à Court-
tenelle, la hargne cricotte à
Jean Anouilh..." Michel Comroet,
Le Monde.*

Mardi 19 et 20 - Mercredi 20 et 21
samedi 20 et 30 - dimanche 17 h

Reservations : 833.16.16

NOUVEAU METRO - 4 CHEMINS

Comédie des Champs-Élysées

les frères Jacques

Récital
d'Adieu

de l'Entente à la Confiture

Soir. 20h45 Dim. 17h Rel. Dim. soir & Lundi

LOCATION OUVERTE
21 JOURS A L'AVANCE

STUDIO DES
CHAMPS-ÉLYSÉES

ROLAND DUBILLARD
NADIA BARENTIN
JACQUES SEILER

LA
MAISON D'OS

de ROLAND DUBILLARD

Mise en scène de JACQUES SEILER
Scénographie de JACQUES LE MARQUET
JACQUES BOUDET
JEAN-PIERRE DARROUSSIN
JEAN-MICHEL VANSON
MAX VIALLE

DIAPHRANE MATINEES 15 h et 19h30
SOINÉES A 20h30 (SAUF DIMANCHE ET LUNDI)



**LE VENDÔME (2^e) - GRANDS-AUGUSTINS (6^e) - ESPACE-GAÏTÉ (14^e)
PALAIS-DES-ARTS (3^e)**

RUSH DISTRIBUTION et CLAUDE GUEDJ présentent

LA CROISADE MAUDITE

un film de
ANDRZEJ WAJDA

avec LIONEL STANDER, FERDY MAYNE
MATTHIEU CARRIERE, JENNY AGUTTER

récit de
JERZY ANDRZEJEWSKI

"GATES TO PARADISE"

VO anglaise sous-titre de MARCEL JOUHANDEAU

MARIGNAN Pathe - **UGC BIARRITZ** - **GAUMONT RICHELIEU** - **HELDER** - **UGC DANTON**
MONTFARNASSE 83 - **QUINETTE** - **MISTRAL** - **UGC OPÉRA** - **WEPLER** **PATHE** - **FAUVETTE**
GAUMONT GAMBETTA 3 **NATION** - **MAYFAIR** - **GAUMONT CONVENTION** - **GAUMONT LES HALLES**
VERSAILLES *Cyrano* - **ENGHIEN** *François* - **ASNIÈRES** *Tricycle* - **CHAMPIGNY** *Mutaciné*
THIAIS *Belle Épine* - **ÉVRY** *Gaumont* - **VELUZY** *Studio* - **SARCELLES** *Planados*
LE ROUBERT *Aviation* - **VINCENNES** *3 Vincennes* - **ARGENTEUIL** *Gamma* - **ROSNY** *Artel*

A high-contrast, black and white photograph of a man in a military cap, looking upwards with a distressed expression. He is surrounded by debris and what appears to be a rifle. A banner at the bottom reads "LE TOUBIE".

ALAIN DELON présente
ALAIN DELON
VÉRONIQUE JANNOT
LE TOUR 1818
PIERRE GRANIER-DEFERRE
PASCAL JARDIN
FRANÇOISE D'AMORE
JACQUELINE BOURGNE

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans.
(**) aux moins de dix-huit ans.

CHAILLOT (1894-54 90)
MERCREDI 24 OCTOBRE
18 h. : Laurel et Hardy consorciés, d'Alfred Hitchcock. 19 h. : Le For-man want to France, de C. Friend. 20 h. : le profane, de R. Kessel. 21 h. : Les hommes qui se savent trop, d'A. Hitchcock.
JEUDI 25 OCTOBRE
16 h. : Les 1000 mots de J. Bodet. 18 h. : Acta pour un athlète, de P. Balcon. 20 h. : J'accuse, d'Alfred Hitchcock. 21 h. : Les hommes, pour nos quatre-vingt-dixième anni-versaire.
VENDREDI 26 OCTOBRE
18 h. : Zaza, de R. Gavran. 19 h. : La Diadème Symphonie, d'A. Coen. 20 h. : Les hommes, pour la figuration, d'iz. Zehnwald. 22 h. : La Marguerite d'O, d'iz. Rohmer.
SAMEDI 27 OCTOBRE
15 h. : La Route, d'A. Gance. 18 h. : Les Nuits blanches, de L. Vis-conti. 20 h. : Les hommes, pour le cent rivage, de Z. Kuzmenko. 22 h. : Ghédo, d'O. Welles.
DIMANCHE 28 OCTOBRE
15 h. : L'aventure de Napoléon et Napoléon, d'A. Gance. 18 h. 30 : La Diadème Symphonie, d'A. Coen. 20 h. : La Moisson Blanche, de J. Dornemann. 22 h. : La Mort du président, d'Alfred Hitchcock.
LUNDI 29 OCTOBRE
15 h. : Les hommes, pour le cent athlète, de P. Balcon. 18 h. : La Diadème Symphonie, d'Alfred Hitchcock. 20 h. : Les hommes, pour le cent athlète, de P. Balcon. 21 h. : La Moisson Blanche, de J. Dornemann. 22 h. : La Mort du président, d'Alfred Hitchcock.
MARDI 30 OCTOBRE
15 h. : Les hommes, pour le cent athlète, de P. Balcon. 18 h. : La Diadème Symphonie, d'Alfred Hitchcock. 20 h. : Les hommes, pour le cent athlète, de P. Balcon. 21 h. : La Moisson Blanche, de J. Dornemann. 22 h. : La Mort du président, d'Alfred Hitchcock.
MERCREDI 31 OCTOBRE
15 h. : Les hommes, pour le cent athlète, de P. Balcon. 18 h. : La Diadème Symphonie, d'Alfred Hitchcock. 20 h. : Les hommes, pour le cent athlète, de P. Balcon. 21 h. : La Moisson Blanche, de J. Dornemann. 22 h. : La Mort du président, d'Alfred Hitchcock.

Les exclusivités

ADOLE ET MARLENE (All. v.o.) : Maris, 4^e (278-47-88).

ALLEN (A. v.o.) : Sando de la Harpe, 3^e (232-71-65) ; U.G.C. (232-71-65) ; Concordo, 8^e (338-53-54) ; v.f. : Berlita, 2^e (742-38-41) ; U.G.C. (742-38-41) ; Gaumont-Sud, 1^{re} (331-51-18) ; Montparnasse-Pathé, 1^{re} (332-19-19) ; Cliché-Pathé, 1^{re} (332-37-41).

APOCALYPSE NOW (A. v.o.) : 9^e Quartier-Latin, 3^e (228-56-55) ; Ambassade, 8^e (339-13-03) ; Farmanian, 1^{re} (335-35-11) ; Broadway, 1^{re} (335-35-11) ; U.G.C. (335-35-11) ; Richelieu, 1^{re} (335-79-30) ; v.f. : Gaumont-Les Halles, 1^{re} (237-69-69) ; U.G.C. (237-69-69) ; Elysees-Lincoln, 3^e (330-36-14) ; Francais, 8^e (770-33-82) ; Fauvartier, 1^{re} (332-37-41) ; U.G.C. (332-37-41) ; 18^e (332-37-41) ; Cliché-Pathé, 1^{re} (332-37-41) ; Gaumont-Gaumont, 1^{re} (332-37-41).

AU REVOIR, A LUNDI (Fr.) : U.G.C. : Marceau, 8^e (224-17-32).

BLOOMER (A. v.o.) : (A. v.o.) : Vidéotron, 8^e (330-30-24).

CADDO (Général, v.o.) : Maris, 4^e (278-47-88).

LES CHAMPAIGN (A. v.o.) : Gaumont-Les Halles, 1^{re} (237-69-69) ; Elysees-Lincoln, 3^e (330-36-14) ; Richelieu, 1^{re} (335-79-30) ; Saint-Lazare-Pauguier, 8^e (387-35-35) ; U.G.C. (387-35-35) ; Cliché-Pathé, 1^{re} (332-37-41).

CHATEAU ET LUCIE (Fr.) : Berlita, 2^e (742-38-41).

CHER PAPA (Cl. v.o.) : Saint-Lazare-Pauguier, 8^e (387-35-35) ; Payaga, 7^e (705-13-15) ; Monte-Carlo, 8^e (228-56-55) ; Parmasiana, 1^{re} (742-38-41) ; v.f. : Parmasiana, 1^{re} (742-38-41).

CHRONOSOME 3 (Ang. v.o.) () :** 9^e Quartier-Latin, 3^e (228-56-55) ; Ber, 2^e (332-37-41) ; Caméo, 8^e (248-68-44).

CHRONOSOME (Fr.) : Berlita, 2^e (742-38-41) ; Capri, 1^{re} (308-18-19) ; Quinette, 3^e (334-32-42) ; Monte-Carlo, 8^e (228-56-55) ; Saint-Lazare-Pauguier, 8^e (387-35-35) ; Marignan, 8^e (338-52-35) ; Caméroune, 1^{re} (334-32-42) ; Caméroune, 1^{re} (334-32-42).

LES FILMS NOUVEAUX

LE TOUVER, film français de Pierre Granier-Deferre : 9^e Quartier-Latin, 3^e (228-56-55) ; 18^e : Richelieu, 1^{re} (232-37-41) ; Quinette, 3^e (334-32-42) ; U.G.C. (334-32-42) ; Saint-Lazare-Pauguier, 8^e (387-35-35) ; Marignan, 8^e (338-52-35) ; Caméroune, 1^{re} (334-32-42) ; Concordo, 8^e (338-53-54).

LE TOUSSA, film français de
Pierre Granier-Deferre. —
Gauguin les Balles, 1^{re} (297-
49-70); Richelien, 3^e (233-
58-70); Quintetta, 5^e (334-
35-40); U.G.C. Danton, 6^e
(330-42-62); Montparnasse 83,
6^e (544-14-27); Biarritz, 8^e
(330-42-33); George, V, 8^e
(225-41-45); Concorde, 3^e (338-
41-45).

mont-Galaxie, 12° (580-10-02) ;
 Termes, 17° (380-10-41) ;
CORPS A CORPS (Fr.) : Le Seine, 5°
 (380-10-41) ;
COURAGE, FUYONS (Fr.) : Gaumont-
 Mont-Halles, 11° (387-49-10) ;
 (742-90-23) ; Saint-Germain-Studio,
 15° (354-43-73) ; Colisée, 15° (722-
 69-23) ;
 Fauvette, 13° (331-34-88) ; Mont-
 parnasse-Satish, 15° (332-62-23) ;
 14-Juillet-Bastille, 11° (387-90-81) ;
 15-Juillet-Beaugrenais, 15° (575-78-79) ;
 Gaumont-Convention, 15° (78-78) ;
 Victor-Hugo, 15° (332-62-23) ;
 15-Juillet, 17° (387-70-10) ;
 (387-50-10) ; Gaumont-Gambetta,
 15° (387-50-10) ;
LES DEVOISELLES DE WILKO
 (Pol. v.o.) : Studio de la Harpe, 3°
 (380-10-41) ;
LA DEROGEE (Fr.) : U.G.C.-
 Opéra, 5° (387-30-34) ; Cinny-
 studio, 15° (354-43-73) ;
 (383-68-42) ; U.G.C.-Odéon, 5° (332-
 21-68) ; U.G.C.-Marbeuf, 5° (222-
 69-23) ;
 (772-14-23) ; Caméo, 5° (246-58-42) ;
 Mac-Linder, 5° (770-40-04) ; U.G.C.-
 Opéra, 5° (387-30-34) ;
 U.G.C.-Gobelins, 13° (331-06-19) ;
 Mistrat, 14° (338-43-41) ; Magic-
 Convention, 15° (387-50-10) ;
 Venus-Montparnasse, 15° (344-
 25-02) ; Mistrat, 15° (331-06-19) ;
 (387-50-10) ;
 34-25) ; Paramount-Malliot, 17°
 (78-24-34) ; Secretain, 15° (206-
 24-34) ;
LA DROLESSE (Fr.) : Lucernaia, 3°
 (344-37-34) ;
LES FRANÇAIS DANS LA GUERRE
CIVILE D'ESPAGNE (Sulu.) :
 Le Seine, 5° (387-30-34) ;
LA FEMME EN CHAT (Fr.) : Calypso,
 17° (380-10-41) ;
LES ÉCOLES SONT FINIES (Fr.) : Impé-
 rial, 15° (387-50-10) ;
 (332-62-23) ; Épée-de-Bols, 5° (337-
 37-47) ; Montparnasse 83, 5° (344-
 25-02) ;
 Nations, 15° (343-04-37) ; Gaumont-
 Bud, 14° (331-31-16) ; Clichy-
 Pathé, 15° (332-62-23) ;
ET LA TENDRESSE, BORDEL (Fr.) :
 U.G.C.-Marbeuf, 5° (222-
 69-23) ;
L'EXECUTION DU TRAITÉ A LA
PATRIE KENNETH S. (Sulu.) : Le Seine,
 5° (387-30-34) ;
EXILIC DU VOUDU (Fr.) : Cinéma, 3°
 (380-10-41) ;
FOLIE-FOLIE (A. v.o.) : Quinette,
 15° (387-50-10) ;
 (782-71-11) ;
HAIR (A. v.o.) : Palais-Royal, 5°
 (387-30-34) ; U.G.C.-Opéra, 5°
 (332-21-68) ; V.F. : U.G.C.-Opéra, 5°
 (280-30-34) ;
HÉROÏNE (A. v.o.) : Paramount-
 Montparnasse, 15° (344-25-02) ;
HUMOUR (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 5°
 Le Seine, 5° (387-30-34) ;
HEXAGONALIS ROCKERS (Fr.) :
 (387-50-10) ;
HYPOCRISIE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 5°
 Le Seine, 5° (387-30-34) ;
IL Y A LONGTEMPS QUE JE T'AIME
 (Fr.) : Martignan, 5° (387-30-34) ;
INTERVUE (A. v.o.) : Studio-
 Clichy, 5° (332-62-23) ;
IRACEMIA (Br. v.o.) : La Claf, 5°
 (337-50-10) ; Olympic, 14° (342-
 27-14) ;
JANE SÈRE TOUJOURS JANE (All. v.o.) : Marala, 5° (387-30-34) ;
 (387-30-34) ;
LES LARMES DE SANG (All. v.o.) :
 (387-30-34) ;
LA LETTRE ÉCARLATE (All. v.o.) :
 14-Juillet-Pathé, 5° (383-68-42) ;
LA LUNE OÙ (Fr.) :
 les-Halles, 11° (387-49-10) ; Quinette,
 15° (334-34-88) ; U.G.C.-
 Odéon, 5° (332-21-68) ; Fagode,
 15° (702-15-15) ; Biarritz, 17° (722-
 69-23) ; Colisée, 5° (339-26-40) ;
 14-Juillet-Bastille, 11° (387-90-81) ;
 15-Juillet-Beaugrenais, 15° (575-78-79) ;
 V.F. : Baritz, 3°
 (387-50-10) ;
 (34-77) ; Montparnasse-Pathé, 14°
 (332-62-23) ; Gaumont-Convention,
 15° (387-50-10) ; Clichy-Pathé, 15°
 (332-62-23) ;
MOLIERE (Fr.) : Biéboquet, 5° (222-
 69-23) ;
MON VIVANT (A. v.o.) : Boul-
 Mich, 5° (384-43-23) ; U.G.C.-Dan-
 son, 5° (334-43-23) ; Normandie, 5°
 (387-50-10) ;
 (770-15-23) ; Publicité-Mag-
 non, 5° (385-31-07) ; V.F. : Rev.
 (387-50-10) ; U.G.C.-Opéra, 5°
 (387-50-10) ;
 (387-50-10) ; Paramount-Opéra, 5° (742-
 69-23) ; Paramount-Bastille, 12°
 (742-69-23) ;
 13° (707-13-28) ; Paramount-Galaxie,
 13° (580-15-03) ; Paramount-
 Odéon, 5° (332-21-68) ;
 Paramount - Oriflana, 14° (340-
 43-31) ; Magic - Convention, 15°
 (387-50-10) ;
 15° (387-50-10) ;
 Paramount - Malliot, 17° (78-
 24-34) ; Paramount-Montparnasse,
 15° (344-25-02) ; Secretain, 15° (206-
 24-34) ;
LES MOIRS AUX DENTS (Fr.) : Bre-
 tagne, 5° (222-69-23) ; Biarritz, 17°
 (722-69-23) ;
LA NUIT NOIRE (Fr.) : Para-
 mont-Marivax, 5° (742-69-23) ;
 Mercury, 5° (222-69-23) ;
 (387-50-10) ;
 (387-50-10) ;
LES MOTOS DE LA MORT (A. v.o.) :
 Paramount-Opéra, 5° (742-
 69-23) ; Paramount-Montparnasse,
 15° (344-25-02) ;
NOUVEAU CODE (A. v.o.) :
 Napoléon, 17° (380-10-41) ;
 (387-50-10) ;
**ON EST VENU LA POUR S'ÉCLA-
 TIR** (Fr.) : Normandie, 5° (222-
 69-23) ;
 (770-15-28) ;
PASSE TON SAC D'ARROBÉ (Fr.) :
 Hanfeulle, 5° (332-62-23) ;
 (387-50-10) ;
 La Claf, 5° (337-00-30) ; Saint-
 André des Arts, 5° (328-46-19) ;
 (387-50-10) ;
 12° (343-07-48) ; Parisiana, 14°
 (389-43-11) ; 14-Juillet-Baugrenais,
 15° (575-78-79) ; Cambrone,
 15° (742-69-23) ;
LE PIERRE A CONS (Fr.) : Richelieu,
 15° (332-62-23) ;
 35-40) ; Balzac, 5° (361-10-60) ;
 Colisée, 5° (339-26-40) ; Clamondine,
 15° (387-50-10) ;
 14° (339-32-11) ; Gaumont-Bud, 14°
 (331-31-16) ; Convention - Saint-
 André des Arts, 5° (328-46-19) ;
 Pathé, 15° (332-62-23) ;
LE POINT DOULOUREUX (Fr.) : Le Seine,
 5° (387-30-34) ;
PROFANE (Fr.) : (Br. v.o.) :
 Byz, 5° (332-62-23) ;
LE RABIN AU FAR-WEST (A. v.o.) :
 (387-50-10) ;
 (324-67-82) ; Paramount-City, 5°
 (342-45-70) ; V.F. : Paramount-
 Montparnasse, 15° (344-25-02) ;
ROCKERS (A. v.o.) : Luxembourg,
 5° (337-50-10) ; Balzac, 5° (361-
 10-60) ;

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

GAUMONT COLISÉE (v.o.) - U.G.C. BIARRITZ (v.o.) - QUINTETTE (v.o.)
U.G.C. ODEON (v.o.) - LA PAGODE (v.o.) - PLM SAINT-JACQUES (v.o.)
14 JUILLET BEAUGRENELLE (v.o.) - 14 JUILLET BASTILLE (v.o.)
GAUMONT BERLITZ (v.f.) - CLICHY PATHÉ (v.f.)
MONTFARNASSE PATHÉ (v.f.) - GAUMONT CONVENTION (v.f.)
3 NATION (v.f.) - GAUMONT HALLES (v.f.)
PARLY 3 (v.f.) - ARTEL Nogent (v.f.)

JILL
CLAYBURGH

LA LUNA

UN FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI

C'est sûr, on va le trouver immortel
le nouveau film de Bertolucci... Il
est désarmant, provoquant.

Interprète
José M. Basso

Cette œuvre est d'une richesse
inouïe... Jill Clayburgh, actrice
superbe.

Réalisateur
FRANCESCO ROBERTI

هكذا من الأصل

Cinéma

Les séances spéciales

A BIGGEE SPHASE (*Angl.*, v.o.) :
ALL (v.o.) : Olympic, 16 (542-
87-42), 18 h. (et S.D.).

AGOURER (*It.*) : L'Espece du DIEU
AOLIA (*v.o.*) : Olympic, 16 (542-61-
42) 18 h. (et S.D.).

AMALOR (*Angl.*, v.o.) :
Espè de Bois, 5 (337-47-04) 12 h.
plus R. S.

AMARCOUS LES REESES (*Frl.*): SI
André-des-Arts, 9 (328-18-48).

AMARCORD (*It.*, v.o.): Espè de Bois,
5 (337-47-04). 12 h + V., S.

LES AVENTURES EPOUSTOULFAN-
TES DE TOM ET JERRY (*A.*,
v.o.) : Olympic, 12 (328-18-18)
16-37.

COUNT GRACE (*All.*, v.o.): Olym-
pic, 16 (542-67-42), 18 h. (et S.D.).

DÉTOIR DEDANS (*Jap.*, v.o.) : Le Seine,
22 (325-95-99), 14 h.

L'EMPIRE DES SENS (*Jap.*, v.o.)
(*) Saint-André-des-Arts, 6°
(328-18-48).

FELICITE (*Prt.*, A.-v.o.) : Saint-
André-des-Arts, 6° (328-18-48).

FRITZ THE CAT (*A.*, v.o.): Saint-
André-des-Arts, 6° (328-18-48).

HAROLD ET MAUDE (*A.*, v.o.):
L'Expérimenteur, 6° (337-97-17), 10 h.
15, 24

L'HYPOTHÈSE DU TABLAEAU VOLE
ANT (*Angl.*, v.o.) : Le Seine, 5 (325-95-99),
14 h. 20.

INDIA SONG (*Frl.*) : Le Seine, 5°
14 h. 20.

LES LAZZES AMERES DE PETRA
VON KANT (*All.*, v.o.) : Olympic,
16 (542-67-42), 18 h.

LET IT BE (*Angl.*, v.f.): Tourneles,
20° (636-51-86).

MEXICO SACREE (*Mex.*,
v.o.) : Le Seine, 5° (325-95-99),
22 h. 30.

FACTORY OF THE PARADISE (*Angl.*,
v.o.) : L'Expérimenteur, 6° (337-97-17),
10 h.; 12 h., 24 h.

LA REVOLUTIONE (*It.*,
v.o.) : Olympic, 14 (542-67-42),
18 h. (et S.D.).

QUOI? DÉMOS DANS LE VENT
(Angl., v.o.) : Tourneles, 20° (636-
51-86).

UNE BELITE COULOtte POUR
LETTE (*Jap.*, v.o.) (*) : Le Seine,
5 (325-95-99), 14 h.

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Club ♀
 (70-51-47).
L'AMOUR EN FUGA (All. v.o.) : Studio
 Gif-Le-Cour. ♀ (336-80-25).
ANNEE BALAI (A. v.o.) : Cinoche
 (70-51-47).
ARMENIK ET VIEILLES DENTELLES
 (A.) : Ramellog. 19 (283-64-44).
LA BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) :
 Cinoche (70-51-47).
BEN RUD (A. v. j.) : Hausmann, 9°
 (170-47-55) ; Cambrebonne, 19° (734-
 28-57).
LES CHEVAUX DE FEU (Sov. v.o.) :
 Bonaparte, 6° (352-12-12) ; Elysees-
 Lincoln, 3° (336-34-34) ; Parnas-
 el-des-11.
LES CHASSES DU COMTE ZAROFF
 (A. v.o.) : Studio de Belleville, 11°
 (374-59-59) ; Comtessepe, 5° (323-
 78-57).
LES CONTES DE CANTERBURY (It.,
 v.o.) : Champollion, 19° (70-51-47).
LE DÉSIR DES ORIENTIERS EXPRESS (A.)
 (v.o.) : Palace-Croix-Nivert, 15°
 (374-59-59).
DÉCARON (It. v.o.) : André-
 Bastin, 13° (337-74-29).
DELIVRANCE (A. v.o.) : Studio
 Gif-Le-Cour. ♀ (336-80-25).
DEMOU OUKALA (Sov. v.o.) : les
 Tempeliers, 3° (272-54-55).
2041 **OYSEES** (A. v.o.) : ELISEE (A.),
 19° (70-51-47).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
 Ecourail, 13° (70-78-04).
FRANCE (Fr.) : Les Tempeliers,
 6° (246-48-07) ; Gaumont-Bive-gatche,
 6° (558-26-36) ; Parnassus-Elysees,
 6° (558-26-36).
FRANCE (Fr.) : Palace-Croix-Nivert,
 15° (374-59-59).
LES FRÈRES KARAZOV (Sov.,
 v.o.) : Elisee, 19° (374-59-59).
FRANKSTEIN JUNIOR (A. v.o.) :
 Balzac, 5° (581-80-80).
GARDIENS DE LA PAIX (Fr.) : les
 Tempeliers, 3° (272-54-55).
HITLER, un film d'Allemagne (All.,
 v.o.) : Studio Cinoche, 3° (354-26-26).
KARL LUDWIG (A. v.o.) : Action-Ré-
 publique, 11° (805-51-51).
LE JOURNAL D'ANNE KIERKE (A. v.o.) :
 Cinoche (70-51-47).
LUDWIG REQUIEM POUR UN ROI
 VIERGE (All. v.o.) : Action-Répub-
 lique, 11° (805-51-51).
MACADAM COW-BOY (A. v.o.) :
 Dominique, 7° (374-04-55), (SAUF
 MET.).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL
(Avec 701 : Cluny-Evêque St 1254)

LES NUITS BLANCHES DE SAINT-
PÉTERSBOURG (a.v.o.) - Com-
ma, 66 (54-62-25)
ORANGE MECHANICAL (a.v.o.) -
Comma, 66 (54-62-25)
LA FEMME DE FREDRICK (a.v.o.) -
Suisse, 66 (54-62-25)
LE PAYSAN DE SAINT-CHARLES (a.v.o.) -
Suisse, 66 (54-62-25)
POINT-SHOW (a.v.o.) - Comma, 66 (54-62-25)
LE BREIN N° 2 (a.v.o.) - Rym-
point-Show, 66 (54-62-25)
SOMMEIL (a.v.o.) - Comma, 66 (54-62-25)
CHAMPOLLION (a.v.o.) - Comma, 66 (54-62-25)
REFLECTION (a.v.o.) - Comma, 66 (54-62-25)
THE SERVANT (a.v.o.) - Sten-
do to be or not to be (a.v.o.) -
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI
(a.v.o.) - New-Yorker, 66 (70-
5-40)
LES TRENTA-NUE MARCHES (a.v.o.) -
Comma, 66 (54-62-25)
TOUJOURS VOUS SAUVERA L'AMOUR
(a.v.o.) - Comma, 66 (54-62-25)
TOUJOURS VOUS SAUVERA L'AMOUR
(a.v.o.) - Comma, 66 (54-62-25)
3000 LIGES SOUS LES MERES (a.v.o.) -
New-Yorker, 66 (70-5-40)
3000 LIGES SOUS LES MERES (a.v.o.) -
New-Yorker, 66 (70-5-40)

Les festivals

LES JESUITES

LES STARS D'HOLLYWOOD. — MARLON BRANDO (v.o.), Action la plus importante : 200 mnt.; l'équipe sauvage; jeu : La vengeance aux deux visages; ven.: Slang; rôle : le grand méchant; séduisant; sam.: On cransaw nommé désir; dim.: Reflets dans un œil d'or; lun.: Désirée; mar.: la femme qui aime.

GENE KELLY (v.o.), Action Ecies, 95 (325-72-07), mer.: Ziegfeld Folies; jeu.: Hollywood; rôle.: Le vedette; Girl.: sam.: On jour & New York; lun.: Chantons sous la pluie; lun.: Beau fixe sur New York.

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecies, 65 (325-72-07), mer., sam.: Monkey Business; jeu.: Les frères Marx; rôle.: Un jour aux courses; dim.: Chercheurs d'or; lun.: les Marx au grand magasin; rôle.: Les frères Marx.

SAINT - LAMBERT, 15° (532-91-88).

V. mer., dim. 14 h. (sash. 18 h.) :
V. mer., dim. 16 h. sash. 14 h. :
Les Vagabonds de Quilliver ; mer. sash. 21 h. :
L'Assaut ; mer. ven. sash. 21 h. :
dim. 18 h. : MASH ; ven. sash. 21 h. :
dim. 18 h. : L'Éclair ; dim. 18 h. :
STUDIO BERTAUD : v. (754-64-68).
v. : Festival de l'Horreur ; Wal-
Zoo ; mer. sash. 21 h. :
STUDIO 38 : (80-636-47) mer. :
le Dernier Secret du Possédé ;
bleu : sash. : le Mouton noir ;
sash. : Normandy ;
STUDIO 38 & AIGLIS : 17 (754-
97-83) v. Ven. sash. 20 h. et 11. :
6 13 h. 30 : Rocky Horror Picture
Show ; 17 (754-97-83) v. :
17 h. : 30 : le Privé ; 19 h. 15 :
30 : sash. : le Neveu ;
CHATEAU VICTOR : (508-
94-14) v. : 1. — 14 h. : Citizen
Kane ; 2. — 16 h. : Deranged ; 3. —
18 h. : 30 : The Monster ; 4. —
20 h. 15 : sash. 20 h. 40 : Cabaret ;
5. — 35 (sash. 20 h. 40) : Orange
Smile ; 6. — 37 (sash. 20 h. 40) :
Narcissus ; 14 h. 20 : Bullets ;
16 h. 00 : ven. 20 h. 15 : Easy
Ride ; 18 h. 15 : recherche ;
Mr. Goodbar ; 20 h. 15 : Retour ;
22 h. 15 (sash. 20 h. 35) : A bout
de souffle ;
BOITE A FILMS : 17 (754-51-30).
v. 10 h. : Chien de paille ;
12 h. : Les Femmes de l'avenue ;
bourgeoisie ; 14 h. : le Lauréat ;
15 h. 15 : Phantom of the Para-
dise ; 16 h. 15 : Les Femmes de
la maine ; 19 h. 50 : M. et
Vendée ; 22 h. : Midnight Express ;
22 h. 15 :
GANALDE : 56 (254-72-71). v. :
13 h. 30 : Un tramway nommé
despair ; 15 h. 45 : Au-delà du bien
et du mal ; 17 h. 30 : Les Femmes
qui s'aiment ; 20 h. 15 : Sauto ; 22 h. 15 :
Rocky Horror Picture Show ; ven. :

Los cines

Les cinémas
de la région parisienne

YVELINES (78)

CHATOU, L.-Jouvet (936-20-07), la
Boude joyeuse de Tom et Jerry ;
Allen.

GENEVILLIERS. Maison pour tous
(708-50-04) : Voyage au bout de

(798-30-60) (Casse au bout de
la rue de l'Asomac.)

MALAKOFF, France (2532-40-05) : 1^e
Vols : 10 dents ; Hair : la Cible
Gloide.

NEDILLY Village (722 - 63 - 05)

RUELL Arlet (7418-45-25) : Courage
rue des (le Touzin). Sted
Vols : 10 dents ; Hair : la Cible
Gloide.

SOMMESE 3^e les Charlots en de-
ville.

SCEAUX Gémoux (940-05-05)
Mer : le Cousteau dans la tête
de la Cible Gloide.

VAUCCRESSON Normandie (741
28-00) : Tintin et le lac aux Re-
cours.

SKINE-SAINTE-DENIS (93)

AUBREVILLEZ, denis (93-16-16)
Vols : 10 dents ; Hair : la Cible
Gloide.

SALES DE WILCO : Corps à court
AULINAY-SOUS-BOIS, Parlor (897
00-00-00) : Vols : 10 dents ; Hair : la Cible
Gloide.

SALES : Ven. 21 h. : Let It Be
— Prado : les Visiteurs d'un autre
monde.

SALES : Apocalypse now. — Hôtel
de ville, les 25, 18 h. 30 : la Belle
et le Toubib.

BACNOLET, CID'Houé (380-01-02)
Retour à la bien-aimée : le Coup
de la Cible Gloide.

ROBIGNY, Centre commercial (930-
00-00-00) : Vols : 10 dents ; Hair : la Cible
Gloide.

SÉDENT : Clair de lune : Requie-
scant.

SERRES, Salle A-Malruux (847-
18-27) : Volant de Bagdad.
Salle Gioia (847-18-27) : Mata-
chou.

LE BOURGET, Aviatix (837-18-07)
le Toubib ; "Ecole est finie
de la Cible Gloide."

MONTREUIL, M&S (93 - 90 - 13)
Moonraker : la Derobade ; le
Toubib ; Nom de Cible Jagneur.

LE RAINCY, Cusino (302-32-22)
Moonraker.

PANTELIER, Artout (843-29-02)
Moonraker ; Nom de Cible Jagneur
Chromosome 3 : les Charlots et
les Visiteurs d'un autre
monde ; la Derobade.

ROSNY, Arlet (93-40-00) : les Vi-
siteurs d'un autre monde ; les
Charlots en défile ; le Toubib
Moonraker ; Nom de Cible Jagneur.

VAL-DE-MARNE (94)

Variétés

Les music-hall

BOREINO (72-24-94) (D. soit. L.).
22 h. 45, mat. dim. 17 h. 30 et 18 h. 30
C. : 19 h. 30 : **CHARLES DUBOIS**
CASINO DE PARIS (574-25-23) (D. soit. L.).
22 h. 45 : **PAUL LAMBERT**
Variétés.
CEVINTA-MANDAPA (532-00-80), (D. soit. L.).
22 h. 45 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
Et Puyaro
LES CHAMPS-ELYSEES (532-00-80)
(532-02-15) (D. soit. L.). 22 h. 45 :
mat. dim. 17 h. : les **FERNANDES**
GAI-E-TOURNAI (544-37-34) (D. soit. L.).
22 h. 45 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
C. : 19 h. 30 : **Mariette Sergent**
LUCRENAIRE (544-37-34) (D. soit. L.).
22 h. 45 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
SHARIF AISOUI (à partir du 22)
22 h. 45 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
MARIGNY (535-04-01) (D. soit. L.).
21 h. mat. dim. 17 h. 45 et 18 h. 30 et 18 h. 30
C. : 19 h. 30 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
MATEURINS (565-50-00) (D. soit. L.).
21 h. 25 h. 30, mat. dim. 15 h.
C. : 19 h. 30 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
OLYMPIA (743-25-45) (L.). 21 h.
mat. dim. 17 h. : **Nana**, **Moussou**
PALAIS DES SPORTS (625-40-00)
(D. soit. L.). 21 h. 20 h. mat. samedi
C. : 19 h. 30 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
mat. mer. 14 h. 30 : la **Cirque du**
Moscou
PARCOURS DES HALLES (297-
55-47) : à partir du 30, 18 h. 30 :
Théâtre Naudin
THEATRE VIOGARD (532-1-03)
22 h. 45 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie
C. : 19 h. 30 : **LES 5 FERNANDO** Calédonie

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE
(278-44-45). 21 h., mat. dim
15 h. 30 : Raymond ou commen
s'en dé...babarasser.

DEUX ANES (606-10-26) (Mer.). 21 h.
mat dim 15 h 30 : Pâtricia. An

Rev. C. C. Gill,

La danse
(Voir aussi le Festival d'automne)
PETIT FORUM DES HALLES (297-
53-47), 20 h. 30 : Théâtre du
mouvement avec Claire Heggen et
Yves Marc.
RANSLAGE (228-64-44), le 30,
20 h. 30 : Christine de Rouge-
mont.
CENTRE MANDAPA (593-01-60), le
29, 30, & 29 h. 45 : Ulla Sharma
danse traditionnelle de l'Inde d'
Nord.
THEATRE 53, les 24, 25, 29, 31, à
20 h. : Jak Sirieg.

GALERIE A.-OUDIN (271-83-65), les
75, 25 & 30 n. 20 : Église Sanctoria

[illegible]

 **MULTI
CINÉ**

LES CHEVAUX DE FEU

ELYSEES LINCOLN
7 PARNASSIENS
BONAPARTE

APOCALYPSE NOW

HAUTEFENILLE (v.o. - v.f.)
70 ans Stéréo Dolby
7 PARNASSIENS (v.o. - 35 mm)
ELYSEES LINCOLN (v.f.)

SANS ANESTHÉSIE

ELYSEES LINCOLN (v.o.)
SAINT-GERMAIN VILLAGE (v.o.)
7 PARNASSIENS (v.o.)
SAINT-LAZARE PASSEIRY (v.f.)


CHER PAPA

MONT-CARLO
SAINT-GERMAIN RUCRETTE
7 PARNASSIENS

LE PIÈGE À CONS


7 PARNASSIENS

PARAMOUNT CITY vd
STUDIO MÉDICIS vd
MARIVAUX vf
PARAMOUNT MONTPARNASSE v
PARAMOUNT MAILLOT vf

5 OSCARS 

EMI ERAS présente

**ROBERT
DE NIRO...
VOYAGE
AU BOUT
DE L'ENFER
THE DEER
HUNTER**



Les Films MOLIERE

invitent les lecteurs du « Monde » à une projection exceptionnelle en avant-première du film de Carlos SAURA :

MAMAN A CENT ANS

avec **Géraldine CHAPLIN - Amparos MUNOZ**

le **mardi 6 novembre 1979 à 20 h 30**
au **cinéma Monte-Carlo**
52, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes en fonction des places disponibles.



à découper

INVITATION pour 1 personne - 2 personnes ("")
à retourner à :
c/ LE MONDE S.
c/ P. COUVREUR
5, rue des Italiens, 75247 PARIS CEDEX 00.

accompagnée d'une enveloppe non timbrée à vos
noms et adresse.

(*) Rayer la mention inutile. LM 1

CHAMBERLAIN, les Voleurs d'un autre monde : Contrage, Feytaud.

EVRAY, le grand mystère de l'Apocalypse : Calypso now ; le Tombé ; la Lune ; Contrage, Feytaud ; la Main ; la Champagne.

GILBERT, le grand mystère de l'Apocalypse : Contrage (907-81-85) : Clais de femme... — Val-Corueilles (907-44-10) ; le Mouton noir ; le Vent du Nord ; le Joke you, Je t'aime ; Easy Rider.

GRIGNY, Paris (905-79-80) : la contée des petits ; Des fleurs dans l'espace.

SAINTE GENEVIEVE - DES BOIS : le grand mystère de l'Apocalypse : la Dérobade ; D'où je t'emporte que je t'aime ; Aïen.

HAUTS-DE-SKINE : Calypso (944-28-41) ; le Tambour ; Aïen.

HAUTS-DE-SKINE (92) : Contrage, Asnières, Tricyle (793-62-13) : Contrage, Feytaud ; le Tombé : Apocalypse now.

HALL (944-02-43) : Aïen.

BOLLOUGNS, Royal (605-06-4) : le Tambour.

KALIN (925-51-05) : Qui a tué le chat ? ; le Syndrome chimola.

COLUMBES, M.J.C. (742-72-10) : le Tambour.

COUREBOVIERE, la Lanterne (78-97-35) ; les Petites Fugues ; les Petites Fugues.


LA GARENNE, Voltaire (242-27-71) : Clair de femme.

(1985-21-82) : la Duchesse et le
 Trésard ; série noire
 SAINT-GRATIEN, Tolles (1989-21-89) :
 l'associé ; le Divorcement ; Boh
 Dylan ; l'ennemi et Clara
 SAKKELIES, Flanades (1990-14-33) :
 les Ochariotes en délire ; les Vistieurs
 d'un autre monde ; Moonraker ;
 Apocalypse Now ; le Toubib.

En V.O. : ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - SAINT-GERMAIN VILLAGE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 7 PARNASSIEN
 En V.F. : SAINT-LAZARE PASQUIER - FORUM DES HALLES

Sélection Officielle Cannes 79

SANS
ANESTHÉSIE
 Le nouveau film de WAJDA



UN FILM DE
MICHAEL CIMINO

IL PARTIEN AUX MONTAGNES DE 12 ANS. ADOULESCENT, IL SE DIVERGENCE DE SON PAYS, POURSUIVANT SON DREAM. IL SE DIVERGENCE DE SON PAYS, POURSUIVANT SON DREAM. IL SE DIVERGENCE DE SON PAYS, POURSUIVANT SON DREAM.

GAUMONT-ÉLYSÉES v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - 7-PARNASSIENS v.o. - OLYMPIC-ENTREPOT v.o. - GAUMONT-HALLES v.o. et v.f. - IMPÉRIAL-PATHÉ v.f.

UN FILM DE *John Huston*

LE MALIN
Wise Blood

D'APRÈS LE ROMAN DE FLANNERY O'CONNOR - AVEC BRAD DOLGIR - NED BEATTY - HARRY DEAN STANTON - DANIEL SIKOU - AMY WRIGHT - MARY NELL SANTACROCE - ROMANO - BENEDICT RITZGERALD - IMAGES : GERALD FISHER-MUSIQUE : ALEX NORTH - LIRE CO-PRODUCTION : TRUCKA, LOS ANGELES - ANJERA, MEXICO
PRODUCTION : GILBERT LEBLANC - RÉALISATION : JOHN HUSTON - MONTAGE : JACQUES LEBLANC - DISTRIBUTEUR FRANCE : BFI - GAUMONT - GAUMONT

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Vint le prophète...

« Si quelqu'un prétendait expliquer tout le christianisme en une heure, on le traiterait de fou... » Cette boutade d'André Malraux souligne à quel point même deux émissions des « Oiseaux de l'écran » sur l'Islam — ce qui est considérable — représentent une gageure. Et pourtant, le pari mériterait d'être tenté : l'abondance des questions et la diversité des réponses, malgré des lacunes ou des longueurs, prouvent que le pari a été en grande partie gagné.

Il fallait un support. Le choix était limité : il s'est porté sur le Message, film anglo-américain qui raconte la naissance de l'Islam. Plus encore que son côté super-production hollywoodienne avec des paysages et des costumes qui ne sont pas ceux de La Mecque, on peut regretter qu'il n'ait pas montré ce qu'a été l'aventure spirituelle du prophète et qu'il ait réduit à ses aspects les plus visuels l'épopée musulmane.

Malgré ces défauts, une partie du message est passée à travers cette fresque, tandis que le débat a permis de préciser bien des points, à commencer par le portrait du prophète, que les préceptes de cette religion fondatrice interdisent de reproduire. Se référant aux témoignages de l'époque, M. Bencheikh a expliqué qu'il était de taille moyenne, qu'il portait une barbe abondante et des cheveux longs, qu'il ne tournait pas le tête, mais faisait pivoter son corps d'un bloc et que, s'il fut un homme inspiré, il fut aussi un grand chef militaire.

Le film révèle, par petites touches, ce qu'a été l'apport de l'Islam au septième siècle. Dominée par la violence, la société qui peuplait la péninsule arabique adorait plus de trois cents dieux, pratiquait la polygamie, mais aussi la polyandrie, enterrait vivantes les filles à la naissance, déniait tout droit à la femme... Mahomet survient et affirme, au nom d'Allah,

qu'il n'y a de dieu que Dieu, que devant lui, « les hommes sont égaux comme les dents d'un peigne », que nul ne doit mourir de faim, que le femme a des droits, que les esclaves doivent être affranchis...

Les questions ont montré qu'une partie du public avait de l'Islam une image négative. D'abord, cette religion n'aurait rien apporté de nouveau et ne serait qu'une synthèse du judaïsme et du christianisme. A cela, Si Hamza Boubakeur a répondu que la Révélation est la même dans les trois religions monothéistes, tandis que M. M. qui soulignait que l'Islam prône un « extrême dépouillement » et « purifie le monothéisme ». On lui a reproché ensuite d'être « violent » et « intolérant ». Le professeur Arkoun et Mme Gammal El Dine ont rappelé que quelques milliers d'hommes seulement ont converti une bonne partie du monde en moins d'un siècle : en réalité, l'Islam est

une religion simple, sécurisante, qui valorise l'individu et l'intègre dans une communauté qui le soutient. La conquête de Jérusalem par les musulmans n'a pas fait couler une goutte de sang, alors que les Croisés ont fait des milliers de morts...

Ce premier débat entendait se limiter à la doctrine musulmane et à son histoire, celui de la semaine prochaine devant porter sur l'époque contemporaine. Les questions passionnées sur la femme ont prouvé, une fois de plus, combien il est difficile de séparer le passé du présent et d'ignorer l'avenir. Au septième siècle, l'apport de l'Islam, qui a codifié les droits de la femme, a été pour elle un acquis important, mais depuis... En fait, une question brûlante se pose, qui résume toutes les autres : « Comment insérer le Coran dans la vie moderne ? » Une heure de débat suffira-t-elle pour y répondre le 30 octobre ?

PAUL BALTA.

Mercredi 24 octobre

CHAÎNE I : TF 1

- 18 h 35 L'été aux enfants.
- 18 h 55 C'est arrivé un jour. Le petit prof porte-bonheur.
- 19 h 10 Une minute pour les femmes. Solitaires au chocolat, attention, danger !
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les Inconnus de 19 h. 45.
- 19 h 55 Tirage du Loto.
- 20 h Journal.

boldoflorine
TISANE-COMPRIMÉS
constipation

- 20 h 35 : Téléfilm : la Chaine. De Cl. Sautell, avec B. Fresson, G. Marechal, O. Demaria, D. Laboute.
- Un petit bourgeois marié va vivre son amour fou. Une histoire solidement construite et bien jouée et un scénario à la signature de Santelli.
- 22 h 25 Livres en fête. De J. d'Ormesson et J. Pagan, avec la participation de D. Galin.
- Avec C. Fuentes (Terra nostra), K. White (Lettres de Gougenou), M. Buiat (la Figure), E. Jullien (la Forêt de Dieu), L. Bodard (la Duchesse), le livre du mois : Tiers d'Agreste ou le Retour de la Jûte prodigieuse, de Jorge Amado.
- 23 h 40 Journal.

CHAÎNE II : A 2

- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Top club.

20 h Journal.

En direct de Nantes, match Nantes-Bucarest.

JOSE VILLAMOR
La Grande Vedette de
LA BELLE DE CADIX
et de LA CRÉATION DE
LA PERLE DES ANTILLES
au théâtre de la RENAISSANCE-FRANCIS-LOPEZ

21 h 40 Document de création : Festival de Nancy.
Le Festival de Nancy reprend dans une formule renouvelée : du 15 au 24 décembre s'y retrouveront les Nôis du monde. En 1977, comme en 1978, il offrira une multitude de troupes offrant un panorama chaotique de toutes les recherches, de toutes les découvertes : Pina Bausch, avec l'Opéra de Wuppertal montrant pour la première fois en France l'expressivité de ses ballets-théâtre (Brecht-Strochinski), Les Vénus d'été à la Compagnie de la rue de la Harpe, dans la Senor Presidente d'Asurra, et il faut se battre pour pouvoir assister à la Classe spectante de la terrible Polonoïde Kantor. Trois spectacles parmi d'autres. Des extraits ont été filmés et commentés, ainsi qu'une dédicace de José Lang (fondateur du Festival) et des interviews, l'émission de Daniel Tomas.

CHAÎNE III : FR 3

- 18 h Travail manuel : le boulanger.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre : quinzaine du désarmement.
- Avec le cercle d'études de détente, sécurité et désarmement.

Jeudi 25 octobre

CHAÎNE I : TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h Journal.
- 13 h 25 Émissions régionales.
- 14 h 50 Objectif santé : l'arthrite.
- 14 h Les 24 heures.
- Notre monde, Guerlesquin, un village breton : 14 h. 30. Mythe : une journée à la ville : 14 h. 55. Les enfants et nous : apprentissage de la vie : 15 h. 5. Citoyenneté allemande : Weimar la der D.D.R. : 15 h. 55. Education et environnement : des fleurs pour un grand ensemble : 16 h. Documentaire : 17 h. Ateliers de pédagogie : expérience de vie et langage : 17 h. 30. Spécial information des professeurs du premier cycle.
- 18 h TF 4.
- 18 h 55 C'est arrivé un jour.
- Le cahier du passé.
- 19 h 10 Une minute pour les femmes. Quand et comment donner de l'argent de poche aux enfants.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les Inconnus de 19 h. 45.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilleton : les Yeux bleus. De J. Cosmos et J. Chatelet, réalisation F. Dupont-Milès.
- 21 h 30 L'événement.
- Le magazine d'E. Marquet, Ch. Bernadac et J. Besançon.
- Ala somnambulisme : Guantánamo, colonie militaire américaine à Cuba : l'Italie : le Filipe de Mussolini : Emission dans le Forum : renaissance de la French Connection : les victimes du flic Montagne.
- 22 h 37 Ombre et lumière : Les voix du silence. Reportage sur la peinture australienne.
- 23 h 35 Journal.

CHAÎNE II : A 2

- 12 h Au jour le jour.
- 12 h 10 Passez donc me voir.
- 12 h 30 Feuilleton : le Mariage de Chiffon.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h Aujourd'hui madame.
- La ménopause.
- 15 h Feuilleton : la Famille Adams.
- 16 h L'invité du jeudi : Claude Olivenstein.
- 17 h 20 Fenêtre sur... le Japon.
- Impression du Soleil Levant.
- 17 h 50 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Assemblée parlementaire.
- Le Sénat.
- 20 h Le grand échiquier.
- Yves Dutell.
- Auteurs d'Yves Dutell, Jacques Chancel a réuni Jeanne Moreau, Francis Gabrel, Jean YVES, Charles Leric, Philippe Chancel, Guy Lutzowicz, Jean-Philippe Gouard, Frédéric Nery.
- 23 h 15 Journal.

CHAÎNE III : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre : quinzaine du désarmement.
- Avec M. de Lipowski.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.

Les aventures de Tintin : l'Etoile mystérieuse.

20 h Journal.

20 h 30 Cinéma (Un film, un auteur) : Margret Tiedt un piège.
Film français de J. Delannoy (1957), avec J. Gabin, A. Girardot, O. Bresson, J. Desailly, A. Adam, L. Bouquet (N.). Dans le quartier de la place des Vosges, un manège secret, tueur de femmes, semble déferler le commissaire Maigret qui, après lui avoir tendu en vain un piège, trouve brusquement une piste.
Bonne atmosphère réaliste, étude psychologique, joyeuse, Gabin n'est pas vraiment le Maigret de Simonon, mais il compose un poétique de la police que chaque selon ses méthodes.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Hommage à Abel Gance.

FRANCE-CULTURE

18 h 45. « Les maîtres chanteurs de Nuremberg », opéra en trois actes de R. Wagner.

Direction musicale H. Stein, mise en scène J.-C. Riber, avec : R. Biedermann, G. Cold, P. Van Der Bilt, R. Fello, H. Pampuch, C. Caspietra.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Six-Buit (de 18 h. 2 à 18 h. 30, Jazz Time).

20 h. Les chants de la terre.

20 h. 30. Concert : en direct du Grand Auditorium de Radio-France, l'Orchestre philharmonique et l'Orchestre de Radio-France.

dir. : G. Amy, avec J. Goussier, H. Schaefer, S. Nier, et la Grande-Orchestre de Debussy : « Miroir for William Blake pour piano et orchestre » (recueil), de Nier ; « Musique pour corder, percussion et célesta », de Bartok.

21 h. Ouvert la nuit : La radio d'hier, par Myriam Soumagne.

PRESSE

LE «DIVORCE» DU «PROGRÈS» ET DU «DAUPHINÉ LIBÉRÉ» L'ordre de grève lancé dans le groupe AIGLES manifeste l'inquiétude des personnels

Tous les personnels du groupe de presse « Le Progrès-Le Dauphiné Libéré » étaient appelés à faire, ce mercredi 24 octobre, une grève de vingt-quatre heures qui pourrait entraîner la non-parution, jeudi, des huit titres quotidiens qui le composent. Les syndicats manifestent ainsi l'inquiétude que suscitent les actions engagées par M. Jean-Charles Lignel, nouveau P.D.G. de la Société Delaroché, editrice du « Progrès », visant à remettre en cause — selon la direction du « Dauphiné Libéré » — les accords passés en 1966 entre le quotidien lyonnais et celui de Grenoble. Depuis vendredi dernier, une grève perturbe déjà les services de Province-Publicité-Havas (société commune de publicité) qui emploie quelque quatre cents personnes, et l'intersyndicale annonce une série de débrayages de deux heures par service, échelonnés entre le vendredi 26 et le mardi 30 octobre. M. Jean-Charles Lignel et M. Jean Gallois, directeur général du « Dauphiné Libéré » ont proposé de recevoir jeudi, séparément, une délégation de l'intersyndicale. Celle-ci a refusé.

De notre correspondant

Lyon. — Le 15 octobre, les dirigeants du Dauphiné Libéré demandaient l'intervention d'un tribunal arbitral dans le litige qui les oppose à la société Delaroché, editrice du Progrès de Lyon. Ils reprochaient à cette dernière « des manquements graves et répétés qui paralysent complètement le système issu des accords », et réclamaient une rupture de ceux-ci « aux torts et griefs exclusifs de la société Delaroché ». Vingt-quatre heures avant le délai exigé pour répondre, M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. du Progrès, vient de formuler la même demande d'une rupture des accords entre les deux groupes de presse. Mais cette « demande de conventionnelle » en termes juridiques est bien sûr renversée : M. Lignel réclame un arbitrage en invoquant « les torts » du Dauphiné Libéré.

Les accords globaux de 1966 portaient entre autres sur la confection de pages communes, l'échange d'un coupage publicitaire, la définition de zones géographiques d'influence. Ces accords entraînaient la création de sociétés de services toutes gérées conjointement. Si la réalisation intervient, ce dont plus personne ne doute étant donnée la volonté exprimée par les deux parties, on ne peut préjuger des conséquences, notamment sur l'emploi, de la nouvelle situation. Ce manque de perspectives n'est pas le moindre motif de l'inquiétude de l'intersyndicale du groupe qui, le lundi 22 octobre, avait formé une vaine demande d'ouverture de négociations (« au même endroit et à la même heure ») auprès de M. Jean-Charles Lignel (le Progrès), et de M. Jean Gallois, directeur général du Dauphiné Libéré. Un communiqué signé par tous les syndicats des diverses entreprises du groupe (AIGLES, P.P.H., Delaroché, E.P.I., R.A.D.) — à l'exception de P.O. — précise : « Les représentants de plus de trois mille salariés, préoccupés par les problèmes de garantie de l'emploi et des avantages acquis déjà remis en cause dans plusieurs des sociétés, ont proposé aux dirigeants des deux sociétés editrices de se rencontrer ensemble pour obtenir des garanties sur ces deux points. »

« Devant leur refus de se retrouver ensemble avec l'intersyndicale, celle-ci a décidé, dans un premier temps, un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures. Cette grève débutera mercredi à 6 heures du matin. »

L'intersyndicale souligne qu'il s'agit là d'une « première initiative d'actions concertées » et souligne au passage « la courage du personnel de P.P.H. déjà en grève depuis vendredi ». En effet, le conflit est déjà entré dans une phase aiguë dans cette société (qui gère la publicité et les petites annonces au sein du groupe), les employés nourrissant de vives inquiétudes quant au maintien de l'emploi depuis que M. Jean-Charles Lignel, jouant le rôle de « client », a décidé de confier à une autre société (la Rhod-Alpes), photocomposition, le soin de confectionner les pages publicitaires-petites annonces du Progrès.

Le détonateur P.P.H. a été d'autant plus efficace que le terrain était miné. Et cela depuis l'accession de M. Jean-Charles Lignel aux commandes du Progrès de Lyon. Pour illustrer la « guerre ouverte » qui oppose

M. RICHARD LISCIA NOMMÉ RÉDACTEUR EN CHEF DE «FRANCE-SOIR»

M. Richard Liscia vient d'être nommé rédacteur en chef de France-Soir, où il occupait depuis un an et demi — après la disparition du Quotidien de Paris — le poste de secrétaire général de la rédaction.

Rappelons que M. Guy Letellier occupait, jusqu'ici, les fonctions de rédacteur en chef de France-Soir. Il conserve ce poste.

Simultanément, M. Bruno Lérion, rédacteur en chef technique, devient rédacteur en chef adjoint, responsable des éditions de nuit.

Le « Times » et le « Sunday Times » repartiront respectivement les 13 et 18 novembre, à l'annuel mardi à Londres la direction du groupe Times Newspapers.

Le bimensuel « Vendredi », animé par l'équipe culturelle de l'hebdomadaire Maintenant qui a cessé sa parution, publiera son premier numéro le 26 octobre. Cette publication culturelle paraîtra sur 32 pages. Son tirage régulier est fixé à 50 000 exemplaires.

L'« Hommage à la Grèce », l'ouvrage de Roger Milliez dont le Monde a rendu compte le 20 octobre, se trouve à Athènes en dépôt à l'Institut français, 31, rue Sina, et en vente à la librairie Kauffmann, rue Stadiou.

POUR VOS PREMIÈRES LUNETTES

LEROI met à votre disposition 50 spécialistes qui choisissent avec vous, une monture moderne, bien adaptée à votre visage et à votre personnalité. Pour le confort de votre vue.

LEROI OPTICIEN

104, Champs-Élysées* 147, rue de Rennes* 27, bd St-Michel
11, bd du Palais 18, bd Hausmann 127, fg St-Antoine
158, rue de Lyon* 5, place des Terres* 30, bd Barbès

du Lundi au Samedi inclus
* et aussi un service d'acoustique médicale.

Pour en savoir plus, sans engagement, sur les possibilités exceptionnelles d'acquisition d'un appartement dans l'une des résidences Rougemont-Louis, retournez vite le bon ci-dessous à :

Rougemont-Louis
20, avenue Franklin-Roosevelt
75008 PARIS.
Tél. 259.25.44 - 225.10.62.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

IMMOBILIER

SI VOUS ÊTES PRÊTS À ACHETER NOUS SOMMES PRÊTS À PRÊTER.

LES PRÊTS CONVENTIONNÉS BNP POUR VOUS FACILITER LA VIE.
Pour l'achat d'un logement neuf, ou ancien avec travaux de rénovation, selon les normes en vigueur.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 24 OCTOBRE
— La « Tribune libre » est ouverte au Cercle d'études de détente, sécurité et désarmement, sur FR 3, à 18 h. 55.

JEUDI 25 OCTOBRE
— L'émission consacrée au Sénat a pour invité M. Leon Jaccou-Marion, sénateur de la Manche, président de la commission des R.I. et Robert Leconte, sénateur de la Haute-Normandie, vice-président de la commission des affaires économiques (P.S.), qui parlent de la Chine, sur A 2, à 19 h. 45.

مكتبة من الأمل



De l'argent haut placé qui va vous rapporter.

Un placement à la hauteur.

Vous aimez la montagne, vous cherchez un placement qui rapporte, voilà déjà deux bonnes raisons pour choisir les résidences Florilège-Loisirs.

Mais nous avons des raisons encore plus convaincantes pour vous décider à devenir propriétaire d'un logement dans l'une des résidences Florilège-Loisirs.

De vrais villages de montagne.

Les résidences Florilège-Loisirs sont bâties dans de vieux villages qui ont conservé le charme de la tradition montagnarde. Leur altitude moyenne, idéale pour tous, assure à ces stations un bon enneigement l'hiver tandis que l'été les transforme en paradis des oiseaux et des fleurs.

Des constructeurs nés dans la région.

Les résidences Florilège-Loisirs sont réalisées par des constructeurs nés dans la région qui savent sélectionner les sites et choisir les matériaux pour bâtir des résidences parfaitement adaptées à la montagne.

D'ailleurs, leur expérience ne date pas d'hier. Cela fait plus de 25 ans qu'ils construisent en montagne. Vous pouvez leur faire confiance.

Ils sauront ensuite vous accueillir et vous conseiller pour votre installation : choix des meubles, bonnes adresses de la région pour vous équiper ou vous aider. En vacances plus que partout ailleurs il est important de se faciliter la vie.

Des loisirs pour profiter de la montagne, été comme hiver.

Si vous achetez un logement dans l'une des résidences Florilège-Loisirs, vous aurez la chance de profiter à la fois du charme d'un vieux village, et d'un équipement sportif de tout premier ordre. En hiver : ski de fond, ski de randonnée, ski alpin avec un grand choix de pistes. En été, les loisirs se multiplient : équitation, tennis, alpinisme, promenades sur les petits sentiers, natation, pêche à la truite.

A vous de choisir.

Des appartements pratiques à vivre.

Conçus pour profiter pleinement des vacances, les appartements des résidences Florilège-Loisirs sont astucieusement conçus : cuisines ou kitchenettes équipées et bien agencées, salles de bains complètes, rangements pratiques.

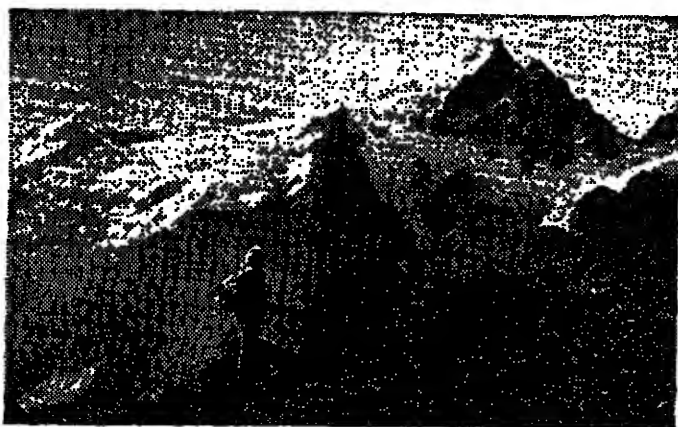
Pour équiper et meubler votre appartement Florilège-Loisirs peut également vous proposer un mobilier exclusif en bois massif créé pour s'harmoniser avec le logement que vous aurez choisi.

Un service de location à votre disposition.

Si vous devenez propriétaire d'un logement dans l'une des résidences Florilège-Loisirs, votre placement sera vite rentabilisé. Nos conseillers sauront vous faire découvrir la rentabilité de l'investissement loists en montagne et la possibilité de bénéficier de certains avantages fiscaux.

Toutes les fois que vous n'occupez pas votre appartement, vous aurez la possibilité, si vous le souhaitez, de le louer en passant par notre service location.

D'autre part, nous vous aidons à obtenir des crédits personnalisés exceptionnels, et vous offrons la garantie d'un important groupe bancaire. C'est primordial pour acheter en toute sécurité.



Carroz d'Arâches :
la montagne facile à vivre.
(Haute-Savoie 1140/1950 m alt.)

A proximité de Flaine, une station été-hiver pleine de charme. La résidence du Pré du Bois est située en bordure de la forêt, face à la chaîne des Aravis.

Grand choix d'appartements luxueusement équipés du studio aux 4 pièces à partir de 107.000 F.

La Grave :
la montagne au naturel.
(Hautes-Alpes 1400/3982 m alt.)

Face aux glaciers de la Meije, La Grave est la plus ancienne station d'alpinisme, rendue célèbre par l'école des Guides de l'Oisans. C'est aussi la découverte du Parc National des Ecrins en pleine nature, on y pratique l'hiver un ski différent : ski de glacier, ski sauvage dans la poudreuse ou grandes randonnées en face d'un des plus beaux panoramas des Alpes.

A la résidence des balcons de la Meije, 84 appartements du studio au 3 pièces duplex dans de petits immeubles dont l'architecture est en harmonie avec la tradition.



Serre-Chevalier :
le ski décontracté.
(Hautes-Alpes 1350/2575 m alt.)

Au cœur des Alpes, Serre-Chevalier offre l'hiver l'un des plus beaux domaines skiables d'Europe et l'été toutes les joies de la montagne et la découverte du Parc National des Ecrins.

Au Clos des Cavales, André Julien construit des chalets de 2 appartements 2 ou 4 pièces luxueusement équipés.



St-François-Longchamp :
un placement exceptionnel.
(Savoie 1600/2250 m alt.)

Mariage des hameaux de St-François et de Longchamp, à proximité du Col de la Madeleine, la station est située dans l'un des sites les plus purs des Alpes françaises.

La résidence du Grand Mas ressemble à un grand chalet au pied des pistes de ski. 62 appartements du studio au 3 pièces à partir de 116.000 F. Un placement dont la rentabilité devrait être exceptionnelle.



Puy-St-Vincent :
que la montagne est belle !
(Hautes-Alpes 1400/2750 m alt.)

Pour Puy-St-Vincent la nature a été très généreuse. Dans un cadre unique au cœur de la Vallouise à 20 km de Briançon, face au Pelvoux et à la Barre des Ecrins.

Les studios et 2 pièces de la résidence Sapporo sont situés au pied des pistes. L'été, alpinisme, longues promenades en forêt, tennis, natation pour réussir pleinement vos vacances. A Puy-St-Vincent le soleil brille 300 jours par an.

Montgenèvre :
ski sans frontières.
(Hautes-Alpes 1860/2700 m alt.)

Situé à 10 km de Briançon, Montgenèvre est relié à la station italienne de Clavière. Du grand ski avec 280 km de pistes et la Voie Lactée entre la France et l'Italie. Montgenèvre offre toutes les joies de la montagne. L'été : randonnées dans le Parc National des Ecrins, golf, équitation, pêche, canoë, tennis.

La résidence des Chaumettes est située au pied des pistes. Studios et appartements luxueusement équipés et gestion parahotelière avec des possibilités de services personnalisés importants : accueil, téléphone, restauration, salle de jeux.

RESIDENCES
FLORILEGE
LOISIRS

Des vacances bien construites.

Les résidences Florilège-Loisirs bénéficient des 25 ans d'expérience de la construction en montagne d'André Julien.



(cochez le nom des stations choisies)

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____ Tél. _____

Veuillez m'envoyer sans engagement, de ma part, une documentation sur les résidences Florilège-Loisirs dans les stations suivantes :

Carroz d'Arâches	<input type="checkbox"/>	Serre-Chevalier	<input type="checkbox"/>
Puy-St-Vincent	<input type="checkbox"/>	Montgenèvre	<input type="checkbox"/>
St-François-Longchamp	<input type="checkbox"/>	La Grave	<input type="checkbox"/>
Location	<input type="checkbox"/>	Acquisition	<input type="checkbox"/>

Pour en savoir plus, sans engagement, sur les possibilités exceptionnelles d'acquisition d'un appartement dans l'une des résidences Florilège-Loisirs, retournez vite le bon ci-dessous à :
Florilège-Loisirs
20, avenue Franklin-Roosevelt
75008 PARIS.
Tél. 359.35.44 - 225.10.62.



PUR VOS
DERNIERES
NETTES

ROY

CARNET

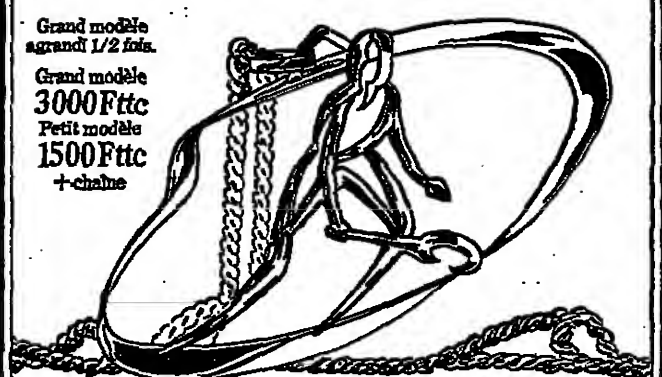
Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
3, RUE LACEPEDE, PARIS-3^e
Téléphone. (le soir) : 707-53-64

(Publi-Mat)

Jean SLOTT, auteur de « Sporade », collection « Terre Écrite », chez ARTHAUD, signera son ouvrage, et Nadia BLOKH vous fera connaître la Grèce à travers ses dessins et aquarelles.
LE MERCREDI 24 OCTOBRE, à partir de 18 heures, chez Marthe Nochy, Librairie de Seine, 33, rue de Seine — 75006 PARIS.

Bijou classé.



Le petit modèle existe aussi en épingle de cravate.

Aldebert

1 bd de la Madeleine Paris 1^{er} Tél. : 361.52.27 - Place Vendôme Paris 1^{er} Tél. : 360.20.64
70 bd Saint-Hippolyte Paris 6^e Tél. : 363.12.23 - Palais des Congrès, Porte Maillot Paris 17^e Tél. : 708.28.28



Avoriaz

Un 2 pièces : 195.000 F au lieu de 285.000 F.

195.000 F seulement pour devenir propriétaire d'un appartement à Avoriaz, célèbre pour ses skis sans frontières et ses rues-pistes sans voitures. Cette différence considérable de 90.000 F est rendue possible notamment par la location de votre appartement à une société de gestion qui le meublera ; et par l'avance, au moment de votre achat, de 9 ans de loyers. De plus, vous pouvez acheter sans aucun apport personnel. Vous profitez d'Avoriaz le temps de vos vacances, 6 semaines (exemple : deux semaines à Noël, une semaine en janvier, une autre en mars et deux semaines l'été). Et vous bénéficiez de tous les services de la résidence : accueil-réception, bar, restaurant, traiteur, etc. Vous pouvez échanger vos semaines de vacances à Avoriaz avec d'autres stations à la montagne ou à la mer : Chamonix, la Corse, Cap d'Agde et bientôt, la Côte d'Azur. Vous n'aurez aucune charge à payer pendant 9 ans et votre patrimoine est géré et entretenu en permanence.



Nom : _____ Tél. : _____
Profession : _____ Tél. bureau : _____
Adresse : _____
Pierre et Vacances, 105, bd Haussmann, 75008 Paris - Tél. : 265.19.64.

Réceptions

— L'ambassadeur de Somalie et Mme Mohamed Warsame ont donné une réception lundi à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution.

— L'ambassadeur de Bulgarie a donné une réception mardi à l'occasion de la visite à Paris du ministre des Affaires étrangères, M. Mladenov.

Naissances

— M. Amblat JOAO et Mme, née Roulet, laissent à Jean-Pascal et Jean-Philippe d'annoncer la naissance de leur petite sœur, Sonia, le 10 octobre 1979, au Blanc (Indre), 4 allée du Roussillon, 78140 Valéry.

— Françoise et Yves-Claude LORCA-VALÉRIE ont le plaisir d'annoncer la naissance de Aurélien, le 9 octobre 1979, La Saurie, 12180 Gramond.

Mariages

— M. et Mme Pierre VOLANT, CHER de Lille, et Mme Guy BRONDO, 24, chemin de la Bourdette, Toulouse, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Sophie et Georges, à Toulouse, le 3 novembre 1979.

— M. et Mme Jacques COTY, M. et Mme Henri FROMENT-MEURICE ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants, Fabienne et Jean, qui sera célébré le vendredi 25 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 21, rue Vauvenargues, 75016 Paris. 8 avenue Perceval, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

ALBERT LALLE
Nous apprenons le décès de M. Albert LALLE, ancien député de la Côte-d'Or, survenu lundi soir 23 octobre, à Dijon, des suites d'une longue maladie.

UNE le 24 mai 1905 à Villy-le-Moutier (Côte-d'Or), Albert Lalle, agriculteur, avait été maire de sa commune natale de 1922 à 1927. Membre de la deuxième Assemblée nationale constituante (1946), Albert Lalle avait siégé à l'Assemblée nationale sans discontinuer de novembre 1945 à mars 1967, date à laquelle il avait été battu, dans la troisième circonscription de la Côte-d'Or, par le candidat de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste, M. Pierre Charles. Inscrit au Centre national des indépendants et paysans puis aux républicains indépendants, Albert Lalle avait présidé, de 1951 à 1958, la commission de l'Agriculture de l'Assemblée nationale, et de 1959 à 1961 l'Assemblée parlementaire agricole et rurale. Vice-président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée de 1959 à 1967, il présidait depuis 1967 le Comité national de propagande en faveur du vin, dont il était membre depuis 1962. Conseiller général du canton de Beaune-Sud, de 1964 à 1978, il avait été vice-président de l'Assemblée départementale de 1967 à 1978.

— L'association des Amis de Lill Boulanger, Mlle Annette Dieudonné, M. François Valéry, président des Boulangers d'art américains de Fontainebleau, ses fidèles Giuseppe et Zita Lelli, ont le plaisir de faire part du décès de Mlle Nadia BOULANGER, professeur honoraire du Conservatoire de Paris, directrice du Conservatoire américain de Fontainebleau, maître de chapelle du prince Rainier de Monaco, grand officier de la Légion d'honneur, commandeur du British Empire, de Pologne Restituta, de la couronne de Belgique, de saint Charles de Monaco et de l'Ordre souverain de Malte, pieusement endormie dans la paix du sommeil, le 22 octobre 1979, à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de la Sainte-Trinité, à Paris (8^e), le vendredi 26 octobre, à 10 h. 30.

3, place Lill-Boulanger, 75009 Paris.

— Bourc-en-Bresse (Ain), France - Saint-Mamès (Haute-Saône), Mlle Jeanne FOUIN, M. et Mme Louis Poulle, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Louis Alla, les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de Mlle veuve Joseph FOUIN, née Louise-Augustine Alla, pieusement rappelée à Dieu dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu à Fresnes-Saint-Mamès (Haute-Saône), le samedi 20 octobre 1979.

Lycée d'Etat Edgar-Quinest, Bourc-en-Bresse (Ain), Fresnes-Saint-Mamès (Haute-Saône).

— Mme Raymond Garbès, son épouse, Mlle André Garbès, M. et Mme André Marie, ses sœur et beau-frère, M. et Mme Jean-Pierre Dubois et leurs enfants et petits-enfants, Mlle André Godmart, sa belle-mère, Les familles Bassoar, Daumas, Garbès, Mambrial et Prugu, tous les parents et alliés ont l'immeuble de faire part du décès survenu subitement en son domicile, le lundi 22 octobre 1979, du médecin général inspecteur (C.R.), Raymond GARBES, commandeur de l'Ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre (1939-1945), médaille d'honneur du service de santé.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Paris en la chapelle de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce (1^{er} place Lavoisier, Paris-5^e), le vendredi 26 octobre, à 10 h. 30. L'inhumation aura lieu le samedi matin 27 octobre, à La Ouche (Alpes-Martinières), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

335, rue Lecourbe, 75015 Paris.

2, rue Vernier, 92000 Nice.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Arsène GAZIVODA, L.E.D. de l'université de Paris, diplomate yougoslave, ancien conseiller d'ambassade indienne, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 19 octobre 1979, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

De la part de Mme Zora Stankovic, sa cousine.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église russe, 12, rue Daru, Paris-8^e, le jeudi 25 octobre, à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Neuilly (Haute-Seine), dans le caveau de famille.

Prier pour lui.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mme Zora Stankovic, 10, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris.

— Le président et les membres du Conseil supérieur de l'Ordre des Sémestres-experts, Le président et les membres du conseil de l'Ordre de la région d'Angers, ont le regret de faire part du décès de

M. René GIRARD, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite national, président honoraire de l'Ordre, président honoraire du conseil régional d'Angers, survenu le 18 octobre 1979.

Les obsèques ont eu lieu à Villiers (Maine-et-Loire), le 22 octobre 1979, 40, avenue Rocher, 49000 Angers, 3, boulevard Ayrault, 49000 Angers.

VENTE A FONTAINEBLEAU

HIPODROME DE LA SOCIÉTÉ HIPPIQUE NATIONALE
DIMANCHE 28 OCTOBRE à 15 h.
VÉHICULES HIPPIQUES
DE COLLECTION
Les voitures seront présentées au jour de la vente.
M. J.-P. OSENAT, comm.-priseur, 14, rue des Fins, tél. 422-27-52.

VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES - Place d'Armes
le DIMANCHE 28 OCTOBRE, à 14 h. 15
Collection de M. de R. et appartenant à divers amateurs
TABLEAUX ANCIENS
Objets de décoration et de mobilier
SUIVE DE MEUBLES DE LA VALLÉE DU RHIN
SIEGES ET MEUBLES DES XVII^e et XVIII^e s.
TAPISSERIES - TAPIS D'ORIENT
M^{rs} Paul MARTIN et Jacques MARTIN, commissaires-priseurs associés, 3, impasse des Chevaliers-Légers à VERSAILLES, tél. 950-58-08
EXPOSITION : vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h., et soirée vendredi de 21 h. à 23 h.
Experts : MM. Anasoff et Dillé.

200 TABLEAUX MODERNES

des Ecoles Impressionniste, post-impressionniste, surréaliste, cubiste et des maîtres et petits maîtres de la fin du XIX^e, notamment par ALBRIGHT, AUGER, BAZAINE, BERTHOUME, SAINT-ANDRÉ, BERTRAND, BRAY, DERRAIN, DRIES, DUFFY, GALL, GEN PAUL, HAMBOURG, JORN, KIROVINS, LANSKY, LAPOQUE, LEGOUDET, MAUDET, MADELINE, MANSUET, MARBOAND, MOUL, OUDOT, FIGNON, PRING, PUT, EX ROUSSEL, SIGNAC, LAL COAT, VIANCINCK, ZELLER
M^{rs} G. BLACHE, commissaire-priseur, tél. 950-55-06 et 951-23-95
à VERSAILLES, 3, rue Racine
le DIMANCHE 28 OCTOBRE 1979 à 14 heures
Exposition vendredi et samedi de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

MOQUETTE 100 % pure laine

Tissés T3-T4 Uni dessin 98 F le m²
Petit bouclé Barbery 65 F le m²
Pose par spécialistes et devis gratuits
334, rue de Vandriard, 75015 Paris
Métro : Convention
Tél. : 842-43-62/250-41-85

ne vous laissez pas grossir...

Ce n'est pas si facile de maigrir. Alors, ne vous laissez pas grossir. Prenez de l'exercice, ne sautez qu'en marchant. A table, refusez le deuxième passage des plats et buvez Contrex. Boire Contrexéville, c'est boire utile, utile pour stimuler l'élimination. Pour éviter d'avoir un jour à mener un combat plus difficile, faites confiance à Contrex.



confiance à CONTREX

avec un régime raisonnable

L.E.D. vide PP 105 K 200

60-48

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	56,98
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

Contrôleur de gestion ECP, HEC... + MBA

UN PUISSANT GROUPE FRANÇAIS DU SECTEUR TEXTILE EN EXPANSION crée auprès de son P.D.G. une cellule fonctionnelle de préparation de décision.
Nous recherchons le "Contrôleur de Gestion" qui travaillera au niveau du groupe et fera partie de cette équipe.
Ce poste peut convenir à un candidat de fort potentiel diplômé grande école (+ MBA apprécié) disposant d'une expérience de 5 à 8 ans de contrôleur de gestion acquise dans un groupe important (banques - assurances appréciées) ou audit au sein d'un grand cabinet spécialisé.
Rémunération : 160.000 +
Poste à Paris.
Ecrire sous réf. PB 107 AM à nos Messieurs 75016 PARIS DISCRETION ABSOLUE.



offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE SERVICES

20 personnes région Est-Paris recherche

COMPTABLE

Niveau B.T.S., D.U.T., minimum 2 ans expérience. Capable d'aller jusqu'à situation et déclarations annuelles.
Il ou (elle) prendra, après une courte période de mise au courant, la responsabilité du service Comptabilité (3 personnes).
Ecrire avec curriculum vitae sous n° 820.683 à : REGIE PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE GÉNÉRALE PARIS

recherche :

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Responsable études de prix et suivi d'exécution en M.T. et B.T.
Expérience bâtiment minimum 5 ans exigée. Poste à pourvoir rapidement.
Env. C.V. photo et réf. n° 30.894 CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE

PROCHE BANLIEUE OUEST recherche

RÉDACTEUR TECHNIQUE

expérimenté, particulièrement spécialisé dans le domaine aéronautique.
Ayant de bonnes notions de dessin de notice et des arts graphiques en général.
Connaissances en électronique appréciées.
Envoyer C.V., photo et prétentions à : D.E.M., 21, rue Violet, 75015 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

débuts ou 1 an expérience (matrise, DUBS ou IUT)
pour développer des programmes informatiques dans les domaines : temps réel, base de données sur gros et mini-ordinateurs.
Perspective d'évolution de carrière dans un groupe en pleine expansion.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : M. COSTANZO, Conseiller en Affaires Sociales, ARJOMARI, B.P. 23-06, 75281 Paris Cedex 06.

telesystemes

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELEINFORMATIQUE, recherche

ingénieurs système

2 ans d'expérience, connaissance CYBER très appréciée.
Les candidats devront s'intégrer à une équipe de 6 personnes chargée :
- de la maintenance et du développement du logiciel de base,
- de l'assistance et de la fonction de conseil auprès des services d'études.
Lieu de travail : Banlieue Sud.
Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo à : TELESYSTEMES à l'attention de Mr SZYMULOWICZ 115, rue du Bac 75007 Paris

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

POUR POSTE EN PROVINCE

recherchons

INGÉNIEUR grande école

3 à 5 ans d'expérience pour études thermiques véhicules spatiaux.
Expérience dans programmes de calculs thermiques souhaitée.
Anglais courant.
Adresser C.V., prétentions et photo sous n° 7353 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Filiale d'un groupe américain en pleine expansion dans le secteur des produits de grande consommation (C.A. : 250 millions)

● Un Responsable de l'Administration commerciale

Réf. I
Dans un système informatisé, il aura la responsabilité d'assurer le meilleur service offert à la clientèle pour la réalisation des ventes, en ce qui concerne le traitement des commandes, la correspondance générale et la coordination avec nos directions régionales.
Homme de bon sens, organisé et méthodique, il animera et coordonnera un service de 12 personnes.
D'un niveau supérieur d'études commerciales, complété par une expérience professionnelle de trois ans minimum, il aura une bonne connaissance des structures de la distribution moderne (secteur alimentaire).
Adresser C.V. et photo pour le poste souhaité en précisant la référence sous le n° 7 1471 M. REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

● Un Audit Interne

Réf. II
Pour créer et diriger son Service d'Audit
Dépendant du directeur financier, il sera chargé d'évaluer les opérations financières et autres, de mesurer l'efficacité des moyens de contrôle à la disposition de la direction financière et de recommander les procédures appropriées.
Le candidat doit avoir une expérience d'au moins trois ans acquise dans l'un des huit plus importants cabinets anglo-saxons d'expertise comptable.
Lieu de travail pour les deux postes : MARSEILLE
Adresser C.V. et photo pour le poste souhaité en précisant la référence sous le n° 7 1471 M. REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Recherche directeur Association éducateur spécialisée formation gestion administrative. Envoyer C.V. Président Site Protection enfance Saint-Nazaire 44 17 22-02-05.

MARSEILLE cherche pour études d'urbanisme un architecte diplômé expérimenté, technique, sans minimum. Ecrire Eurocad n° 408, 2, rue Breteuil 13001 Marseille.

Organisme Agricole recrute pour sa Direction régionale TOULOUSE

1 chef de service Etudes et Traitement de l'Information

INGÉNIEUR I.N.A.-E.N.S.A. ayant expérience professionnelle en études économiques dans le secteur agricole ;
- informatique niveau P.A.E. Une expérience d'encadrement serait appréciée.
Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à : M. J. L. 5, r. Italiens, 75017 Paris ced. 09

C.A.D.A.S.E. service de Prévention Spécialisée, embauche un technicien expérimenté pour conseil, études et action sur une cité (5.000 habitants). Env. C.V. à C.A.D.A.S.E. Service Prévention, 26, r. Honoré-de-Belloc, à 31016 GRENOBLE.

Dans le cadre d'une POLITIQUE COMMERCIALE NOUVELLE

le groupe des compagnies d'assurances LE SECOURS

recherche des

AGENTS GENERAUX

Cette proposition s'adresse à toute personne :
- attirée par une profession libérale,
- possédant un niveau d'études équivalent ou supérieur au Bac,
- ayant des qualités de gestionnaire rigoureux et un sens commercial développé,
- professionnels de l'assurance ou non,
- pouvant disposer d'un apport personnel.
Le Groupe leur apporte :
- soutien financier si nécessaire,
- large délégation de pouvoirs,
- solide formation,
- assistance technique et commerciale efficace,
- produits nouveaux et compétitifs.

Portefeuilles actuellement ou prochainement disponibles à : TARASCON, COLMAR, LIMOGES, CHATELAIN, LA FERTE-ALEAIS, BORDEAUX, NICE, SAINT-RAPHAEL, PAIMPOL, BAGNOLS-SUR-CEZE, ISSOUDUN, VINAY, MULHOUSE, TROYES, MAZAMET, MONTBRISON, CARENTAN.
Les candidats intéressés par d'autres régions peuvent également nous écrire.
Envoyer C.V. photo sous référence 683 M à PUBLIPANEL 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

LA SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES

FORT-DE-FRANCE

(600.000 tonnes/an, 150 Agents) propose à un

INGÉNIEUR ANTILLAIS

le poste d'

INGÉNIEUR TRAVAUX

Rattaché au Chef du Service Matériel, il devra s'occuper :
- de la gestion du matériel et de son entretien
- de la préparation, de l'ordonnement et du suivi des travaux courants (mécanique, tuyauterie et chaudronnerie, instrumentation, électricité).
Les candidats ayant une formation supérieure d'ingénieur et une expérience d'environ 5 ans de préférence dans le secteur pétrolier.
Une formation complémentaire pourrait être envisagée.
Si ces perspectives vous intéressent, envoyez rapidement lettre manuscrite avec C.V. et photo, à N° 30696 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF TELEPHONE

Votre caractère affirmé et votre goût très prononcé pour les contacts vous orientent naturellement vers la VENTE.
NOTRE DIVISION TELEPHONE PRIVEE vous propose un poste d'

AGENT COMMERCIAL à DIJON

Vous serez chargé de prospecter le marché et de négocier la vente d'installations téléphoniques.
Nous assurerons votre formation, sur nos produits.
Les candidats retenus posséderont une première expérience de la vente de biens d'équipement.
Vous adressez : CV détaillé, photo et prétentions sous réf. DV 797 Direction des Affaires Sociales - 146, Bd de Valmy 92700 COLOMBES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION PRESSEUR DANS SA SPÉCIALITÉ SUR LE PLAN EUROPÉEN, recherche

DIRECTEUR administratif et financier

Homme de contact, 40 ans min., ayant au moins 10 années d'expérience de gestion économique, problèmes financiers, gestion du personnel.
Excellente pratique des problèmes comptables, connaissance des pratiques modernes d'informatique.
Prêt pendant une période de 6 à 12 mois à de fréquents déplacements avion entre AMIENS et ANNECY.
Le pôle d'intérêt et la résidence devant se situer à ANNECY dans un court délai.
Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prét. à : 31223 CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris 16.

UN CABINET INTERNATIONAL recherche

UN RESPONSABLE DES PROJETS MINIRS

Chargé de la conception des projets, de l'évaluation des études et de l'animation des équipes.
- Formation Grande Ecole ou Université.
- Expérience minière internationale.
- Anglaise indispensable.
- Minimum 40 ans.
220.000 +
Adresser C.V. etc. à SWEET'S, sous la réf. 2.017, B.P. 280, 75242 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

BANQUE RÉGIONALE IMPORTANTE RÉGION ANNECIENNE

Recherche un homme, minimum 35 ans, de bonne culture générale, avec une connaissance professionnelle approfondie du Secteur Titré, pour occuper un poste de

GÉRANT DE PORTEFEUILLE

Salaire brut annuel de départ 80.000 F. Promotion intéressante possible.
Ecrire n° 8.879 à "Le Monde" - Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS CEDEX 09.

Service Médical

du Travail Interentreprises

SITUÉ DANS GRANDE VILLE INDUSTRIELLE RÉGION NORD-OUEST

Son Directeur

Celui-ci sera chargé d'organiser et de gérer le service, d'apporter personnellement aux entreprises adhérentes son assistance technique pour la solution des problèmes d'hygiène et de sécurité, d'amélioration des conditions de travail et pour la formation et le perfectionnement dans ces mêmes domaines.
Solide formation technique et une expérience approfondie de l'entreprise industrielle sont indispensables.
Imagination, dynamisme, sens pratique ou du contact et de la conversation.
Age minimum 35 ans.
Adresser C.V. man. photo à n° 30.848 CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

MOTOR TRANSPORT OFFICER

UN Agency operating in the Middle East requires a Motor Transport Officer to supervise Motor Transport Branch at its Vienna head quarters and to furnish technical supervision to Motor Transport staff in the field offices. Applicants should have secondary education with formal post-secondary course in automotive technical training or at least 3 years duration or 5 years working experience in technical automotive maintenance and operations good knowledge of spoken and written English; at least 3 years experience in supervising motor transport repair shops; valid driving license. For details including salary and allowances send brief letter in English to : Director of Personnel (EVN/7/79) UNRWA HEADQUARTERS (Vienna) Vienna International Center P.O. Box 700 A-1000 Vienna, Austria.
J. H. possédant BAC option électronique et si possible notions informatiques pour emploi outre-mer. Aptitudes : travail en mer, nautisme. Ecrire ORSTOM, 24, rue Bayard 75008 Paris

SENIOR SUPPLY OFFICER (GENERAL STORES)

UN Agency operating in Middle East requires a Senior Supply Officer to supervise General Stores branch at its Vienna head quarters. Post involves coordinating the ordering, procuring and shipping of General Stores supplies with offices in its area of operations, conducting market research, etc. Applicants should have completed their secondary education, have a good knowledge of both spoken and written English and have at least five years experience in a senior position in procurement and supply activities.
For further details, including salary and allowances, send brief letter or card in English to : Director of Personnel (EVN/7/79) UNRWA HEADQUARTERS (Vienna) Vienna International Center P.O. Box 700 A-1000 Vienna, Austria.

LA CONSTRUCTION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

et plus spécialement d'installations chimiques ou thermiques EN FRANCE COMME A L'ÉTRANGER

C'est notre métier, au sein d'un groupe international important.
C'est aussi l'issue d'un parcours commercial complexe, où l'analyse de l'opportunité et l'étude approfondie des conditions d'exécution des contrats envisagés sont confiées au

"proposal engineer"

Ingénieur de formation, doté d'une solide expérience pratique d'ingénierie et de constructions d'unités industrielles de diverses natures.
Homme d'analyses rigoureuses et d'études projectives, il a aussi l'envergure et le potentiel d'un responsable autonome, pour qui ce poste sera un tremplin vers des responsabilités croissantes dans notre groupe.
33 ans min., anglais pratique impératif, basé à MARSEILLE, de brefs et nombreux déplacements sur les chantiers sont à prévoir.
Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel. Appeler INFORMATION CARRIÈRE

Information Carrière SVP Marseille 01 54 52 55 ou à PARIS SVP 11-11, de Lundi au Vendredi six heures de bureau. REF. : M. 144 On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE 13001 - 48, rue Grignan.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

General manager

Progress Control Instrumentation

Up to 200.000 Frs + car

This appointment is to control a young sales and distribution company, with a projected turnover of 10 M. FF in 1980, and part of a major multi-national industrial corporation. The corporation is amongst the world's leaders in its specialised field which embraces catalogue products and industrially engineered systems for process industry. The prime task will be to expand sales to process industry, particularly to heavy industry, throughout France.

Candidates should be electrical engineers or physicists desirably qualified at graduate level with successful general management, or top level marketing sales and commercial management experience, linked to a thorough knowledge of measurement and control products in process industry. Fluency in English is essential. Preferred age mid / late thirties or early forties. Usual executive benefits. Relocation help. Send full details (in French or in English) to Bernard Mangou, référence 2307 - MSL INTERNATIONAL - 73, Bd Haussmann - 75008 PARIS.

MSL International

Chef comptable

Proche banlieue Nord

Une société française (C.A. 30 MF) spécialisée dans la fabrication de flaconnages et d'emballages recherche son chef comptable.

Dépendant de la direction générale et assisté d'une dizaine de personnes, il sera chargé de réorganiser les services comptables et de préparer la mise en place d'un système informatique dans l'entreprise. Il sera plus particulièrement responsable de la paye, du recouvrement des créances et de la trésorerie. Il assurera en liaison avec un Cabinet d'Expertise Comptable extérieur la préparation du bilan et du compte d'exploitation.

Agé d'au moins 28 ans, il aura une formation du niveau DECS, une certaine connaissance de l'informatique et une expérience similaire acquise de préférence dans une PME.

Yves BLANCHON traitera de manière strictement confidentielle votre candidature (CV détaillé et photo) que vous lui adresserez sous référence 9299 M - MSL INTERNATIONAL 73 Bd Haussmann 75008 PARIS.

MSL International

L'informatique dans une SSCI

Vous savez ce que cela veut dire : autonomie, souplesse... et expansion. Venez partager la nôtre si vous êtes :

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX
Vous allez travailler chez un constructeur, vous connaissez le Mini et le Micro - le langage : assembleur.

ANALYSTES PROGRAMMEURS et PROGRAMMEURS
2 ans d'expérience sur les matériels NCR, CII HB, Philips, la connaissance du langage

COBOL : voilà ce que nous attendons de vous. Si cela est nécessaire, nous vous garantissons des recyclages sur nos matériels. Mais nous sommes pressés, alors tant mieux si vous êtes libre rapidement. Ces postes fixes sont à pourvoir à Paris. Nous vous prions d'adresser votre CV sous référence 261 au : Cabinet Alpha CDI, 11 rue de Valenciennes, 75001 Paris. Il se charge de nous transmettre votre candidature.

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

NOUS SOMMES

SONECTRO

Société filiale d'un groupe français d'envergure mondiale

NOTRE VOCATION

est de :

- concevoir et évaluer des projets de RESEAUX de COMMUNICATION destinés à la France et à l'étranger en travaillant en étroite collaboration avec les divisions et filiales du Groupe.
- participer à la négociation et à l'exécution du projet.
- exercer une activité de conseil en COMMUNICATIONS vis à vis d'organismes clients.

NOUS RECHERCHONS

pour compléter nos équipes, plusieurs ingénieurs débutants ou semi débutants ESE, INPG, ENSEEHT, ISEP, ...

- intéressés par des réalisations dans l'un au moins des domaines suivants : transmission téléphonique ou de données, téléinformatique, commutation, conception et gestion de réseaux.
- connaissant l'anglais et, si possible, l'espagnol.
- désirant, tout en travaillant à Paris, se déplacer en région parisienne et à l'étranger.
- aimant les contacts, la négociation et l'animation d'équipes pluridisciplinaires.

POUR UN CONTACT

envoyer une lettre d'intention et un C.V. avec photo en indiquant la rémunération souhaitée à :

SONECTRO
Monsieur ROUX
11 Avenue Myron T. Herrick
75008 Paris

THOMSON-CSF RADIO PROFESSIONNELLE LMT

offre à

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES et ENSI

de réaliser des travaux d'études et de développement d'équipements électroniques.

- option ou spécialisation dans le domaine des radiocommunications. Niveau débutant jusqu'à 3 à 4 ans d'expérience.
- option électronique, automatique, etc..., mise en œuvre des techniques microprocesseurs. Première expérience souhaitée.

Veillez faire parvenir votre dossier de candidature à la Direction du Personnel, Gestion des Cadres, sous référence 34.85-M 46, quai A. le Gallo - 92103 Boulogne.

DUT, BTS Electrotechnique ou Similaire - Débutant ou Confirmé

Moyenne entreprise française performante (C.A. 60 millions) bien implantée dans les domaines d'activité : électrotechnique, sources lumineuses, électronique, exploitation, vous propose à Neuilly sur Seine :

- soit un poste d'AGENT TECHNIQUE (réf. 78723 M)
- soit un poste d'AGENT TECHNIQUE-COMMERCE (réf. 78662 M)

Il assure le contrôle qualité, le soutien technique de l'équipe commerciale, la prospection, la commercialisation de produits sources lumineuses à une clientèle d'industriels.

Une réelle évolution à moyen terme, une rémunération entièrement au fixe, vous attendent dans un contexte de travail où la délégation et l'esprit d'équipe sont essentiels.

Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence choisie à notre Conseil

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier 75008 - PARIS

CENTI

recherche pour

ETUDE ET REALISATION DE LOGICIELS

UN INGENIEUR

1 an d'expérience au moins

DEUX ANALYSTES-PROGRAMMEURS

3 ans d'expérience minima.

Pratiquant l'Algol et le Cobol sous STRIS 1.

Envoyer lettre avec C.V. et prétentions à CENTI, 120 rue de Rennes, 75006 PARIS. Les candidats libres rapidement peuvent téléphoner au 222-25-31.

Importants Société de BATIMENT et de TRAVAUX PUBLICS situés en banlieue ouest recherche pour son service juridique

un jeune juriste d'entreprise

Ayant 3 à 4 ans d'expérience de Droit commercial et Droit des Sociétés.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 44/02 à :

OP organisation et publicité
2 rue MARIGNY 75001 PARIS / CEDEX 12

PHILIPS

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE

Recherche pour son département Mesure-Analyse

INGENIEUR COMMERCIAL ELECTRONICIEN

pour la Région Parisienne, SERVICE MESURE

INGENIEUR COMMERCIAL CHIMISTE

Pour l'Est et le Nord de la France SERVICE ANALYSE PHYSICO-CHIMIQUE Lieu d'habitation : STRASBOURG

INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE ELECTRONICIEN

Pour liaison avec les Usines et la formation de l'équipe de vente

Pour tous ces postes il est exigé un diplôme d'ingénieur et une bonne connaissance de l'anglais.

Env. C.V. à S.A. PHILIPS, Science et Industrie, Sec du Personnel, 105, rue de Paris, 93002 Bobigny, ou téléph. au 830-11-11, poste 534 ou 535 pour rendez-vous.

MONOPRIX

recherche

ASSISTANTE SOCIALE

Diplômée d'Etat

Expérience en entreprise indispensable

Déplacements fréquents en banlieue

Adresser C.V. à Service Social, 105 rue de Paris, 93002 Bobigny.

S.S.C.I. OUEST DE PARIS
recherche : Analyste Programmeur, 2 à 3 ans d'expérience pratique de GAP 2 sur matériel IBM 32 ou 34 Ad. C.V. et prétentions, Vanvert, 32 rue Yves-Toudic, 75010 PARIS.

Rech. Directeur foyer jeunes travail, à Paris, sérieuses réf. gestionnaire. - Tél. : 229-38-16.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche pour son Département

EXPLOITATION A PARIS LA DEFENSE

UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE

Titulaire du BTS électricité ou équivalent ; Dégage des obligations militaires ; Ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'exploitation et de l'entretien d'équipements électriques industriels et de Centrales de fourniture d'énergie. Il prépare les méthodes et procédures d'entretien et de réparation des équipements électriques et assure l'assistance technique aux Filiales de production installées à l'étranger.

Cette assistance nécessite des déplacements fréquents et une bonne connaissance de l'anglais. Aptitude à l'expatriation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 30825 à SNEAP - D.C. Recrutement, 21 avenue des Lilas Bâtiment Messirest - 64000 PAU.

UNE IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE

Filière d'un puissant groupe industriel français situé dans la banlieue Sud-Ouest de PARIS recherche

UN INFORMATICIEN de haut niveau

Il devra s'intégrer à une petite équipe chargée de l'orientation et de la coordination des activités de développement de logiciel d'un département de plus de 10.000 personnes réalisant des systèmes de télécommunication.

Il sera plus particulièrement responsable des problèmes touchant à la méthodologie et aux outils de développement de logiciel :

- définition d'outils nouveaux
- suivi de leur utilisation
- suivi de l'évolution des techniques.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, de formation grande école ou équivalent, possédant une expérience de plusieurs années dans la réalisation ou la mise en œuvre de produits logiciels.

La connaissance des outils et méthodes modernes de développement de logiciel est essentielle.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à no 30870 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

AMPEX

AMPEX FRANCE
21, rue du Dôme
92100 BOULOGNE

Leader Mondial de l'enregistrement magnétique recherche pour son

DEPARTEMENT INSTRUMENTATION

TECHNICIEN

Bonnes connaissances en enregistrement magnétique d'instrumentation et en circuits logiques et analogiques.

- Niveau BTS.
- Anglais lu nécessaire, parlé souhaitable.

Envoyer C.V., photo et prétentions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

recherche pour le DÉVELOPPEMENT ET LA MAINTENANCE D'APPLICATIONS DE GESTION SUR MINI-ORDINATEURS

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Justifiant d'une expérience d'applications transactionnelles, habitué aux contacts avec les utilisateurs dans le cadre d'une informatique rapide.

Lieu de travail : PARIS (15^e)

A partir de 1980 : TRAPPES-LA-VERRIÈRES (78)

Adresser C.V. et prétentions sous le numéro 31.507, à Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

GRUPE INTERNATIONAL

recherche pour le Département Etudes et Gestion Financière de son siège

UN JEUNE CHARGÉ D'ETUDES FINANCIÈRES

Le poste s'adresse de préférence à un candidat :

- de formation type E.S.C. option Finance/Comptabilité, ou équivalent ;
- ayant impérativement 1 ou 2 ans d'expérience comptable acquise auprès d'un Cabinet ou d'une entreprise.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous le n° 35.585 sur enveloppe à : J.R.P. Paris-8^e, qui transmettra.

Importante Société de constructions thermiques de biens d'équipement recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES POUR SON SERVICE TUYAUTERIE

Ce poste conviendrait à :

- Incubateur diplômé Grande Ecole ;
- Ayant quelques années d'expérience en tuyauterie ou chimie ;
- Aptitude à démontrer :
 - Organisation,
 - Jugement,
 - Négociations ;
 - Anglais indispensable ;
 - Allemand souhaité.

Ad. C.V. détaillé et prêt, s'réf. 2018 à SWEETIS, B.P. 209, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Technicien PHYSICO-CHIMISTE DUT - BTS - AFPA

Débutant ou ayant quelques années d'expérience dans le domaine des circuits imprimés.

Il assurera la maintenance des balais et l'élaboration de gammes de procédés nouveaux. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V., photo et prêt. à J.-P. GALLAIS, 18, rue du Fosse-Blanc, 92211 GENNEVILLIERS.

SECTION INTERDITE

offres d'emploi

MAISON SOCIETE D'ELECTRONIQUE

INGENIEURS INFORMATIQUES

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

PROGRAMMEURS EXPERIMENTES 95.000 F

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

DIPOURANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

recherche

INGENIEUR LOGICIEEN CONFIRME

spéc. Grenoble, Toulouse, ENSEA

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

DIPOURANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche

AUDITEUR INTERNE

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

formation profe

JEUNES DIPLOMES

B.T.S. DISTRIBUTION DE MATERIEL

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

CADRE DE LA DIST

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

capitaux ou propositi

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

MECANIQUE GENERALE - OUTILS

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

ASSOCIATION

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

VOUS AVEZ-VOUS AVANCE

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

recherche pour le département de développement de logiciels

هكذا من الأصل

ÉQUIPEMENT

P.T.T.

A PROPOS DE...

Les initiatives des compagnies aériennes britanniques

BAISSES SUR LA MANCHE

La bataille de l'Europe et singulièrement celle de la Manche — est engagée. A tour de rôle, les compagnies aériennes annoncent des baisses de tarifs « spectaculaires ».

Au mois de juin dernier, Sir Freddie Laker, président du « train du ciel », dévoilait son intention de desservir à petits prix trente-cinq villes européennes au départ de Londres. Tout récemment, Air France et British Airways déclaraient vouloir faciliter l'accès d'un plus grand nombre de passagers aux « vols vacances » (450 francs l'aller et retour Paris-Londres), en augmentant les fréquences et en allégeant les contraintes.

Aujourd'hui, British Caledonian présente son programme de « mini-prix » sur vingt-trois destinations européennes au départ de Londres. Ces vols seront vendus à des tarifs inférieurs de 35 à 53 % aux barèmes de la classe économique ; leur accès ne sera soumis à aucune contrainte ; leur nombre sera limité à deux fréquences quotidiennes (20 % des sièges offerts) sur les trois lignes que la compagnie britannique exploite vers Amsterdam, Francfort et Paris ; ils ne seront assurés qu'aux heures creuses.

British Caledonian propose ainsi, sous réserve d'approbation gouvernementale, l'aller simple Paris-Londres à 320 francs. Ce « mini-prix » est réduit de moitié — soit 160 francs — si le

passager prend le risque de n'acheter son billet qu'à la dernière minute, c'est-à-dire trois quarts d'heure avant le décollage, dans la limite des places disponibles.

Les responsables de la compagnie britannique ont calculé qu'en terme d'une première année d'exploitation, ce système tarifaire leur permettrait de dégager un bénéfice de 5,5 millions de livres (49,5 millions de francs). Pour ce faire, ils envisagent d'utiliser des BAC-111 équipés de cent quatre-vingt sièges, de les faire voler, chacun, trois fois par semaine, soit six mille deux cents heures par an au lieu de deux mille six cents actuellement, d'allonger leurs « journées de travail » notamment en avançant d'une demi-heure — de 7 h. 30 à 7 h. — le premier vol du matin, et de porter à 70 % leur coefficient de remplissage.

Pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt ? Les dirigeants de British Caledonian avancent plusieurs raisons à cette désescalade tarifaire : la pression des consommateurs, l'exemple de la « déréglementation » américaine, les encouragements de la Commission de Bruxelles. Et, faut-il ajouter, les initiatives de la concurrence, notamment celle de Sir Freddie Laker. Ne met-il pas, une fois encore, les compagnies régulières au pied du mur, en lançant l'idée dans l'opinion publique que la cherté du transport aérien en Europe n'est pas une fatalité ?

JACQUES DE BARRIN.

POINT DE VUE

Les moyens du service public

par CLAUDE PITOUS (*)

PELITES et moyennes entreprises, patronat, associations d'usagers et gouvernement critiquent sévèrement la grève générale du 25 octobre dans les P.T.T. Nous sommes accusés de sabotage du service public et d'inqualifiable abus du droit de grève. La passion aidant, il ne vient à l'idée de personne de s'interroger et de se demander pourquoi, pour la première fois depuis cinq ans, l'unité syndicale de fait s'est réalisée dans les P.T.T.

Au vrai, on ne s'embarrasse pas de telles subtilités lorsque l'on réclame hâtivement la réglementation du droit de grève dans les services publics. Ce faisant, on pratique la politique de l'amalgame en mettant dans le « même sac » la grève d'E.D.F. et celle des P.T.T.

Or, l'une a été déclenchée par la seule C.G.T. L'autre réunit, le même jour, dans la grève, toutes les organisations syndicales représentatives. Certes, la C.G.T. sert sans doute les intérêts du parti communiste.

Files d'attente

Cette remarque faite, on devrait savoir que la grève ouvrière n'a jamais été aussi généralisée qu'à une grève politique. Nous n'avons jamais vu plus lancée de grève, dans notre secteur, mettant en cause les intérêts fondamentaux du service public. Ainsi, le 25 octobre n'est ni une action politique ni une tentative de désorganisation des P.T.T. C'est un cri d'alarme !

Mais il faut aller au-delà et s'expliquer. Depuis plusieurs années

déjà, la Force ouvrière, à l'occasion de la discussion parlementaire, élève l'opinion, les associations d'usagers, les députés et les sénateurs sur l'insuffisance dramatique des moyens donnés aux P.T.T. pour faire face à leurs missions essentielles au service du public. A chaque fois, nous rencontrons compréhension et encouragement, chacun observant, en effet, que les P.T.T. ne sont plus ce qu'ils étaient. Le courrier n'arrive plus avec la régularité d'autan, les files d'attente aux guichets s'allongent et les télécommunications — malgré des crédits importants — sont encore loin de répondre aux aspirations légitimes des Français. Ainsi, il faut encore patienter plusieurs mois pour avoir le téléphone ; la tonalité a des caprices et les services de renseignements téléphoniques sont complètement saturés.

Personne ne conteste sérieusement tout cela, mais chaque année des budgets insuffisants sont votés, pour les P.T.T., par un Parlement finalement docile, dont les membres sont d'ailleurs ultérieurement les premiers à critiquer, dans leurs circonscriptions, les carences des postes et télécommunications.

La France est ainsi faite : à Saint-Amant-Montbrion, à Lyon ou ailleurs, ministres, députés et sénateurs tempèrent contre la dégradation du fonctionnement des P.T.T. ; à Paris, tous ces messieurs préparent et votent des budgets qui précipitent la faillite des P.T.T. Comprenez qui pourra.

Ce qu'on nous prépare pour 1980 est encore pire. On n'en juge :

en 1976, on a créé 13 900 emplois de titulaires dans les P.T.T. (7 300 à la poste, 6 600 aux télécommunications). Pour 1980, on en créera 4 700 dont 1 134 à la poste et 3 566 aux télécommunications.

Les mesures de personnel, qui intéressent aussi les agents — et ce n'est pas surprenant — seront réduites, par rapport à 1979, de 19,40 % sur le plan des crédits indemnitaires et de 71,3 % sur celui des fonds consacrés aux aménagements catégoriels.

Face à de telles restrictions, nous pensons que le mécontentement des travailleurs des P.T.T. ne peut être qu'une réaction légitime. Nous voyons troubler notre administration, à laquelle nous avons la faiblesse d'être attachés, nous voyons s'étioler toute possibilité d'amélioration de nos carrières, de nos primes, de notre durée de travail, et il ne faudrait rien dire ?

Il faut que l'opinion sache que la Force ouvrière a tenté par tous les moyens d'éviter cette grève. Nous avons discuté, négocié avec le secrétaire d'Etat aux P.T.T. et le gouvernement jusqu'à l'extrême limite. Des concessions nous ont été faites — que nous ne négligeons pas — dans le domaine de l'aménagement du temps de travail. Malheureusement, elles ne sont pas accompagnées de moyens. Cela signifie que, ou bien elles restent inapplicables, ou bien elles se traduiront par une dégradation de la qualité du service.

(*) Secrétaire général de la Fédération syndicale des P.T.T. Force ouvrière.

du service rendu aux usagers. De cela, nous ne voulons pas. C'est pour nous une raison supplémentaire de réclamer la création de nouveaux emplois.

L'austérité : pas pour tous

Le gouvernement nous répond qu'il faut — dans la période actuelle — réduire le train de vie de l'Etat et qu'il est donc impossible de créer des emplois nouveaux. Nous n'acceptons pas cet argument, car, si malgré l'austérité on épargne le budget de la défense nationale, on devrait aussi protéger celui du département ministériel qui a une des missions les plus nobles : faire communiquer les hommes entre eux.

On ne veut pas nous entendre par la voie palatiale de la concertation. Si nous restons plus en conséquence, à notre grand regret, que la grève pour créer notre inquiétude. C'est pourquoi la Force ouvrière cassera le travail, le 25 octobre, dans le cadre d'une grève générale d'avertissement.

Ainsi, qu'on ne se méprenne pas, le gouvernement, par son intransigeance ou sa volonté de détruire le service public — on ne sait — porte l'entière responsabilité des graves perturbations qui vont affecter les P.T.T.

Espérons qu'à partir du 26 octobre une négociation sérieuse pourra s'engager, que des inflexions sensibles seront apportées au budget des P.T.T. pour 1980 et que, partant, de nouvelles grèves ne seront pas — paradoxalement — nécessaires à la survie d'une entreprise qui, il y a peu, était un motif de fierté pour notre pays.

TRANSPORTS

Trop de trafic, pas assez d'effectifs Les contrôleurs aériens menacent de déclarer forfait

« Nous ne sommes plus en mesure d'assurer, dans de bonnes conditions, le guidage des avions en période de pointe », ont confirmé lors d'une conférence de presse tenue le lundi 22 octobre à Paris, les responsables du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (S.N.C.T.A.). « L'état des lieux ne s'est pas mieux passé que le précédent, ont-ils précisé, alors que, cette année, nous n'avons mené aucune action ».

« Nous aurions souhaité organiser une grève du zèle beaucoup plus dure qu'en 1978 puisque nous n'avons rien obtenu », a indiqué M. Jacques Fournier, porte-parole du S.N.C.T.A., mais nos militants ne nous ont pas suivi. Ils ont préféré laisser le système se dégrader de lui-même. »

Un moment de la crise de l'été 1978, certains avaient regretté la faiblesse manœuvrière des aiguilleurs du ciel qui, en dépit du trafic en aviateur parodiquement facilité l'écoulement. « Au lieu de se rendre impopulaires, ils auraient mieux fait de laisser la mécanique s'envoler d'elle-même. »

La preuve vient d'en être apportée. Pour la période du 13 au 30 juillet dernier, Air Inter fait

état de 105 retards allant de 10 minutes à heures 45. Pour la période du 1^{er} au 15 septembre 1978, Air France et Air Inter ont relevé 108 retards, allant de 15 minutes à 2 heures 14. A qui la faute ? « Nous nous inscrivons en faux contre la version, aussi qu'il y ait des limitations de trafic imposées par les services de contrôle étrangers », ont souligné les dirigeants du S.N.C.T.A.

La désorganisation du trafic tient d'abord à la défection des matériels dans les tours et les centres de contrôle français. Le S.N.C.T.A. a relevé au centre d'Alix-en-Provence, au mois de juillet dernier, 114 pannes de téléphone et 140 pannes de radio. A cet égard, « les P.T.T. n'accroissent aucune priorité de réparation pour les lignes spécialisées comme les nôtres », remarque M. Fournier.

« Les étages de l'armée de l'air »

En outre, la « cohabitation » dans le ciel entre avions civils et avions militaires est difficile. Sur 26 exercices militaires, 9 ont été programmés au cours de l'été 1979 en 3 à deux reprises, 3 exercices différents ont eu lieu simultanément. A ce propos, le S.N.C.T.A. reproche à la délégation à l'es-

pace aérien, dont le rôle est d'harmoniser l'activité des utilisateurs du ciel, d'être l'otage de l'armée de l'air.

Pour beaucoup, le mauvais écoulement du trafic est dû à un manque d'effectifs. Dans les centres de contrôle régionaux (C.C.R.), comme dans les tours de contrôle, les signaleurs du ciel ne sont plus en nombre suffisant ; l'administration a reconnu par écrit que le C.C.R. d'Aix avait besoin, au minimum, de soixante-quatre contrôleurs supplémentaires. « La plupart des limitations imposées par la France au trafic aérien d'Europe s'expliquent par cette pénurie d'hommes », note le S.N.C.T.A.

Conséquence : la direction de la navigation aérienne propose de n'affecter, à l'avenir, des aiguilleurs du ciel que sur les seuls aéroports dotés d'un contrôle d'approche. « Les tours ferment la nuit et même maintenant à certaines heures creuses de la journée, indique M. Fournier ; aussi, les incidents mettant en jeu la sécurité aérienne se multiplient. Et de faire référence à la collision entre deux avions de tourisme, le dimanche 14 octobre au-dessus de l'aérodrome de Granville. Il y avait eu sept autres collisions entre deux contrôleurs étaient en repos. »

Il arrive également que, par manque d'effectifs, les contrôleurs soient remplacés « par des agents des chambres de commerce sans formation ni qualification ». C'est le cas à Antony où des avions se posent de jour comme de nuit, en bonnes conditions météo comme en mauvaises, note le S.N.C.T.A. Or, Air Alpes envisage d'exploiter, sur ce terrain, des Fokker 28 de soixante-cinq places. »

Selon M. Fournier, « l'avenir n'est pas réjouissant. Au budget 1980 il n'a pas été prévu d'augmentation d'effectifs ». A son avis, « l'insuffisance du recrutement ne permettra pas de combler les départs à la retraite ». Des années noires en perspective ? — J.-J. B.

● LIATA en question. — « Toute tentative américaine de suppression des règlements aériens internationaux créés par les dispositions importantes », a déclaré, le lundi 22 octobre à Washington, M. Ernst Hammarsheld, directeur général de l'Association internationale du transport aérien (IATA) à l'ouverture des audiences organisées par le Bureau de l'aéronautique civile (C.A.B.). Celui-ci doit décider s'il continuera à reconnaître le rôle de l'IATA dans la fixation des tarifs aériens.

Le C.A.B. a un allié en la personne de Sir Freddie Laker, l'inventeur du « train du ciel » entre Londres et New-York, qui a déclaré que « l'IATA n'a fait aucun bien à l'aviation civile, ni sur le plan de la construction, ni sur celui du transport, ni sur celui du tourisme ». — (A.F.P.)



REVERSO

la montre la plus snob de l'année

JAEGER-LECOULTRE

Genève

NOTRE

Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous avez des messages à transmettre. Nous les transmettons. Vos correspondances nous répondent par télex.

ÉLITE

SERVICE TÉLEX

96, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Une formule éprouvée de cours du soir

1 soir par semaine

1 samedi sur deux

Cadres, futurs Cadres, assurez votre promotion

Formez-vous en :

GESTION FINANCIÈRE, FONCTION PERSONNEL, MARKETING et MANAGEMENT.

Prochaine session : 10 Novembre

Documentation détaillée à :

CNOF CSSE



Quatre cuillers gourmandes. Ce sont des cuillers individuelles qui permettent de goûter la sauce... sans pain.

Prix : 332 F.

Pavillon Christoffe

12, rue Royale Paris (8^e)

31, boulevard des Italiens (2^e) - 95, rue de Passy (16^e)

Centre Commercial de Paris 12



hollington

9 rue Racine 75006 Paris

ML 325 54 79

Chemises non cintrées : avec ou sans col. En velours pur coton et vivella (laine et coton). Pour pays chauds : à manches courtes et tissus légers. Il y a une large gamme de couleurs dans toutes ces matières. 8 tailles, de mince à très confortable. 160 et 195 francs.

Egalement en vente chez Charlatan, 70 avenue Louise, Bruxelles.

CAPITALE

ouvrira ses portes

CHATO

terrains

du Monde

A. RUCKEBEISE

295 15.01

SOCIAL

LA SITUATION DES IMMIGRÉS EN FRANCE

-EXPULSION AU FOYER DE NANTERRE

Sans ménagement

**TANZANIA ELECTRIC SUPPLY COMPANY
KIDATU-MUFINDI POWER TRANSMISSION
INVITATION FOR TENDERS**

The Tanzania Electric Supply Company Limited has undertaken a project to extend the power supply network to be constructed in Mufindi. The main equipment will be provided to construct the power network to the grid.

The Tanzania Government on behalf of the Company has applied for loans from the World Bank, the Commonwealth Development Corporation and the Organisation of Oil Exporting Countries.

The scope of the project includes the construction of 220 kv, single circuit self-supporting transmission line 220/23 kv substations at Kidatu and Mufindi, and power lines to be let as follows :

Contract KM 18 Transmission Line and Substation KM 2 Substations and Equipment

and will embrace design, manufacture and construction of all plant including civil works.

Tenders are invited from suitably qualified firms in any country, with the exception of South Africa. Documents may be purchased from the Tender Office, Engineering and Power Development Department, House, Sidcup, Kent DA-15 7NL, after 12 th November 1979 at a total cost of £100.

Three sets of tender documents, including drawings, specifications and form of contract for KM2 as applicable should be sent to the Tender Office, Tanzania Electric Supply Company Limited, P.O. Box 100, Escham, Tel. 413181. The closing date for tenders will be 31 st January, 1980.

مَكْنَزُ الْأَصْلِ

LES AUTRES PAYSANS

(PubliN°42)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE TARN-ET-GARONNE
PRÉFECTURE DE LOT-ET-GARONNE

**Projet d'installation d'une centrale nucléaire
à GOLFECH**

**Modification du plan sommaire d'urbanisme
de GOLFECH**

AVIS D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Conformément à l'arrêté interpréfectoral du 8 octobre 1979, il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet présenté par le **SECTEUR D'URBANISME** en vue de la construction d'une Centrale Nucléaire sur le territoire de la commune de **GOLFECH** (Tarn-et-Garonne).

Une commission d'enquête comprenant :

- **M. Henri DAUDIGNON**, maire de Beaumont-de-Lomagne (83), président ;
- **M. Pierre BOULIN**, Lieutenant-colonel en retraite à Castelsarrasin (63) ;
- **M. Guy FAUCOUCQ**, sous-préfet en retraite à Saint-Ellier-de-Lusignan (47).

Le dossier du projet restera déposé à la préfecture de Tarn-et-Garonne.

Le dossier du projet restera déposé à la préfecture de Tarn-et-Garonne pendant deux mois consécutifs, du 22 octobre 1979 au 21 décembre 1979 inclus, puis à la sous-préfecture de Castelsarrasin les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 14 heures à 18 heures, et le samedi, de 9 heures à 12 heures (jours fériés exceptés), aux heures indiquées ci-dessous :

Un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le président de la commission d'enquête, où l'un de ses membres, sera ouvert par le préfet de Tarn-et-Garonne et déposé pendant la même durée et au même lieu pour recevoir, aux heures indiquées, les observations auxquelles pourrait donner lieu ce projet.

Pendant la durée de l'enquête, des exemplaires du dossier du projet et des registres subsidiaires à feuillets non mobiles seront également déposés :

- 1) à la préfecture de Lot-et-Garonne ;
- 2) à la sous-préfecture de CASTELSARRASIN ;
- 3) dans le département de Tarn-et-Garonne, en mairie de **GOLFECH**, **AVUIRILLAS**, **DONZAC**, **DUNES**, **ESPALAS**, **CASQUES**, **GOUDOURVILLE**, **LAGAUCHE**, **SAINTE-CROIX**, **SAINTE-JULIE**, **SINZIES** et **VALENCE-D'AIGEN** ;
- 4) dans le département de Lot-et-Garonne : en mairie de **CIEFFEMONT**, **QUIBRIAN**, **SAINT-ARZAC**, **SAINT-DELM** et **SAINT-DELM-DE-VAL**.

Les registres subsidiaires seront cotés, paraphés et ouverts par le préfet de Lot-et-Garonne, le sous-préfet de CASTELSARRASIN pour les communes de CASTELSARRASIN, SAINT-ARZAC, SAINT-DELM-DE-VAL et à la sous-préfecture de CASTELSARRASIN, et par les maires intéressés pour ceux concernant la commune.

Le public pourra consulter les observations :

- à la préfecture de Lot-et-Garonne ;
- à la sous-préfecture de CASTELSARRASIN et dans les mairies ci-dessus.

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 14 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 12 heures (jours fériés exceptés).

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être également adressées par écrit, au président de la commission d'enquête négligant à la préfecture de Tarn-et-Garonne, au sous-préfet de Tarn-et-Garonne, au préfet de Lot-et-Garonne, au sous-préfet de CASTELSARRASIN, ou au maire intéressé.

Les membres de la commission d'enquête recevront le public le :

- 15 décembre 1979, à la mairie de GOLFECH, de 14 heures à 18 heures ;
- 19 décembre 1979, à la préfecture de Lot-et-Garonne, de 14 heures à 18 heures ;
- 20 décembre 1979, à la sous-préfecture de CASTELSARRASIN, de 14 heures à 18 heures ;
- 21 décembre 1979, à la préfecture de Tarn-et-Garonne, de 14 heures à 18 heures.

Pendant la même durée sera déposé à la mairie de GOLFECH le dossier de modification du plan sommaire d'urbanisme de cette commune sur un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le président de la commission d'enquête ou l'un de ses membres ; sur ce registre, ouvert par le maire, pourront être consignées les observations relatives à cette modification pendant les mêmes heures que pour l'enquête d'utilité publique.

Un dossier et un registre subsidiaire seront également déposés à la préfecture de Tarn-et-Garonne, à la sous-préfecture de CASTELSARRASIN, où ils pourront être consultés dans les mêmes conditions que ci-dessus.

L'ensemble des consultations de la commission d'enquête sera déposé dans les préfectures, sous-préfectures et mairies précitées.

Montauban, le 8 octobre 1979, Agn, le 8 octobre 1979, Le préfet Le préfet

DE TARN-ET-GARONNE, DE LOT-ET-GARONNE,
Paul SAGUET, Thierry KAEFFENBERG,
Paul SAGUET, Thierry KAEFFENBERG,



Un sourire raccourcit les distances

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche
12 rue Auber, Paris - Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages.
Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 073.93.82

**DISTRIBUTEUR RÉGIONAL
CHRYSLER U.S.A.**

PLYMOUTH Volant 6 cylindres 16 CV
avec option depuis 63 700 F (4 portes)
BERLINE - COUPÉ - BREAK

CHRYSLER LE BARON 6 cylindres 15 CV
toutes options depuis 84 700 F (4 portes)

*Vignette non soumise à la future taxe spéciale prévue dans le projet de loi de finances 1980.

SOCIÉTÉ DU GARAGE BOSQUET

83, avenue Bosquet, PARIS (7^e) - 551-49-22 - 551-61-36.

CHANGES

La Grande-Bretagne abolit tous les contrôles

De notre correspondant

Londres. — Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Échiquier, a annoncé, mardi 23 octobre aux Communes, l'abolition de tous les contrôles sur les changes, soulignant que, « après quarante ans d'existence, le système avait perdu son utilité ». La seule exception apportée à la totale liberté rendue aux Britanniques, notamment d'ouvrir des comptes dans les banques étrangères, d'investir à l'étranger et d'acheter des lingots d'or, concerne les transactions avec la Rhodesie, en raison du système des sanctions qui, de l'avis du chancelier, ne serait bientôt plus nécessaire.

La décision, que Sir Howe a qualifiée d'« historique », dont le premier effet sera d'assurer une économie annuelle de 14 500 000 livres au Trésor, consécutive à la compression du personnel de la Banque d'Angleterre, était attendue. Dans le budget de juin et à la mi-juillet, le gouvernement avait pris des mesures de libération sur le financement des investissements à l'étranger. Néanmoins, au lieu d'une élimination progressive, le gouvernement a préféré abolir d'un seul coup toutes les restrictions. La relative stabilité du sterling et la modestie du montant des capitaux exportés depuis l'été ont probablement déterminé le gouvernement à aller jusqu'au bout de ses intentions.

Aux Communes, le chancelier a souligné que, à un moment où les réserves pétrolières de la mer du Nord augmentaient, il était sage de faciliter les investissements à l'étranger, producteurs de revenus. Il a ajouté que l'abolition des contrôles augmenterait le rôle de la City comme centre

financier mondial. Etant donnée la possibilité offerte aux sociétés étrangères d'emprunter sur le marché des capitaux britanniques, les officiels escomptent que le sterling sera appelé à long terme à jouer un rôle plus important. Néanmoins, on précise que les détenteurs de sterling à l'étranger restent soumis aux restrictions prévues par l'accord de 1977 passé avec les autorités monétaires étrangères, notamment celles du Proche-Orient, en vue d'empêcher une hausse de ses balances après leur chute brutale de 1976.

M. Hesley, au nom de l'opposition, a dénoncé la décision gouvernementale comme une action « précipitée, doctrinaire et aventureuse », soulignant que le gouvernement était privé de la possibilité de rétablir les contrôles si la situation économique le rendait nécessaire dans l'avenir. Mais M. Lawson, ministre du Trésor, déclarait plus tard aux journalistes que le gouvernement n'envisageait pas d'avoir jamais à rétablir ces contrôles. Pour les conservateurs, l'abolition du système répond d'abord au soul du gouvernement d'honorer ses promesses, mais représente surtout un acte de confiance dans le redressement économique amorcé par la politique du gouvernement. A M. Hesley, qui lui demandait s'il pouvait garantir que les institutions financières investiraient davantage en Grande-Bretagne qu'à l'étranger, le chancelier a répondu qu'il fallait s'attendre à une exportation des capitaux mais qu'elle serait com-

pensée par un mouvement en sens inverse, avec pour résultat de n'apporter aucun changement majeur sur le marché des changes.

De son côté, le ministre des finances indiquait qu'il était « impossible de préciser les effets de la décision sur la balance des paiements. Dans une large mesure, cet effet dépendra de la confiance dans le sterling ». La baisse de la livre est considérée comme due au fort taux d'intérêt américain, et non comme la conséquence immédiate de l'abolition du contrôle. M. Lawson a encore déclaré : « Le niveau du sterling ne sera pas déterminé par l'existence des contrôles, mais par la performance de l'économie et la confiance du reste du monde dans la politique du gouvernement ».

M. Lawson a indiqué que la décision gouvernementale n'aurait pas d'effet sur le taux d'intérêt britannique. Il répondait aux critiques de ceux qui craignent que la mesure d'abolition n'ait pour effet d'annuler les chances de réduire le taux de l'intérêt et d'éviter la hausse des prix hypothétiques prévue pour janvier. M. Lawson a déclaré que, en mettant fin au contrôle, la Grande-Bretagne, comme l'Allemagne fédérale obéissait à la lettre du traité de Rome concernant le libre mouvement des capitaux au

sein de la Communauté. « Cette décision représente une modeste part aux efforts entrepris par le gouvernement pour renégocier sa contribution au budget communautaire », a-t-il dit. Il a démenti que l'abolition ait été décidée dans la perspective d'une entrée de la Grande-Bretagne dans le système monétaire européen (S.M.E.). Les réactions de la City sont très favorables : le président du Stock Exchange a déclaré que l'abolition des contrôles permettrait de rétablir la position de Londres comme centre financier. Dans son ensemble, la presse réagit également favorablement. Le Financial Times pense que les premiers effets seront déstabilisants, mais qu'à long terme la mesure sera bénéfique pour l'économie. Pour le Daily Telegraph, les contrôles « n'avaient pas empêché les investissements industriels à l'étranger, mais les avaient rendus beaucoup plus chers ». Et le Daily Mail souligne que « de sages investissements à l'étranger ne représentent pas une perte pour la Grande-Bretagne, mais plutôt une assurance contre un avenir incertain. Le revenu des actifs étrangers acquis aujourd'hui pourrait bien nous être utile plus tard quand notre richesse venant de la mer du Nord s'épuisera ».

HENRI PIERRE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep + ou Dép -	Rep + ou Dép -	Rep + ou Dép -
\$ E.-U. ...	4,2250 - 4,2300	- 123 - 84	- 243 - 190	- 670 - 520
\$ Can ...	3,5690 - 3,5730	- 75 - 30	- 140 - 80	- 445 - 175
Yen (100) ...	1,8030 - 1,8080	+ 80 + 113	+ 153 + 180	+ 380 + 450
DM ...	2,3120 - 2,3153	+ 80 + 95	+ 120 + 170	+ 325 + 305
Florin ...	3,1150 - 3,1180	+ 80 + 85	+ 100 + 145	+ 270 + 345
F.B. (100) ...	14,3160 - 14,3170	- 230 - 235	- 620 - 580	- 1015 - 475
F.S. ...	2,5245 - 2,5285	+ 170 + 220	+ 190 + 450	+ 1105 + 1200
L. (1 000) ...	5,0890 - 5,0900	- 190 - 115	- 375 - 285	- 1120 - 945
£ ...	8,9500 - 8,9510	- 245 - 135	- 540 - 305	- 1000 - 750

TAUX DES EURO-MONNAIES

	7/1/4	7/7/8	8/1/4	8/1/16	8/7/16	8/7/16	8/13/16
\$ E.-U. ...	44 3/4	45 3/8	11 1/4	15	15 1/8	15 1/2	15 1/16
Florin ...	5 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/16	9 7/16	11 1/2	13 1/16
F.B. (100) ...	13	15	13 3/4	14 1/2	15 3/4	11 1/2	13 3/4
F.S. ...	1/4	1	2 1/4	2 3/4	2 7/16	2 13/16	3 5/8
L. (1 000) ...	14	16	14 1/2	15 1/2	15 1/2	16 1/2	16 1/2
£ ...	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
Fr. franç. ...	11 9/16	12 5/8	12 5/8	13 1/8	12 1/4	13	13 3/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués à 11 h. 15 par une grande banque de la place.

LE TAUX DE BASE DES BANQUES AMÉRICAINES EST PORTÉ À 15 %

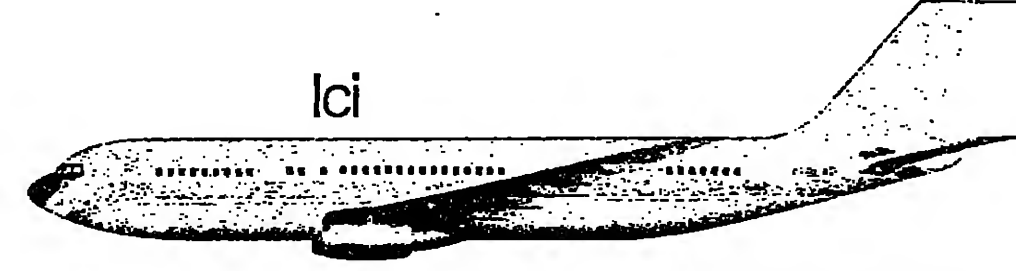
Le taux de base (prime rate) consenti par les banques américaines à leurs meilleurs clients a été porté de 14,5 % à 15 % par la plupart des grands établissements d'outre-Atlantique. Ce relèvement est le deuxième depuis l'annonce des mesures américaines de restriction du crédit, le 6 octobre dernier, à la diligence des autorités monétaires.

Il risque de n'être pas le dernier, puisque lesdites autorités monétaires provoquent délibérément la hausse des taux intérieurs aux Etats-Unis, à la fois en élevant le taux de l'argent entre banques (Federal Funds), en majorant le coût d'accès des établissements au guichet officiel de l'escompte, dont le taux vient d'être porté de 11 % à 12 %, et en « gelant » une partie des dépôts des banques en instituant des réserves obligatoires sur ces dépôts. Les experts estiment que d'ici à la fin de l'année, le taux de base pourrait atteindre 15,5 % et peut-être 16 %, record historique.

CONSUMMATION

● Un essai comparatif sur les pneus de voiture va être entrepris par l'Institut national de la consommation (I.N.C.), dans le cadre de son programme annuel de travaux techniques. En annonçant cette décision à la presse, mercredi 24 octobre, M. Pierre Fauchon, directeur de l'I.N.C., a précisé que cet essai serait « long, complexe et coûteux », et qu'il ne fallait guère en attendre les résultats avant un an. L'I.N.C. a été saisi, en mai et juin derniers, de divers accidents dus à l'éclatement de pneus à carcasse radiale. Cette décision de son conseil d'administration survient quelques jours après la mise en cause des pneus V-10 et V-12 Kleber-Colombes par l'Union fédérale des consommateurs, qui ne fait pas partie de l'I.N.C. (le Monde du 19 octobre).

● Consommation. — L'Institut national de la consommation (I.N.C.) diffuse depuis le 6 octobre un bulletin d'information téléphonique sur les prix et les tendances du marché des fruits et légumes. Ce bulletin, qu'on peut obtenir au numéro d'appel 067-13-22, donne des conseils d'achat au détail et comportera une rubrique de prix concernant des produits alimentaires ou non, des biens et des services et une rubrique « essais comparatifs ».



Ici

le traitement de l'information ne supporte pas l'à-peu-près.

SFENA l'a compris depuis trente ans.

La SFENA, société française, exerce depuis trente ans, une spécialité que l'on pourrait nommer « le traitement de l'information à fiabilité obligatoire ». Elle s'applique en particulier à l'aéronautique, et aboutit à la création de gyromètres à laser, de pilotes automatiques, comme celui de l'Airbus.

Les systèmes conçus et produits par la SFENA sont en service dans 150 compagnies et équipent les forces aériennes de plus de 30 pays.

Ils ont conduit au développement à Villacoublay d'un puissant complexe technique regroupant plus de 450 ingénieurs pluridisciplinaires. Cet énorme potentiel de recherche permet à la SFENA de diversifier ses activités et d'être présente dans des domaines de pointe tels que le test automatique, le matériel médical et l'informatique.

La plupart de ces applications relèvent de l'informatique distribuée, c'est-à-dire du traitement des données par des unités diverses, connectées entre elles, qui pratiquent une certaine division de travail. La Division des Systèmes Informatiques (DSI) bénéficie de cette richesse conceptuelle et de compétences nombreuses et de haut niveau dans la plupart des technologies avancées. Elle peut ainsi construire sur des bases solides des systèmes originaux destinés aux différents aspects de la gestion : ses ordinateurs innoveront hardiment, mais en toute sécurité.

SFENA — Aéroport de Villacoublay — 78140 Vélizy-Villacoublay — tél. 630.23.85
SFENA DSI — 10 bis, rue Paul Dauterive — 78140 Vélizy-Villacoublay — tél. 946.96.36



CONJONC

EN SEPTEMBRE

Les prix de détail ont augmenté



Le résultat, qui ne laisse pas d'être intéressant, est le suivant : les prix de détail ont augmenté de 0,8 % en septembre 1979, par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due à la hausse des prix de gros, qui ont augmenté de 1,1 % en septembre 1979, par rapport à l'année précédente. Les prix de gros ont augmenté de 1,1 % en septembre 1979, par rapport à l'année précédente. Les prix de détail ont augmenté de 0,8 % en septembre 1979, par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due à la hausse des prix de gros, qui ont augmenté de 1,1 % en septembre 1979, par rapport à l'année précédente.

l'informatique Hewlett



Un système Hewlett pour la consommation et le

Solex, première marque mondiale de calcul, a 5 usines en France et emploie 3 000 personnes. Sa production annuelle dépassant 2,6 millions d'unités, Solex a toujours été de répondre aux besoins des constructeurs automobiles tout en se conformant aux normes de pollution et aux directives de consommation des véhicules. Afin d'optimiser le fonctionnement des moteurs, Solex a développé un système de recherche qui se traduit, entre autres, par un ensemble de courbes de calcul de la consommation, relevées de puissance et de consommation de pollution. Solex, en utilisant un traceur de courbes, a développé un système de calcul des pertes de temps et les risques d'accidents.

مكتبة من الأصل

les contrôles

CONJONCTURE

EN SEPTEMBRE

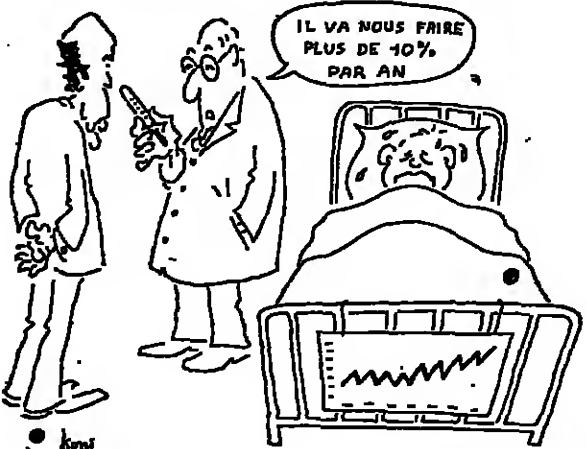
Les prix de détail ont augmenté de 0,8 %

L'indice des prix de détail calculé par l'INSEE a augmenté de 0,8 % en septembre, s'inscrivant à 228,3 contre 244,4 en août sur la base 100 en 1970. En un an (septembre 1979 comparé à septembre 1978), les prix de détail ont augmenté de 11 %.

L'augmentation de septembre apparaît modérée parce qu'elle suit deux mois de très forte hausse : 1,3 % en juillet et 1 %

annuel calculé sur trois mois : + 11,7 %. Sont en forte hausse les postes : vêtements, garages et stations-service (+ 1,7 % en un an).

Le résultat de septembre ne doit pas faire illusion. Les prix des produits manufacturés du seul secteur privé continuent de progresser rapidement (+ 0,9 % en septembre) de même que ceux des services du secteur privé



(Dessin de KONE.)

en août. Mais le rythme annuel de hausse des prix calculé sur les trois derniers mois connus (juillet, août, septembre) atteint 13,4 %, contre 10,4 % il y a un an à la même époque.

● Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,8 % en un mois et de 12,1 % en un an. Rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus : 16,5 %.

● Les prix des services ont augmenté de 0,7 % en un mois et de 11,5 % en un an. Rythme

(+ 1,1 %). Le rythme annuel d'inflation (+ 13,4 %) ne s'explique donc pas seulement par la politique de rétablissement des comptes des entreprises publiques ou de financement des investissements d'E.D.F., mais aussi par le gonflement — probablement important — des marges du secteur privé.

Le ministère de l'économie a publié un commentaire du résultat de septembre, précisant que, au cours des neuf premiers mois de 1979, la hausse des prix s'était, par rapport aux neuf premiers mois de 1978, moins accélérée en France (+ 1,3 point) qu'à l'étranger (+ 2,8 points aux Etats-Unis, + 3 en R.F.A., + 4,9 en Italie, + 7,7 en Grande-Bretagne).

Les nations industrielles et les pays en voie de développement sont-ils concurrents ou solidaires?

Les nations industrielles et les pays en développement sont-ils concurrents ou solidaires? Tel était le sujet du colloque organisé les 20 et 21 octobre, à Paris, par le Service de liaison non gouvernemental aux Nations unies, qui représente, à Genève, différentes associations militantes pour la cause du tiers-monde (1). Quatre interventions qui, d'une certaine façon, s'opposaient deux par deux, résument assez bien les principales attitudes face aux Etats démunis : recherche d'un nouvel ordre économique international, mise en cause de l'actuel moratoire industriel, d'un côté; appel à un nouvel internationalisme prolétarien, porte-à-faux du syndicalisme européen, de l'autre.

Pour M. Stéphane Hessel, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU à Genève, « l'heure est à l'inquiétude », masquée par un mélange de désarroi pour les pays de l'O.C.D.E. et de déception en ce qui concerne les « 77 ». « D'un côté comme de l'autre, on reste bloqué, a-t-il déclaré, sur des problèmes qui n'ont pas beaucoup changé depuis de nombreuses années... » Malgré les thèses des économistes et les discours de responsables de conférences en conférence, on ne tire pas parti, a-t-il ajouté, des potentialités industrielles à développer dans le tiers-monde, ce qui pourrait relancer une économie internationale qui s'essouffle. Résultat : « Bien des pays en développement en viennent à douter de l'efficacité du combat pour une plus grande solidarité et songent à un repliement à l'intérieur des groupes, à une coopération Sud-

Sud afin, ensuite, de négocier à partir d'une position de force. »

« Le moment est donc critique, a souligné M. Hessel, en raison même d'une crispation chaque fois plus forte. » Les pays industriels affirment ne pas pouvoir faire de concessions ; les nations en développement cristallisent autour de positions radicales. Cependant, selon le représentant permanent de la France, le sentiment existe que l'économie ne peut être contrôlée qu'au niveau mondial, et au-delà de la simple défense à court terme des intérêts acquis, se fait jour une plus grande compréhension au Nord comme au Sud et peut-être à l'Est, sur la nécessité d'un guidage international.

« Un pacte colonial amélioré »

Ce discours ressort d'une analyse libérale de la question du développement, et la solution proposée, ou du moins esquissée, s'inscrit à l'intérieur d'une grille classique. En revanche, pour M. Alfred Tevoedjre, directeur général de l'Institut d'études sociales des relations entre pays industriels et nations en développement « demandent essentiellement une libération ». En tout état de cause, « le commerce n'est pas le développement », et la situation actuelle s'apparente à un « pacte colonial amélioré ». Selon l'auteur de la pauvreté, richesse des peuples, « le développement signifie d'abord rupture », du fait même de l'antinomie entre les intérêts des uns et des autres. Ainsi, les villages qui vendent du café et du coton à l'Occident ont perdu leur indépendance alimentaire.

M. Tevoedjre a souligné que parler de transfert de technologie signifie que celle-ci a une patrie, alors qu'il faut retrouver la mémoire technologique des peuples. Quant à l'intégration dans l'économie mondiale, « nous y

sommes déjà en termes de domination et de dépendance ». Il faut, selon lui, établir un développement autonome, mobiliser les forces intérieures, maîtriser les ressources nationales, trouver une solidarité régionale des peuples du tiers-monde, tout en recherchant des « ponts » avec les Etats industriels et en établissant avec eux des « contrats de solidarité ».

Après cette critique d'une nouvelle division internationale du travail qui ne serait qu'un avatar de l'ancien, au profit des mêmes bénéficiaires, M. Jean Ziegler, professeur de sociologie à l'université de Genève, conseiller national, a recherché les modalités « d'organisation d'une solidarité entre militants anti-impérialistes du centre et de la périphérie ».

Après avoir évoqué l'appel à la sécession de la Tunisie en 1911, contre l'occupation du Maroc, il a souligné que « l'impérialisme a organisé le monde, fabriquant les images dominantes et homogénéisant les consciences ».

Il faut, a ajouté M. Ziegler, que « les hommes et les femmes sans voix » puissent s'exprimer, et il faut aboutir à un « internationalisme prolétarien ».

Cette tâche apparaît difficile alors que les travailleurs des pays industriels sont « nationalisés » et « intégrés » au projet impérialiste de leurs propres oligarchies et que les Etats socialistes sont « compliqués ». Dès lors, les efforts doivent passer selon M. Ziegler, par l'organisation de syndicats multinationaux, comme cela existe

déjà pour la chimie et la métallurgie à Genève. Le lancement de grèves internationales, comme celle contre Michelin en 1974, la création d'un fonds de solidarité, la signature de contrats collectifs.

Face à la dénonciation d'une « régression de la conscience internationale des travailleurs », la tâche de M. Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T., n'était pas facile. Après avoir reconnu que les travailleurs avaient perdu la guerre idéologique, il a souligné le contraste entre les discours et la situation dans les usines où les travailleurs subissent dans leur vie les effets de la concurrence du tiers-monde. « Ce qui est relativement facile à la tribune, a-t-il dit, l'est moins à Roubaix ».

Le poids des réalités se fait ainsi sentir et le syndicat doit « assumer ses contradictions ». « Il faut se livrer à un travail d'information et d'explication, trouver des réponses concrètes et des objectifs mobilisateurs. » Ainsi l'engagement dans le réel oblige à une hiérarchie des revendications ; mais il est possible, par exemple dans le cas des travailleurs migrants, de rendre les consciences plus sensibles au terme d'une « lente maturation », à une lutte contre les discriminations et les inégalités. Une conférence syndicale mondiale sur les problèmes du développement est en préparation, a ajouté M. Chérèque. Elle pourrait remettre en cause le modèle industriel productiviste et envisager une nouvelle forme de société. — M. R.

(Publié)

GROUPE INDUSTRIEL VALDOTAIN - ITALIE

opèrent sur échelle internationale dans le domaine :

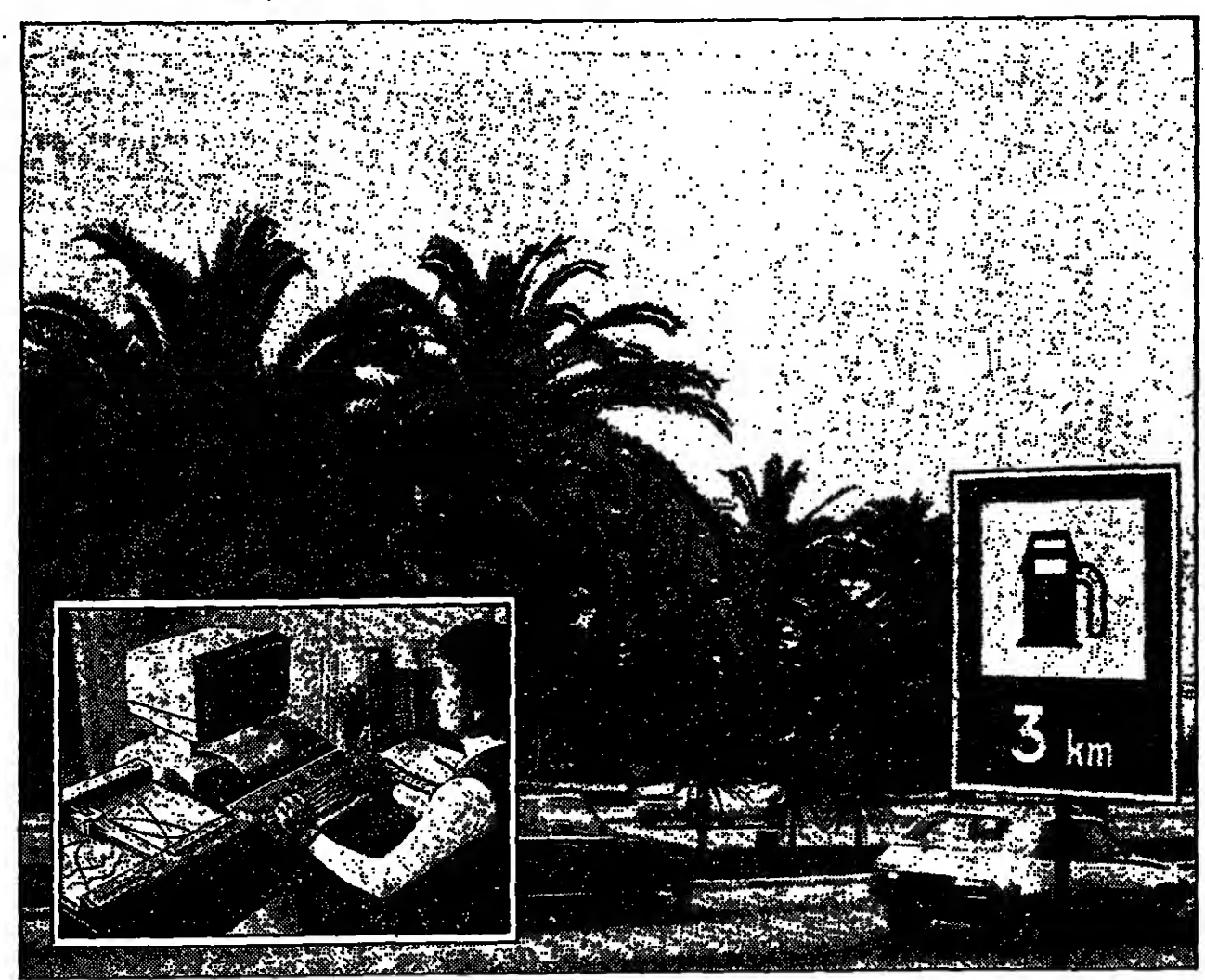
- de l'imprimerie typo-offset
- de la sélection de la couleur (photolithographie)
- de l'édition

recherche :

- de nouveaux clients sur PARIS, où existe déjà un important réseau commercial
- de la sélection de la couleur (M.S.), Piazza S. Chanoan, 33

Recevoir à Studio Pubblicità, 11104 AOSTA (Italie)

L'informatique Hewlett-Packard se juge aux résultats.



Un système Hewlett-Packard aide Solex à réduire la consommation et le taux de pollution de ses carburateurs.

Solex, première marque mondiale de carburateurs, possède 5 usines en France et emploie 3000 personnes, pour une production annuelle dépassant 2,6 millions d'unités. Son souci a toujours été de répondre aux exigences des constructeurs automobiles tout en se conformant aux nouvelles normes de pollution et aux directives concernant la consommation des véhicules.

Afin d'optimiser le fonctionnement des moteurs dans ces deux domaines, Solex a développé un important programme de recherche qui se traduit, entre autres, par l'exécution d'un ensemble de courbes : calcul de la richesse d'un mélange, relevés de puissance et de consommation du moteur, mesure de pollution.

Solex, en utilisant un traceur de courbes 4 couleurs HP 9872 couplé à un système de calcul HP 9845, élimine les pertes de temps et les risques d'erreur liés à l'exécution

manuelle de ces opérations. En visualisant clairement le résultat des tests, le matériel HP a apporté une aide efficace aux techniciens de Solex. Après chaque essai, la totalité des calculs et la reproduction des courbes s'effectuent en quinze minutes environ, sans erreur possible ; exécutées manuellement par un spécialiste, elles demandaient auparavant plusieurs heures.

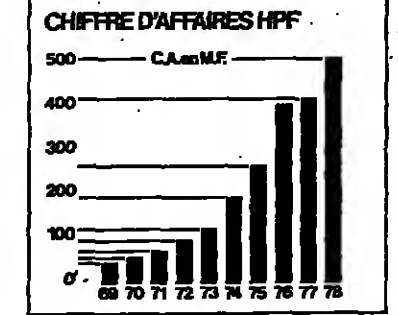
En introduisant les tacteurs augmentation de puissance de calcul, rapidité et fiabilité dans la production des courbes, HP permet aux techniciens de la société Solex de se consacrer entièrement à la recherche. Le fonctionnement du matériel HP est assuré par un personnel non informatique qui a très vite apprécié sa facilité et sa souplesse d'utilisation. Une fois de plus, le matériel Hewlett-Packard a su répondre aux besoins spécifiques d'une entreprise et aux impératifs de son marché.

Hewlett-Packard France, un partenaire informatique digne de votre confiance.

Une entreprise sur laquelle vous pouvez compter.

Dès son installation à Paris, en 1964, Hewlett-Packard France a connu une expansion soutenue. De 1968 à 1978, son chiffre d'affaires a augmenté en moyenne de 20 % par an, pour atteindre 525 MF en 1978, dont 138 MF pour la seule usine de Grenoble.

Le dynamisme et la continuité que traduisent ces quelques chiffres sont, en eux-mêmes, une garantie. En choisissant Hewlett-Packard France, vous trouverez toujours les matériels et les hommes nécessaires à votre développement informatique.



Une technologie de pointe qui s'adapte à votre développement.

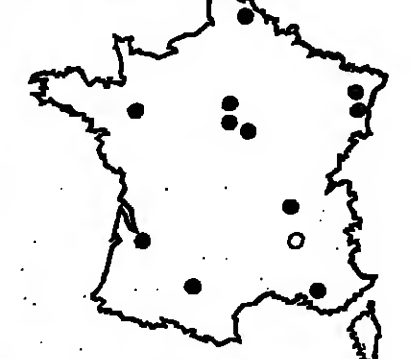
Etabli dans 65 pays, Hewlett-Packard emploie aujourd'hui 43 000 collaborateurs au service de plus de 200 000 clients. HP consacre 10 % de son budget à la recherche et développe, partout dans le monde, une technologie très avancée appliquée à des produits d'avenir conçus pour s'adapter à des besoins en constante évolution. Cette avance technologique vous met à l'abri des risques d'obsolescence rapide des matériels.

Partenaire rigoureux, HP France met à votre disposition des matériels dont la fiabilité et le caractère modulaire contribuent à votre développement et, par leur souplesse, s'adaptent à l'évolution de vos structures et de votre organisation.

Une équipe de haute compétence au service de vos techniciens.

La réussite de Hewlett-Packard France ne repose pas seulement sur des performances techniques, mais aussi sur la qualité des hommes et de leur compétence. Créateur d'emplois

(ses effectifs ont augmenté de 22% en 1978 et comptent maintenant 1100 personnes) HP France assure à ses techniciens et ingénieurs une formation très poussée, garante pour ses clients d'une assistance avant-vente et d'un service après-vente extrêmement efficace.

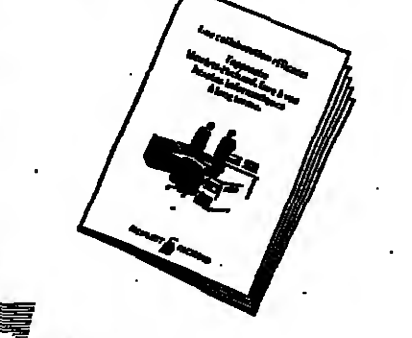


Une maintenance rapide et proche de vous.

Dans un souci d'efficacité et de service maximum, HP France a opté pour une organisation souple et adaptable, et pour ce faire, a poussé très loin la décentralisation. L'implantation de ses bureaux de vente à Orsay (siège social), Aix, Blanc-Mesnil, Bordeaux, Evry, Lille, Lyon, Metz, Rennes, Strasbourg, et Toulouse apporte à tous ses clients la certitude d'interventions très rapides.

Partenaire à part entière travaillant en prise directe avec vos responsables, Hewlett-Packard France est à même d'assurer à votre matériel informatique ses performances optimales.

Pour mieux nous connaître, demandez-nous la brochure très complète que nous venons de publier : HP France. BP 70. 91401 Orsay Cedex. Tél. 907.78.25



HEWLETT PACKARD

AUTOMOBILE

Matra et P.S.A. Peugeot-Citroën vont élargir leur coopération

Les groupes Matra et P.S.A.-Peugeot-Citroën négocient un élargissement de leur coopération dans le domaine automobile. L'accord qui depuis 1969 lie la division automobile de Matra à Chrysler-France — entré depuis 1978 dans le groupe P.S.A. — vient à expiration à la fin de 1980. Le renouvellement de cet accord devrait être l'occasion d'asseoir sur des bases plus larges et plus solides l'activité industrielle de Matra — automobiles et de renforcer les liens financiers entre les deux groupes.

Une nouvelle société Automobile Matra pourrait être créée, dans laquelle Matra serait majoritaire. P.S.A.-Peugeot-Citroën prendrait une importante participation, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses filiales (Chrysler - Talbot, Citroën ou Peugeot).

Matra souhaite en effet élargir l'activité de sa division automobile, qui est restée jusqu'à présent trop limitée pour être véritablement rentable. Selon les accords jusqu'ici en vigueur, Matra étudie des modèles, qu'elle fabrique dans ses usines et vend à Chrysler-Talbot, chargé du marketing, de la distribution et de l'après-vente. Matra fournit les châssis et les carrosseries des voitures, mais achète à Chrysler-Talbot une bonne part des éléments (boîtes de vitesses, moteurs, etc.), si bien qu'au total sa valeur ajoutée ne représente qu'environ 30 % de la valeur finale du véhicule. Deux modèles sont actuellement produits selon ce schéma au rythme de quatre-vingts voitures par jour.

Chrysler-Talbot, de son côté, désire s'appuyer sur Matra pour développer une image plus « sportive ». Par ailleurs, le groupe P.S.A. songe, comme Renault, à se lancer dans la compétition de formule 1, domaine dans lequel Matra, deux fois champion du monde en 1973 et 1974, dispose d'une expérience précieuse.

Le renforcement de la collaboration des deux groupes dans le domaine automobile soulignée par les deux partenaires pourrait s'avérer d'autant plus profitable que la nouvelle société Automobile Matra, après l'acquisition pour la maison-mère de Jaguar et de Solex (le Monde du 24 octobre), serait en mesure de bénéficier des techniques les plus avancées dans le domaine de l'électronique de bord et de l'injection. En tout état de cause, il paraît donc exclu que le groupe de M. Lagardère se sépare purement et simplement de sa division automobile. La décision définitive devrait être annoncée dans les semaines à venir. — V. M.

(Publicité)

« MALLETTE BIONIQUE 007 »

- Elle détecte les vapeurs d'explosifs;
- Vous protège contre les balles;
- Détecte les dispositifs d'écoute électroniques;
- Enregistre secrètement votre conversation pendant 6 heures;
- Immobilise un agresseur;
- Contient un émetteur caché de piégeage;
- Déclenche une sirène d'alarme hurlante en cas de vol.

ET ELLE RESSEMBLE A VOTRE ATTACHE-CASE ORDINAIRE

NI PLUS GRANDE NI PLUS LOURDE

COMMUNICATIONS CONTROL SYSTEMS Ltd.
62 S. Andley St. London W 1 Angleterre.
Tél. : (01) 832223 - (01) 235-9112
Téléc. : 8814709.

VIENT DE PARAÎTRE
FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Viète
Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE
DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES 79/80
Prix en notre librairie : 176 F - Franco 187 F.

chefs d'entreprise!
cadres dirigeants!

Le téléphone :
un moyen d'action commerciale
peu connu
des Chefs d'entreprise

Une fois encore
la Poste est en grève...
votre information ne passe plus
une solution :
téléphonez !

- mais
- avez-vous le personnel (supplémentaire) nécessaire ?
 - avez-vous les lignes téléphoniques (supplémentaires) nécessaires ?
 - avez-vous les équipements (supplémentaires) nécessaires ?

(mediaphone)
conseil (1) 340.77.77

vous propose ses moyens et son « savoir-faire »
propre aux « messages téléphoniques ».

C'est son métier !

Pour en savoir plus, appelez (1) 340.77.77
et demandez **Guy BOBICHON**.
Il vous remettra gratuitement
un Guide Pratique des « Actions Téléphoniques ».

(mediaphone)
192, rue de Charenton - 75012 Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA

Matra vient de s'assurer la maîtrise des sociétés du groupe Solex, spécialiste mondial du carburateur automobile, en plein accord avec son président, M. François Gaudard, et les principaux autres actionnaires.

Ce groupe réalise en France un chiffre d'affaires de près de 400 millions de francs, et environ 300 millions de francs à l'étranger, par les sociétés où il est directement intéressé.

Il est articulé autour de deux sociétés :
— Solex S.A., société cotée au comptant à la Bourse de Paris, qui détient la branche française du groupe.

La Compagnie Industrielle et Financière (C.I.F.) qui regroupe essentiellement les participations étrangères.

La majorité des actions représentait le capital de Solex S.A. sera

apportée à Matra et rémunérée par des actions d'apport. La formule par laquelle la totalité du capital de la C.I.F. deviendra propriété de Matra sera précisée ultérieurement. Elle pourra éventuellement recourir à la procédure d'apport.

Cette intégration va permettre à Matra de confirmer et d'amplifier l'orientation de ses activités électroniques dans un nouveau et prometteur secteur d'application.

Solex, tout en conservant sa vocation de base, assurera ainsi sa pérennité et son expansion dans un contexte industriel renouveau. Grâce à la Synergie ainsi créée avec Matra et avec Jaguar ou Matra a pris récemment une position majoritaire avec V.D.O.

Cette stratégie permettra au groupe Matra d'aborder globalement les problèmes posés par le développement de l'électronique automobile.

SICAV. ÉPARGNE INDUSTRIELLE (1)

	31 novembre 1978 (2)	30 septembre 1979
Nombre d'actions	100 000	456 748
Actif net (millions de francs)	24,16	130,73
Valeur liquidative (en francs)	241,65	286,22

(1) Placée sous le régime de la loi du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises.
(2) Début de l'exercice des actions dans le public.

ENERGIA

Au 30 septembre 1978, le capital de la société s'élevait à 42 136 554,88 F. L'actif net, d'un montant de 62 322,54 F, se répartissait comme suit :

- Obligations françaises 37,85 %
- Actions françaises 10,86 %
- Actions étrangères 46,91 %
- Autres éléments d'actif 4,38 %

Au 30 septembre 1979, la valeur nette de l'action était de 139,48 F. Il est rappelé qu'un coupon de 6,26 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,66 F a été réglé le 27 mars 1979.

MERLIN - GERIN

Le chiffre d'affaires non consolidé de la société pour les neuf premiers mois de 1979 s'est élevé à 1 345 millions de francs en augmentation de 74 % sur celui de la même période de 1978.

L'amélioration régulière de l'enregistrement des commandes depuis le début de l'année a été encore plus marquée au cours des derniers mois.

A fin septembre, le total de cet enregistrement s'élevait à 1 515 millions de francs portant ainsi la progression à 18 % par rapport à la même période de 1978.

OBLISEM

Le conseil d'administration réuni le 22 octobre 1978 sous la présidence de M. Aimé Pierrey, a arrêté les comptes de son onzième exercice clos le 30 septembre 1978.

Il proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 10 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,06 F, soit un dividende global de 11,06 F au lieu de 10,97 F au titre de l'exercice précédent.

Au 30 septembre 1979, le montant de l'actif net ressort à 555,39 millions de francs et le nombre de titres en circulation s'élève à 4 207 494. Malgré la baisse des cours des obligations françaises, la valeur liquidative — 532 F — a pu être maintenue au niveau du début de l'exercice.

DELALANDE S.A.

Le conseil d'administration réuni le 19 octobre 1979, sous la présidence de M. Gérard Billaud, a examiné l'activité de la société et les prévisions des résultats pour l'exercice en cours.

Depuis le début de l'année, l'activité d'immobilier s'est poursuivie favorablement. Les dix-neuf contrats de crédit-bail signés et l'acquisition d'un immeuble à usage de bureau destinés à la location représentent un montant prévisionnel d'investissements de l'ordre de 100 millions de francs qui dépasse largement l'objectif qui s'était fixé la société pour l'ensemble de l'exercice. Le montant des engagements bruts d'immobilier s'élève ainsi à 988 millions de francs répartis en cent cinquante-deux opérations de crédit-bail et onze opérations de location.

Les prévisions établies pour l'ensemble de l'exercice permettent d'envisager, quel que soit le nombre des obligations qui seront présentées à la convention d'ici à la fin de l'année, un nouvel accroissement du dividende unitaire.

Les contrats en négociation et en

cours de signature devraient permettre d'ici à la fin de l'exercice de porter ce montant aux environs du milliard de francs.

Le bénéfice au 30 juin 1979 s'élève à 16 080 000 francs — contre 11 370 000 francs — au 30 juin 1978. Il convient cependant de noter que cette progression de 41,10 % est à rapprocher de l'augmentation de 33 % du capital à rémunérer porté de 81 057 500 francs — au 31 décembre 1977 à 107 954 800 — au 31 décembre 1978 par suite des conversions d'obligations.

Les prévisions établies pour l'ensemble de l'exercice permettent d'envisager, quel que soit le nombre des obligations qui seront présentées à la convention d'ici à la fin de l'année, un nouvel accroissement du dividende unitaire.

Les contrats en négociation et en

LEXIQUE de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

Vient de paraître aux Éditions SCM

Lexique de la télématique

par P.A. Messier
Près de 1 200 termes expliqués avec leur équivalent anglais
232 pages 88 F (74 F Franco)
Place des Rellets
92081 Paris La Defense 2
Tél. 773.65.00

LES MAR

PARIS
23 OCTOBRE

Marché très irrégulier

La séance a été marquée par une certaine nervosité, due à la perspective d'une hausse des taux d'intérêt. Le marché a été très irrégulier, avec des hausses et des baisses alternées. Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

BOURSE DE PARIS

VALEURS	%	% de	VALEURS	%	% de
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000
Alcatel	35	8 180	SAF	25	11 000

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la spéculation sur les taux. Les valeurs françaises ont été plus résilientes, mais ont subi des pertes importantes dans certains secteurs. Le marché a terminé en baisse, avec une perte de 1,20 point.

مكتبة من الأصل

PARIS
23 OCTOBRE

Marché très irrégulier

Redevenu inquietant vingt-quatre heures plus tôt, l'état du marché s'est très légèrement amélioré mardi, jour de liquidation générale. La tendance, en effet, s'est révélée très irrégulière et les hausses, comparées aux baisses, ont même été un peu supérieures en nombre. Si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané enregistrait une petite avance voisine de 0,6 %.

« Ce n'est pas le Pérou, murmure le professionnel, qui nous a ruinés, mais le dollar, le membre-à-l'évité le pire. » De fait, l'effort déployé par les organismes de placement collectif pour attirer des investisseurs étrangers, qui paraît avoir été payant, la hausse du dollar et la baisse de l'or interrompt au bon moment pour les investisseurs étrangers, qui ne peuvent pas dire que l'éthiopianisme était stoppé. Une vingtaine de valeurs ont encore écoupé, Usinor (-7,2 %) en tête. Mais beaucoup d'autres, comme la Générale des Bauxites, sont redressées, notamment Matieux (+10 %). Cela étant, la liquidation n'en demeure pas moins permaluse et même assez délicate. Les cours de clôture du mois des cours proches de 9 %. Jamais depuis octobre 1976 (-9,5 %), et le premier nazafé est causé fortement secoué. Au total, l'indice des actions du secteur était partagé. Mais pour beaucoup le moteur de la hausse est bien cassé. « Nous allons végéter jusqu'en fin d'année », nous a déclaré un agent de change moins pessimiste que les autres.

... Comme sur les autres places internationales, l'or a baissé. Le lingot a perdu 750 F à 39 950F, faisant ainsi ressortir à 536,46 dollars (contre 402,92 dollars) le prix de l'once de métal jaune à Paris. Le napoléon, en revanche, a peu varié, s'établissant à 439 F (après 439,50 F), soit à 0,90 F seulement au-dessous de son niveau précédent.

LONDRES

La suppression totale du contrôle des changes en Grande-Bretagne ne provoque aucune réaction boursière. Plus sensible à l'effet de la hausse du loyer de l'argent aux Etats-Unis, le marché se replie, les industrielles en tête. Reprise des mines d'or.

Dr (ouverture) (dollars) 229 .. contre 296 ..		
VALEURS	CLOTURE 23 10	COURS 24-10
Beaumont	138 ..	138 ...
Brief's Petroleum (1)...	395 ..	395 ...
Canadian	87 ..	87 ...
De Beers	7 7/8	7 9/8
Imperial Chemical	247 ..	247 ...
Ala Ties & Zinc Cos	36 ..	36 ...
Steel	268 ..	268 ...
Victoria	131 ..	132 ...
Wm Linn 3 1/2 % ..	32 1/8	31 7/8
Westminster	53 ..	54 ...
Western Holdings	42 1/2	43 1/8

(*) En dollars U.S.
dollar Investment

net de primes sur le

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CHASE MANHATTAN BANK. — Le bénéfice net consolidé du troisième trimestre s'élève à 77,9 millions de dollars (+ 56 %), et non à 51,5 millions comme indiqué par erreur dans nos éditions du 17 octobre dernier. Pour les neuf premiers mois, le résultat net consolidé atteint donc 229,1 millions de dollars contre 137,2 millions (+ 67 %).

J. BOREL INTERNATIONAL. — Les comptes d'exploitation font ressortir pour le premier semestre une perte de 31 millions de francs contre un déficit de 48 millions de francs, en 1978, à pareille époque. Selon les dirigeants du groupe, des résultats positifs devraient être dégagés pour le second semestre, en liaison avec le redressement du groupe et l'évolution saisonnière de son activité toujours plus favorable durant la seconde partie de l'année. De ce

Taux du marché monétaire

NEW-YORK

Au plus bas de l'année
Une tentative de reprise a été enregistrée mardi à Wall Street. Mais elle a rapidement tourné court et l'indice des industrielles, qui, au moment, était remonté à 815,3 (+ 7,25 points), est brutalement retombé au voisinage du meller de

Sur 1915 valeurs traitées, 967 ont été gagnées et 545 ont manqué.

	COURS	COURS
--	-------	-------

VALUES	22/10	23/10
.....	48 3/4	49 1/2
.....	52 1/8	51 1/2
.....	49 1/2	49 1/2
.....	53 7/8	54 3/8
.....	52 1/2	52 1/2
.....	38 3/4	38 3/4
.....	49 7/8	50 1/8
.....	56 1/2	56 1/2
.....	37 1/4	37 1/4
.....	47 3/8	47 3/8
.....	32 7/8	33
.....	58 1/2	58 1/2
.....	47 1/2	47 1/2
.....	52 3/4	52 3/4
.....	25 1/4	25 1/4
.....	33 1/2	33 1/2
.....	44 1/4	44 1/4
.....	46 3/4	46 3/4
.....	83 1/2	82 3/8
.....	28 1/8	28 1/8
.....	31 1/4	31 1/4
.....	29 1/8	29 1/8
.....	21	21
.....	19 3/8	18 3/4
.....	57 7/8	58 1/2

INDICES QUOTIDIENS

urs françaises ..	115,4	115,7
-------------------	-------	-------

COURS DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

ta général	99,9	100,3
------------------	------	-------

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/18	24/18
226 75	226 75	226 90

224	(61)	9843	..	234 18	234 89
-----	------	------	----	--------	--------

BOURSE DE PARIS - 23 OCTOBRE - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS AU CINQUETE | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

